

## Mirage haïtien

Haïti a, depuis dimanche, son président élu. Les apparences sont sauves. A l'issue d'un scrutin sans incidents violents, les résultats sont présentables : avec 50,29 % des suffrages exprimés, M. Leslie Manigat remporte de justesse l'élection présidentielle tant attendue. L'homme lui-même est de belle facture. Après des études prestigieuses, il a quitté le pays pour un long exil à la suite d'une rapide séparation d'avec l'ancien dictateur François Duvalier. Il est revenu, lorsque la « transition démocratique » lui a permis, brigueur la magistrature suprême.

Beaucoup de fausses notes jalonnent pourtant ce parcours. M. Leslie Manigat n'a pas cru devoir refuser de se présenter bien que le scrutin fût préparé sous la contrainte de l'armée, après le sanglant échec de la première élection, le 29 novembre dernier. S'il a gagné ainsi l'appui des militaires, et peut-être celui des États-Unis, le futur chef de l'État n'a pas provoqué l'enthousiasme chez les électeurs. Ils n'ont été guère plus de 30 % - officiellement - à accomplir leur devoir électoral, bien que ce fût la première fois depuis trente ans qu'ils avaient l'occasion de le faire.

L'opposition à l'actuel Conseil national de gouvernement, qui a trouvé dans cette épreuve un semblant d'unité, n'est pas seule à lui reprocher la participation à ce qu'elle appelle une « mascarade ». La puissante Église catholique vient, elle aussi, d'estimer, par la voix de la conférence épiscopale, que tout cela rappelait d'anciennes et peu glorieuses pratiques. « Ces élections nous ont plongés dans le désespoir », affirment les dix évêques haïtiens.

Ce scrutin, qui devait aussi permettre la désignation des députés et des maires, a conduit, en l'absence des candidats de l'opposition, à l'élection de nombreux dignitaires de l'ancien régime, qui réapparaissent aujourd'hui surabondamment dans les médias. Avec les militaires, ils sont les grands bénéficiaires au terme de deux années de transition démocratique dont beaucoup craignent qu'elle n'ait été qu'une courte parenthèse.

Dans l'île des Caraïbes plus que jamais exotique, le nouveau président, qui doit prendre officiellement ses fonctions le 7 février, n'a donc pas la tâche facile. La composition de son futur gouvernement permettra-t-elle de connaître le degré d'indépendance et de détermination d'un homme réputé habile, face à d'encourants alliés.

Au moment où M. Leslie Manigat doit avant tout convaincre les États-Unis de rétablir leur aide, vitale pour le pays, son attitude envers l'opposition et la presse, qui jouissent encore d'une certaine liberté, sera le signe le plus tangible de sa volonté de faire de cette nouvelle étape de la vie haïtienne autre chose qu'un simple mirage.

(Lire nos informations page 6.)

Visite à Paris de Jeanne Sauvé gouverneur général du Canada  
Page 6



Alors que la majorité a placé ses troupes en ordre de bataille

## M. Mitterrand réserve à M. Rocard une place de choix dans la campagne

Selon M. Rocard, qui a rencontré le chef de l'État le samedi 23 janvier, « toutes les hypothèses » sont encore ouvertes sur la candidature de M. Mitterrand et la sienne. M. Rocard, qui devrait en tout état de cause avoir une place de choix dans la campagne, a indiqué que M. Mitterrand serait état de sa décision dans cinq semaines. D'autre part, le PR a apporté un soutien massif à M. Barre, et le congrès extraordinaire du RPR a consacré M. Chirac.

Le président l'a dit au candidat; le candidat l'a dit à la radio; et c'est ainsi que tout le pays l'a su. Quel donc ? Que M. Mitterrand annoncera dans cinq semaines, c'est-à-dire au tout début du mois de mars, s'il a choisi de briguer ou non un second mandat. Le vice-candidat Rocard a recueilli la précieuse information à l'Élysée, le samedi 23 janvier, au petit déjeuner, puis il a tourné sa langue sept fois dans sa bouche avant de la délivrer aux Français haletants, le lendemain soir, par l'intermédiaire du « Grand Jury RTL-Le Monde ».

L'affaire a fait grand bruit, pour peu de chose en apparence, puisque l'essentiel - la candidature ou non de M. Mitterrand - n'est pas dit. Elle présente tout de même quelque intérêt du point de



vue de la gestion par M. Mitterrand de la campagne électorale et du rôle que M. Rocard pourrait y tenir. Le chef de l'État a agi, jusqu'à présent, en deux temps. Il a eu d'abord un comportement qui pouvait passer pour une coquetterie d'acteur, malgré l'importance du choix, lorsqu'il s'interrogeait à haute voix sur les arguments qui détermineraient sa décision. Ce n'était pas un jeu, disait-il, mais cela devenait « lassant », pour reprendre l'expression utilisée par M. Balladur. Au début du mois de janvier, M. Mitterrand a stoppé net cette vacillation. Sa candidature est devenue « implicite », d'autant qu'elle était accompagnée d'opérations publicitaires à grand spectacle : les vedettes du cinéma et de la chanson, mobilisées par Jack

Lang, se bousculaient pour indiquer qu'elles s'étaient inscrites sur les listes électorales ou pour supplier le chef de l'État de ne pas « laisser béton »; l'Europe, thème cher au président, devenait dans les magazines « une idée qui fait son chemin »; tel le socialisme d'antan; chaque Français enfin était censé se reconnaître dans la « génération Mitterrand », sous peine de passer pour un fils indigne, un traître ou un malpoli.

Il ne restait plus que M. Toubon pour oser persister dans l'idée que le chef de l'État ne se représenterait pas. Encore s'exprimait-il en s'excusant d'être devenu « le dernier des Mohicans ».

JEAN-YVES L'HOMEAU

(Lire la suite page 8.)

## La difficile recherche de la paix en Amérique centrale

### Heurs et malheurs du plan Arias

SAN-JOSÉ (Costa-Rica) de notre correspondant en Amérique centrale

L'armée sandiniste a abattu, dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 janvier, un avion qui venait de ravitailler en armes et en nourriture un groupe de rebelles du sud du Nicaragua, près de la frontière avec le Costa-Rica. Selon un porte-parole des insurgés, il n'y aurait aucun survivant parmi les onze membres d'équipage, « tous nicaraguayens ». Les sandinistes donnent une version différente: ils parlent de quatre morts, dont « un Colombien au service de la CIA », et d'un survivant de nationalité nicaraguayenne qui a été fait prisonnier.

Cet incident - le premier du genre depuis la destruction, en octobre 1986 dans la même région, d'un C-143, qui avait donné lieu au procès du seul survi-

vant, l'Américain Eugene Hasenfus - confirme que les pays voisins continuent de fournir un appui logistique à la Contra, en violation des engagements pris par les cinq États signataires du plan de paix pour l'Amérique centrale adopté en août 1987.

A Managua, le ministre de la défense a indiqué que l'appareil, un DC-6, avait décollé d'une petite île hondurienne (El Ciego), située dans l'océan Atlantique. Depuis quelques mois, de nombreuses informations concordantes signalent que cette île est désormais le principal point de départ des avions chargés de ravitailler la Contra au Nicaragua. La base d'El-Aguacate, également au Honduras, aurait perdu de son importance parce qu'elle était devenue trop voyante et risquait d'être l'objet d'une inspection de la part de la Commission de vérification internationale, créée dans le cadre des accords de paix. En

décembre, les Honduriens ont refusé l'accès de cette base aux experts internationaux, les processus de désarmement des installations de la Contra, dont un hôpital de plusieurs centaines de lits, n'étant pas terminés.

Une semaine exactement avant la destruction du DC-6 par un missile soviétique, les présidents des cinq pays d'Amérique centrale s'étaient réunis dans la capitale du Costa-Rica, San-José, pour réaffirmer solennellement les engagements pris cinq mois plus tôt, lors de la signature du plan de paix. Tous les regards étaient alors tournés vers le Nicaragua, qui était accusé de ne pas avoir tenu ses promesses. Du coup, Managua annonça la levée de l'état d'urgence, une amnistie conditionnelle et l'ouverture d'un dialogue avec la Contra.

BERTRAND DE LA GRANGE

(Lire la suite page 6.)

## Amorce d'un compromis agricole à Bruxelles

L'obstacle serait levé avant le sommet européen de février

PAGE 42

## Les violences au Bangladesh

Dix morts lors d'une manifestation à Chittagong

PAGE 5

## La négociation cambodgienne

Un entretien avec le premier ministre de Phnom-Penh

PAGE 5

## Les controverses en Israël

Le Parti travailliste sort affaibli de la crise dans les territoires occupés

PAGE 3

## Les impôts en 1988

Nombreuses réductions pour les entreprises et les particuliers

PAGE 44

## XXII<sup>e</sup> MIDEM à Cannes

Le show-biz habillé de neuf

PAGE 14

## La publicité pendant les films

Chantelle, un petit village de l'Allier, part en guerre contre les coupures

PAGE 13

Le sommaire complet se trouve en page 48

## Succès des programmes Comett et Erasmus

### Les universités conquises par l'Europe

« Le Monde » organise, le mercredi 2 mars, de la Sorbonne, avec le soutien de la Commission des communautés européennes, un colloque international consacré aux programmes européens d'échanges universitaires-entreprises et d'échanges inter-universitaires Comett et Erasmus. Ce colloque sera ouvert par le président de la République et les conclusions en seront tirées par M. Jacques Delors, président de la Commission.

Les universitaires européens - et en particulier français - auraient-ils été touchés par la grâce communautaire ? On peut sérieusement poser la question, à voir le succès remporté, dès leur lancement, par les deux programmes Comett et Erasmus. Le premier (adopté le 9 juin 1986)

visait à développer la coopération entre l'enseignement supérieur et les entreprises; le second (14 mai 1987) à encourager les échanges d'étudiants entre les pays membres. Pour les deux, le nombre de projets soumis à la Commission a été très largement supérieur à ses possibilités de financement, ce qui a entraîné une certaine désillusion des établissements qui n'ont pas vu leurs dossiers retenus, - ou pas en totalité - bien qu'ils aient été reconnus dignes d'intérêt.

Cet engagement inattendu tranche avec la prudence des gouvernements, quant on songe aux interminables tergiversations qui ont précédé l'adoption de ces deux programmes. Comett n'a vu le jour qu'au prix d'une réduction importante de son budget (de 60 à 45 millions d'ECU, sur trois ans) en raison des réticences des Allemands.

FRÉDÉRIC GAUSSEN

(Lire la suite page 11.)

## Le Monde

### ÉCONOMIE

#### La retraite à 60 ans

Cette réforme, instituée en 1982, n'a guère permis d'améliorer l'emploi. Son fonctionnement a été perturbé par l'aggravation du chômage et la mise en préretraite de nombreux salariés. Elle a surtout concerné les cadres.

La chronique de Paul Fabra: Paul Volcker et l'Europe.

Pages 37 à 40

### SPORTS

#### Le dopage à l'examen

Un symposium européen à Paris doit faire le point de la lutte contre le fléau du sport moderne.

La victoire de Mats Wilander aux Internationaux de tennis d'Australie. Les remous dans l'équipe de France de ski.

Page 16

## GASTON BACHELARD

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

INÉDIT

صك زمان الاصل

# Débats

## L'attitude d'Israël dans les territoires occupés

### Question à la conscience juive

**D**ÉCIDÉMENT, Elie Wiesel nous donne de moins en moins d'appétit pour le dialogue. Voilà que le soulèvement des Palestiniens le fait sortir de sa réserve. Il a du mal à observer le silence ou à prendre le recul devant le spectacle quotidien du dialogue entre les blindés et les cailloux. Prenant ses désirs pour des réalités, il s'essaye à recueillir l'image israélienne qui vole en éclats. Il voudrait concilier l'inconciliable : la nécessité de la politique de la « main de fer » et l'esthétique de la « main de fer ».

par MAHMOUD DARWICH (\*)

L'enfant palestinien, bien sûr, qui a poussé le soldat à commettre la faute !

Persone n'a le droit de juger Elie Wiesel, non parce qu'il est lauréat du prix Nobel, mais parce qu'il est l'auteur de la *Mémoire juive*. Mais qu'en est-il de la mémoire des juifs au présent ? Cette question n'est pas plus recevable de la part de la conscience juive telle que la représente Elie Wiesel, pour la simple raison que tous les actes d'Israël ont leur justification.

Elie Wiesel pourra-t-il continuer à danser sur la corde raide sans tomber ? Il ne peut pas empêcher les yeux de voir. Il ne peut pas nier, tirer son épingle du jeu en disant : « Je n'ai pas vu, je n'ai pas su ». Les crimes de notre époque sont perpétrés au vu des caméras, quand bien même s'agit-il de crimes israéliens. Lui dit : « Je suis profondément attaché à Israël. Je l'aime de tout mon cœur. Mais il est naturel qu'on soit affecté lorsqu'on voit à la télévision ces images de soldats israéliens obligés de tirer des balles de caoutchouc et des grenades lacrymogènes sur des enfants... »

Toutes les balles ne sont pas de caoutchouc.

Ce qui est frappant, c'est que, consciemment ou inconsciemment, Elie Wiesel rapporte la répression actuelle à l'histoire de la répression. Le cadre de référence qui permet de juger la conduite israélienne, c'est le droit palestinien.

(\*) Poète palestinien.

colonialisme et l'agression. Est-ce simple lapsus ou prise en considération de faits têtus ? Peu importe. Ce qui importe le plus, c'est ce qu'il oublie, et qui n'est pas mince. La France s'est retirée de l'Algérie. Le soleil s'est couché sur l'Empire britannique. Les USA ont quitté le Vietnam. Le retrait a été la réponse pratique à la question du « que faire ? ». Est-il encore si difficile pour les Israéliens de trouver ce genre de réponse ?

Peut-on concevoir une autre conscience juive ? La position des juifs vis-à-vis de ce que l'occupation israélienne perpète en leur nom est un des éléments déterminants dans le dur examen de conscience que l'on doit affronter pour apporter la preuve de leur adhésion au système des valeurs hautement morales et humaines et même de leur supériorité dans ce domaine, si tel est leur désir. C'est ce qui pourra leur donner le droit de continuer à examiner les fosses communes que la bête nazie a creusées.

Il est temps pour nous de crier, sans crainte de voir notre cri retourné contre nous ou perverti : l'honneur des juifs du monde entier sera éclairé par la bête de l'occupation israélienne et le sang de ses victimes palestiniennes tant qu'il n'aura pas consommé leur rupture avec cette occupation.

C'est à eux qu'il revient de sauver leur honneur en prenant leurs distances avec l'occupation et ses crimes et en se rapprochant de la reconnaissance de la vérité et des droits palestiniens.

### Explosion et implosion

par DIDIER EPELBAUM (\*)

Le corps à corps a dépassé l'insurrection spontanée : c'est la guerre. La stupéfiante audace suicidaire des émeutiers est devenue une arme redoutable. Quand Yasser Arafat réclame la protection de l'ONU et un retrait israélien, il précise :

« Ce qui arrive n'est pas, comme voudraient le faire croire les Israéliens, le résultat d'un désespoir, mais exprime la volonté de faire appliquer cette plate-forme politique. » C'est lui qui définit ainsi les jeunes des territoires occupés : « les nouveaux chefs militaires » (1).

Ces gosses vulnérables et irrédutibles font perdre les pédales à l'une des meilleures armées du monde. « C'est peut-être ça le véritable objectif des meneurs, exacerber les esprits, pousser l'armée à bout et placer Israël dans une situation qui évoque celle de l'Afrique du Sud », dit un officier israélien (2).

Mener la démocratie israélienne à l'implosion ? A court terme, cette stratégie paraît payante. Israël n'a rien su imaginer de mieux qu'en envoyer le contingent casser le mouvement, lui « briser les os » avec la maladresse ahurissante de ses soldats fébriles, piégés, entraînés à se battre contre des canons et des chars, et non contre des pierres ou des couteaux.

Transparence démocratique oblige, les images font le tour du monde, la réprobation monte,

la répression revient à la figure d'Israël, gonflée de spectacle médiatique et de réactions hostiles des pays amis. Démocratie contre désespoir d'Etat.

La démocratie est la force politique d'Israël. Sans elle, l'Etat est incapable de mobiliser l'officier kibboutnik pacifiste au côté du militant d'extrême droite ou de rassembler les juifs. Ce n'est qu'en détruisant sa démocratie que l'on peut espérer le vaincre.

#### Des pourparlers directs ?

L'analyse que font depuis des années en privé Shimon Pérès, ses amis socialistes et certains libéraux est qu'il n'y a pas de solution démocratique au problème démographique dans les frontières actuelles, qu'il faut négocier avec les Palestiniens et la Jordanie et lâcher du territoire.

Malgré l'opinion est crispée par l'insécurité, elle se recroqueville sur son noyau dur. Néanmoins, Pérès a remarqué (sur Antenne 2) qu'il est possible à Israël d'ouvrir des pourparlers directs avec l'OLP mais qu'ils tomberaient très vite dans un cul-de-sac. Jamais il n'avait évoqué publiquement une telle négociation.

(\*) Journaliste, auteur de *Le Troisième Temple, Israël de l'aspic à l'histoire* (Hachette, 1985).

Ballon d'essai ? Arafat ne lui a guère laissé d'arguments pour convaincre ses compatriotes que l'objectif final de l'OLP n'est pas la « destruction de l'entité sioniste », le remake de la guerre de 1948. Que derrière l'émeute ne se dissimule pas le spectre d'un intégrisme qui veut fonder Israël en « Palestine islamique » dans le sang des uns et des autres.

Les nouveaux héros palestiniens ont forcé l'incompatibilité entre démocratie et domination militaire. En augmentant la pression, en contraignant Israël à se durcir, à occulter le débat sur l'avenir des territoires, l'OLP jouerait la politique du pire. La régression du sentiment démocratique en Israël est toujours parallèle à la montée de la violence et à l'intolérance à l'égard des Palestiniens. Moins Israël sera démocratique, mieux il gèrera l'occupation, plus les Palestiniens souffriront. A l'issue du combat, il ne restera que deux peuples exsangues.

Quand la démocratie est en péril, c'est à la fois l'existence d'Israël et celle d'une future entité palestinienne qui sont en jeu. Car cette entité ne pourra se faire qu'avec les Israéliens. Démocratiquement.

(1) *Le Monde* du 16 janvier.  
(2) *Le Nouvel Observateur* du 15 janvier.

### Si l'un veut dominer l'autre...

ENTRE Israël et Israël, la question n'est pas de choisir. La problème n'est pas comment arbitrer. Laissons Ponce Pilate faire le Ponce Pilate. Arrêtons, mesdames et messieurs, au nom de l'humanité, de contempler en jugeant les massacres des gens.

Quand deux frères de la même famille se méfient et se font violence jusqu'à envisager la mort l'un de l'autre, c'est qu'ils n'ont rien compris à leurs parents ou que leurs parents n'ont rien compris à leurs enfants.

Israéliens et Palestiniens, c'est pour moi comme juifs et Polonais. Mais en Orient. Un malentendu douloureux.

Juifs et Polonais ont réellement cohabité dans leur propre obscurantisme. Les Polonais armés de leur folie si particulière, les juifs fétidés de la Torah. Quand le yiddish s'en est mêlé, cela est devenu odieux, car le yiddish a dérangé autant certains juifs que certains Polonais.

Car le yiddish, qui n'est pas la langue du pays d'Israël, est une parole vive qu'on a voulu étouffer... en vain.

Il y avait des Polonais qui avaient le sens du yiddish. Regardez Witold Gombrowicz. Et des juifs polonais qui avaient le sens du polonais, lisez l'Éclaire, d'Isaac Bashevis Singer. Il y a eu échange, mais pas mélange. Les juifs ne le voulaient pas, les Polonais n'y étaient pas prêts.

C'est là que se retrouvent Israéliens et Palestiniens, mais à l'envers.

Les Palestiniens ne veulent pas, les Israéliens ne sont pas prêts.

**MICRO SYSTEMES**  
**LA MICRO QUI BOUGE!**  
**EXCLUSIF TAIWAN:**  
**GAGNEZ DE L'ARGENT AVEC LA CHINE**  
**EN VENTE DES MAINTENANT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

### Les expulsions et le droit international

par N.K. GOLLER-CALVO et MICHEL A. CALVO (\*)

- droit des gens - et le droit jordanien.

Le Moyen-Orient ne cessera pas de nous étonner. Plusieurs milliers de prisonniers arabes avaient été échangés il y a quelques années contre quelques soldats israéliens, à grand renfort de publicité. La communauté internationale s'indigne aujourd'hui lorsque des personnes sont expulsées et échappent ainsi à toute peine privative de liberté et sans que cette libération soit la contrepartie d'un quelconque échange de prisonniers.

L'aspect politique, ici comme ailleurs, l'emporte sur l'aspect humanitaire, l'objectif principal étant de susciter la condamnation de l'Etat d'Israël.

(\*) Respectivement juriste et avocat.

par la communauté internationale. Il serait bien plus utile d'inviter Israéliens et Palestiniens à négocier et à sortir ensemble le Moyen-Orient de son sous-développement.

Il serait souhaitable d'en savoir plus sur les raisons et les motifs ayant mené à ces expulsions, à moins d'estimer par un raisonnement rapide que, en comparaison avec les déplacements de population en Ethiopie, les envois d'enfants au massacre dans la guerre Iran-Irak, les bombardements de population en Afghanistan, les enfants martyrs dénoncés par Amnesty International, les massacres au Cambodge, les « événements » au Tibet, la conquête de Timor, etc., et les otages du Liban, ces neuf personnes accusées d'actes terroristes, dont quatre viennent d'être expulsées et donc libérées, ont bien de la chance.

(1) *The Jerusalem Post*, édition internationale, 2 janvier 1988.

### Einstein déjà...

Il y aura bientôt soixante ans, de sanglants affrontements opposaient en Palestine (qui ne s'appelaient pas encore Israël) des Arabes (qui ne s'appelaient pas encore Palestiniens) et des juifs (qui n'étaient pas encore Israéliens), sans que la Grande-Bretagne, puissance mandataire, puisse, ou veuille, maintenir la paix.

Un grand ami du futur Israël, qui avait visité le pays en 1923, écrivait alors : « C'est faire pour prévenir toute possibilité de retour de telles horreurs ? La première et essentielle nécessité est d'établir un modus vivendi [des juifs] avec la population arabe... Nous, juifs, devons montrer surtout que notre propre histoire, faite de souffrances, nous a donné assez de compréhension et de compréhension pour que nous sachions résoudre ce problème de psychologie et d'organisation - d'autant plus qu'aucune différence irréductible ne s'oppose à la paix entre juifs et Arabes en Palestine. Soyons donc sur nos gardes contre tout chauvinisme aveugle, et ne nous imaginons pas que les horreurs britanniques puissent remplacer la raison et le bon sens. »

Aujourd'hui, seul l'adjectif « britannique » demanderait à être modifié dans ce texte. Le même homme écrivait en novembre 1929 au dirigeant sioniste Weizmann : « Si nous ne trouvons pas le moyen de coopérer et de traiter honnêtement avec les Arabes, c'est que nous n'avons rien appris au cours de nos deux millénaires de souffrance, et que nous méritons le sort qui nous attend. En particulier, nous ne devons pas attendre trop des Anglais. Car, à moins que nous n'arrivions à une authentique coopération avec les dirigeants arabes, les Anglais nous lâcheront, en fait sinon en paroles. Et ils nous plaindront dans notre détresse, levant pieusement les yeux au ciel et proclamant leur innocence, mais sans bouger le doigt pour nous aider. »

A condition de remplacer les Anglais par l'ensemble des grandes puissances, cet événement ne reste-t-il pas intégralement valable ? Une dernière citation, enfin, extraite d'une lettre adressée au rédacteur en chef du journal arabe *Fa'el* le 15 janvier 1929 : « Je crois que les deux grands peuples sérites, dont chacun a tant contribué à notre culture occidentale, ont un grand avenir commun ; au lieu de se faire face dans l'hostilité et la méfiance, ils devraient soutenir mutuellement leurs aspirations culturelles et nationales et rechercher les voies de la coopération et de la compréhension. »

Il semblerait que ces idées d'Einstein soient encore plus difficiles à accepter que la théorie de la relativité. Est-il vraiment trop tard pour que notre siècle lui donne raison sur ce point-là aussi ?  
J.-M. LEVY-LEBLOND, physicien, université de Nice.

#### Des déportations ?

Selon le gouvernement israélien, ces territoires ne sont pas des « territoires occupés » mais des territoires « administrés » ; il s'estime néanmoins lié par toutes les dispositions de cette convention relatives à la protection des populations.

En supposant qu'ils s'agisse de territoires occupés, les mesures d'expulsion prononcées consécutivement des « déportations » au sens de la convention de Genève ? La déportation est une peine consistant en un exil dans un lieu déterminé ou en un internement dans un camp de concentration situé à l'étranger, ce qui, de toute évidence, n'a pas été envisagé par les autorités israéliennes.

En outre, les dispositions sur la « déportation », telles que prévues par la convention de Genève, ne sauraient s'appliquer, les personnes expulsées n'étant nullement déportées vers des environnements hostiles.

S'agit-il de mesures de « transfert », c'est-à-dire d'actes par lesquels des personnes passent du territoire occupé dans un autre Etat occupé ou non ? Il faut répondre par la négative car les « expulsés » sont des citoyens jordaniens. Ils ont le droit de rejoindre la Jordanie, qui a l'obligation de leur remettre un passeport. Les autorités jordaniennes ne pourraient légalement leur interdire l'accès à leur territoire sans violer le

**Le Monde**  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Télex MONDPAR 650572 F  
Téléphone : (1) 45-23-06-31  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Wouts.  
Rédacteur en chef : Daniel Veret.  
Correspondant en chef : Claude Salas.  
ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F  
ÉTRANGER (par mandats)  
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F  
II - SUISSE, TUNISIE  
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F  
Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.  
**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE  
Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395 - 2037  
ABONNEMENTS PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO  
365 jours par an. 24 heures sur 24

ISRAËL : Conséquence de la politique de la « matraque »
Le Parti travailliste sort affaibli de la crise en Cisjordanie et à Gaza

JERUSALEM de notre correspondant
En lançant sa nouvelle « politique » dans les territoires occupés, celle de la matraque, le ministre israélien de la Défense, M. Rabin, a aussi porté des coups à sa propre formation, le Parti travailliste. Si aucun des dirigeants travaillistes - à une exception près - n'a osé prendre publiquement l'homme qui domine la scène politique israélienne, la grigne et les doutes se font entendre à la base, dans un parti qui s'est affaibli et meurtri de la crise en Cisjordanie et à Gaza.

Les sondages en témoignent, qui marquent une désaffection pour les travaillistes. Le silence embarrassé du numéro un du parti, le ministre des Affaires étrangères Shimon Pérès, signifie pas autre chose. Plus étroitement associés que jamais à la politique de maintien de l'ordre dans les territoires, la formation de M. Pérès a perdu en crédibilité (auprès des Israéliens comme des Palestiniens) en tant que parti offrant une solution de rechange au statu quo en Cisjordanie et à Gaza.

Ce week-end en fut la démonstration, avec deux manifestations organisées dans des milieux qui devaient être proches des travaillistes et qui n'ont guère eu pour cible : M. Rabin.

Démision d'un député arabe

La première fut celle qui réunit, samedi 23 janvier, deux milliers d'Arabes israéliens à Nazareth, en Galilée, une région où ils sont majoritaires. Comme déjà fin décembre, il s'agissait de témoigner la solidarité des Arabes israéliens envers leurs « frères » des territoires. A l'appel de la municipalité communiste, on défila sans incident dans la rue principale de Nazareth : cortège dense et déterminé, brandissant des bannières noires à la mémoire des Palestiniens tués (trente-sept en trente-huit, selon les estimations), lors d'affrontements avec l'armée, au cours de ces six semaines de troubles dans les territoires.

Le défilé était mené par les cinq députés arabes israéliens de la Knesset. Il y eut bien, en fin de compte, quelques drapeaux palestiniens brandis, mais tout aussi vite rangés, comme si les organisateurs entendaient prouver qu'ils avaient jusqu'au bout tenu leur promesse. Ils étaient là pour une manifestation de solidarité, pas pour un geste de défi ouvert à l'égard d'un Etat, dont les Arabes israéliens sont membres - même si c'est un fait que ce n'est pas de leur choix.

Mais l'important fut l'intervention du seul député arabe travailliste, M. Abdel Wahab Darouiche. Celui-ci avait choisi cette journée pour annoncer spectaculairement sa démission du Parti travailliste. Il a expliqué qu'il entendait protester ainsi contre « la poigne de fer appliquée par M. Rabin en Cisjordanie et à Gaza » et « contre l'occupation continue des territoires ». Même si M. Darouiche avait, depuis quelque temps, déjà pris ses distances à l'égard de son parti, sa décision n'en est pas moins significative : il est difficilement mobilisable. C'est une nébuleuse qui rassemble tout (ou presque) ce qu'il y a de gauche, de libéraux, de militants socialistes et pacifistes avec, comme toujours, pour pivot un reproche d'« angélisme », la présence de militaires d'active ou de réserve. La « manifestation Shalom Archav » est une des institutions de la vie politique israélienne, baromètre des frustrations et des désespoirs éprouvés par nombre d'Israéliens face à la crise dans les territoires. « Il n'y a malheureusement pas de Shalom Archav dans le monde arabe », s'écrit souvent le premier ministre, M. Shamir.

Des bus avaient collecté la population des kibboutzim, venus observer la bourgeoisie citadine, de Haïfa et de Tel-Aviv, descendus, elle aussi dans la rue pour cette manifestation aux flambeaux place des Rois d'Israël, en face de la mairie. Ils étaient de trente mille à cinquante mille ; c'est beaucoup pour Israël, et peu de formations politiques du pays peuvent se vanter de pouvoir organiser pareil rassemblement. Ambiance tout à la fois familiale et grave ; sionisme hebdomadaire, qu'il y avait eu des abus - c'est apparemment un euphémisme - dans cette « politique des coups », inaugurée par le ministre de la Défense. Le gouvernement a rappelé que des ordres très précis avaient été donnés : la violence n'est applicable que pour disperser les manifestants, pas à l'encontre de ceux qui ont déjà été appréhendés. Les grands quotidiens israéliens n'en continuaient pas moins dimanche à rapporter des témoignages « de passages à tabac collectifs et punitifs », provoqués dans certains camps et dans des villages arabes après que l'armée eût défoncé les portes de maison - et pas forcément à l'insu de manifestants. Pour la seule région de Gaza, deux députés travaillistes du parti Katz (gauche) ont compté deux cents personnes souffrant de fractures, et de nombreux actes de vandalisme - fenêtres de maison brisées - commis par des soldats. Les deux députés n'ont pas été démentis.

Le Jerusalem Post citait des cas de Palestiniens rencontrés à l'hôpital de Ramallah (au nord de Jérusalem) avec des fractures aux membres.

Dans une déclaration à ce même quotidien, le président de la commission de la Défense et des Affaires étrangères de la Knesset, M. Abba Eban (travailliste), observe : « Insister à frapper les émeutiers pour éviter d'avoir à ouvrir le feu sur eux est dangereux : en premier lieu, cela implique qu'il n'était pas nécessaire de tirer, comme on l'a fait au début. Ensuite, c'est une insulte à l'intelligence et à la morale que de créer l'illusion que ces passages à tabac vont restaurer le calme - cependant que nous prenons le risque que la garde et les coups deviennent un symbole du comportement général des Israéliens ». M. Eban disait encore que certains psychologues s'inquiétaient fortement des répercussions que ces ordres pouvaient avoir jusqu'à ce que fractures s'ensuivent alléant avoir sur les jeunes soldats.

Que M. Eban ait éprouvé le besoin de faire une telle intervention en dit long sur les excès entraînés par la « politique des coups » et sur l'inquiétude qu'elle suscite chez certains responsables israéliens - parfois même au sein de la hiérarchie militaire. M. Rabin a déclaré au conseil des ministres que le calme revenait peu à peu dans les territoires, mais qu'il n'était « guère optimiste pour l'avenir », les jeunes manifestants ayant le sentiment d'avoir remporté une victoire en replaçant la question palestinienne au premier plan de l'actualité.

Si à Gaza - où la plupart des couvre-feux ont été levés - l'impression est celle d'un retour à la normale, il y a eu encore dimanche des manifestations sporadiques à Ramallah et dans la capitale. Vendredi soir, la police avait pris à Jérusalem une mesure sans précédent depuis 1947 : contre l'avis du maire, M. Kollek, elle avait décrété le couvre-feu sur le quartier arabe d'A-Tur, au haut du mont des Oliviers, après que des jeunes eurent dressé un barrage de pneus enflammés sur la route menant à l'Hôtel Intercontinental.

La mesure qui interdit aux habitants de sortir de chez eux a été levée à huit heures. Dimanche, les commerçants de la capitale étaient toujours en grève ; devant le café d'A-Tur, quelques jeunes gens regardaient fixement une patrouille de gardes-frontières, arpentant un quartier qui est un symbole parfait de la coupure entre les deux secteurs de la ville.

ALAIN FRACHON.

Implicite, le gouvernement a reconnu, dimanche, lors de sa réunion aujourd'hui pour un député arabe de continuer à appartenir à la formation de M. Rabin. Pour le Parti travailliste, c'est un avertissement de plus : depuis qu'il gouverne avec le Likoud, il n'a cessé de perdre des voix parmi les quelque six cent cinquante mille Arabes israéliens : 29 % d'entre eux avaient voté travailliste en 1981 ; 24 % seulement en 1984, selon les chiffres cités par le Jerusalem Post.

Quelques heures plus tard, autre rassemblement, cette fois à Tel-Aviv, Shalom Archav (La Paix sans ambiguïté : « Yallah, Yallah Ramallah ») (Déhors, dehors de Ramallah) : « La paix, c'est mieux que le Grand Israël » (celui qui inclut les territoires) ; « Les territoires occupent Israël ; libérons-les des territoires ». Les intervenants dénoncent tous la politique de M. Rabin : « Cher ministre, à dit l'un d'eux, où mènes-tu Tshahal (l'armée israélienne) ? » ou non de quoi envoies-tu les soldats briser les membres des Palestiniens ?

Implicite, le gouvernement a reconnu, dimanche, lors de sa réunion aujourd'hui pour un député arabe de continuer à appartenir à la formation de M. Rabin. Pour le Parti travailliste, c'est un avertissement de plus : depuis qu'il gouverne avec le Likoud, il n'a cessé de perdre des voix parmi les quelque six cent cinquante mille Arabes israéliens : 29 % d'entre eux avaient voté travailliste en 1981 ; 24 % seulement en 1984, selon les chiffres cités par le Jerusalem Post.

Quelques heures plus tard, autre rassemblement, cette fois à Tel-Aviv, Shalom Archav (La Paix sans ambiguïté : « Yallah, Yallah Ramallah ») (Déhors, dehors de Ramallah) : « La paix, c'est mieux que le Grand Israël » (celui qui inclut les territoires) ; « Les territoires occupent Israël ; libérons-les des territoires ». Les intervenants dénoncent tous la politique de M. Rabin : « Cher ministre, à dit l'un d'eux, où mènes-tu Tshahal (l'armée israélienne) ? » ou non de quoi envoies-tu les soldats briser les membres des Palestiniens ?



vous n'avez pas une politique de rechange?

Réunion en session extraordinaire à Tunis

La Ligue arabe apporte son soutien politique et matériel aux Palestiniens des territoires occupés

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher a fait part, le dimanche 24 janvier, de la préoccupation des douze pays de la CEE à propos de la situation actuelle dans les territoires occupés lors d'entretiens avec des responsables israéliens. Arrivé la veille au soir en Israël en tant que président en exercice du conseil des ministres de la CEE, M. Genscher, qui a rencontré notamment son homologue Shimon Pérès, a également évoqué les perspectives de réunion d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient avec sept personnalités palestiniennes qui ont soumis au ministre ouest-allemand un document appelant à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza et reconnaissant l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

De son côté, le président égyptien Hosni Mubarak a entamé lundi 25 une tournée en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis au cours de laquelle il présentera ses dernières propositions pour ramener le calme dans les territoires occupés par Israël et relancer ainsi le processus de paix au Proche-Orient. A ce propos, la radio israélienne révèle que le directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, M. Avraham Tsur, a effectué samedi 23 un voyage en Europe pour reconstruire secrètement M. Oussama el Baz, conseiller du président Mubarak.

TUNIS de notre correspondant

Pour une fois, l'OLP a obtenu pleine satisfaction dans une instance arabe. Le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe, qui s'est réuni en session extraordinaire à Tunis, les samedi 23 et dimanche 24 janvier, a, en effet, décidé de constituer un comité ministériel de sept membres (Syrie, Jordanie, Algérie, Tunisie, Irak, OLP et le secrétaire général de la Ligue arabe) pour établir des contacts, sur le plan international, en vue de la tenue d'une conférence de paix au Proche-Orient. D'autre part, il s'est engagé à fournir à l'organisation palestinienne une assistance financière - qui n'a pas été chiffrée - pour toute la durée du soulèvement dans les territoires occupés.

Les ministres arabes, dont la réunion précédait de vingt-quatre heures celle du Conseil de sécurité, ont appelé ce dernier à « mettre fin à l'occupation israélienne de tous les territoires palestiniens et arabes » et à « assumer ses responsabilités plénières et entières à l'égard des violations par Israël de la quatrième convention de Genève et des crimes de guerre perpétrés par l'Etat sioniste ».

M. Yasser Arafat n'en avait pas demandé plus, en prenant la parole à l'ouverture des débats. Son intervention, appelant les participants à adopter « une position responsable, accompagnée de mesures réalistes et applicables », avait tranché avec le radicalisme de la position libyenne développée dans un mémorandum adressé au Conseil et qui n'a eu que peu d'échos.

La Libye, qui s'opposait à toute référence au projet de conférence internationale de paix, demandait, entre autres, une réunion « urgente » des ministres arabes de la Défense, « pour faire face à l'arrogance d'Israël », l'expulsion de cet Etat de l'ONU, le boycott économique et pétrolier des pays soutenant l'Etat hébreu et une action des pays arabes ayant des relations avec Le Caire pour amener l'Egypte à rompre avec Jérusalem. Seuls Damas et Aden l'ont soutenu en vain sur ce dernier point.

MICHEL DEURÉ.

Visite de M. Pasqua en Tunisie. M. Charles Pasqua, ministre français de l'Intérieur, effectuera une visite en Tunisie le 26 janvier, à son après de source diplomatique française à Tunis. M. Pasqua devrait être reçu par le président tunisien Zine el Abidine Ben Ali, qu'il avait connu alors qu'il était ministre de l'Intérieur. Il aura des entretiens notamment avec son homologue tunisien, M. Habib Ammar.

FRANZ-OLIVIER GIESBERT
JACQUES CHIRAC
Très remarquable. Bernard Pivot/Lire
Ce livre est un régal. Jean-Marie Colombani/Le Monde
C'est joliment torché, avec des vacheries, des mots, des piques, des coups de pied au cul... Jean Clémentin/Le Canard Enchaîné
Le succès politique de la rentrée. Alain Duhamel/Le Quotidien de Paris
Un livre qui fait événement. Jean-Pierre Elkabbach/Europe 1
Enlevé comme un polar. Nicolas Domenach/L'Evénement du jeudi
Des pages fascinées mais sans complaisance. Alain-Gérard Slama/Le Figaro
On s'amuse. On apprend. Marie Guichoux/Libération
Le "Chirac" de Giesbert fera date dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République. Guy Sorman/Le Figaro Magazine
Une histoire à l'américaine, pleine d'anecdotes, de révélations... Pierre Joly/Ouest-France
C'est une page de notre histoire contemporaine qui nous est racontée. Avec brio et souci de vérité. Hervé Guéron/Paris-Normandie
Editions du Seuil



# Proche-Orient

## Selon le ministère français de la défense Pas d'entente européenne sur le nombre des bâtiments antimines dans le Golfe

Des sources du Pentagone, citées par le *Washington Post* et reprises, le lundi 25 janvier, par l'*International Herald Tribune*, rapportent que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie sont convenues de s'entendre pour laisser, à elles trois, en permanence, dans le Golfe, un groupe de cinq chasseurs ou dragueurs de mines capables d'opérer en coordination. A Paris, le ministère de la défense dément l'existence d'un accord de ce genre entre alliés.

A l'heure actuelle, le Royaume-uni dispose dans la région de quatre dragueurs de mines ; l'Italie de trois

et la France de trois, dont deux sont basés à Djibouti.

On savait déjà que les marines alliées, qui ont expédié, à l'automne dernier, dans le Golfe, des chasseurs ou des dragueurs de mines, avec leur bâtiment-atelier, s'étaient concertés pour une coopération géographique, c'est-à-dire qu'elles s'étaient réparties les zones d'action de façon à ne pas ratisser les mêmes espaces maritimes.

Le ministère français de la défense n'a jamais démenti cette distribution du travail sur place. Aujourd'hui, cependant, il assure que l'accord ne va pas au-delà. Il n'y a aucun commandement unique des unités antimines ni entente opérationnelle pour laisser, à trois marines alliées, une force de cinq dragueurs ou chasseurs de mines dans le Golfe. Le ministère français de la défense précise que la présence navale de la France est permanente, depuis des années, dans l'océan Indien, depuis le port de Djibouti, et qu'on y a ajouté, pour la circonstance, un groupe aéronaval et un groupe antimines, qui sont autonomes.

## LIBAN Levée du siège du dernier camp palestinien encerclé par les miliciens chiïtes

Beyrouth (AP, AFP). — Les miliciens chiïtes d'Amal ont levé, le dimanche 24 janvier, le siège du camp de Rasidiyeh, le dernier camp palestinien qu'ils assiégeaient, mettant ainsi un terme à la guerre qui opposait depuis trois ans les Palestiniens aux miliciens d'Amal et qui a fait, selon la police libanaise, plus de mille six cents morts.

Les miliciens chiïtes se sont retirés avant l'aube des positions qu'ils occupaient tout autour du camp, situé près de Tyr, au sud du Liban. La police libanaise a annoncé qu'elle avait pris en charge la sécurité du camp et qu'elle installerait ce lundi 25 janvier un poste de contrôle à l'entrée pour garantir la liberté de mouvement de la population.

Après le retrait d'Amal, les habitants de Rasidiyeh se déplacent librement dans et à l'extérieur du camp, où vivent dix-huit mille réfugiés enregistrés à l'ONU.

Le 20 janvier, Amal avait levé le siège au camp de Chatila et Bourj-el-Barajneh, et à Beyrouth. La sécurité a été prise en charge par les troupes syriennes. Amal assiégeait ces trois camps depuis la fin mai 1985 pour empêcher l'OLP de rétablir ses bases, détruites pendant l'invasion israélienne du Liban, en 1982.

Le chef du mouvement chiïte Amal, M. Nabih Berri, a déclaré, samedi 23 janvier, à ce propos que « la guerre des camps » qui a opposé pendant trente-deux mois ses miliciens aux Palestiniens du Liban était désormais « terminée ». « Des différends politiques nous opposent à Yasser Arafat, le chef de l'OLP, mais nous ne permettrons plus qu'ils dégènerent en un conflit armé », a-t-il notamment déclaré dans une conférence de presse à Beyrouth.

## Téhéran revendique la destruction d'un hélicoptère irakien au Kurdistan

L'hélicoptère irakien qui s'est écrasé le vendredi 22 janvier dans le Kurdistan d'Irak a été abattu par les Gardiens de la révolution iraniens, et toutes les personnes à bord, notamment le commandant du 5<sup>e</sup> corps d'armée irakien, ont trouvé la mort, a annoncé samedi Radio-Téhéran. La radio iranienne a indiqué que les passagers de l'hélicoptère étaient tous de hauts responsables militaires des forces de Bagdad venues inspecter le secteur de l'opération « Beit el Moqaddas 2 » pour étudier les moyens de récupérer les positions conquises il y a plus d'une semaine par les forces iraniennes. Les Irakiens, pour leur part, avaient affirmé qu'il s'agissait d'un « accident causé par le mauvais temps » (le Monde daté 24-25 janvier).

Entre-temps, la guerre des pétroliers s'est poursuivie sans relâche. Un pétrolier battant pavillon danois, le *Form-Rotna*, a subi des « dégâts importants » lors d'une attaque vendredi par des vedettes rapides iraniennes dans le sud du Golfe, alors qu'il se trouvait à une cinquantaine de kilomètres au large de Dubaï. De son côté, l'avion irakien a touché samedi matin un super-pétrolier iranien, le *Shirko*, au sud du principal terminal iranien de Tûe de Kharg, au nord-est du Golfe. — (AFP.)

# Afrique

## AFRIQUE DU SUD : selon un journal local

### M. Franz-Josef Strauss aurait remis à Pretoria un message de M. Gorbatchev

M. Franz-Josef Strauss, ministre-président de Bavière, aurait remis cette semaine au président sud-africain, M. Pieter Botha, un message de M. Mikhaïl Gorbatchev, croit savoir le *Sunday Star* à Johannesburg.

Selon le journal, « les cercles politiques et diplomatiques sont très émus » par cette information « plausible ». Le journal estime que le message pourrait avoir trait au besoin d'ouverture de liens de communication entre les deux pays, malgré leur inimitié de longue date.

M. Strauss était arrivé, le mercredi 20 janvier, en Afrique du Sud pour une mission qui aurait trois objectifs : aider à mettre un terme à la guerre au Mozambique, enquêter sur la situation en Namibie et chercher une solution à l'impasse politique intérieure de l'Afrique du Sud.

Pour les observateurs, M. Strauss pourrait être un bon émissaire permettant l'ouverture d'un dialogue entre l'Union soviétique et l'Afrique du Sud. M. Strauss s'était rendu à la fin de l'année dernière à Moscou où il avait rencontré M. Gorbatchev. En tant que conservateur et vieil ami des autorités sud-africaines, il bénéficie également de la confiance du président Botha. Selon les observateurs, il serait évidemment plus commode pour les deux parties d'établir des communications discrètes, plutôt que d'ouvrir des rela-

tions diplomatiques qui embarrasseraient les deux pays.

D'autre part, le « patron » de Bavière a rencontré, le dimanche 24 janvier, M. Savimbi, dirigeant de l'UNITA (Union pour l'indépendance totale de l'Angola - opposition armée au régime de Luanda), a annoncé la radio sud-africaine. Selon elle, M. Strauss, accompagné du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Roelof P. Botha, a rencontré Jones Savimbi en un lieu secret de la région du désert du Kalahari qui couvre de vastes étendues du territoire du sud de l'Angola, de la Namibie et du Botswana. Les entretiens ont porté sur les possibilités de plan de paix pour l'Angola et sur la question namibienne, a ajouté la radio. — (AFP.)

● RDA : quatre-vingt-quatre expulsions vers la RFA. — Le nombre des contentieux est-allemands expulsés la semaine dernière de RDA vers la RFA, en liaison avec les incidents qui avaient marqué, le dimanche 17 janvier, la commémoration officielle de l'assassinat des deux leaders spartakistes Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, s'élevait à quatre-vingt-quatre. Arrêtés alors qu'ils tentaient d'infiltrer le cortège officiel avec leurs propres bannières, cinquante-quatre d'entre eux ont été remis à la frontière depuis le vendredi 22 janvier. Ils étaient accompagnés de cinq de leurs proches. Vingt-cinq autres avaient été expulsés à titre préventif la semaine précédente. Tous avaient déposé dans le passé une demande d'émigration. — (AFP.)

# Europe

## GRANDE-BRETAGNE

### Les libéraux votent massivement en faveur de la fusion avec les sociaux-démocrates

textes préparatoires qui lui étaient soumis, l'ont déconsidéré pour l'instant.

#### Les ambitions de M. Ashdown

Tous les regards se tournent maintenant vers M. Jeremy Ashdown, un député libéral aux dents longues, qui pourrait brigner rapidement la succession de M. Steel. Né en 1941 aux Indes où son père était colonel, il a connu des débuts

difficiles après avoir servi dans les commandos de marine, et n'est député de sa circonscription de Yeovil que depuis 1983.

Sa carrière présente bien des aspects obscurs. M. Ashdown a été spécialiste de la lutte anti-guérilla dans les années 60 en Inde. Il a également exercé ses talents en Irlande du Nord où il a mené le combat contre l'IRA. Il a ainsi procédé à l'arrestation d'un dirigeant catholique modéré, M. John Hume, lequel est devenu

par la suite son collègue à Westminster.

Recruté par le Foreign Office en raison de ses dons pour les langues, M. Ashdown a été en poste à Genève où il était chargé des « contacts » avec la mission chinoise. La « loi sur les secrets officiels » interdit d'en dire plus sur ses activités passées. Son profil est cependant, à l'évidence, celui d'un ancien officier de renseignement.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### Le « roi Arthur » réélu président du Syndicat des mineurs

LONDRES  
de notre correspondant

Le « roi Arthur » a conservé son trône mais il a subi une humiliation. M. Arthur Scargill a été réélu, le dimanche 24 janvier, président du Syndicat des mineurs britanniques, par 54 % des suffrages exprimés alors qu'il avait obtenu un peu plus de 70 % en 1981. Entre ces deux élections, il y a eu l'échec de la grande grève de 1984-1985 qui a symbolisé le déclin du syndicalisme en Grande-Bretagne et qui est peut-être la victoire la plus importante jamais remportée en politique intérieure par M<sup>me</sup> Thatcher.

Sixante-dix pour cent des 86 000 membres de l'organisation des mineurs ont pris part au scrutin qui a duré deux jours. M. John Walsh, qui s'était présenté contre M. Scargill, n'a pas démenti puisqu'il a obtenu 46 % des voix face à un président sor-

tant jugé inexpugnable qui avait mis lui-même son fauteuil en jeu alors que les règlements du syndicat ne l'y obligeaient pas. M. Walsh souhaitait voir les mineurs suivre une voie plus modérée que celle préconisée par le bouillant « roi Arthur » qui fut jadis membre du Parti communiste et se proclame toujours marxiste.

M. Scargill est une des figures les plus pittoresques de la vie publique britannique. Il prend manifestement plaisir à être la bête noire de l'établissement, mais certains conservateurs ne sont pas loin de se féliciter de sa réélection. Ils estiment que, par son extrême verbal et ses refus systématiques de la négociation, ce leader nuit finalement à la cause syndicale qu'il est censé défendre.

M. Scargill a souvent donné l'impression de foncer tête baissée dans des affrontements avec

les dirigeants des houillères sans s'assurer de trouver une porte de sortie honorable. C'est ce qui s'est produit durant la grève de douze mois en 1984-1985. Il en est sorti aussi affaibli que son organisation, qui a vu la création d'un syndicat dissident plus modéré.

L'histoire pourrait se répéter dans les semaines qui viennent. La compagnie British Coal a menacé en effet de licencier dix mineurs dans le fief de M. Scargill dans le sud du Yorkshire. Ceux-ci avaient participé à des actions illégales début janvier pour encourager les employés d'autres puits à se mettre en grève. Ils ont été identifiés grâce à des photos prises au moment des faits. Le videront d'humilier un peu plus M. Scargill, voire de le pousser à réagir brutalement et à se mettre ainsi en dehors de la légalité, paraît évident.

D. Dh.

## ESPAGNE : la fin du congrès du PSOE

### Passe d'armes entre M. Gonzalez et le gardien du temple socialiste

MADRID  
de notre correspondant

Il aura fallu attendre, dimanche 24 janvier, la dernière journée du vingt et unième congrès du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) pour assister enfin à ce grand débat que chacun attendait. Un débat sous forme d'un duel oratoire, devant une assistance électrisée, entre les deux grandes « figures » du socialisme espagnol d'aujourd'hui.

Deux hommes qui, après des mois de critiques mutuelles, se retrouvaient pour la première fois face à face : d'un côté, le pragmatique ayant conduit son parti au fauteuil du pouvoir, M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement et secrétaire général du PSOE ; de l'autre, le gardien du temple socialiste, M. Nicolas Redondo, secrétaire générale de la centrale UGT (Union générale des travailleurs).

#### Floués mouchetés

Jusqu'à, le congrès languissait. Un premier débat s'était bien ouvert vendredi sur la politique économique du gouvernement, mais à floués mouchetés.

Dimanche, on s'attendait à un discours sans complaisance de M. Redondo. Mais peu avaient imaginé un tel réquisitoire. « Le Parti socialiste doit se demander à quel profit la politique menée jusqu'à aujourd'hui, affirme-t-il. Ce qui diffère en fin de compte un projet socialiste d'un projet conservateur, c'est la traduction sociale de l'amélioration économique. Et cette traduction sociale ne s'est pas produite. Il y a aujourd'hui, en Espagne, davantage de chômage, davantage d'inégalités sociales et régionales. »

Devant un auditoire stupéfait, M. Redondo poursuit : « Nous admettons que les vieilles théories doivent être révisées. Mais s'agit-il pour autant d'introniser la loi du marché comme régulatrice suprême de l'économie ? Nous sommes inquiets de la fascination qu'exerce la droite sur certains partis supposés progressistes lorsqu'elle réclame plus de société, moins d'Etat et moins de syndicats. »

Il conclut : « Le syndicat a un rôle de défense des travailleurs à jouer dans toute société démocratique, et il doit le jouer quelle que soit l'appartenance idéologique du gouvernement en place. »

M. Gonzalez monte alors à la tribune. Visiblement contrarié, il

détaille le discours de clôture prévu et répond en improvisant largement : « Celui qui se contente de présenter une vision figée de la société espagnole met toujours excessivement l'accent sur les aspects d'injustice, affirme-t-il. On ne peut sérieusement analyser le présent sans faire référence au passé. On peut, par exemple, dire que les pensions les plus basses sont encore insuffisantes, mais il faut dire aussi qu'elles ont augmenté de 400 %. On peut dire que le système de santé n'atteint pas toute la population, mais il faut dire aussi que 4 millions de personnes de plus en bénéficient. Certains ont une trop grande facilité à tourner la page et à oublier ce qui a été réalisé. »

Il poursuit : « Il faut que nous ayons capables de comprendre et d'expliquer que la lutte pour la baisse des prix est aussi socialiste que la lutte pour la hausse des salaires, ne serait-ce que parce que les prix affectent avant tout les plus pauvres. Nous aussi, nous avons choisi une politique économique

avec l'idée de réduire les inégalités. Mais celui qui a la responsabilité d'appliquer ensuite concrètement cette politique sait qu'il ne peut adoucir les dépenses jusqu'à 150 % de la limite de 100 %.

Jamais sans doute la divergence grandissante entre syndicat et parti n'aurait été mise de telle façon en évidence.

Plusieurs secrétaires régionaux (et notamment celui de Madrid, M. Leguina), qui réclamaient avec prudence une plus grande « compréhension » à l'égard de l'UGT, ont renforcé à la faveur du congrès leur influence au sein de la direction du parti. En outre, la tendance gauche socialiste, qui avait présenté une liste parallèle à l'officielle pour l'élection du comité fédéral du PSOE, a obtenu, à la surprise générale, 23 % des voix. Tout porte à croire que le débat ouvert au sein du socialisme espagnol, et que personnellement plus que jamais MM. Gonzalez et Redondo, ne prendra pas fin avec le trente et unième congrès.

THÉRRY MALINIAK.

## Une opposition impuissante

MADRID  
de notre correspondant

Le véritable débat politique en Espagne n'oppose pas vraiment le gouvernement socialiste à l'opposition, mais bien... les socialistes entre eux. Les autres formations politiques ne semblent pas à même de mettre en danger le gouvernement, empoignées qu'elles sont dans leurs luttes internes ou apparemment incapables d'offrir à la société espagnole une option de renouveau crédible.

Le principal parti d'opposition, la formation conservatrice Alliance populaire, en est un exemple. Certes, depuis qu'il a accédé à la présidence de ce parti, succédant à son « dirigeant historique », M. Manuel Fraga, le jeune Antonio Hernandez Mancha a tenté en son sein un louable effort d'agglomération. Mais il n'a pas encore prouvé qu'il avait la stature lui permettant de résister aux intrigues des « barons » de sa formation, devantage préoccupés, dans la meilleure tradition de la droite espagnole, de leur promotion

personnelle que de celle de leur parti.

La situation des communistes est assez semblable. Là aussi, c'est un jeune dirigeant, M. Gerardo Iglesias, qui a succédé à une « figure historique », M. Santiago Carrillo, dont les tendances autoritaires s'étaient traduites par une interminable succession d'expulsions. Mais M. Iglesias, qui a voulu lui aussi rénover sa formation, est loin d'avoir réussi à s'imposer comme le leader, reconnu par tous, du communisme espagnol, capable de sortir son parti du ghetto électoral.

Reste le CDS (Centre démocratique et social) de l'ancien premier ministre M. Adolfo Suarez, qui s'affirme le « centre progressiste ». Contrairement aux deux autres, il dispose d'un chef indiscuté... mais manquera peut-être, lui, de programme clair. Dans le style populiste classique, le CDS semble davantage préoccupé d'additionner les voix des mécontents de tout bord, fit-ce au prix de quelques contradictions, que d'offrir un projet politique cohérent.

Th. M.

**Le Monde**  
sur minitel  
**10 H TOUS LES JOURS**  
Le mini-journal  
3615 TAPÉZ **LEMONDE**

petites  
des du  
assem

# Asie

Les négociations sur le règlement du conflit cambodgien

## « L'acceptation du multipartisme constitue notre principale concession », nous déclare le premier ministre de Phnom-Penh

Notre acceptation du multipartisme constitue notre concession la plus importante. La future Constitution du Cambodge ne sera certainement pas celle d'un régime de parti unique. Elle devra garantir la cohabitation de tous les partis politiques. C'est d'ailleurs pourquoi on peut parler de solution politique. Si tout allait seulement dans notre sens, il ne s'agirait pas d'un règlement politique.

Nous recevons, le samedi 23 janvier, au Ministère d'Orgeron, où il avait établi ses quartiers pendant ses discussions de Saint-Germain-en-Laye avec le prince Sihanouk, M. Hun Sen, le jeune premier ministre de Phnom-Penh, a été sans ambiguïté sur l'un des points essentiels d'un règlement cambodgien : Phnom-Penh, a renoncé à un régime de type marxiste avec prééminence du parti unique. « Dans notre programme de réconciliation nationale, présenté à la fin du mois d'août 1987, nous ne parlons que de neutralité et d'indépendance », a-t-il ajouté.

Il a poursuivi en précisant que le Vietnam - dont les troupes protègent encore son régime huit ans après avoir renversé celui des Khmers rouges - n'occupe qu'une garantie pour l'avenir. « Que le Cambodge ne puisse être transformé en un pays hostile au Vietnam est un point. A ce sujet, il a tenu à « se féliciter » de la politique du prince Sihanouk quand ce dernier était au pouvoir, « de 1954 à 1970 », et de son attitude aujourd'hui.

Au cours de cet entretien, tout en insistant sur « la complexité d'un règlement », M. Hun Sen a confirmé que « des progrès » avaient été enregistrés les 20 et 21 janvier à Saint-Germain-en-Laye. Il a jugé que le prince Sihanouk avait fait, de son côté, « des concessions sur certains points ». « Le plus important, a-t-il précisé, c'est qu'il exigeait auparavant un régime politique à la française et que maintenant il s'en remet au choix libre du peuple. »

M. Hun Sen a également confirmé qu'il allait « étudier » l'idée d'une solution entre lui-même et le prince Sihanouk dans le cas où les deux autres parties cambodgiennes - les Khmers rouges et M. Son Sann - continueraient de refuser de se joindre aux négociations. Il va aussi « réfléchir » au fait que, tout en réclamant le remplacement du régime actuel de Phnom-Penh par un « gouvernement provisoire du Cambodge », le prince Sihanouk semble prêt à s'appuyer sur la fonction publique actuellement en place.

M. Hun Sen refuse la « dissolution » de la « République populaire du Cambodge », dont il est le premier ministre, avant la tenue d'élections. Mais il n'exclut pas un règlement à deux, entre lui et le prince.

### « Des garanties internationales »

« La meilleure solution serait que tout le monde participe à un règlement. Mais on ne peut exclure une solution partielle. Si nous faisons preuve de bonne volonté, il n'y aura aucune raison de s'en prendre à nous, même si nous ne sommes que deux, et surtout si une commission internationale de contrôle est mise en place et que nous avons des garanties internationales », a-t-il dit.

M. Hun Sen, qui devait quitter la France lundi, a donné d'autres précisions sur la position de Phnom-Penh :

« Concernant la neutralisation « militaire » des Khmers rouges, il estime que ces derniers « ne peuvent subsister en l'absence de la Chine et de la Thaïlande ». « Ces deux pays ont un rôle très important à jouer pour résoudre le problème posé par les Khmers rouges. Quand nous demandons leur élimination, nous ne demandons pas au prince Sihanouk, seul, de le faire. Nous savons qu'il ne le peut pas. Nous lui demandons seulement de ne rien faire contre nous qui nuisent aux Khmers rouges », ajoute-t-il. Et, dans le cas où les Chinois cesseraient leur aide aux Khmers rouges, ces derniers poseraient encore « un problème complexe ». Mais, selon M. Hun Sen, « ils ne pourraient pas braver les gens ».

« Le schéma de règlement qui a ses préférences privilégiées », en premier lieu, la nécessité d'un « cesse-le-feu » et « que les forces en présence restent sur leurs positions ». Il souhaite que les élections soient organisées sans par un gouvernement provisoire - ainsi qu'il le propose le prince Sihanouk - mais par un « comité électoral » au sein duquel tous les partis seront représentés.

« Il n'est pas hostile à un retour du prince au Cambodge avant la fin du retrait des troupes vietnamiennes : « On doit y réfléchir, cette hypothèse peut avoir des aspects positifs, ce qui ne veut pas dire que nous l'acceptons d'emblée. »

« A propos des « trois phases » d'un retrait vietnamien en vingt-quatre mois qu'il a suggérées, elles seraient égales en durée, et en trois fois un tiers des troupes restantes seraient rapatriées. Il n'a pas exclu que ces troupes se fassent également rapatrier. »

Pendant son séjour à Paris, M. Hun Sen a également reçu le haut-commissaire pour les réfugiés des Nations unies et affirme, à ce sujet, qu'ils signeront « bientôt » un accord sur le rapatriement volontaire des réfugiés khmers installés sur la frontière avec la Thaïlande.

« Nous sommes prêts à discuter et à négocier des arrangements », a-t-il déclaré, « notamment M.M. Régis Debray et Claude Cheysson. »

JEAN-CLAUDE PONONTI

« Le point de vue du PC vietnamien... »

« Un nouveau pas en avant » a été accompli lors de la deuxième série d'entretiens, à Saint-Germain-en-Laye, entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, a estimé, le dimanche 24 janvier, le *Thanh Dan*, organe du PC vietnamien. D'autre part, estimant que la situation au Cambodge « a évolué », la Pravda a jugé, samedi, que l'URSS comme la Chine « ont la possibilité de faciliter des progrès dans des pourparlers et de contribuer à des contacts entre les parties en lutte ». Le commentaire de l'organe du PC soviétique ajoute qu'un sommet sino-soviétique ne devrait pas attendre un règlement politique du conflit cambodgien, ainsi que la demande Pékin. - (AFP)

« RECTIFICATIF... » Dans l'article de J.-C. Pononti sur la négociation en vue d'un règlement du conflit cambodgien (Le Monde du 22 janvier), il fallait lire que l'actuel régime de Phnom-Penh est la « République populaire », et non « démocratique », comme nous l'avons mentionné, une fois, par erreur.

## CHINE

### M. Méhaignerie à Pékin à la tête d'une importante délégation

PÉKIN de notre correspondant

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, a signé, le lundi 25 janvier à Pékin, un accord franco-chinois de coopération concernant la construction et l'urbanisme, destiné à fournir un cadre à diverses initiatives prises par des firmes françaises en Chine. L'accord a été conclu avec le ministre chinois de la construction et l'urbanisme, M. Ye Rutang, à l'invitation duquel M. Méhaignerie séjourne à Pékin depuis le 23 janvier. M. Ye a assuré son interlocuteur que la politique de réformes et d'ouverture de la Chine était une politique « à long terme », dont, a-t-il ajouté, « nos descendants récolteront les fruits ».

Cette visite d'une semaine en Chine est considérée, du côté français, comme particulièrement importante pour relancer la coopération économique avec Pékin, trop fortement centrée sur la conclusion de gros contrats, et insuffisamment diversifiée. Pékin a signé, en 1987, pour 6 milliards de francs de gros achats à la France - presque autant

que l'année précédente, - mais peu de firmes françaises sont encore implantées durablement en Chine.

M. Méhaignerie est accompagné de représentants de vingt-cinq entreprises françaises (dans les domaines de la construction avec Bouygues et Dumez, des transports avec Alstom, des services urbains...) et aura des entretiens avec quatre ministres des secteurs techniques, ainsi qu'avec les responsables des municipalités de Pékin, Shanghai et Canton. Au menu : le projet encore très flou du métro de Shanghai, au sujet duquel la France est en concurrence avec huit autres pays, et divers projets, notamment dans l'équipement urbain. Le ministre espère également rencontrer M. Li Peng, premier ministre.

A l'issue de son voyage, le ministre de l'équipement se rendra sur le chantier de la centrale nucléaire de Daya-Bay, près de Hongkong, destinée à devenir, d'ici quelques années, le plus gros ouvrage français en construction à l'étranger. M. Méhaignerie regagnera ensuite Paris via Hongkong.

F. D.

### Troisième catastrophe ferroviaire en un mois : quatre-vingt-dix morts

PÉKIN de notre correspondant

C'est la série noire dans les transports chinois. Après la catastrophe aérienne de Chongqing la semaine dernière - la cause exacte de la défaillance technique de l'Hyouchine-18 n'a toujours pas été trouvée, - un accident ferroviaire, le troisième depuis le début du mois et le plus grave depuis longtemps, endeuille le pays. Quarante-dix personnes ont été tuées et soixante-dix autres grièvement blessées lorsque l'express reliant Kunming (capitale du Yunnan, dans le sud-ouest) à Shanghai a déraillé aux premières heures du dimanche 24 janvier, à 350 kilomètres de son point de départ.

Le ministre des chemins de fer, M. Ding Guangen, s'est aussitôt rendu sur place et a présenté des excuses pour ce nouveau coup de sort. Moins de quarante-huit heures auparavant, ses services avaient diffusé une circulaire gouvernementale d'urgence exigeant expressément des cheminots qu'ils renforcent l'attention portée à la sécurité ferroviaire, après les deux premiers accidents. Aucune information substantielle n'a été fournie sur l'enquête concernant le deuxième, survenu le 17 janvier, dans le Heilongjiang, et qui était d'origine criminelle selon les autorités : une canalisation hydraulique du système de freinage avait été sectionnée entre la locomotive et les wagons.

Le texte de la circulaire gouvernementale révèle d'inquiétantes pratiques : « Le démantèlement illégal et l'achat d'équipement ferroviaire sans strictement prohibés », note-t-il en particulier. Des sanctions sévères sont promises aux responsables d'unités qui font encore voyager sans précautions des matières dangereuses. La circulaire appelle à une inspection « minutieuse » de tout le matériel ferroviaire avant le Nouvel An lunaire, le 17 février, occasion de gigantesques migrations nationales : sept cents millions de personnes doivent emprunter un moyen de transport en commun pendant la durée des fêtes.

### La disgrâce d'un patron réformiste

Alors que la réforme économique bat à nouveau son plein (Le Monde du 15 janvier), l'un des entrepreneurs vedettes, qui faisait depuis des années le « une » de la presse chinoise, et chez qui on menait en délégation journalistes et hommes d'affaires étrangers, vient de mourir la poitrine. Loué hier comme symbole de l'autorité retrouvée du patron « d'entreprise, M. Bu Xinheng a été démis de ses fonctions le 15 janvier pour « arrogance », « ignorance » et « autoritarisme ».

« 96 % » des salariés étaient opposés à la direction de M. Bu, écrit la presse chinoise. M. Bu avait été montré en exemple pour son efficacité : il avait su mettre ses ouvriers au travail en

faisant respecter les horaires, en instituant un système de primes et de sanctions, en imposant un uniforme et un hymne de l'entreprise - comme au Japon. Il avait beau avoir en même temps doublé les salaires, il n'avait pas moins été obligé d'engager des gardes du corps pour se protéger de la colère de son personnel.

Aujourd'hui, il est accusé d'avoir conduit son usine de chemises du Zhejiang (au sud de Shanghai) et au bord de la faillite et d'avoir été trop sensible aux honneurs. L'encouragement apporté aux « patrons » par le projet de loi sur la gestion des entreprises publiques connaît des limites face aux intérêts acquis de l'appareil local du PC.

## AFGHANISTAN

### Radio-Kaboul annonce un prochain retrait des troupes près de Khost

Radio-Kaboul a annoncé, dimanche 24 janvier, que les forces stationnées le long de la route Gardes-Khost, longue de 120 kilomètres, se retireraient graduellement quatre semaines après avoir ouvert cette route avec l'aide militaire soviétique. La radio, « précisée » que des troupes occupaient encore quelques temps deux positions à l'entrée de la vallée de Zadran. Elle a admis que la guerrilla demeurait active dans le secteur.

Des diplomates occidentaux en poste à Islamabad (Pakistan) estiment, pour leur part, que les forces actuellement stationnées le long de cet axe sont essentiellement composées de Soviétiques qui prendraient de gros risques en restant sur place au plein hiver.

L'annonce de cette décision a, en tout cas, coïncidé avec l'arrivée à Kaboul, après le séjour au Pakistan, du médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, celui-ci passe trois jours dans la capitale afghane avant de retourner, mercredi, à Islamabad.

M. Cordovez a de nouveau estimé que les pourparlers indirects entre le Pakistan et l'Afghanistan doivent s'ouvrir le 15 février à Genève sous l'égide de l'ONU. « Devrait, selon toutes les probabilités, être les derniers », si l'on en croit l'agence TASS.

Le président Zia Ul Haq du Pakistan n'en a pas moins déclaré, dans un entretien publié dimanche par le *Washington Post*, que son gouvernement « ne signera pas un accord de paix avec le chef de l'Etat afghan, M. Najibullah ».

Toujours selon le *Washington Post*, Moscou et Washington ont entamé des discussions formelles sur la « base d'une « solution austriacienne ». Les Soviétiques auraient, en effet, fait savoir aux Américains leur intérêt pour une solution de ce genre.

## BANGLADESH

### Dix morts dans une manifestation à Chittagong

Chittagong. - Sheikh Hasina Wajed, dirigeante de l'opposition au Bangladesh, a déclaré, le dimanche 24 janvier, qu'au moins dix personnes ont été tuées lorsque la police a ouvert le feu sur des manifestants antigouvernementaux dans le port de Chittagong.

De source policière, on a confirmé ce bilan, ajoutant que plus de cent personnes avaient été blessées. La police est intervenue peu avant que Sheikh Hasina prenne la parole devant un rassemblement de plusieurs milliers de ses partisans, pour dénoncer les décisions législatives que le gouvernement du général Hussain Mohammad Ershad compte organiser le 3 mars.

Sheikh Hasina, présidente de la Ligue Awami, a déclaré lors d'une conférence de presse que la police avait tiré aveuglément sur la foule rassemblée sur un terrain au centre de Chittagong. Selon des témoins, la police a d'abord employé des grenades lacrymogènes pour disperser la foule, avant d'ouvrir le feu.

Les rassemblements et manifestations sont interdits au Bangladesh depuis la proclamation de l'état d'urgence le 27 novembre. Sheikh Hasina a annoncé qu'elle prolongerait son séjour à Chittagong, où l'alliance de huit partis d'opposition a appelé, pour lundi, à une grève générale de protestation. La Ligue Awami a, pour sa part, appelé à une grève générale dans tout le pays pour mardi. - (AFP, AP)

### « Mondes en devenir » L'AFRIQUE A CŒUR

LA COOPERATION : UN MESSAGE D'AVENIR MICHEL AURILLAC 15,5 x 24 cm - 264 p., 8 pages de hors-textes - 96 F

Berger-Levrault 5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

vu dans le n°16 des BANCS D'ESSAIS DU **TOURISME**

## Les petites fiancées du mousser

Dans le numéro des Banques d'Essais du Tourisme qui vient de paraître vous découvrirez des paysages qui vous feront rêver de vacances. Chaque année, à l'été, le grand Mousser des fiancées réunit des garçons et des filles venus de tous les douars de la région (et c'est unique au Maroc) pour choisir librement leurs fiancées. Ce cérémonial sentimental, né d'une légende, est le prétexte d'une immense fête. L'année suivante, les fiancées reviennent à l'été pour consacrer définitivement leur union. Les B.D.E. de janvier publient sur plus de 16 pages un grand photoparorama qui raconte cet événement.

Dans ce numéro, vous découvrirez aussi :

- Les îles du nord du Canada.
- Singapour, la reine du Sud-Est.
- Les cathédrales d'acier du Mexique.
- Les sites spectaculaires de la Tamise et de la Seine.
- Les stations de sports d'hiver où il n'est pas permis de fumer !
- Trois Banques d'Essais exclusives sur : le T.S.V. - Un voyage au Sénégal avec Jet Tours - Un vol avec Olympic Airways

Des reportages, des rubriques, des informations, des fiches techniques, etc.

Rendez-vous tous les jours avec les Banques d'Essais du Tourisme sur

## NOSTALGIE

Paris sur 105.1 FM et 150 récepteurs en France. Fréquence : consultez votre Ministère taping 3615 code NOST.

100 pages en couleurs. En vente chez votre marchand de journaux, 25 francs.

# En 1 heure, gagnez 6 mois.

Prenez 1 heure de votre temps, et consultez attentivement la monographie que l'Acife a consacré à votre pays de destination.

En 1 heure, vous en aurez une vision complète et concrète. Vous saurez comment vos enfants peuvent poursuivre leurs études, s'il vaut mieux acheter ou louer votre logement, votre voiture... vous connaîtrez le prix du litre de carburant et celui du litre de lait.

Tout ce que vous auriez appris à vos dépens, durant les 6 premiers mois, vous le saurez avant de partir. En 1 heure de lecture, et pour un coût minime !

Les monographies Acife sont réalisées par le Ministère des Affaires Etrangères. Elles sont vendues à l'Acife (sur place ou par correspondance) et peuvent être consultées dans les Préfectures.

Pour connaître vos droits et bien commencer vos démarches, vous pouvez aussi acheter « le livret du Français à l'Étranger », seul document officiel sur le sujet. Pour plus d'informations, appelez l'Acife, ou consultez le service minitel : 3615 code A1 (mot clé ACIFE) ou 3617 code A9 (mot clé ACIFE).

- Alger du Sud Algérie
- Alger du Nord Algérie
- Andalous Espagne
- Antilles Françaises
- Bahreïm Arabie Saoudite
- Banque d'Asie
- Beirout Liban
- Birmanie
- Bretagne France
- Brésil Brésil
- Canada Québec
- Canada Ontario
- Chine
- Chypre
- Colombie
- Corée du Sud
- Cuba
- Dominique
- Egypte
- Émirats Arabes Unis
- Espagne
- États-Unis
- Filippines
- France
- France
- Géorgie
- Grèce
- Indonésie
- Japon
- Jordanie
- Koweït
- Liban
- Libye
- Malaisie
- Malgache
- Maroc
- Mexique
- Morocco
- Népal
- Nigeria
- Océanie
- Onze Heures
- Paraguay
- Perou
- Philippines
- Pologne
- Portugal
- Qatar
- Roumanie
- Royaume-Uni
- Saoud Arabie
- Sénégal
- Singapour
- Soudan
- Sri Lanka
- Suisse
- Taiwan
- Thaïlande
- Tunisie
- Turquie
- Uruguay
- Yemen
- Yémen
- Yugoslavie

Accueil et Information des Français à l'Étranger 30, rue La Pérouse 75116 Paris Tél. (1) 40 66 60 79 - (1) 40 66 69 20

PUBLICATIONS ACIFE. LES CLES DU MONDE.

حکومت افغانستان

صلى الله عليه وسلم

Diplomatie

Amériques

La visite à Paris de M<sup>me</sup> Jeanne Sauvé, gouverneur général du Canada

« Boucler la boucle » entre Paris et Ottawa

Attendue, le lundi 25 janvier, à Paris pour la première visite d'Etat d'un gouverneur général du Canada en France, M<sup>me</sup> Jeanne Sauvé...

OTTAWA de notre envoyée spéciale

C'était quelques jours à peine avant son voyage en France. Pour la voir, il avait fallu traverser quelques inévitables arpes de neige entre Ottawa et Rideau-Hall...

« Presque québécoise » Prémable anecdotique avant d'aborder le but de cette visite... des relations entre le Canada et la France...

« La France fixe ses quotas de pêche au large de Saint-Pierre-et-Miquelon... Le Journal Officiel du 22 janvier a publié un arrêté...

« Le même si l'essentiel des trois cent quatre-vingt-trois investissements français se concentrent au Québec... nouveaux projets sont à l'étude dans l'ensemble du pays...

« La France fixe ses quotas de pêche au large de Saint-Pierre-et-Miquelon... Le Journal Officiel du 22 janvier a publié un arrêté...

« Elle, une fille de la prairie, née Jeanne Benoit, à Prud'Homme dans le Saskatchewan... études au couvent catholique de Notre-Dame du Rosaire à Ottawa...

Une fille de la province

« Et me instincivement par les devoirs de sa charge, la voilà revenue à la France ignorant la question piége sur M. Jacques Chirac...

« Mais entendons-nous bien, M<sup>me</sup> Sauvé ne s'est jamais battue pour le séparatisme. Non, la violence, la fièvre et l'utopie ne font pas

parité de ses valeurs. Elle a combattu, elle, la terreur, la spécialiste des dossiers difficiles... « moudit fédéraste »...

« Depuis, ses idées n'ont pas changé, surtout à l'heure où ce libre-échange avec le puissant voisin américain menace l'identité canadienne... Celle d'une nation double franco-phonie et anglophone qui fait son originalité... »

« Et à la voir s'animer, retrouver les accents impérieux de celle qui fut le premier président féminin d'une Chambre des communes... Et me instincivement par les devoirs de sa charge, la voilà revenue à la France ignorant la question piége sur M. Jacques Chirac...

« Et me instincivement par les devoirs de sa charge, la voilà revenue à la France ignorant la question piége sur M. Jacques Chirac pour faire l'éloge du président Mitterrand... Mais comme on lui fait remarquer qu'il reste entre les deux pays des points de litige, dont la pêche, elle a ce mot superbe de (vive) reine : « Si on ne peut s'entendre sur des poissons c'est à désemparer de la paix entre les nations ! »

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Francophonie

La quatrième réunion du Haut Conseil

Existe-t-il un « espace économique d'expression française » ?

En présence de son président de droit, le chef de l'Etat, le Haut Conseil de la francophonie tient, du 26 au 28 janvier à Paris, sa quatrième réunion plénière qui sera consacrée à « l'espace économique francophone ».

« Organes de prestige et de consultation, le Haut Conseil se penche sur des questions pratiques pouvant intéresser l'ensemble des francophones, comme l'enseignement ou la communication... C'est un laboratoire d'idées, comme celle, actuellement agitée en France, d'instituer une filière préférentielle pour la naturalisation des ressortissants des Etats où le français a un statut privilégié ; ou comme le lancement d'une série de cent livres d'expression française vendus à bon marché aux nations du Sud (quatre titres déjà parus) ou la

préparation d'un « Larousse francophone » en un volume pour 1989. Disposant de quatre collaborateurs et d'un budget annuel d'intervention de 1 million de francs, M. Stelio Farandjís, enseignant socialiste qui est secrétaire général du Haut Conseil depuis sa création, a utilisé tous les canaux administratifs à sa disposition, notamment les ambassades de France, pour réaliser depuis 1985 son « Rapport annuel sur l'état de la francophonie dans le monde » (1). Outil de travail indispensable pour quiconque s'intéresse de près à la situation du français hors de France, ce rapport compile un succès grandissant (deux mille exemplaires de l'édition 1987 vendus effectivement en cinq mois, dont 32 % à l'étranger, contre le même nombre en deux ans pour le rapport précédent).

« Existe-t-il un « espace économique francophone » en dehors de la zone franc (la France et la majorité des pays d'Afrique noire francophone) et des échanges franco-québécois ? En tout cas, répond M. Farandjís, les francophones - si on y inclut la totalité du Canada, Etat officiellement bilingue, et l'Algérie, nation ne participant pas au mouvement tout en y contribuant beaucoup de facto sur le plan culturel - représentent 10 % du revenu mondial et 20 % du commerce mondial. Ce n'est pas négligeable, et cela valait qu'on en parle... De toute façon, l'adage dit bien - sans commerce, pas de développement de l'esprit ! - et il n'était sans doute pas inutile de préciser les caractéristiques du « marché francophone » à l'heure où les contraintes économiques et financières pèsent plus que jamais sur les rapports Nord-Sud.

(1) Diffusé par la Documentation Française au prix de 80 F, le rapport 1987 (donnés sur 1986 et 1987) comporte 210 pages. Un complément utile au rapport est le Guide économique 1987-1988 des pays francophones publié par Meximon-Africascope (199, boulevard Malesherbes, 75017 Paris) et portant sur la France et trente-deux autres pays (370 pages, 90 F).

« Un nouveau responsable de l'Agence de la langue française... Regroupant vingt-huit associations (loi 1901) œuvrant pour la francophonie, l'Agence de la langue française vient de renouveler une partie de ses responsables. Son nouveau président est M. Cyrille Grandcamp, dirigeant d'un organisme de coopération industrielle avec l'Amérique du Nord... « ALF, 22, rue Robert-de-Flers, 75015 Paris.

HAÏTI : après les élections du 17 janvier

M. Leslie Manigat est proclamé président de la République

Elu avec 50,29 % des voix, M. Leslie Manigat, un universitaire de cinquante-sept ans, chef du parti du Rassemblement national des démocrates progressistes (RNDDP), a été proclamé, le dimanche 24 janvier, président de la République d'Haïti au terme d'une séance particulièrement contestée.

Sorti des urnes comme d'un chapeau au cours d'un numéro de prestigieuse éléction réussie de main de maître par l'armée, le « professeur » Leslie Manigat devrait en toute logique devenir à cinquante-sept ans le premier président d'une république « post-détachiste ». Pourtant, celui qui le 7 février prochain, selon la Constitution, prendra place sur le « chaise bouillée » (la fauteuil présidentiel) représente paradoxalement tout le contraire du pays qu'il va symboliser : particulièrement épaissi, physiquement, quand Haïti est affamé, il est aussi, pour un pays à 80 % analphabète, remarquablement cultivé.

« Sa propre biographie, qu'il distribue volontiers, énumère ainsi sur vingt-deux pages le compte exact de ses diplômes (entre autres sciences politiques à Paris), le plus souvent avec mention très bien, tandis que sont négligés les moindres de ses conférences à l'étranger.

Car Leslie Manigat, ce fils d'une famille de la bourgeoisie noire de Cap-Haïtien au nord du pays, est avant tout un intellectuel et un universitaire (d'où son surnom « Professeur »). Un « sordernard » disant certains, un de ces jeunes diplômés qui ont séjourné en 1957 par les thèses « noïstes » de François Duvalier.

« Au point que celui-ci le nomme, au ministère des relations extérieures, successivement assistant à la direction des affaires politiques, directeur des affaires culturelles puis des affaires politiques. Le rusé « Papa Doc » percuta, ainsi qu'on le raconte, un rival potentiel à venir

dans ce jeune homme ambitieux, brillant et déjà autoritaire ? A moins que Leslie Manigat ne se soit senti lui-même accusé dans une impasse ? En 1960 il prend ses distances avec le régime et, soupçonné d'avoir participé à une grève étudiante, se retrouve deux mois en prison.

En 1963, après s'être réfugié avec sa famille à l'ambassade d'Argentine, il rejoint en exil les

Amérique latine et en Europe, on retrouvera en revanche le peu d'aptitude du « professeur » à coopérer avec les autres opposants. Son slogan a beau être « ensemble, ensemble, ensemble jusqu'à la victoire finale », c'est en homme seul ou de petit clan qu'il aborde la politique.

Conjectures

C'est ainsi, par exemple, que pour faire « oublier » son antipathie pour les théories noïstes, il fait alliance avec le mulâtre Louis Déjean, autre opposant colébre, mais dénoncé très vite, une fois l'affairé démasqué, ce pacte baptisé « Dessalines-Pétion », car comme ces deux illustres hommes d'Etat haïtiens, ils sont l'un noir, l'autre mulâtre. Faut-il en conclure avec son ancien compagnon de route, Jean-Marie Benoit, auteur d'un pamphlet sévère (le Profil d'un candidat) que M. Manigat « a une tête bien madeïre, trop peu-être, car il n'y reste pas de place pour les hommes ses égaux ? »

Ambition forcée ? Frustration de ne pas avoir fait figure de favori en novembre dernier ? Les amis de M. Manigat qui ont vu rentrer d'exil en 1986 sa pouture en conjectures, souvent amères, sur les motifs de celui qu'ils admiraient autrefois pour son courage et une certaine probité... « Il s'est traité lui-même, dit l'un d'eux, au point d'en réviser son serment pour atteindre le pouvoir ». Ce pouvoir, que compte d'ailleurs en faire Leslie Manigat ? « Aucune solution politique n'est viable sans l'armée », avait-il affirmé à la veille du scrutin se définissant par ailleurs comme un « centriste modéré et anti-communiste ». Quant au projet de gouvernement de ce nouveau président qui se veut celui de la réconciliation nationale, telle une thèse universitaire bien consignée dans un pose de « changer la vie ». Tout un programme.

M.-C. D.



S. STAMMAN

cohorte élitiste de la diaspora haïtienne. On le verra à Washington, à Paris - où il rencontre sa deuxième femme, Mirlande Hypolite, passionnée elle aussi de relations internationales - ou encore au Venezuela, où il noue de solides appuis dans les milieux gouvernementaux et financiers. De ses nombreuses publications, et des cours qu'il dispense à Yale, à l'école normale ou à l'université Simon Bolivar de Caracas on retiendra surtout sa fascination pour la chose politique et son habileté à en désigner les rouages qui lui font admirer des hommes d'Etat comme de Gaulle et Adenauer.

De son appartenance à divers courants démocratiques qui se solderont par la création en 1979 de son parti « le Rassemblement des démocrates progressistes » largement soutenu par ses amis démocrates-chrétiens en

La difficile recherche de la paix en Amérique centrale Heurs et malheurs du plan Arias

(Suite de la première page.)

En échange, les sandinistes attendent du Salvador et surtout du Honduras qu'ils mettent fin à leur aide logistique en faveur des rebelles nicaraguayens, comme le prévoit explicitement le plan de paix.

Le président salvadorien, M. Napoleón Duarte, affirmait à cette occasion que son pays avait cessé d'aider la Contra et qu'il attendait en contrepartie, du Nicaragua, l'arrêt de son assistance à la guérilla salvadorienne (Managua a rédié son appui logistique au Front Farabundo-Marti pour la libération nationale, FMLN, qui continue cependant de recevoir des petites quantités d'armes et maintient certaines installations au Nicaragua, en nombre de communications nœuds (Managua, qui n'ont jamais reconnu publiquement leur assistance aux insurgés nicaraguayens, auraient interrompu - ou considérablement ralenti - les vols de ravitaillement en provenance de la base militaire d'Hopango et auraient fermé le radio de la Contra. Radio-Libération qui émettrait désormais d'un autre pays, sans doute les Etats-Unis).

Les vols de ravitaillement destinés aux rebelles nicaraguayens n'ont pas diminué pour autant - une trentaine par mois en moyenne, ce qui indiquerait un renforcement du rôle du Honduras dans ces opérations. Or, curieusement, le président hondurien, M. José Azcona, avait réussi à tirer son épingle du jeu lors de la réunion de San-José, Reñissant, comme il l'a toujours fait, de reconnaître le rôle actif de son pays dans l'aide à la Contra. M. Azcona s'était borné à dire qu'il ne pouvait pas forcer les rebelles à quitter le Honduras tant qu'un accord de cessez-le-feu prévoyant leur réintégration dans un processus politique démocratique.

Seul, le Costa-Rica...

Contrairement à l'impression qui prévaut généralement, le Nicaragua n'est donc pas le seul à violer les accords du plan de paix. En fait, seul le Costa-Rica, qui est à l'origine du plan, respecte ses engagements. Cela s'explique aisément puisque ce pays, seule véritable démocratie de la région, n'est confronté à aucun conflit armé.

Le Salvador, où la campagne pour les élections législatives et municipales du 20 mars a com-

mené la semaine dernière, est sans doute celui qui a fait le plus d'efforts pour mettre fin à une guerre de huit ans. Mais les négociations sont rompues avec la guérilla depuis la fin octobre et le président Duarte, que l'armée maintient sous haute surveillance, n'est pas disposé à négocier un partage du pouvoir avec le FMLN.

Quant au Guatemala, qui a accédé récemment à la démocratie (1986) après trois décennies de dictature militaire, son président, le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo, n'a pas l'intention de reprendre le dialogue entamé en octobre à Madrid, et aussitôt interrompu, avec les trois organisations de guérilla. L'armée, qui continue de détenter le pouvoir réel au Guatemala, estime que les insurgés sont « en voie de disparition et peuvent compter sur un millier d'hommes à peine contre deux mille en 1981 ». « Le président Cerezo, nous a affirmé un haut fonctionnaire costaricien qui a participé à toutes les réunions du plan de paix, est le plus faible des cinq présidents d'Amérique centrale et, contrairement à Duarte et à Azcona, il ne peut même pas compter sur l'appui des Etats-Unis ! »

« Les sandinistes l'ont bien cherché »

Le Honduras enfin, qui est devenu au cours des dernières années le principal allié militaire des Etats-Unis dans la région, est victime des ailes de la politique contradictoire menée en Amérique centrale par la Maison Blanche, le département d'Etat et le Congrès. Fausse démocratie où les militaires continuent d'exercer le pouvoir comme au Guatemala, l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine et aussi celui où les institutions politiques sont les plus faibles. Alors que les autres pays d'Amérique centrale tentent, avec plus ou moins de bonheur, de mettre sur pied de véritables institutions démocratiques, le Honduras pratique encore curieusement la loi de la jungle. Au début politique avec les adversaires du régime, l'armée et la police préfèrent encore l'assassinat en plein jour et dans la rue, pour intimider ceux qui commentent l'imprudence de faire connaître leur désaccord avec la politique officielle. L'assassinat, les 5 et 14 janvier, de deux hommes importants (un sergent et un dirigeant de comité de défense des droits de l'homme) mettait en

cause l'armée dans une série de disparitions entre 1981 et 1984, est une illustration du climat de terreur qui règne dans ce pays. Cela n'empêche pas le Honduras de continuer de donner des leçons de démocratie au Nicaragua !

Compte tenu des violations du plan de paix recensées au Honduras, pourquoi le Nicaragua reste-t-il le principal accusé ? « Les sandinistes l'ont bien cherché », nous a déclaré un des négociateurs du plan de paix. Ils ont fait beaucoup de bruit, proclamé urbi et orbi qu'ils avaient pris de l'avance sur les autres signataires et qu'ils auraient bientôt réalisé tous les engagements pris dans le cadre du plan. Ce n'était que de la poudre aux yeux. Aujourd'hui, comme on a pu le voir avec l'arrestation, il y a quelques jours, de dirigeants de l'opposition (ils ont été relâchés au bout de quelques heures), sous prétexte qu'ils avaient rencontré des représentants de la Contra à l'étranger.

En fait, les sandinistes ne sont pas victimes seulement de leur propre propagande. Il est clair désormais que les Etats-Unis, qui étaient hostiles au plan de paix à l'origine, et leurs alliés en Amérique centrale, le Salvador et le Honduras, ont réussi à déstabiliser le plan et à le détourner de son objectif initial qui était de trouver une solution globale et simultanée aux conflits de la région. Le plan mis au point par le président costaricien, M. Oscar Arias, qui a reçu le prix Nobel de la paix 1987 pour son initiative, est devenu un moyen d'affaiblir les sandinistes sans que Washington ait à payer les coûts humains et politiques d'une intervention militaire.

Pour ceux qui doutaient encore de ce détournement d'objectif, les déclarations faites vendredi à une chaîne de télévision de son pays par le ministre salvadorien des affaires étrangères, M. Ricardo Acevedo, devraient rendre les choses un peu plus claires : « Le Nicaragua, a affirmé M. Acevedo, veut consolider son régime marxiste-léniniste. Or, avec le plan de paix, ce que nous voulons, c'est forcer le Nicaragua à devenir social-démocrate. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

DEUX LIVRES D'ACTUALITÉ TUNISIE AU PRÉSENT UNE MODERNITÉ AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON ? Michel Camau LES FRÈRES ENNEMIS LA PÉNINSULE INDOCHINOISE APRÈS SAIGON Navan Chanda Préface de Jean Lacouture PRESSES DU CNRS 20/22, RUE SAINT-AMAND, 75015, PARIS. TÉL. : 45.33.16.00

Le Dictateur du Togo  
Anigat est proclamé  
de la République

Le Dictateur du Togo, Anigat, a été proclamé de la République. Les élections ont eu lieu dimanche 21 janvier 1988. Anigat a obtenu 58,5% des voix. Il a été proclamé président de la République le 22 janvier 1988. Les élections ont été organisées par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Le Dictateur du Togo, Anigat, a été proclamé de la République. Les élections ont eu lieu dimanche 21 janvier 1988. Anigat a obtenu 58,5% des voix. Il a été proclamé président de la République le 22 janvier 1988. Les élections ont été organisées par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Leurs du plan Arias

Leurs du plan Arias. Les négociations se poursuivent. Les deux camps ont accepté de reprendre les négociations. Les négociations se poursuivent. Les deux camps ont accepté de reprendre les négociations.

**clic**

Si la télévision était Garantie OR, on n'aurait pas besoin de l'excuser pour cette interruption momentanée de l'image.

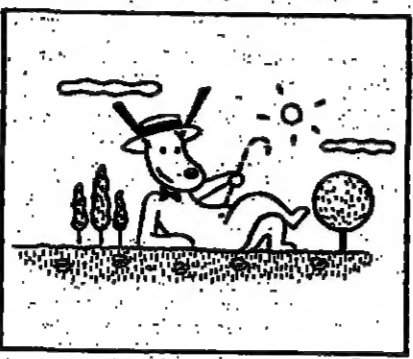
Si tel père était Garantie OR, il s'entendrait bien avec tel fils.

Si l'âme était Garantie OR, on ne la vendrait pas au diable.

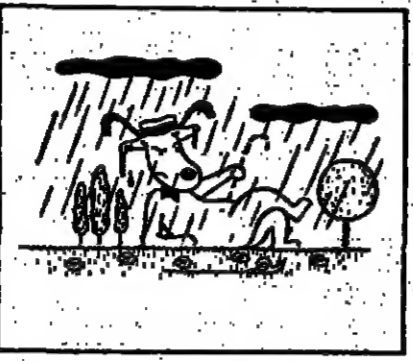


Si la lune était Garantie OR, il y a longtemps qu'on l'aurait décrochée.

Si aujourd'hui était Garantie OR, ce serait un jour férié.



Si la Bourse était Garantie OR, ça se laurait.



On chanterait sous la pluie, si elle était Garantie OR.

Si le téléphone était Garantie OR, on aurait moins de coupures.



Si vos amis étaient Garantie OR, ils ne téléphoneraient pas quand vous êtes sous la douche.



# Il n'y a qu'une Garantie OR. Elle est chez Renault Occasions.

La Garantie OR, c'est: des voitures sélectionnées, révisées exclusivement avec des pièces d'origine, 67 contrôles impératifs, une garantie 6 mois pièces mécaniques et main-d'œuvre, kilométrage illimité dans toute la France. Renault Occasions, chez tous les concessionnaires Renault.

**RENAULT OCCASIONS**



صكنا من الامم

صكنا من الاجل

# Politique

## La préparation du premier tour

### Le congrès extraordinaire du RPR

Jamais, depuis la mort du général de Gaulle en 1969, les militants et les cadres du parti gaulliste n'ont eu moins d'états d'âme pour affronter une épreuve électorale. Pour une fois, leur choix est simple puisque aucune sirène ne tente de les détourner comme en 1974 et qu'aucun combat fratricide dans la majorité ne les divise comme en 1981. Des barons les plus cheus aux « fans » les

plus jeunes, tout ce que le RPR compte d'adhérents actifs est rassemblé derrière M. Jacques Chirac. Toutes les générations du gaullisme, du pompidolisme et du chiracisme oubliées des avatars et des avanies du passé se sont donc trouvées regroupées, le dimanche 24 janvier, dans le décor modernisé d'un vaste hangar du Bourget sous le slogan « 88 pour 92 » afin d'accorder leur

confiance à leur candidat. La seule surprise est venue de quatre mandats nuls qui ont fait baisser le score recueilli par M. Chirac à... 99,97 % des 73 700 mandats détenus par 4 042 mandataires représentant, selon les chiffres officiels du RPR, 855 728 adhérents.

Drapeaux tricolores, ovations, « Chirac, président », « On va gagner », scandés en chœur,

gadgets souvent à l'effigie de M. Pasqua, vaste repas en commun, orateurs choics, formules bien senties pour déchaîner les applaudissements, jeunes intervenants surmontant leur timidité et Marseille finale : tous les ingrédients colorés et sonores des meetings offensifs et optimistes, des grand-messes de tradition se sont ainsi trouvés de nouveau réunis.

### Un terrain bien balisé

Les rôles avaient été judicieusement répartis. Comme on n'appelle jamais les troupes au combat sans désigner l'adversaire, cette tâche est échue le matin — hors la présence du candidat — à ses héritiers.

Ceux-ci ne se sont pas privés — comme pour donner du cœur au ventre aux messages que doivent devenir les cadres du parti — de s'en prendre aux socialistes et au socialisme en général, et à M. Mitterrand considéré comme candidat prévu ou prévisible à sa propre succession. Ainsi pour M. Toubon, « nous ne voulons plus de ses reniements et de son cynisme » ; pour M. Séguin, « son sourire camouflé sa faillite » ; M<sup>me</sup> Barzach attend le fin de « traïque Paris-Dakar socialiste » ; pour M. Juppé, « avec M. Mitterrand, on ne sait jamais comment ça finit » ; pour M. Aurillac, il s'agit d'« un non-candidat nanti d'un non-programme », et, pour M. Pasqua « la génération Mitterrand, c'est celle des sans-abris, des sans-travail, des sans-ressources ». La foule s'est régalée de ce florilège.

Aucun des orateurs, en revanche, ne s'en est pris le moins du monde à l'autre candidat de la majorité, le concurrent à Raymond Barre. Au contraire. La consigne de se garder de tout combat fratricide, c'est-à-dire de ménager les reports du second tour a été bien comprise. Chacun s'a d'ailleurs renouvelée sans trop insister, pour rappeler, comme l'a dit M. Pasqua, que les deux formations combattent « côte à côte », et pour assurer, comme M. Aurillac, que « prendre parti pour notre candidat n'est pas avoir de parti-pris contre l'autre ». Quant à l'extrême droite, personne à aucun moment n'en a dit le moindre mot.

#### Ses « quatre succès majeurs »

En revanche, M. Chirac a été tout à fait explicite pour énumérer ses « quatre succès majeurs » : la sécurité, l'inflation, les entreprises et l'emploi. Tout en reconnaissant qu'ils étaient « fragiles ».

Après avoir insisté sur la nécessité de « nouvelles impulsions » afin d'amplifier les résultats obtenus, M. Chirac a combattu deux courants qui lui semblent pernicieux, celui qui consiste à ne pas vouloir ouvrir le débat — ce que ses auditeurs ont interprété comme une allusion à M. Mitterrand — et celui de l'indifférence dont ferait preuve le corps électoral. Il se promet bien de remédier à cette « myopie intellectuelle » et, au Bourget, il a bien montré sa détermination à faire partager son « enthousiasme de l'action ». Pour cette nouvelle aventure électorale, M. Chirac a montré sans peine à ses partisans les plus proches qu'il était tout à fait prêt maintenant, que son terrain de manœuvre est, par ce premier discours, bien balisé.

ANDRÉ PASSERON.

### M. Mitterrand réserve à M. Rocard une place de choix dans sa campagne

(Suite de la première page.)

La droite commençait à s'en donner à cœur joie contre ce candidat non avoué qui ne trompait plus personne. Il convenait donc, du point de vue du chef de l'Etat, de réaménager le suspense. Il est savoureux que M. Rocard ait été chargé de cette rectification et qu'il soit ainsi entré dans la peau d'un « petit télégraphiste ».

M. Rocard aurait eu tort de rechigner. Il y trouve son compte. « Nous avons fait le tour, le président de la République et moi-même, de toutes les hypothèses possibles, pour constater qu'elles sont encore toutes — j'ai bien dit toutes — ouvertes, et qu'il n'y a pas lieu d'en dire plus », a-t-il déclaré, dimanche, avec délectation. Car M. Rocard, placé honnêtement par la candidature « implicite » du chef de l'Etat, reprend sa place dans une partie dont il paraissait définitivement exclu. M. Rocard fait le mystérieux, au point d'offrir — ce qui pour lui est un paradoxe — une caricature de la langue de bois. « Si vous regardez les choses d'une manière objective, les conditions techniques de la collecte des voix sur l'éventail le plus large comportent des solutions auxquelles les opinions peuvent accorder quelque surprise ou quelque non-crédibilité », dit-il. On y voit goutte.

Mais il est clair, malgré l'épouseur du langage, que M. Rocard, avec la bénédiction de M. Mitterrand, a trouvé moyen d'exister. Il aura, au moins, une bonne place dans la campagne. Il est probable qu'il n'en sera pas réduit, cette fois, à jouer les utilités, comme en 1981. A cette époque, le candidat Mitterrand avait sorti du placard son concurrent malheureux au dernier jour de la campagne du second tour : après un numéro d'équilibriste à la télévision, M. Rocard avait été gratifié, quelques heures plus tard, dans un meeting de province, d'une intervention en vedette américaine, vite interrompue, sans délicatesse, par l'arrivée triomphale du futur président.

#### Contrôler l'actuelle majorité

Du premier tour dépendent en effet la prise de contrôle de l'actuelle majorité, son éventuel réajustement et sa rénovation. Outre la conduite des affaires du pays, la préparation de l'entrée de la France dans le vingt-et-unième siècle, comme dirait M. Mitterrand, l'enjeu politique qui sous-tend cette compétition n'est pas mince.

A preuve la stratégie de M. Léotard qui entend peser sur la nouvelle majorité, après l'élection présidentielle, en toute hypothèse. Il joue le jeu de M. Barre en obtenant que son parti le soutienne à la quasi-unanimité. Il joue le jeu de M. Chirac en soulignant aussitôt que ce soutien n'est que conditionnel. Il joue surtout le sien en plaçant les deux prétendants de son camp entre parenthèses jusqu'à ce qu'il soit lui-même en situation de leur disputer l'Élysée.

Unie pour le moment, la majorité a réussi un autre exploit : faire oublier le poids de M. Le Pen. Le candidat de l'extrême-droite, muet depuis quinze jours, ne manquera pas, dès mercredi, à « l'heure de vérité », de se rappeler à son bon souvenir.

JEAN-YVES LHOMEAU.

### M. Jacques Chirac se prévaut des « succès » de sa gestion

M. Chirac a notamment déclaré : « Malgré tous les obstacles dressés sur notre route, malgré le retour de la proportionnelle, nous avons gagné. Les Français ont, sans la moindre ambiguïté, rejeté le socialisme et sanctionné l'échec de ceux qui, depuis 1981, en étaient les champions... ». La cohabitation « était la conséquence logique de notre succès. C'était la seule attitude qui nous permettait, à la fois de respecter nos institutions, de préserver l'unité nationale et de mettre un terme, sans tarder, au processus d'affaiblissement économique et social que notre pays subissait depuis cinq ans... ».

Pendant la campagne nous mettrons l'accent sur quatre succès majeurs : « Succès d'abord dans la lutte contre l'insécurité qui nous a permis de juguler le terrorisme, de réduire la criminalité et de délinquance, dans des proportions jamais atteintes depuis des années... ».

« Succès encore, dans la lutte contre la hausse des prix puisque nous sommes, aujourd'hui, après l'Allemagne et le Japon, les seuls au monde. Notre écart d'inflation avec la République fédérale n'a jamais été aussi faible depuis quinze ans, et cela malgré la suppression de tout contrôle des prix... ».

« Succès toujours, dans le redressement de nos entreprises dont les charges ont été allégées et les contraintes desserrées. Elles gagnent à nouveau de l'argent, elles sont désormais à même d'investir et de reconquérir des parts de marché... ».

#### « Une idée folle »

« Premiers succès enfin, dans la bataille de l'emploi. Le chômage, qui avait crû de 140 000 personnes par an entre avril 1981 et mai 1985, s'est réduit de 130 000 personnes de mars à novembre 1987. Son recul, est très perceptible chez les jeunes, où il a baissé de 10 %, fait également sans précédent depuis quinze ans... ».

« Certes, ces résultats sont récents et, donc, fragiles. Ils ne doivent pas faire oublier les zones d'ombre et les faiblesses qui subsistent... ».

« Mais qui pourrait se prévaloir d'avoir pu mieux faire en si peu de temps ? L'œuvre accomplie est le bien commun de la majorité tout entière. Il faut parachever le redressement amorcé. Il faut aussi maintenant donner une nouvelle impulsion et prendre un nouveau départ... ».

« Notre Constitution est ainsi faite que la coexistence d'un président socialiste et d'un gouvernement qui ne l'est pas ne nous a pas empêchés de mener à bien notre tâche... ».

Avec parfois quelques retards et en déjouant quelques pièges, nous avons gouverné comme nous l'entendons... ».

« Notre but, pour les sept prochaines années, est d'assurer une étroite symbiose entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. Quand il s'agit d'être le président de la République, il faut faire prévaloir la cohérence politique qui est dans la nature des choses et qui est indispensable dans l'égard de laquelle « la confiance des Français doit être renforcée ».

Le premier ministre ajoute : « La solidité du pacte social qui nous unit dépend aussi de l'idée que nous nous faisons de notre appartenance à une même communauté nationale. La tradition française repose en la matière sur le libre choix de chacun... ».

C'est dans cet esprit et conformément au vœu unanime de la commission que j'avais nommée pour réfléchir à ce problème que je procéderai à la réforme du code de la nationalité... ».

C'est dans le même esprit que j'ai l'intention de conduire vis-à-vis des immigrés présents sur le sol national une politique soucieuse tant d'intégration pour ceux qui adhèrent à notre système de valeurs et respectent nos lois que de sévérité envers ceux qui les refusent ou les enfreignent... ».

Après avoir parlé des « ex-ces », M. Chirac se félicite que, pour la Sécurité sociale, « trois branches sur quatre, famille, accidents, maladie, soient en équilibre et doivent être équilibrées l'année prochaine ». « Nous pouvons, en conjuguant nos efforts pour sauver la Sécurité sociale... ».

Quant aux retraités, il demande : « Faut-il inciter les Français à retarder l'âge de leur départ à la retraite, et, si oui, comment ? Faut-il encourager davantage encore l'épargne personnelle ? S'il faut dégager des ressources nouvelles, quelles en seront les modalités ? ».

Cette série de questions est actuellement soumise à la réflexion du Conseil économique et social. Forts de son avis, nous proposerons, en temps utile, les mesures qui s'imposeront... ».

#### Une règle pour la majorité

M. Chirac évoque ensuite la politique économique : « Epargner, pour investir, c'est préparer l'avenir... ».

« Epargne et investissement doivent donc être deux ardeurs obligatoires pour la nation dans les sept années qui viennent... ».

« Les Français n'épargnent pas assez. Nous les avons incités à le faire. Il faudra aller plus loin... ».

« Les Français n'investissent pas assez et surtout ne donnent pas toujours à l'investissement tout le sens que ce mot contient... ».

« Tout ce que nous avons fait — et ferons — pour réduire les impôts des entreprises et simplifier les règles qui les paralysent n'a d'autre but que de leur permettre d'investir davantage. Le mouvement est lancé : il faudra l'amplifier et l'adapter en permanence... ».

« Contribuer à la création d'emplois, c'est, pour l'Etat, conduire une politique économique de liberté et de sérieux. C'est aussi amplifier l'effort de formation qui prépare les jeunes à leur futur métier. C'est enfin encourager tout ce qui est innovation et créativité, y compris dans l'apparition de nouvelles activités... ».

En toute hypothèse, une chose est sûre : le chômage n'est pas une fatalité. D'autres pays l'ont vaincu. Nous devons regrouper toutes nos énergies pour accélérer le redressement de notre économie, qui sera celui de la nation toute entière... ».

Après avoir parlé des « désordres » que connaît le monde et évoqué la construction européenne, M. Chirac souligne que « la campagne électorale est faite pour ouvrir le débat », ajoutant : « A chacun d'en faire autant. Il évoque l'élection en disant : « Il nous faut, d'abord, rassembler toute la majorité. Je lui ai proposé, pour cela, une règle du jeu claire... ».

« Au second tour de l'élection présidentielle, nous serons tous, au coude à coude, derrière le candidat qui portera, seul, nos couleurs... ».

« Mais avant le second tour, il y a le premier. Là encore, la règle doit être claire : nous avons tous, dans la majorité, œuvré ensemble depuis mars 1986. Nous sommes tous solidaires de cette période et du travail que nous y avons accompli. Nous ne devons donc pas nous enlever, à l'heure de la vérité, le fruit de notre commun effort... ».

« Au-delà de la majorité, nous devons nous efforcer de parler le langage du rassemblement à tous les Français pour faire de notre pays le numéro un en Europe d'ici à la fin du siècle, c'est-à-dire demain... ».

« M. Juppé : mépris pour le peuple français... M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole de M. Jacques Chirac, a déclaré, le dimanche 24 janvier, au « Club de la presse d'Europe 1 », que la décision de M. François Mitterrand de ne faire savoir qu'un mois s'il sera ou non candidat à un nouveau mandat révèle « une forme de mépris pour le peuple français ». M. Juppé, observant que, « décidément », la cruauté de François Mitterrand à l'endroit de Michel Rocard n'a pas de limites », a souligné que « tout se passe comme si, du côté socialiste, nous avions une campagne de publicité sans produit », c'est-à-dire sans « projet ».

« La tactique de François Mitterrand, estime M. Juppé, c'est de ne pas faire campagne (...). Toute sa stratégie est de rester en dehors de la mêlée (...) et de continuer à se poser comme le « père de la patrie », sur son petit nuage rose... ».

### L'élargissement du champ référendaire Résurrection...

L'annonce, le 12 juillet 1984, par M. François Mitterrand de son souhait de voir étendu aux libertés substantielles le champ d'application des consultations par référendum avait été combattue par l'opposition d' alors. L'effet de surprise voulu par le président de la République pour mettre un terme à la crise suscitée par le projet du gouvernement sur l'école privée avait pris de court le RPR et l'UDF. Tout en se félicitant de ce que le président de la République abandonne le projet Savary, la droite voyait dans la riposte élyséenne une sorte de piège.

D'un côté, M. Raymond Barre se déclarait favorable à une réforme constitutionnelle élargissant le champ d'application de l'article 11 de la Constitution, qui limite la matière référendaire à « l'organisation des pouvoirs publics », à « l'approbation d'un accord de communauté » et à l'autorisation de « la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions ». Le député du Rhône attendait que, à la suite du vote de cette modification, le chef de l'Etat engage sa responsabilité sur un second référendum, portant celui-ci sur l'école.

De l'autre, M. Jacques Chirac avait choisi la contre-offensive... en présentant une contre-

proposition. Le président du RPR, reprenant une idée développée lors de sa campagne présidentielle de 1981, soulignait que dans les domaines concernant — outre les libertés publiques — les droits civiques, le régime électoral des Assemblées parlementaires, les nationalisations d'entreprises, les principes fondamentaux, des collectivités locales, la liberté de l'enseignement, celle de la presse et de la communication audiovisuelle, les réformes ne pourraient être réalisées que si l'Assemblée nationale et le Sénat émettaient un vote conforme. Sinon, le président de la République pourrait soumettre le projet au verdict populaire.

Le projet de modification de l'article 11 de la Constitution adopté par le conseil des ministres du 19 juillet avait d'abord été examiné par le Sénat, qui au terme de deux jours de débats avait adopté le 8 août une question préalable équivalente à un rejet. Approuvé à l'Assemblée nationale le 23 août, le texte était de nouveau repoussé au Sénat dans la nuit du 5 au 6 septembre. M. Chirac, mécontent des sanctions, la majorité sénatoriale avait conduit M. Mitterrand à faire son duel du référendum sur le référendum.

Vérité en deçà des Pyrénées, mensonge au-delà !

A. CH.

### Deux élections partielles

#### Une cantonale...

JURA : canton de Saint-Laurent-Grandvaux (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 3 498 ; vot., 2 203 ; suffr. expr., 2 169. MM. Georges Michard (div. dr.), 897 voix ; Michel Dieudonné, (scot. RPR et UDF), 554 ; Guy Grossier, (PS), 354 ; Max Picard (div. g.), 209 ; M<sup>me</sup> Masson, 104 ; David Cesco-Resta (PCF), 51. Il y a ballottage.

[Le désastre infligé au candidat investi par l'UDF et le RPR est spectaculaire. Maire de la commune chef-lieu, M. Dieudonné est, avec 25,54 %, largement distancé par M. Georges Michard. Ce dernier, divers droite, ancien sous-préfet de Saint-Claude, et ancien directeur des services de département, qui recueille 41,35 % des voix, est bien placé pour remplacer dimanche prochain, Gilbert Bouvet (UDF-PR), décédé, qui avait succédé à son père en 1949, à l'Assemblée départementale.

Gilbert Bouvet avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1982 avec 1 376 voix (63,91 %), contre 498 (18,57 %) à M. Thiébaud (PS), 266 (11,51 %) à M. Langchamps (sans étiqu.), et 129 (5,99 %) à M. Cesco-Resta sur 3 485 inscrits, 2 317 votants et 2 153 suffrages exprimés.]

#### ...et une municipale

GIROUDE : La Haillou (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 3 974 ; vot. 2 517 ; suffr. expr. 2 463. Liste soutenue par le PS, conduite par M. Georges

Ricart, 910 voix ; liste des démisionnaires, conduite par M. Joseph Rastoll (sans étiquette), 779 ; liste de la majorité, conduite par M. Pierre Prioleau, m. s., 576 ; liste PCF, conduite par M. Pierre Labarthe, 198. Il y a ballottage.

[Le 1<sup>er</sup> décembre, devaient leur démissionner 19 des 29 conseillers municipaux dont le premier adjoint, M. Joseph Rastoll. Ils rejoignent au maire sortant, M. Pierre Prioleau, une gestion autoritaire. Ces démissions avaient été précédées, en novembre, de deux autres départs dont l'un pour raisons politiques. Les démissionnaires estiment que M. Prioleau ne tenait pas ses engagements d'« apolitisme » en raison de sa participation à la fête départementale du RPR organisée dans la commune.

M. Prioleau avait succédé en cours du mandat à un socialiste dissident, Abel Laporte, dont il était le premier adjoint et qui s'était tiré de son mandat pour raisons de santé, peu avant de mourir. Progressivement, M. Prioleau s'est tourné vers la droite. Il a d'ailleurs obtenu, pour ce scrutin partiel, le soutien officiel des partis de la majorité. 16 des 19 démissionnaires ont suivi M. Rastoll sur une liste sans étiquette.

Le Parti socialiste a, pour sa part, désigné comme tête de liste un inspecteur régional de l'éducation nationale, sympathisant du PS, mais non-adhérent.

En 1983, la liste conduite par Abel Laporte, ancien du PS, avait obtenu 25 sièges contre 4 à la liste d'union de la gauche conduite par M. Dalong.



# Politique

## de l'élection présidentielle

### La convention nationale du PR

#### Les militants soutiennent massivement M. Barre et M. Létard prend date pour 1995

1988 ne pouvait certainement pas mieux commencer pour M. François Létard. Après une année plutôt pénible, où il lui fallut, tant bien que mal, gérer les hémérations et les contradictions de son parti, le secrétaire général du PR se présente incontestablement, au lendemain du conseil national du samedi 23 janvier, dans une position beaucoup plus confortable.

La politique exige aussi de la chance. M. Létard en a. MM. Raymond Barre et Jacques Chirac étant au coude à coude dans les sondages, pouvait-il en effet rêver meilleure circonstance pour pouvoir peser de tout son poids dans la balance de la majorité ? M. Létard a aussi un formidable sens médiatique. On le savait. Il vient, une nouvelle fois, d'en faire la démonstration. Rassembler, samedi, cinq mille militants au Zénith à Paris pour faire d'une décision, comme en fait depuis plus de six mois, un événement, c'est une prouesse. Enfin, et peut-être surtout, M. Létard sait profiter des divisions et des états d'âme de ses amis pour s'imposer. Diviser pour mieux régner. Il provoque les mêlées pour être maître du ballon. M. Létard est aussi un joueur.

Car, en réalité, ce conseil national du PR lui aura permis de faire d'une pierre quatre coups. Après l'affaire d'Ornano, (M. Létard a récupéré le dossier élections du PR délégué par le conseil national, à la place de M. Michel d'Ornano), il lui fallait démontrer qu'il tenait solidement en main les rênes de son parti. C'est fait. Comme il s'y était engagé l'avant-veille à « Questions à domicile » sur TF 1, M. Létard a obtenu un vote massif de ses troupes en faveur du candidat soutenu par l'UDF, M. Raymond Barre : 1.480 voix ; 1.390 pour le « oui » ; 41 pour le « non » ; 49 abstentions. Soit 93,92 % des suffrages pour l'ancien premier ministre. Mais que l'on ne s'y trompe pas : un tel résultat est certainement moins un plébiscite pour M. Barre que pour M. Létard, qui a demandé que l'on vote pour M. Barre... Nuançe.

**Non aux « vieilles barbes »**

Après une matinée où s'étaient succédés à la tribune, dans un ordre fort minutieusement établi, des giscardiens orphelins, des létardiens restés sur leur faim et des baristes jouant les bons camarades, M. Létard s'est fait un plaisir, l'après-midi, de démontrer que la machine du PR lui obéissait à nouveau au doigt et à l'œil.

Il aurait pu en rester là. Comme il aurait pu se satisfaire des remerciements précipités de M. Barre lui-même, la veille sur Europe 1, égard qui n'étaient pas étés consentis aux dévotés centristes. Comme il aurait pu aussi se contenter des assurances du lieutenant bariste, M. Charles Millon, venu jurer la main sur le cœur que les réseaux REEL n'étaient en rien concurrents avec un parti politique, que leur objectif est de préparer l'élection présidentielle

et que, bien évidemment, tous les comités départementaux de coordination s'effaceraient devant les comités de soutien.

Le patron du PR est allé plus loin en lançant « à ses fantasmes » un ordre de mobilisation, qui, par bien des aspects, avait valeur de défi. « Vous êtes les plus combattifs, parce que c'est vous qui allez emporter la décision. Si c'est d'autres qui s'agitent, cela ne servira à rien. C'est que nous voyons aujourd'hui chez certains la tentation de vous mettre de côté que nous refusons de nous mettre et qui réunit, péle-mêle, les anciens exclus, les jeunes battus, les donneurs de leçons et les bons apôtres d'une nouvelle politique, qui serait d'autant plus nouvelle qu'elle se ferait avec des vieilles barbes. »

M. Létard n'a pas seulement dévoilé ses ambitions : il a aussi voulu donner le ton à cette campagne en jouant d'un subtil parallèle entre la « génération Létard » et la « génération Mitterrand ». M. Michel Poniatowski, jamais aussi à l'aise que dans ce genre d'exercice ; M. Marcel Lucotte, oubliant la sagesse sénatoriale ; M. Jean-Claude Gaudin, qui retrouve ses accents marseillais ; le ministre, M. Alain Madelin, rigolant comme un conscrit ; tous y sont allés de tout leur souffle pour sommer la charge contre M. François Mitterrand, le « vieux tonton », le « tonton magouille ». « Les enfants jouent à cache-cache, les électeurs, eux, a lancé M. Madelin, en ont assez de ces parties de cache-touton. » Le socialisme nouveau est arrivé, a repris, un peu plus sérieusement, M. Létard. Il n'a pas de candidat ; il n'a pas de programme ; il n'a pas de majorité, mais il a des idées.

Enfin, M. Létard a aussi posé quelques jalons, bien voyants pour ses lointains : sans plus attendre, M. Létard veut préparer les élections législatives, qui auront lieu, il n'en doute plus, tôt les élections présidentielles passées. En réclant, comme il l'a fait, « que la quasi-totalité des investitures UDF soient accordées avant l'élection présidentielle elle-même », en annonçant qu'il allait entreprendre dès maintenant les visites à ses députés, il affiche clairement ses ambitions et celles de PR au sein de l'UDF et de la majorité.

Et puis, sans la moindre hésitation cette fois, M. Létard a clairement fixé à ses troupes l'objectif de la prochaine élection présidentielle d'après 1988. « Dieu, François, que cette campagne présidentielle soit digne d'une des plus grandes idées de l'histoire défigurée et souillée par les pays de l'Est », M. Juquin a prononcé une nouvelle radicalité.

Cette notion se traduit dans son programme par le droit donné aux immigrés de voter et d'être élus à toutes les élections, aux femmes d'avoir autant de places que les hommes dans les assemblées élues, de la commune à l'Assemblée nationale. Annuler la dette extérieure du tiers-monde, accorder le droit à l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie, défendre un désarmement unilatéral et organiser un référendum sur le nucléaire, clôturent un débat national sur la question telles sont les principales composantes de cette « radicalité ». Développant largement les questions dites de société, M. Juquin est beaucoup moins prolix sur l'économie dont il veut « changer la place dans la société ».

Le candidat renouvateur a affirmé, depuis un mois, que la gauche « entend le candidat socialiste » est certaine d'être présente au second tour et qu'il n'y a donc aucun risque à voter pour lui. Même en opposant « la qualité » à « la quantité », l'argument est-il suffisant pour mobiliser un électeur ?

**D. B.**

plus lucide sur ses capacités, confiait néanmoins qu'il ne se sentait pas suffisamment armé aujourd'hui pour une telle épreuve. S'inspirant de la sagesse de M. Valéry Giscard d'Estaing, lequel avait su attendre son tour en 1969, en s'effaçant devant Georges Pompidou, M. Létard attend donc son tour pour 1995 au moins.

La route est tracée ; être le « turbo » de la campagne de M. Barre, plutôt que de rééditer l'erreur de 1981 de M. Jacques Chirac, qui avait joué contre son camp ; devenir le patron de l'UDF et, pourquoi pas, de la majorité, si celle-ci demeure majoritaire, ou acteur principal d'une cohabitation prolongée ; se donner une étoffe de présidentiable : M. Létard, au cours de ce conseil national, aura au moins prouvé qu'il sait enfin aujourd'hui où il va.

### L'absence de M. Giscard d'Estaing

Il ne peut cependant pas oublier sur ce chemin deux orniers. Si le parti est derrière lui, il a encore en face des parlementaires qui n'ont pas attendu ses ordres pour s'engager derrière M. Barre. Il lui faudra s'imposer. Le fait qu'il ait désormais directement la haute main sur le dossier élections devrait l'y aider. Il y a, enfin, l'arrière Giscard. L'ancien président de la République était invité, samedi. Il n'est point venu. L'affaire d'Ornano laisse des traces. De plus, M. Giscard d'Estaing n'a pas du tout apprécié, le semaine dernière, que M. Létard, à « Questions à domicile », ait cru bon de faire une mise au point concernant le fait qu'il avait été installé en 1982 à la tête du PR par ses soins.

Le fils reste définitivement le père ; entre les deux hommes, c'est la guerre. Le discours du ministre giscardien M. Hervé de Charette, d'interrogé, samedi, sur « le caractère démocratique » du vote proposé aux militants et réaffirmant que « c'est Giscard qui a encore aujourd'hui vocation à réunir toutes les générations de l'UDF et à inspirer les mouvements pour tracer les chemins du futur », fut sans doute pour M. Létard le discours le plus difficile à entendre.

Cette guerre de famille cache un débat de fond, pour l'instant évacué : le PR doit-il, après 1988, prendre la tête d'une droite moderne personnalisée par MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, ou simplement, d'interrogé, samedi, sur « le caractère démocratique » du vote proposé aux militants et réaffirmant que « c'est Giscard qui a encore aujourd'hui vocation à réunir toutes les générations de l'UDF et à inspirer les mouvements pour tracer les chemins du futur », fut sans doute pour M. Létard le discours le plus difficile à entendre.

Pour M. Létard, il n'en est donc que plus dangereux. « Nous allons tout faire pour remettre Giscard en selle », confiait aussi, samedi, M. de Charette. M. Létard est prévenu.

**DANIEL CARTON.**

### « Le Grand Jury RTL-le Monde »

#### M. Rocard assure qu'une stratégie commune le lie à M. Mitterrand

Invité, le dimanche 24 janvier, du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Michel Rocard a affirmé : « Je vous dois, d'entrée de jeu, cette information : le président de la République et moi-même sommes convenus, hier matin, de vous adresser ensemble, par ma bouche, un grand remerciement pour nous avoir suggéré à tous deux l'excellente idée de nous revoir à nouveau, ce que nous n'avions pas fait depuis le débat décembre. L'idée était bonne et elle nous a vus un excellent petit déjeuner à l'Élysée hier matin. Elle était sans urgence. Elle est sans urgence pour la raison simple que le président de la République ne s'est pas exprimé sur la forme de ne rendre publique sa décision qu'au mois de mars — ce qui veut dire que, jusqu'au mois de mars, elle n'est pas totalement arrêtée. Du coup, nous avons fait un tour d'horizon complet de la situation, des manières de la prendre, et nous nous sommes aperçus en effet que, au moins pour deux socialistes, la manière de traiter les problèmes est maintenant convergente, alors qu'elle ne l'était guère il y a six ans. »

Après avoir précisé que cette rencontre a duré une heure et demie, M. Rocard a affirmé qu'il a, avec le chef de l'État, arrêté une stratégie « très nette : mettre l'accent sur la nécessité où nous sommes que les Français comprennent que la dimension européenne est le cadre nécessaire de la lutte contre le chômage, du retour à plus de croissance », a continué M. Rocard, que nous trouverons aussi l'aisance budgétaire dont même notre système scolaire a besoin. Nous nous d'autre part évoqué beaucoup de problèmes stratégiques en ce qui concerne la défense européenne, le désarmement et tous ces problèmes. On m'a même une stratégie sur le fond des problèmes. »

Le député des Yvelines n'a pas renoncé l'idée qu'il marche « main dans la main » avec M. Mitterrand pour l'État, après avoir rappelé qu'il reste, pour sa part, « candidat potentiel » jusqu'au mois de mars, l'ancien ministre a continué : « Nous avons fait le tour, le président de la République et moi-même, de toutes les hypothèses possibles, pour constater qu'elles sont encore toutes, j'ai bien dit toutes, ouvertes, et qu'il n'y a pas lieu d'en dire

plus (...). Toutes les hypothèses sont ouvertes. Et, si vous regardez les choses d'une manière objective, les conditions techniques de la collecte des voix sur l'éventuel le plus large comportent des solutions auxquelles les opinions peuvent accorder quelque surprise ou quelque non-crédibilité. »

### La génération de Gaulle

Interrogé sur l'idée d'une génération Mitterrand, le maire de Conflans-Saint-Honorine a répondu : « La définition statistique d'une génération est une chose malaisée. Moi, je suis né en 1930. L'âge majeur, la découverte de la vie d'adulte, c'est pour moi 1945, c'est l'après-guerre. Je suis de la génération Charles de Gaulle, techniquement. Mais c'est vrai qu'il s'est passé des choses importantes, que la France s'est reprise en main, que nous avons ramené l'inflation des 13 % où nous l'avons trouvée à 3 %, que le commerce extérieur, qui avait connu une longue période de déséquilibre, est revenu à un solde zéro en 1985. C'est vrai qu'il y a eu l'engagement de cette immense réforme qu'est la décentralisation, la suppression de la peine de mort. Un certain nombre de choses ont été faites qui marquent une date. Et il est certain que cela marquera l'histoire des jeunes générations. »

A propos du style de président qu'il aimerait incarner, M. Rocard a souligné, en faisant référence à John Fitzgerald Kennedy : « Pour traiter une crise, il faut deux choses. La première, c'est de la détermination et du caractère. A vous de juger ! (...) Il y faut ensuite de l'intelligence. Et beaucoup d'intelligence ! (...) La France a besoin d'un président vigoureux, déterminé. Elle choisira. Je ne commente pas plus. Et elle a besoin d'une mobilisation plus ample, plus riche et je dirais presque plus folloisante de toutes ses intelligences. Nous ne résoudrons ni le problème de l'emploi ni celui de l'école par le haut et par le décret. Ce seront des employeurs et des enseignants qui feront le travail. Et leurs intelligences sont appelées. Que tous ceux qui ont quelque chose à dire pour améliorer ces situations puissent le dire à la puissance publique et se sentent écoutés ! Il y a peut-être là

ouvrir les fenêtres du pouvoir, parfois un peu castrées — je pense au pouvoir ministériel plus encore que présidentiel, mais l'impulsion est commune. Il faut ouvrir les fenêtres. Il faut nouer le dialogue. Et il y a sûrement beaucoup à faire dans le style de gouvernement. »

Interrogé sur les enjeux de l'élection, l'ancien ministre a affirmé : « Voilà les deux grands enjeux : qui paie ? Et serons-nous une société d'exclusion ou de solidarité ? Ces deux grands enjeux sont, en effet, une affaire droite-gauche, on peut le dire. C'est la grande affaire de l'élection présidentielle. (...) La France a des chances considérables. (...) Si la France devait vivre des affrontements sociaux graves, voir quelques millions de ses habitants sans espoir, la grande pauvreté s'étendant, le système scolaire rejetant par un échec scolaire de plus en plus fort, si la France devait voir la projection sociale diminuer, l'iniquité se répandant, nous serions un pays à affrontements et, jusque dans l'entreprise, on verrait les grèves se multiplier, le dynamisme du pays s'affaiblir. »

« C'est un peu tout ce que je mettais vite derrière le mot « solidarité » comme un des plus grands enjeux de la prochaine élection présidentielle. La France ne sera à la hauteur de son destin que si elle est solidaire. C'est au moins un conviction de notre histoire. »

**● RAPATRÉS : le RECOURS encourage M. Chirac.** — Les dirigeants du mouvement RECOURS, réunis, le samedi 23 janvier à Toulouse, en présence de près d'un millier de personnes, ont adressé à un appel solennel à M. Jacques Chirac pour qu'il donne le plus vite possible un nouvel espoir aux rapatriés en précisant ses intentions à leur égard. La porte-parole du mouvement, M. Jacques Roseau, a estimé que « le candidat Chirac devrait être d'autant plus encouragé à s'engager dans cette voie que les rapatriés savent déjà qu'il n'a pas démissionné dans ses fonctions de premier ministre puisqu'il a tenu, sur le fond, ses promesses de 1986 aux pieds-noirs ». Les dirigeants du RECOURS doivent être reçus par le premier ministre, mardi après-midi 26 janvier, à l'Hôtel-de-Ville de Paris.

### Les « lambertistes » au Zénith

« Caracas a tenu ses promesses ; le meeting est là ! ». A ces mots, la salle du Zénith rugit de plaisir. Décidé lors d'une conférence de la branche lambertiste de la IV<sup>e</sup> Internationale à Caracas, en 1987, un rassemblement européen destiné à dénoncer « les plans de la CEE et du FMI », le dimanche 24 janvier à la porte de Pantin, à Paris, a réuni environ cinq mille personnes. Organisateur du meeting, le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) était représenté par MM. Marc Gauquein, dit « Lacaze » dans son organisation, et Alexandre Hébert, dit « Armant », responsable Forces ouvrières de Loire-Atlantique.

Le chef du Parti communiste internationaliste (PCI), principale composante du MPPT, M. Pierre Bousset-Lambert, était absent pour maladie, et sa doublure, M. Hébert, souffrait d'une vilaine « arthrose contre-révolutionnaire au genou droit ». Si le candidat présidentiel du PCI-MPPT était invisible, en revanche le candidat indépendantiste martiniquais du Conseil national des comités populaires, M. Yves François, siégeait à la tribune. Il eut dans la course élyséenne avec un joli slogan : « Assez pleuré, assez lutté ! ». (Assez pleuré, à nous de lutter !). Devant des militants venus de tous les pays européens, des DOM-TOM, des Caraïbes, d'Afrique et d'Amérique du Sud, les organisateurs ont décliné un slogan immortel : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous », pour préparer la grève générale européenne.

### M. Pierre Juquin prône une « nouvelle radicalité »

Une semaine avant son passage à l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le 1<sup>er</sup> février, M. Pierre Juquin, candidat renouvateur à l'élection présidentielle, a réuni un millier de délégués de ses comités d'initiative et de soutien (CIS), le dimanche 24 janvier à Paris (le Monde date 24-25 janvier). Il s'agissait pour l'ancien porte-parole, exclu du PCF, de prendre le pouls de sa « base » et de montrer la prééminence des CIS — « ils continueront d'exister après l'élection présidentielle » — sur les tendances ou organisations politiques qui les composent pour partie : les « renouvateurs » communistes et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, troskiste) principalement, à côté d'une bonne moitié d'« inorganisés ».

Après l'organisation de cinq forums (citoyenneté, emploi et formation, solidarité et protection sociale, solidarité internationale, environnement), M. Juquin a « rodé » son message présidentiel en lui donnant un contenu dont l'absence chagrinait, ces dernières semaines, ses partisans les plus politisés. Ces derniers semblaient rassurés après le discours du candidat renouvateur.

Détenteur, selon son entourage de quatre cent quarante promesses de signature d'élus, à trois mois du scrutin, M. Juquin, à travers un cinquantaine de médias à « la généralisation du 24 avril », celle de ses supporters, appelés, à l'en croire, à « devenir majoritaire ». Jetant la même approbre sur la social-

démocratie qui refuse « de changer les rapports sociaux » ce se contentant d'une « gestion du capitalisme », et sur « le spectacle stérile d'une des plus grandes idées de l'histoire défigurée et souillée par les pays de l'Est », M. Juquin a prôné « une nouvelle radicalité ».

Cette notion se traduit dans son programme par le droit donné aux immigrés de voter et d'être élus à toutes les élections, aux femmes d'avoir autant de places que les hommes dans les assemblées élues, de la commune à l'Assemblée nationale. Annuler la dette extérieure du tiers-monde, accorder le droit à l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie, défendre un désarmement unilatéral et organiser un référendum sur le nucléaire, clôturent un débat national sur la question telles sont les principales composantes de cette « radicalité ». Développant largement les questions dites de société, M. Juquin est beaucoup moins prolix sur l'économie dont il veut « changer la place dans la société ».

Le candidat renouvateur a affirmé, depuis un mois, que la gauche « entend le candidat socialiste » est certaine d'être présente au second tour et qu'il n'y a donc aucun risque à voter pour lui. Même en opposant « la qualité » à « la quantité », l'argument est-il suffisant pour mobiliser un électeur ?

**D. B.**

## HOMMES D'AFFAIRES. ABONNEZ-VOUS AUX RÉDUCTIONS

— 30% SUR TOUS LES VOLS

L'achat d'une carte d'abonnement vous donne droit entre autres avantages à 30% de réduction sur tous les vols. AIR INTER vous propose plusieurs formules : abonnement par ligne, lignes groupées, à la carte, toutes lignes...

Renseignez-vous vite auprès d'AIR INTER PARIS : 45.39.25.25 ou de votre agent de voyages.



**AIR INTER**

صحة من الامن

صحة من الاجل

# Politique

## Un colloque du PS L'écologie, c'est socialiste !

Vienne  
de notre envoyé spécial

Le ralliement du PS au nucléaire militaire à la fin des années 70, le maintien (peu conforme aux engagements socialistes antérieurs) du programme d'équipement du nucléaire civil, lorsque la gauche était au pouvoir, une certaine indifférence, en fait, des socialistes vis-à-vis de l'écologie : tout cela a fini par creuser un fossé d'incompréhension réciproque entre la mouvance socialiste et celle des défenseurs de l'écologie.

Pourtant, au même moment — dans la première moitié des années 80 — l'opinion était de nouveau sensibilisée à cette question par une série d'évolutions naturelles alarmantes — progrès de la déforestation dans le tiers-monde, menaces accrues sur la survie de diverses espèces animales — ou de catastrophes technologiques : Bhopal en Inde, Tchernobyl en URSS. C'est pourquoi M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a décidé d'inverser la vapeur et d'affirmer que « l'écologie est aussi [la] responsabilité des socialistes ».

Sa propre évolution a été favorisée, ou accélérée, par la présence à ses côtés de son ami Claude Allègre, géologue de réputation mondiale, préoccupé depuis longtemps par ces thèmes. Le premier secrétaire a chargé M. Allègre de réactiver le groupe des experts du PS, qui, dès lors, a, tout naturellement, monté un atelier de travail sur ces questions. Le « tournant écologique » du PS — selon l'expression de l'un de ses experts — a été officialisé, le samedi 23 janvier à Vienne, dans l'après-midi, par la réunion d'un colloque du PS sur l'écologie, en présence de MM. Jospin, Allègre, Alain Bombard, Brice Lalonde, et d'une brochette d'anciens ministres, colloque accompagné par la publication d'un « cahier » de l'atelier écologie du groupe des experts.

« Gérer notre planète », l'intitulé même de ce colloque montre bien dans quel esprit les socialistes veulent réintégrer l'écologie dans leur pensée : devenu parti de gestion, le PS entend aborder ce thème, comme les autres, de façon « responsable ». Ainsi que l'a dit M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale et hôte du colloque en tant que maire de Vienne, on est, ici, « loin de l'écologie romantique ».

### Fortes paroles, timides propositions

L'écologie, c'est aussi la gestion de l'espace urbain, comme en témoigne la présence de M. Roland Castro, l'animateur de Banlieues 89. Les socialistes, rappelle M. Allègre, croient en la « science » et l'écologie en est une (même si un participant souligne que seule l'« émotion » remue l'opinion publique). Ainsi, à propos de l'énergie nucléaire, M. Allègre prend-il le soin de se démarquer des écologistes allemands, défenseurs du charbon. « Le charbon, dit-il, est la pire des choses pour l'avenir de la planète. » Mais, à propos de la déchirure de la couche d'ozone, c'est M. Allègre qui devient provocant en lançant : « Je préfère arrêter quelques industries et faire quelques milliers de chômeurs que faire quelques milliards de morts ! ».

Ces fortes paroles ne suffisent pas à résoudre le problème qu'a choisi de soulever le PS : en quoi les socialistes sont-ils plus qualifiés que la droite pour se préoccuper d'écologie ? Le « pessimisme » ambiant à

propos des rapports entre l'homme et la nature — que relève M. Jospin et qui transparait dans les exposés des experts, dont plusieurs réclament une mise à niveau de la législation française — serait-il plus le fait de la gauche que celui de la droite ? La réponse est simple : l'écologie, c'est socialiste, disent les orateurs, parce que la défense de l'écologie suppose la solidarité — notamment avec le tiers-monde, — vertu plus pratiquée à gauche qu'à droite.

A écouter les orateurs, il apparaît que l'écologie n'échappe pas aux querelles politiques : ancien ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, conteste la vision de M. Alain Carignon, actuel ministre délégué à l'environnement, d'une agriculture « duale », tandis que M. René Souchon, ancien secrétaire d'Etat chargé de la forêt, observe que le gouvernement de droite n'a respecté aucun des engagements pris par la France lors de la conférence Silva (consacrée à la préservation de la forêt mondiale et à la lutte contre la désertification, en février 1986).

Ce colloque prend ainsi sa place dans la campagne électorale. M. Jospin a ironisé sur le fait qu'« il ne sert à rien d'avoir des candidats déclarés lorsque ceux-ci n'ont rien à dire », tandis que le PS, s'il n'a pas de candidat, est, selon son premier secrétaire, « très présent » dans le débat d'idées et, par des initiatives comme celle de Vienne, s'emploie à « éclairer les enjeux de l'avenir ».

Cette explication de texte du premier secrétaire, l'organisation même de ce colloque n'étaient sans doute pas inutiles pour tenter de convaincre que le PS se sent désormais une fibre écologique : les quelques paragraphes consacrés à l'écologie dans le programme socialiste pour 1988 (qui préconise notamment la création d'un ministère de l'environnement) sont — comme le reste du texte — tellement « raisonnables » que certains experts du PS les trouvent bien timides.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Chalandon : idolâtre

Dans le Journal du dimanche du 24 janvier, le ministre de la justice, M. Albin Chalandon, dénonce le « culte idolâtre » qui entoure, à son avis, M. François Mitterrand. Répondant aux critiques qu'il s'était attirées après avoir comparé indirectement le président de la République au maréchal Pétain, la garde des sceaux a expliqué qu'il avait voulu exprimer sa crainte que « François Mitterrand n'exploite la tentation des Français, lorsqu'ils sont dans l'épreuve, de s'abandonner entre les mains d'un sauveur dont la seule présence suffirait à exorciser leurs maux ». Selon M. Chalandon, le chef de l'Etat « alimente ce culte de la personnalité » et encourage ainsi à « une évolution qui présente un grave danger : celui d'infantiliser les Français à un moment où il faut en faire des adultes ».

### M. Delebarre : le tabouret

M. Michel Delebarre, ancien ministre, membre du secrétariat national du PS, a déclaré, le dimanche 24 janvier, au micro de « Pacific FM-le Matin » : « J'ai eu l'occasion de dire il y a quelques temps que les rapports entre Jacques Chirac et Raymond Barre sont des rapports politiques aussi étroits que ceux entre une corde et un pendu. Jacques Chirac joue le rôle de la corde et Raymond Barre celui du pendu. Reste à trouver à quelle place était voué Léotard. Léotard joue le rôle du tabouret... »

### M. Jospin : cravates

M. Lionel Jospin a ironisé, le dimanche 24 janvier, devant la septième conférence nationale-entreprises, réunie à Evry (Essonne), sur la rivalité entre M. Barre et M. Chirac. Le premier secrétaire du PS a notamment déclaré : « Ils n'occupent pas des espaces politiquement différents ; ils ne se distinguent pratiquement sur rien. Cela sera une cause d'affaiblissement à la fois de M. Chirac et de M. Barre. Ce qu'ils croient être une force ne les empêchera pas d'en venir aux attaques personnelles car

En campagne électorale, l'équipe de l'actualité cache souvent les débats de fond. Tel est le cas sur un sujet qui ne saurait laisser personne indifférent : la lutte contre la grande pauvreté, dont l'issue concerne directement quatre millions et demi de personnes (1).

Il avait fallu que l'étatib Pierre debrange, une fois de plus, les brèves consciencieuses, à l'autorité domier, pour que l'on s'aperçoive que 1987 avait été l'Année internationale des sans-abri et que soit relancé le débat sur l'aide à apporter aux « exclus » en tout genre. Un débat schématisé par une question à deux faces : revenu minimum ou travail minimum ? Autrement dit : assistance ou aide à l'insertion ?

Dans un bel élan, le gouvernement avait annoncé, en octobre, le lancement de son « plan contre la précarité » — assortissant le versement d'une allocation de 2 000 F par mois aux citoyens sans ressources ni allocations de chômage d'une « contrepartie » sous forme de travail à temps partiel au service des collectivités ou des associations — et le président de la République avait aussitôt abondé en ce sens en soulignant la nécessité de prévoir en faveur des Français les plus démunis « un revenu minimal accompagné de mesures qui puissent favoriser leur insertion dans la société ».

M. Jacques Chirac en personne, le 14 janvier au TF1, avait confirmé l'orientation gouvernementale en associant la notion de revenu minimal à celle d'activité minimale « adaptée à tous les cas ».

Aujourd'hui, c'est M. Raymond Barre qui apporte sa contribution à la réflexion mixte en préconisant un dispositif mixte dans la dernière livraison de sa lettre mensuelle Faits et arguments (n° 52). L'ancien premier ministre distingue deux cas. « Le cas « simple », explique-t-il, est celui

## Le sort de 4,5 millions de personnes

### Consensus contre la pauvreté

où un homme, une femme, se trouvent dans l'impossibilité évidente de couvrir leur besoins. Il s'agit de personnes pauvres incapables de travailler : personnes âgées, handicapées, accidentées, victimes du chômage, des maladies... Alors la société doit assurer leur dignité humaine par un revenu de base. Il est possible dans ce cadre d'instituer un revenu social garanti ».

« Dans le cas « complexe », ajoute M. Barre, un homme, une femme pourraient en principe subvenir à leurs besoins, mais ils n'y parviennent pas en pratique : il en est ainsi pour les chômeurs, mais ce peut être aussi la situation des « marginaux », de ce que l'on appelle le quart monde, des délinquants à leur sortie de prison... « Ici, affirme l'ancien chef du gouvernement, on ne peut se contenter d'un simple revenu minimum qui poserait trois problèmes délicats, en dehors de son coût très élevé : un risque d'entassement dans un état d'assistance des bénéficiaires, de rendre non rentable ou moins rentable la reprise du travail par disparition des aides, de susciter le parasitisme ou la fraude sociale ».

M. Barre propose donc de combiner « l'aide de survie et l'aide de réinsertion » sous la forme d'une « aide sociale personnalisée » qui s'ajouterait à « des aides » aux-aidés. « Cette mission, dit-il, doit être financée avec le concours de l'Etat mais elle ne saurait être conduite par des lois et décrets généraux : c'est au stade des communes, des départements, des groupes sociaux, des collectivités et non par attribution d'un matricule national que doit être conduite la lutte contre la pauvreté. Ces aides doivent être à trois caractères : elles doivent être décentralisées, financièrement souples pour être adaptables à chaque cas, et, si possible, entraîner une contrepartie de la part du bénéficiaire ».

Il apparaît ainsi, après cette contribution barrière, que tous les principaux concernés engagés dans la course à l'écologie ont réfléchi aux moyens de relever le défi de la grande pauvreté et qu'il existe entre eux assez de convergences pour qu'un consensus politique soit concevable à court terme, et donc traduisible en actes.

Le Parti socialiste, qui se fonde sur les initiatives locales prises par certains de ses maires, comme à Rennes, Belfort, Chenove (Côte-d'Or), et qui préconise l'institution d'un « revenu minimum d'insertion » de l'ordre de 2000 F par personne et par mois, rejoint, lui aussi, l'idée d'une « aide sociale personnalisée ». La proposition de loi qu'il a déposée en décembre précède que le bénéfice de cette allocation devrait s'accompagner de la signature de « contrats d'insertion » mettant les bénéficiaires « en situation de partenaires afin que leurs engagements soient le réciproque de ceux de la collectivité ou de l'organisme signataire ».

### Une majorité d'idée

Sur ce point, il existe donc, dès à présent, une majorité d'idées au Parlement, même si le débat reste ouvert. Le Parti communiste, en particulier, ne parle pas de contrepartie. A son avis, l'allocation minimale devrait être de 3 000 F par mois pour les foyers ou personnes seules sans ressources et l'Etat devrait compléter cette mesure par trois autres : une aide matérielle « aux familles en proie à la faim, à la malnutrition », par l'utilisation des stocks alimentaires, ce qui impliquerait l'arrêt des destructions des produits agricoles ; la garantie de la couverture sociale pour tous, notamment pour les jeunes n'ayant jamais occupé d'emploi, avec suppression de la notion de « fin de droits » pour les chômeurs ; la pro-

tection des familles en difficulté par l'interdiction des coupures de gaz et d'électricité, des sautes et des expulsions à l'encontre des plus défavorisés.

M. Pierre Juquin et ses amis se déclarent partisans d'une loi d'orientation qui proposerait, par exemple, que les foyers disposant de revenus inférieurs au SMIC bénéficient d'une allocation différentielle qui leur garantirait ce salaire minimum. Une pierre dans le jardin des syndicats. En attendant, ils ne retiennent pas, eux non plus, le principe d'une contrepartie obligatoire.

Quant au Front national, il met tout d'abord à réclamer que dans ce domaine aussi la notion de solidarité soit réservée aux « Français d'abord » qu'on l'insigne mal à opposer, le cas échéant, à des dispositions qui feraient du combat contre la pauvreté une priorité nationale.

Certes, tout le monde n'est apparemment pas d'accord sur les meilleurs moyens de financer les réponses législatives à ce nouveau défi social. M. Barre reste flou tandis que les socialistes et les communistes préconisent le rétablissement d'un impôt sur les grandes fortunes. Mais, dès lors que la majorité et les partis de gauche s'accordent pour admettre que « c'est à l'Etat de faire en sorte qu'aucun citoyen ne risque jamais de mourir de faim ou de froid » — selon l'expression de M. Barre — comment ne pas être tenté de crier tout simplement aux uns et aux autres : chérie !

ALAIN ROLLAT.

(1) Le Conseil économique et social compte au nombre des victimes de la grande pauvreté, actuellement en France, quatre 2,5 millions de personnes sans revenus nettement insuffisants, 1 million de chômeurs non indemnisés, 400 000 personnes sans couverture sociale, 200 000 à 400 000 personnes sansabri ou en habitat de fortune.

## Conseil d'Etat et Conseil constitutionnel

### Complémentarité et concurrence

Question insolite : lorsque le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel se rencontrent, que se passent-ils ? La réponse est aisément à un peu décevante : au public, comme ce fut le cas pour le colloque consacré à ces deux hautes instances qu'organisaient les 21 et 22 janvier au Sénat l'université de Paris-III, rien qui entame le halo de mystère, de discrétion, quand ce n'est pas le secret qui entoure — à tort ou à raison — une partie de leur activité.

Mais cette réponse n'est pour autant ni pauvre ni dépourvue d'intérêt. Ni le « jeune » Conseil constitutionnel (créé en 1958) ni le vénérable Conseil d'Etat (qui vogue allégrement vers son deuxième centenaire) ne sont au fond très connus du grand public. Désignée de temps à autre à l'attention des populations, ils demeurent, au total des inconnus célèbres. Quant à leurs relations et à leur place respective dans l'édifice institutionnel français...

Ce sont ces derniers points surtout qu'ont permis d'éclaircir communications et échanges de professeurs de droit et des spécialistes des sciences politiques devant un parterre de conseillers d'Etat et de membres du Conseil constitutionnel qui ne demeurèrent pas muets sans oser à une excessive expressivité, en présence de MM. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, et Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat, conseiller, précisément du gouvernement et juge de la légalité des actes de l'administration, le Conseil constitutionnel, juge de la loi, pour l'essentiel, et de la régularité de certaines élections (dont celle des chefs d'Etat) sont-ils des institutions strictement complémentaires ou bien entrent-elles parfois en concurrence ? La difficulté vient de ce que les deux affirmations ont leur part de vérité. Deux types de raisons à cela.

D'abord, il est des domaines (le contentieux électoral entre autres) où, en dépit de la répartition des compétences, Conseil d'Etat et Conseil constitutionnel peuvent être conduits à trancher des litiges dont ni la spécificité ni les solutions ne sont évidentes. Entre le premier et le second la répartition des tâches, et les réponses ne vont pas, dans quelques cas-limites, de soi.

L'expérience ancienne — et énorme — du Conseil d'Etat en la matière ne s'est pas donc toujours accommodée des pratiques plus neuves du Conseil constitutionnel, même si ce dernier a progressivement appris à tenir grand compte des acquis et traditions du Conseil d'Etat.

Plus complexe encore est la question des regards croisés jetés sur les lois par l'un et l'autre instance. Avant l'examen d'un projet par le conseil des ministres, le Conseil d'Etat, le regard, la critique éventuellement ou en propose des modifications. De cet avis, qui ne vaut que comme tel, le gouvernement fait ensuite ce qu'il veut. Il n'est obligé ni de rompre le secret (traditionnel mais non généralisé) de l'avis, ni d'en tenir compte.

Tout autre est la situation du Conseil constitutionnel. Saisi, le plus souvent par des parlementaires et dans une intention aussi politique que juridique, aussitôt après le vote définitif de la loi, il décide souverainement du caractère constitutionnel ou non de la loi ou de certaines de ses dispositions.

Un texte, un article déclarés par lui contraires à la Constitution sont réputés ne plus exister. De l'avis préalable du Conseil d'Etat, à la décision (éventuelle) du Conseil constitutionnel, il est arrivé qu'il y ait plus que des nuances : de franches divergences d'interprétation.

Qu'il s'agisse des nationalisations, de l'assemblée territoriale unique outre-mer (1982) ou des consécutions tirées par les juges constitutionnels de l'indépendance des professeurs d'université érigés au rang des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République (1984), entre autres exemples, les vues exprimées par le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel sont quelquefois contradictoires.

### Les références

Dans d'autres domaines encore, d'une rare complexité, comme l'articulation entre les normes juridiques internes et l'ordre juridique international, Conseil d'Etat et Conseil constitutionnel n'ont pas toujours de manière entièrement cohérente.

Au-delà des pratiques, une autre comparaison difficile est quelquefois conflictuelle entre Conseil d'Etat et Conseil constitutionnel vient du corps des références fondamentales qui animent et structurent au fil des arrêts ou des décisions les jurisprudences. Principes généraux du droit, principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, « principes particulièrement nécessaires à notre temps » (comme l'indique le préambule de la Constitution de 1946 repris par celui de 1958), principes et objectifs des valeurs constitutionnelles sont autant de systèmes de référence dont la cohérence générale n'apparaît pas toujours.

Vaine querelle, que celle des références, plusieurs intervenants l'ont

soulignée au cours du colloque, si la réalité des droits matériels est assurée. Il reste que les emprunts au fondement ancien saisi par le Conseil d'Etat mais que les créations du Conseil constitutionnel n'ont pas toujours l'heur de lui plaire.

Ce constat conduit au second type de raisons de divergences entre Conseil d'Etat et Conseil constitutionnel, peu abordé au cours du colloque et de façon par trop mécanique. Il est de fait que la légitimité dominante du Conseil d'Etat dans l'ensemble des institutions s'est trouvée très rapidement (depuis les premières décisions importantes du Conseil constitutionnel au début des années 70) reléguées au second plan. Cette légitimité dominante est déplacée, médiatisée et, vers neuf juges constitutionnels, c'est peu, mais c'est assez pour expliquer une rivalité larvée. Quelle fût-elle même se voir dépouillée d'une part, fût-elle symbolique, de ses prérogatives ?

### Le rôle essentiel

Dès que l'on descend des sommets de la sacralisation par une vision plus terre-à-terre des deux institutions, d'autres constats, d'autres interrogations peuvent être formulées à propos du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel.

Soutenir par exemple qu'arrêts et décisions empruntent toutes leurs déterminations à une pure logique juridique supérieure relève de la foi, plus que du réalisme. S'il est vrai qu'« il n'y a jamais de contrôle d'opportunité » dans l'activité des deux instances, à brillamment soutenu le professeur Pierre Delvolvé, « il y a toujours de l'opportunité dans le contrôle ».

Banale règle humaine qu'effaceraient le rôle essentiel de gardiens et de pédagogues, face aux pouvoirs successifs, de l'Etat de droit, joué par le Conseil d'Etat comme par le Conseil constitutionnel ? ou au moins une voix, au terme du colloque de Paris II, celle de M<sup>me</sup> Danièle Loebach (université d'Amiens) pour douter de la pleine efficacité, aujourd'hui, du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel dans ce rôle. Même excessive, semblable remarque à au moins le mérite de rappeler qu'en ces matières cruciales, rien n'est jamais définitivement acquis.

MICHEL KAJMAN.

\* Les actes du colloque Conseil constitutionnel et Conseil d'Etat seront co-édités par la librairie générale de droit et de jurisprudence et les Editions Montchrestien.

**BLINDAGE TJM**

**3950 F TTC**

- 1 BLINDAGE acier 15/10
- 2 renforts de gonds
- 1 serrure 4 points MEDECO inrochetable à clé codée incopiable

PARIS PROTECTION SERVICES  
96, rue Cambonne  
75015 PARIS  
43-06-71-18 +

Magasins d'exposition  
TJM et MEDECO  
La qualité en plus  
RÉFÉRENCES MONDIALES

EDUCATION

Une rencontre de mille responsables

L'école catholique veut s'adapter à un public d'incroyants

Un millier de responsables de l'enseignement catholique, représentant les administrateurs des établissements d'enseignement (2 millions d'élèves environ), se sont réunis, le samedi 23 janvier à La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), pour une journée nationale de réflexion sur les finalités de l'école catholique. Celle-ci cherche à redéfinir son projet éducatif pour s'adapter aux nombreux élèves incroyants ou non chrétiens qu'elle accueille.

Rogaine ? L'enseignement catholique est inquiet. Pas pour les mêmes raisons qu'hier, puisque son existence n'est plus directement en cause depuis la crise de 1983-1984. Mais ses 80 000 gestionnaires - souvent d'anciens parents ou d'anciens élèves de l'école catholique, bénévoles - craignent l'effacement de leur établissement.

L'enseignement catholique se sent, en effet, à l'écart des membres. Il n'a pas les moyens d'élargir son parc immobilier. Le coupable serait l'Etat. Le « forfait » d'entretien (terme qui désigne l'aide accordée chaque année aux établissements catholiques pour couvrir leurs dépenses de fonctionnement) est à la baisse. Selon une commission du ministère de l'Éducation, le retard serait d'environ 20 %, soit une facture de 723 millions de francs que l'Etat s'est engagé à combler en trois ans.

L'autre raison de l'incertitude actuelle tient à l'orientation à donner aux établissements catholiques. Ceux-ci accueillent en effet beaucoup de jeunes incroyants, indifférents sur le plan religieux, voire

appartenant à une autre confession (musulmane en particulier). « On s'adressait à nous autrefois, dit le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, parce que notre enseignement était supposé supérieur. On le fait aujourd'hui parce que les parents savent, même s'ils n'y adhèrent pas, que nous avons des valeurs à exprimer et à défendre. »

L'enseignement catholique cherche donc à redéfinir son projet éducatif et son identité. Il le fait de plus en plus en termes de « mission d'Église ». « Parce que nous sommes ouverts à tous, nous devons dire qui nous sommes. Nous devons accueillir sans discrimination, mais sans cacher nos convictions », ajoute le Père Cloupet. « L'école catholique doit prendre parti, affirme-t-il à la seconde évangelisation » que le pape appelle régulièrement de ses vœux pour répondre à la situation de « post-christéisme » que connaît, selon lui, la jeunesse en Europe. « Elle ne se donne pas pour tâche première, ajoute-t-il, de convertir les élèves au catholicisme, et se sent invitée de toute volonté de prosélytisme. Mais elle se veut une force de proposition, un lieu d'appel, au nom de l'Évangile, dans un dialogue permanent au sein de la communauté éducative. »

A charge, pour ses responsables, de définir ces valeurs à mettre en œuvre. Le Père Henri Madelin, directeur du Centre Sèvres, M. Michel Falise, recteur de l'université catholique de Lille, sont venus en proposer quelques-unes. Ils ont notamment insisté sur le refus d'une « éthique individualiste » et sur la nécessité, pour l'école catholique, de prévoir des « lieux de responsabilité », d'engagement social, de « conscience planétaire ». Soit, à bien des égards, un programme qui équivaut à un retour aux sources.

HENRI TINCO.

Les handicaps de l'administration

M. Jean-Michel Soccoja pourrait être un instituteur heureux. Il enseigne depuis bientôt trois ans à l'école Elisabeth de Nanterre, à la satisfaction de tous. Bien noté par son inspecteur départemental, apprécié de ses collègues, il est aussi couvert d'éloges par les parents d'élèves de sa classe. Pourtant ce maître méritant est menacé de licenciement par l'éducation nationale, qui n'est pourtant pas coutumière du fait. Non pas pour un motif honteux : « La seule chose que l'on me reproche est d'être handicapé », constate l'intéressé.

Un an après lui avoir décerné le diplôme d'instituteur, l'administration refuse sa titularisation et menace même de le rétrograder définitivement moyennant l'octroi d'une pension. Refusant ce qu'il considère comme une injustice, les parents d'élèves de l'école se réunissent depuis une semaine et occupent symboliquement l'établissement, afin d'obtenir le maintien de l'instituteur. Ce qui n'est pas si fréquent après tout.

La vie de Jean-Michel Soccoja a été bouleversée un soir de juin 1983 : un accident de moto l'a laissé paraplégique. La machine même, il avait passé avec succès le concours interne de l'école normale d'instituteurs. C'est donc assis sur un fauteuil roulant qu'il commence sa formation professionnelle, après une longue année de convalescence et l'avis favorable d'un médecin. Depuis la rentrée 1985, M. Soccoja enseigne dans la même école de Nanterre. Deux salles ont été mises à la disposition de sa classe pour faciliter ses déplacements. Les premières séances passées, les parents ont tiré leur chapeau à ce maître courageux et efficace. Ils se sont même mobilisés à la rentrée 1986, pour obtenir l'affectation d'une institutrice supplémentaire qui

assure, entre autres, les activités physiques et sportives, et prend en main la classe de Jean-Michel Soccoja quotidiennement, pendant l'heure de repos allongé auquel il est astreint.

En décembre 1986, après les derniers contrôles de connaissances à l'école normale, l'instituteur est officiellement diplômé. Mais le même inspecteur d'académie des Hauts-de-Seine qui a paraphé son parchemin refuse de prendre sur lui de titulariser cet invalide à 100 %, en dépit de l'avis du comité médical départemental, qui l'a reconnu apte à enseigner, sauf pour les activités physiques. Une commission ministérielle doit être consultée après le stage probatoire que M. Soccoja suit actuellement. « Cet enseignement est fort apprécié, mais seule la commission nationale peut statuer sur sa titularisation », reconnaît M. André Bonart, inspecteur d'académie, manifestement agacé par ces parents d'élèves qui « dépassent leur rôle de partenaires ».

Les parents s'indignent en retour de la « folle logique » d'une administration qui « ouvre systématiquement son parapluie ». Pour eux, la présence d'un instituteur handicapé dans l'école est « un facteur de sensibilisation intéressant » pour leurs enfants. « Il est tout de même paradoxal qu'on tente d'imposer une pension d'invalidité à une personne qui rendrait une part active dans le collectif », ajoutent-ils avec bon sens.

Les handicapés doivent pouvoir s'insérer dans une profession ; l'éducation nationale doit cesser d'être un monstre froid et se rapprocher de ses usagers, les instituteurs compétents sont très difficiles à trouver par les temps qui courent ; c'est en tout cas ce qu'on ne cesse de proclamer.

PHILIPPE BERNARD.

REPÈRES

Drogue

Augmentation des surdoses mortelles en RFA

Le ministère ouest-allemand de l'intérieur a constaté une évolution « préoccupante » du trafic de drogues dures en RFA, à partir des saisies effectuées au cours de l'année 1987.

Dans un communiqué publié samedi 23 janvier, le ministère révèle en effet que les saisies d'héroïne ont été multipliées par deux en 1987 par rapport à l'année précédente, et que celles de cocaïne sont en augmentation de plus de 50 %.

D'autre part, on constate une hausse spectaculaire du nombre de décès par surdose. Plus de quatre cent cinquante jeunes gens ont ainsi trouvé la mort l'an dernier, contre trois cent quarante-huit en 1986, rappelle le ministère de l'intérieur. — (AFP.)

Radioactivité

Où sont passés les bâtonnets de Dijon ?

Les recherches visant à retrouver les deux tubes de césium 137 radioactif, récemment « disparus » du centre anticancéreux Georges-François-Lacroix à Dijon, (Le Monde du 23 janvier) n'avaient encore donné aucun résultat, dans la matinée du lundi 25 janvier. Aucune trace de radioactivité n'avait été détectée dans l'établissement passé au « peigne fin », les enquêteurs, aidés d'équipes spécialisées du Commissariat à l'énergie atomique de Valduc (Côte-d'Or), examinent, depuis vendredi, la décharge du district urbain de Dijon. Equipés d'appareils très sensibles, six spécialistes contrôlent tous les camions-bennes arrivant dans la décharge, ainsi que les fosses où sont entreposées quelque 400 tonnes à 500 tonnes de déchets en attente d'incinération.

Le directeur du centre anticancéreux, le professeur Guérin, a confirmé que la circulation des deux sources n'entraînait aucun « danger immédiat » pour la population, en précisant que seul un contact continu de plusieurs dizaines d'heures avec les tubes de césium pouvait affecter gravement l'organisme. — (AFP.)

Environnement

Marée noire sur l'Escaut

Nouvelle marée noire sur l'Escaut. Deux semaines à peine après la catastrophe écologique provoquée par le Borcos, un tanker roumain qui, à la suite d'un accident inexplicable, avait laissé échapper plusieurs centaines de tonnes de pétrole en mer du Nord, un pétrolier, néerlandais cette fois, le Visardingen, a été éperonné le dimanche 24 janvier, par un tanker belge dans l'Escaut. Une centaine de tonnes de brut se sont répandues sur le fleuve et dans le port de Bruinisse, où des bateaux spécialisés, appelés au secours, s'efforcent de pomper le pétrole avant qu'il ne gagne la haute mer.

Procès du « Tanio »

L'Etat lâche les communes

Certains élus bretons sont surpris et mécontents. Alors que les représentants des communes sinistrées et ceux de l'Etat préparent ensemble le dossier d'appel au procès de l'Arco-Cadie, vingt-huit communes - surtout les communes les plus touchées - engagées dans une action judiciaire contre le Tanio, qui avait également pollué leurs plages en 1980, sont lâchées par le ministère des finances. L'affaire va être jugée à Brest en mars prochain. S'étant discrètement arrangé avec l'armateur du pétrolier, l'Etat renonce à poursuivre. Interrogé sur ces attitudes contradictoires, M. Ambroise Guélec, secrétaire d'Etat à la mer et conseiller général (CD) du Finistère, a été hors d'état de fournir une explication. En outre, les maires de Paimpol et de Mur-de-Bretagne (Côte-du-Nord) viennent de recevoir du trésor public une facture pour l'hébergement des militaires venus prêter main forte après l'ouragan du 15 octobre dernier. Les élus s'interrogent sur la réalité de la solidarité nationale affirmée il y a trois mois.

Trois cheminots hospitalisés

Pris de malaise, le vendredi 22 janvier, après avoir accroché deux wagons transportant des déchets nucléaires destinés à l'usine de retraitement de La Hague, dans la Cotentin, trois cheminots en poste à la gare de Médouan-Canon (Calvados) ont été conduits à l'hôpital Curie, à Paris, pour y subir des examens. Selon la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), filiale du Commissariat à l'énergie atomique, « les premières analyses n'ont rien décelé ; les contrôles effectués immédiatement n'ont montré aucune radioactivité anormale autour des emballages ». Ces contenants, appelés « châteaux de transport », pèsent 100 tonnes pour 5 tonnes de combustibles transportés. Samedi, le service central de production contre les rayonnements ionisants confirmait que « aucune anomalie n'a été relevée » sur les contenants. L'état de santé de M. Claude Corrand, cinquante-cinq ans, Michel Delahaye, quarante-deux ans, et Bernard Lacroix, quarante-trois ans, qui ont été conduits à l'hôpital Curie, à Paris, n'inspirent pas d'inquiétude. — (Corresp.)

P.M.

Fuite en Grande-Bretagne

Deux tonnes de gaz carbonique radioactif se sont échappées, le dimanche 24 janvier, de la centrale nucléaire de Dungeness, dans le sud-est de la Grande-Bretagne. La fuite, provoquée par une défaillance d'une soudure d'une pompe du système de refroidissement d'un réacteur, ne présente absolument aucun danger pour la population », a indiqué le porte-parole de la Direction générale de l'électricité britannique.

CNRS

Avis du comité national de la recherche scientifique

La date limite du dépôt des candidatures pour les élections au Conseil scientifique du CNRS (collège A - 2<sup>e</sup> tour, retraits, nouvelles candidatures) est fixée au jeudi 28 janvier 1988 à 12 heures.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 18, rue Assolot-France 75700 Paris. Tél. : (1) 46-56-92-25, Téléc. 280034

Les universités conquises par l'Europe

(Suite de la première page.)

Quant à Erasmus, il avait été principalement encouragé par les ministres de l'Éducation des Douze en novembre 1986, en raison de la mauvaise volonté de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne de l'Ouest, et n'a dû son sauvetage qu'à une intervention publique de M. Mitterrand - et à une sévère diminution de ses crédits (de 175 à 85 millions d'ECU).

Après un an de fonctionnement du programme Comett, le diagnostic de M. Manuel Marín, vice-président de la Commission, est clair : le budget de 1988 sera pratiquement absorbé par la prolongation et la consolidation des projets acceptés en 1987. Si donc on veut « ne pas briser la dynamique créée », et répondre à l'attente des très nombreux candidats, il faudrait engager, dès cette année, les crédits qui seront disponibles en 1989. Les gouvernements seront-ils sensibles à cet appel de la base, exprimé par la Commission ? Il faut le souhaiter.

Les Français notent les enseignants

Selon un sondage intitulé « L'opinion (1) publiée par l'hebdomadaire le Point du 25 janvier, 78 % des Français ont une opinion « bonne » ou « plutôt bonne » des professeurs. 60 % des personnes interrogées estiment que la discipline exercée par les professeurs sur leurs élèves est insuffisante. L'autorité n'apparaît cependant qu'en troisième position, derrière les qualités pédagogiques et le savoir, parmi les qualités requises chez les enseignants. Sur deux réponses clés, ce sondage démontre à quel point l'image des enseignants est brouillée dans l'opinion publique : 66 % des personnes interrogées admettent que les professeurs sont « moins considérés » aujourd'hui qu'il y a vingt ans, mais 26,4 % seulement considèrent qu'ils sont mal payés. De même, pour 62 %, le professeur de français est le « prof » le plus important (contre 27 % au professeur de maths), alors que les mathématiques jouent, chacun s'en rend compte, un rôle essentiel dans l'orientation des élèves au lycée.

(1) Sondage réalisé au mois de décembre 1987 auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes âgées de dix-huit à soixante-cinq ans.

Les 16 millions d'ECU disponibles pour cette première année de fonctionnement ont permis à Comett de financer une centaine d'associations, transnationales université-entreprises, plus d'un millier de stages d'étudiants, 73 bourses de formation pour des cadres ou des universitaires, 136 actions de formation continue pour les techniciens, nouvelles et une soixantaine de projets multimédias de formation.

Les domaines les plus couverts par les demandes de subventions sont les technologies industrielles (nouveaux matériaux, assemblage, opto-électronique...), les technologies de l'information (micro-informatique, génie logiciel, bureautique, robotique...) les biotechnologies et l'environnement; les transferts et la gestion des technologies.

De son côté, Erasmus, avec ses 11,2 millions d'ECU à financer en 1987, près de 400 projets de coopération, impliquant 850 institutions; constitution d'associations d'universités, 3 000 bourses pour l'obtention des étudiants, plus de 1 000 visites d'enseignants et de chercheurs, mise en place de près de 400 programmes communs d'enseignement. Les secteurs les plus couverts par Erasmus sont les langues, la gestion et les sciences de l'ingénieur.

La France en pointe

Contrairement à ce qu'on aurait pu laisser croire sa réputation hexagonale, la France est en pointe dans la mise en œuvre de ces opérations. C'est elle qui a déposé le plus de dossiers pour Comett. Elle a, avec la Grande-Bretagne, la plus forte participation dans les projets retenus pour les deux programmes. Ce zèle français pour les échanges européens s'explique en partie, selon les spécialistes de Bruxelles, par l'intense campagne politico-médiatique engagée dans notre pays.

Grève dans les lycées et collèges. — Une grève des personnels enseignants aura lieu, le mardi 26 janvier, dans les lycées et les collèges à l'appel du SN-PEG, du SNEP et du SNEP. Ces trois syndicats entendent ainsi protester contre la politique menée par le ministre de l'éducation nationale qui se traduit, à leurs yeux, « par des suppressions et des transferts massifs de postes de collèges vers les lycées ». « C'est un véritable coup d'arrêt qui est donné à la rénovation des collèges », estiment-ils.

autour de l'Acte unique et de l'échéance de 1992, qui se manifeste notamment par une impressionnante série de colloques universitaires et professionnels.

C'est un fait que ces programmes ont rencontré un succès très favorable dans un milieu universitaire fortement peccoré. Ils apparaissent aux plus entreprenants comme un « label » de qualité pour leurs formations, un moyen de mobiliser étudiants et professeurs et de sortir du marasme ambiant.

Beaucoup ont conscience que la coopération européenne, si elle se développe, modifiera profondément notre système d'enseignement - en particulier le statut des diplômes et l'autonomie des établissements. Les responsables européens ont osé, en effet, de s'appuyer sur des discussions interminables sur les équivalences des diplômes et de proposer de comparer la durée des études et la nature des formations.

La logique mise en œuvre par les échanges d'étudiants d'Erasmus est de concevoir, dans le cadre d'accord entre établissements, des équivalences académiques portant sur des fragments de cursus : l'université X de tels pays décide de reconnaître le semestre d'études ou d'unité de valeur de l'université Y de tel autre pays. L'étudiant peut ainsi faire une fraction de ses études à l'étranger puis les reprendre dans son université en gardant ce qui a été acquis chez le partenaire. On voit que cette formule de formation intégrée, négociée entre établissements, suppose une autonomie des universités très éloignée des habitudes françaises et peut remettre en question la notion

même de diplôme national. D'où les réserves que soulève parfois le programme Erasmus au sein même de l'administration française.

En conduisant à des confrontations directes entre les programmes et les méthodes pédagogiques des différents pays, cette coopération porte en germe des tensions qui peuvent être sources de blocages ou d'innovations. Elle pose aussi le problème des techniques de transposition de connaissances et de la création de formules nouvelles d'enseignements à distance.

Enfin nul n'ignore que l'un des enjeux majeurs de cette coopération est le problème de langues et qu'il est loin d'être résolu - en France notamment. A moins que la perspective d'échanges plus faciles et plus « rentables » ne donne aux jeunes Européens la motivation qui a manqué à leurs aînés, pour apprendre les langues de leurs voisins...

En fondant la coopération universitaire sur des bases entièrement nouvelles, Comett et Erasmus peuvent marquer une étape importante dans la création d'un espace européen à la fois intellectuel et humain. Il est intéressant de constater que ceux à qui ils s'adressent ne s'y sont pas trompés.

FREDERIC GAUSSEN.

Les invitations au colloque de la Sorbonne doivent être demandées à la Confédération nationale des Junior Entreprises, coorganisatrice de cette manifestation avec le Monde. Ecrire à : Colloque le Monde - Confédération nationale des Junior Entreprises, 28, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris.

VOTRE MERCEDES MERITE CE QU'IL Y A DE MIEUX.



Un accueil de 7 H 00 à 19 H 30, un dépannage 24 heures sur 24 dans un rayon de 50 km autour de Paris, une adresse prestigieuse, la seule succursale de Mercedes-Benz à Paris.

LONGCHAMP Succursale Mercedes-Benz.

MERCEDES-BENZ FRANCE. Succursale de LONGCHAMP, 80 rue de Longchamp 75116 PARIS - 45.05.13.80.

Handwritten text in Arabic script: حكايا من الامم

# Sports

سكنا من الاجل

## TENNIS : les Internationaux d'Australie

### Cinq ans de règne suédois

Pour la cinquième fois consécutive, un Suédois s'est imposé, dimanche 24 janvier à Melbourne, dans les championnats internationaux de tennis d'Australie. Déjà vainqueur en 1983 et en 1984, Mats Wilander a succédé à Stefan Edberg en battant l'australien Pat Cash (6-3, 6-7, 3-6, 6-1, 8-6), déjà finaliste en 1987.

Les pluies de l'été austral, qui ont quelque peu perturbé le déroulement et surtout les finales de ces championnats, n'ont pas démenti l'enthousiasme des spectateurs australiens. En abandonnant le vétuste stade de Kooyong pour le futuriste Flinders Park, dont le court central est doté d'un toit amovible de 100 tonnes sur 60, pesant 700 tonnes, les Internationaux d'Australie ont conquis un public et reconquis l'estime des joueurs après être devenus au fil des ans une levée dévaluée du grand chelem.

Avec plus de deux cent cinquante mille spectateurs, grâce aux deux séances organisées l'après-midi et en soirée, les Internationaux d'Australie ont pulvérisé le record d'affluence établi à Kooyong (cent quarante mille quatre-vingt-neuf spectateurs). Les recettes aux guichets (1 500 000 dollars) ont aussi doublé, permettant une dotation de 1 900 000 dollars de prix. Mais la grande réussite de ces championnats new-look restera sans doute le « rebound ace » adopté pour le revêtement des courts de Flinders Park.

#### Finale en trois actes

Si de nombreux joueurs ont critiqué l'inconscience des balles sud-coréennes Nasseu, testées avant les Jeux — moyennant un contrat de 400 000 \$ — aucun n'a remis en cause le « rebound ace », choqué, il est vrai, après un sondage auprès des joueurs. Ce revêtement d'un centimètre d'épaisseur posé sur asphalte et composé d'une couche de gomme polyuréthane surmontée de quatre fines lamelles de fibres acryliques, a fait l'unanimité en permettant à tous les styles de jeux de s'exprimer. Et le meilleur symbole de cette polyvalence n'était-il pas la présence en finale du tournoi masculin du meilleur volleyeur et du meilleur passeur du circuit professionnel ?

La souplesse de cette matière caoutchoutée, qui se situe entre la moquette (suprême) et le ciment (décoloré) permet d'accroître les effets coupés ou liftés de la balle. L'équilibre qui peut s'établir entre un attaquant et un défenseur était bien résumé par Ion Tiriac, manager de Boris Becker : « Si l'attaquant fait une bonne volée, profonde et bien frappée, la surface l'avantage. Si la première volée est moyennement exécutée, le défenseur a l'avantage. Le défenseur, qui peut tenter un passing-shot » (1).

Cette alternance des avantages et des inconvénients qui ont interrompu deux fois cette finale, ont donné lieu à un match en trois actes bien distinct qui a passionné les dix-huit mille spectateurs. Calme, précis, très efficace en retour de services, Mats Wilander a rapidement pris l'avantage 6-3, 4-1 sur un adversaire un peu écrasé sous le poids de l'événement. Après avoir éliminé Ivan Lendl en demi-finale, Pat Cash, le vainqueur de Wimbledon, était, aux yeux de ses compatriotes, le grand favori. En cette année de célébration du bicentenaire de l'Australie, sa victoire était d'autant plus attendue qu'aucun Australien ne s'était plus imposé à Melbourne depuis Mark Edmondson en 1976.

C'est un Pat Cash métamorphosé, peut-être sous l'influence de son psychologue Geoff Bond, qui revenait sur le court après la première interruption d'une demi-heure due à la pluie. Maltristant alors parfaitement ses prises de risques, il gagnait le second set 7-6 (7-3 au tie-break) et menait 3-0 dans le troisième avant une nouvelle interruption de vingt minutes. A son retour, il s'assurait le troisième set 6-3, mais l'efficacité de

son jeu en service volée subissait déjà les premiers effets de la fatigue.

Ce léger fléchissement était aussitôt exploité par Mats Wilander, qui a beaucoup travaillé ces derniers mois pour améliorer son service, notamment sa deuxième balle, son agilité et son jeu de jambes pour pratiquer un tennis plus offensif. Le Suédois remportait le quatrième set 6-1. Il faisait le break d'entrée dans le cinquième et semblait s'envoler vers une troisième victoire à Melbourne. Mais c'était compter sans un dernier sursaut d'orgueil de Pat Cash, soutenu sans réserve par son public.

Après plus de quatre heures de jeu, l'affrontement physique et mental entre les deux hommes atteignait alors des sommets. Le bras de fer se poursuivait jusqu'à six jeux partout, où Wilander s'assurait une balle de break à la suite d'un extraordinaire échange. Repoussé « dans les bûches » par trois volées successives de Cash, le Suédois réussissait à regagner son terrain et à faire le point sur un smash gagnant que l'Australien, impressionné par ce renversement de jeu, ne tenta même pas de reprendre. Découragé, Pat Cash perdait le point suivant puis s'inclinait (8-6 après un jeu blanc) sur le service de Wilander.

« L'an dernier, j'avais été agréablement surpris d'atteindre deux finales de grands chelems (Roland-Garros et Flushing-Meadow), avouait le Suédois. Mes ambitions ont augmenté : désormais, mon but est de gagner. Je ne veux pas être l'éternel second. » A

Melbourne, Mats Wilander a parfaitement appliqué ses nouvelles résolutions. Comme Ivan Lendl, il n'entend plus, à vingt-trois ans, jouer les stakhanovistes, mais préfère se préparer spécifiquement pour les grands rendez-vous. Ainsi va-t-il prendre six à sept semaines de vacances pour aménager avec son épouse, Sonya, leur nouvelle résidence dans la banlieue de New-York. Il sera temps ensuite d'aborder, frais et dispos, la saison sur terre battue et de préparer Roland-Garros, où il a une belle revanche à prendre sur Ivan Lendl.

G. A.

(1) Le Sport du 23 janvier.



Mats Wilander a remporté le bras de fer du cinquième set.

## SKI ALPIN : l'encadrement de l'équipe de France

### Dérapprochement contrôlé

Pendant que les coureurs transalpins triomphaient samedi 23 janvier à Loèche-les-Bains (Suisse), le président de la FFS tentait de régler le conflit qui s'opposait au directeur technique national, Jean-Pierre Puthod, à Roland Francey, l'entraîneur de l'équipe masculine : il n'y aura pas de modification de l'encadrement avant les Jeux de Calgary.

Parvenu ski français. A peine les athlètes tricolores retrouvent-ils le chemin des podiums qu'une nouvelle crise vient secouer la Fédération. Pourtant, cette saison 1988 semblait débuter sous les meilleurs auspices. Une nouvelle équipe présidée par Bernard Chevallier, solide responsable du Syndicat des moniteurs, avait pris les rênes de la maison.

En juin, un jeune patron formé au management international acceptait la fonction de directeur technique national (DTN) de ski, vacante depuis 1980. Ancien élève d'HEC, Jean-Pierre Puthod modifiait légèrement l'organigramme du ski alpin, afin d'utiliser les personnes au mieux de leurs compétences (Le Monde du 24 novembre 1987). Gilles Mazzeo devenait responsable des équipes féminines, et Roland Francey voyait ses prérogatives réduites à l'encadrement des équipes masculines, alors qu'un groupe de skieurs polyvalents obtenait une réelle autonomie.

Quelques mesures simples qui ne heurtent pas trop les sensibilités et apportaient un peu plus de confiance aux coureurs. L'arrivée de jeunes espoirs en quête de succès achevait d'apporter du tonus à des skieurs qui n'avaient plus à faire

leurs preuves techniquement, mais qui semblaient en sommeil.

Catherine Quittet, Carole Merle, Franck Piccard, et Luc Alphand, aiguillonnés par Patricia Chauvet ou Christophe Pié, montraient qu'ils étaient encore capables de rivaliser avec les grands.

Longtemps absents des meilleures places dans le circuit de la Coupe du monde, les skieurs français se sont rappelés au souvenir des Suisses et des Autrichiens. A quelques semaines des Jeux olympiques d'hiver, les victoires devenaient des objectifs plausibles pour des jeunes à l'aise sur leurs skis. Le moral était au rendez-vous d'équipes motivées.

#### Match nul

Est-ce ce début de succès qui a grisé le nouveau DTN ? Les encouragements des médias ont-ils perturbé la belle sérénité qu'affichait Jean-Pierre Puthod au mois d'octobre ? Ces facteurs et peut-être d'autres ambitions moins avouables ont poussé le jeune responsable à prendre une mesure un peu hâtive. Mercredi 20 janvier, il annonçait en effet sa décision de mettre fin aux fonctions de chef d'équipe qu'occupait Roland Francey.

Estimant que « deux chefs, c'est un de trop », Jean-Pierre Puthod faisait état de « divergences sur la manière de « manager » les skieurs, les skieuses et l'encadrement », divergences selon lui encore plus injustes « maintenant qu'il s'est rapproché du terrain et des courses, et qu'il s'y implique par passion ».

Reprochant à l'entraîneur, d'origine suisse, de ne pas avoir compris les ressorts psychologiques capables de motiver les coureurs français, le

DTN déclarait même : « Francey n'ira pas à Calgary. Je le remplacerai dans ses fonctions ».

Une décision qui surprenait l'entraîneur, « en poste depuis près de quatre ans. « Puthod n'accepte pas qu'on lui fasse de l'ombre », remarquait l'ancien directeur du champion Pirmin Zurbriggen, tout en soulignant que son contrat expirait à la fin du mois d'avril. Une décision que déplorait Bernard Chevallier, qui s'efforce de déramatiser la situation en expliquant que le directeur technique national « a réagi à chaud, mais il sait bien que dans les fédérations sportives, ce genre de décision n'appartient pas au DTN mais au président ».

La valse des entraîneurs, pratique courante dans le ski français depuis la fin des années 60, allait-elle connaître un nouvel épisode ? Roland Francey, l'homme qui s'est efforcé d'apporter rigueur et technicité dans une maison où les individualités faisaient la loi, devrait-il partir précipitamment alors que les efforts qu'il a déployés pour obliger les coureurs à améliorer leur préparation physique et technique commencent à donner des résultats ? Samedi 23 janvier, après avoir rencontré les deux protagonistes, le président Bernard Chevallier a tranché : il n'y aura aucune modification dans l'encadrement des équipes de France de ski alpin jusqu'à la fin de la saison.

Mais mal, donc, en terme d'une semaine fertile en déclarations retentissantes : « Chacun conserve ses prérogatives, ses responsabilités, définies au début de la saison », souligne le président dans un communiqué. A Calgary, ils seront donc deux à préparer les athlètes et peut-être deux à se féliciter de leurs succès devant les caméras.

SERGE BOLLOCH.

## Un symposium sur le dopage

### Le mythe d'Achille

sur le système respiratoire et enfin les hormones agissant sur les glandes ou sur la masse musculaire. Sa lecture montre clairement qu'il est possible de recourir à la pharmacopée pour résoudre tous les problèmes auxquels peut avoir à faire face l'athlète en vue de la compétition. On peut y ajouter la cortisone et les transfusions sanguines. Il est possible sur ordonnance d'augmenter la force et l'agressivité, d'éliminer la fatigue et le stress, d'améliorer les réflexes et la perception visuelle, bref, de répondre à tous les besoins du sport. Cela ne signifie pas que tous les sportifs sont dopés. Cela veut dire que tous peuvent avoir la tentation d'améliorer leurs résultats ainsi. La confession du cycliste Philippe Boyer, ancien vice-champion du monde de poursuite, ne peut plus laisser planer le moindre doute : un athlète peut risquer de mettre sa santé en jeu pour améliorer ses performances.

#### Six obstacles

Est-ce désorienter le sport que de soulever le problème ? Pendant longtemps ceux qui l'ont pensé ont organisé de véritables conspirations du silence. Désormais, les affaires éclatent au grand jour.

En France il y a eu, fin 1987, les cas de Laon et de Poitiers où ont été jugés, péte-mêle, des sportifs, des médecins et des pharmaciens, consommateurs et pourvoyeurs d'amphétamines et d'hormones. Aux Etats-Unis, Peter Ueberoch ancien directeur du comité d'organisation des Jeux de Los Angeles, devenu « commissaire » du basket-ball, a fait suspendre une dizaine de joueurs convaincus d'utiliser la cocaïne. En URSS, la Fédération de patinage de vitesse a démis de ses fonctions le docteur Valery Smetanski, qui avait fourni des anabolisants à un patineur norvégien par l'intermédiaire du champion du monde Nicolas Gouliakov.

En Italie, la presse a dénoncé l'institutionnalisation de l'assistance pharmacologique par la Fédération d'athlétisme. En Angleterre, deux cas de SIDA, diagnostiqués chez des haltérophiles qui s'injectaient des hormones avec la même seringue, provoquent un débat pour le renforcement de la législation sur les anabolisants toujours en vente libre dans ce pays. Bref, une volonté réelle de nettoyer le sport en profondeur semble s'imposer. C'est la véritable nouveauté. Elle se heurte pourtant à plusieurs obstacles :

— La notoriété des champions mis en cause. — En dépit des résultats des expertises américaines après son record du monde des 3 kilomètres, le cycliste Jeannie Longo a réussi à se faire passer pour une victime, et a évité toute sanction de la Fédération française. Le piedestal du prestige ne doit pas mettre l'athlète

au-dessus de la mêlée. Celui-ci ne peut pas lui-même se décréter innocent de dopage. C'est le rôle des expertises.

— La fiabilité des contrôles. — Les erreurs accumulées lors des analyses faites après la médaille d'or du skieur Jean-François Lamour montrent que les laboratoires ne sont pas toujours fiables. La crédibilité des contrôles, c'est-à-dire la réalité du dopage, repose sur un renforcement des protocoles de prélèvements et d'analyses.

— L'étendue des contrôles. Le coût des analyses oblige à limiter le dépistage des substances interdites. Cela peut permettre à certains poisons de passer à travers les mailles du filet. Mais il ne faut pas que cela soit fait à dessein. Un haltérophile n'a pas la même pharmacie qu'un tireur à l'arc. Pour essayer de déceler le dopage chez l'un ou l'autre, il ne faut pas chercher le même produit.

— La modification des sanctions. Comme en matière pénale, il serait possible de discuter à l'infini de l'exemplarité de la peine. Mais il est de toutes façons anormal qu'un cycliste puisse récidiver indéfiniment alors qu'un athlète qui a perdu deux ans à la première infraction. La même faute doit entraîner la même sanction quel que soit le sport et le pays concerné.

— L'étendue des sanctions. — Les procès récents ont montré qu'il

n'y a pas de dopé sans dopeur. Les pourvoyeurs doivent donc être sanctionnés avec au moins autant de rigueur que les sportifs. Le cas de l'ancien coureur anglais du 400 mètres, David Jenkins, poursuivi pour trafic d'hormones aux Etats-Unis doit être à cet égard exemplaire.

— La responsabilité médicale. — La mort de l'hépatite chronique allemande Brigit Dressel dans d'atroces souffrances après un « traitement » de 400 piqûres à base de quinze médicaments réputés dopants prescrits par le docteur Armin Klumper, de Fribourg, a montré que des médecins peuvent jouer aux apprentis sorciers.

Hélas ! l'arsenal respectif que pourront mettre en place les fédérations et les gouvernements restera un médiocre palliatif aux problèmes de dopage tant que le mythe d'Achille — demi-dieu troyen rendu quasi invincible par une immersion dans un bain magique — n'aura pas été détruit. Mais n'est-ce pas la véritable chimère de la lutte antidopage ? Le docteur John Ziegler qui a regretté amèrement d'avoir été le premier à utiliser les anabolisants sur des haltérophiles en 1960 a constaté avec désespoir : « Je pense honnêtement que si j'avais dit à ces athlètes que des croûtes de rat les rendraient plus forts, ils en auraient mangées ».

ALAIN GRAUDO.

## BOXE : championnat du monde

### Calvin Grove, héros gamachoïse

L'Américain Calvin Grove, vingt-quatre ans, est devenu champion du monde des poids plume, vendredi 19, en battant, le samedi 23 janvier à Garmisch (Allemagne), le Portoricain Antonio Rivera, tenant du titre, par arrêt de l'arbitre à la quatrième reprise. Dans le gymnase de la bourgade picarde, deux mille spectateurs s'étaient entassés pour assister à l'événement. Ceux qui n'ont pu entrer dans la salle, où les organisateurs avaient installé 22 tonnes de gradins, ont suivi le rencontre sur écran géant. L'aspect d'une soirée, cette petite cité de trois mille cinq cents habitants était devenue la capitale mondiale de la boxe.

Pourquoi cette région de la vallée de la Bresle, située à une vingtaine de kilomètres du Tréport, aime-t-elle autant la boxe ? Jacques Lallo, président du Boxing-Club garmischois (vingt licenciés) ne saurait répondre ; mais c'est la certitude d'un succès populaire qui a incité ce petit industriel varien à relever le défi des frères Carrier d'organiser un rendez-vous mondial primitivement programmé au Madison Square Garden de New-York.

## Les résultats

<b>Athlétisme</b>	4. Gap, 4 ; 3. Français Volants, 3 ; 6. Briançon, 3.	<b>Poëles 3</b>	*Montferand b. Bayonne ..... 21-9 *Racing-Cl. b. Toulouse ..... 13-12 Bourgnon-J. b. Montcaumon ..... 9-6 *Biarritz b. Romans ..... 20-0 Classement. — 1. Toulouse, 19 pts ; 2. Montferand, 17 ; 3. Bayonne et Bourgnon-J., 16.
<b>RECORD DE FRANCE</b>	Laurence Billy a battu le record de France du 60 mètres en 7 s 26, le dimanche 24 janvier à l'occasion des Journées de sélection organisées à l'INSSEP. Elle portait déjà ce record en 7 s 27 avec Sylvie Tellier et Marie-France Lovat.	<b>Poëles 4</b>	*Narbonne b. Nîmes ..... 51-3 *Mont-de-Marsan b. Hyères ..... 20-11 *Brievre b. Mazamet ..... 36-6 *Bagnères b. Troyes ..... 7-3 Classement. — 1. Narbonne, 18 pts ; 2. Brievre et Bagnères, 17.
<b>Basket-ball</b>	<b>CHAMPIONNAT DE FRANCE</b> (vingt et unième journée) Cholet b. *Saint-Etienne ..... 75-69 *Nantes b. Villeurbanne ..... 86-84 *RCF Paris b. Mulhouse ..... 90-84 *Lorient b. Caen ..... 99-80 *Limoges b. Vichy ..... 113-73 *Rims b. *Avignon ..... 94-89 *Monaco b. Antibes ..... 101-96 *Tours b. Orléans ..... 71-69 Classement. — 1. Limoges, Cholet, 57 pts ; 3. Monaco, 50 ; 4. Nantes, 49 ; 5. Orléans, Villeurbanne, 48 ; RCF Paris, 47.	<b>Patinage de vitesse</b>	<b>CHAMPIONNATS D'EUROPE</b> Le Suédois Tomas Gustafson a remporté les quatre épreuves du 500 au 10 000 mètres des championnats d'Europe disputés à La Haye (Pays-Bas).
<b>Hockey sur glace</b>	<b>CHAMPIONNAT DE FRANCE</b> Play-off Villard-de-Lans b. Français Volants ..... 6-2 *Mont-Blanc et Briançon ..... 6-6 *Rouen b. Gap ..... 6-3 Classement. — 1. Mont-Blanc, 2. Villard-de-Lans, 5 pts ; 3. Rouen, 4 ; 4. Gap, 3 ; 5. Français Volants, 3 ; 6. Briançon, 3.	<b>Rugby</b>	<b>CHAMPIONNAT DE FRANCE</b> (septième journée) GROUPE A <b>Poëles 1</b> *Grenoble b. Saint-Jean-de-Luz ..... 49-8 *Tarbes b. Bédouès ..... 15-10 *Agen b. Lourdes ..... 30-13 Toulouse b. *Pau ..... 6-3 Classement. — 1. Toulon, 20 pts ; 2. Grenoble et Agen, 16.
		<b>SKI ALPIN</b>	<b>COUPE DU MONDE</b> Descente hommes de Loèche-les-Bains (Sui), samedi 23 janvier. — 1. Michael Maier (Ita) ; 2. Piantanida (It.) ; 3. Farshori (It.) ; 4. Christophe Pié. Dimanche 24 janvier. — 1. Daniel Mahler (Sui.) ; 2. Franz Heinzer (Sui.) ; 3. Igor Cigolla (It.).

# Communication

Pétitions, délégation, boycott

## Un petit village de l'Allier se mobilise contre les coupures d'œuvres par la publicité

MOULINS de notre correspondant

A l'initiative d'un professeur de musique retraité, un petit village de l'Allier, Chantelle, s'est mobilisé dès avril dernier contre l'apparition de la publicité sur les écrans de films et des émissions de télévision.

« Je n'étais pas un passionné de télé mais, depuis ma retraite, j'ai fait l'acquisition d'un magnétoscope et je consacre plus de temps au petit écran. » A soixante-trois ans, Jean-Paul Lerat s'est établi au cœur du Bourbonnais, au pied d'une abbaye millénaire, en pleine région agricole, loin de toute animation. « A 50 kilomètres de Vichy, c'est un lieu isolé et encore plus de Clermont-Ferrand, nous sommes donc éloignés des cinémas, des théâtres et des lieux de concert. » Moins qu'une critique, un constat qui traduit l'importance de la télévision dans ces villages où le petit écran a remplacé les veillées traditionnelles. Mais la nouvelle télévision, c'est surtout l'invasion de

la publicité sur les écrans de TF1, de la 5 et M6.

« Ici, on aime la télé. Quand M. Lerat m'a apporté la pétition, je venais de faire la même réflexion sur le développement de la publicité », André Bidant, le jeune boucher de Chantelle, a affiché le texte près de son tiroir-caisse et suivi, avec quelque étonnement, la réaction des ménagères, mais également celle des gendarmes ou des conseillers municipaux. « Ils ont tous signé spontanément. » Fort de la mobilisation des neuf cents habitants du village, Jean-Paul Lerat a écrit à la régie publicitaire de TF1 ainsi qu'à la CNCL. Dans la foulée, il dépose les statuts de l'Association nationale de défense de la télévision (ANADTV), dont l'objet est de « combattre l'envahissement publicitaire à la télé par tous les moyens : courrier, pétition et même boycottage ».

Le petit village se porte contre le « saucissonnage de la télévision » a reçu un premier soutien. Celui des élus-généralistes de la culture, réunis en novembre à Paris. Une délégation

s'est déplacée à Chantelle, conduite par le principal animateur, l'ancien ministre communiste Jacques Ralite, accompagné de Marie-Christine Barrault, François Chammette, des réalisateurs et des compositeurs.

Jean-Paul Lerat et ses amis rêvent de voir se constituer une Fédération des téléspectateurs. « Je vais adresser un courrier à tous les parlementaires. Le législateur doit mesurer l'opposition du téléspectateur de base. Ici, en campagne, nous ne disposons pas du choix. La télé, c'est une grande partie de notre culture et de nos rêves. »

Si le vote chantellois n'est pas pris en considération, PANADET se déclare prête à lancer un mot d'ordre de boycottage. « Au début, je ne croyais pas au résultat de la pétition, et puis j'ai reçu tellement d'encouragements ! Alors, pourquoi s'irions-nous pas susciter un mouvement plus vaste et commencer à consigner ce que pensent la grande majorité des téléspectateurs. » JEAN-YVES VIE.

La réduction du nombre de films à la télévision

## Les professionnels du cinéma pressent M. Léotard d'agir

« Nous avons fait ce que le ministre nous demandait. A lui d'agir maintenant. » Ce propos d'un professionnel du cinéma résume parfaitement l'état d'esprit général. En décembre dernier, en effet, M. François Léotard avait invité gens du septième art et de télévision à se rencontrer pour négocier une diminution du nombre de films programmés sur le petit écran aux heures de grande écoute (le Monde du 17 décembre). Une diminution dont on espère un redressement de la fréquentation des salles obscures. Les rencontres ont eu lieu : les professionnels attendent aujourd'hui qu'elles soient suivies d'effet.

Antenne 2, la 5 et M 6 promettent en effet de ne plus programmer que deux longs métrages à 20 h 30 par semaine au moins. Les autres en font autant (1). FR 3, dont la nouvelle ambition culturelle n'a pas encore trouvé son audience, est d'accord, mais y ajoute deux conditions supplémentaires : qu'elle puisse diffuser ces deux films dès 20 heures ; que les œuvres d'art et d'essai programmées en fin de soirée, ne soient plus comptabilisées dans son quota

annuel de cent quatre-vingt-deux films autorisés.

TF 1 fait bande à part. Bouygues, candidat, s'était, en effet, engagé à ne diffuser que deux films à 20 h 30 par semaine. Promesse non tenue, a indiqué le vice-PDG de la chaîne, M. Patrick Le Lay, lors de son entrevue avec les professionnels, parce que la CNCL n'a pas pris le soin de la faire figurer dans sa décision d'autorisation et parce que le gouvernement, lui-même, a modifié les règles du jeu au détriment de la Une.

M. Le Lay reproche notamment à ce dernier d'avoir interdit la publicité pour la bière sur les chaînes privées, et de laisser Antenne 2 dépasser de 500 millions de francs son quota publicitaire. Le vice-PDG de TF 1 s'est toutefois déclaré prêt à respecter son engagement initial si... les pouvoirs publics interdisaient à FR 3, en compensation, de diffuser des longs métrages aux heures de grande écoute. Une exigence qui bloque pour l'instant toutes les discussions.

Recevant une délégation de producteurs de cinéma, M. François

Léotard s'est dit décidé, il y a une dizaine de jours, « à prendre ses responsabilités ». Affirmant même qu'il pourrait aller jusqu'à modifier les textes — le décret du 26 janvier 1987 — régissant les rapports entre les chaînes privées et le cinéma. Auparavant, le ministre de la culture et de la communication demandait à ses services de prendre contact avec la CNCL pour connaître la valeur juridique de l'engagement initial du groupe Bouygues.

Une action de la Commission nationale arrangerait, en effet, tout le monde, car on ne cache guère à Maignon les craintes qu'inspire une action unilatérale des pouvoirs publics. Les chaînes privées ne seraient-elles pas tentées de réclamer une indemnisation pour cette modification des règles du jeu ? La réduction des films à la télévision est donc encore loin d'être jouée et la tension, retombée depuis le début de l'année, pourrait croître à nouveau. Les professionnels du cinéma sont en effet décidés à faire monter la pression.

P.-A. G.

(1) Canal Plus, chaîne par abonnement, ne participe pas aux discussions.

Remous dans le groupe Le Provençal

## La directrice adjointe de « Var-Matin » est licenciée

NICE de notre correspondant régional

A la suite d'un conflit opposant à plusieurs dirigeants du groupe Le Provençal, M<sup>me</sup> Anne-Marie Laffont, directeur général adjoint de Var-Matin-République, vient d'être licenciée par le PDG du quotidien toulonnais, M. Christian de Barbours-Paquet. Cette décision trouve son origine dans la prise de contrôle du Provençal par Hachette, le 2 juillet 1987 (le Monde du 4 juillet 1987). Des trois principaux actionnaires du groupe de presse marseillais, seule la famille Leenhardt, composée de M<sup>me</sup> Annie Leenhardt (1) et de ses deux filles, Anne-Marie (M<sup>me</sup> Laffont) et Sylvie, avait décliné l'offre faite par le PDG d'Hachette, M. Jean-Luc Lagardère.

Agissant au nom de sa famille, M<sup>me</sup> Laffont avait en fait conclu avec plusieurs autres petits actionnaires un accord de cession à terme. L'opération — à laquelle avaient pu participer l'un des créanciers obligataires du Provençal, M. Christian Riboud — devait bénéficier à M. Ian Maxwell, PDG de l'Agence centrale de presse, et fils du magnat de la presse britannique, M. Robert Maxwell. Mais, au dernier moment, certains partenaires de M<sup>me</sup> Laffont optèrent pour M. Lagardère.

Au début de janvier, M<sup>me</sup> Laffont décida alors d'assigner plusieurs anciens actionnaires du groupe, dont M. André Potevin, PDG du Provençal, et M. de Barbours, devant le tribunal de commerce de Paris pour faire reconnaître ses droits au 30 juin 1987, date à laquelle elle avait régulièrement levé les promesses faites par sa famille aux petits actionnaires. Cette initiative a entraîné le 3 janvier la révocation de M<sup>me</sup> Annie Leenhardt et de M<sup>me</sup> Laffont des conseils d'administration du Provençal et de Var-Matin, puis le licenciement, le 18 janvier, de M<sup>me</sup> Laffont des fonctions qu'elle exerçait à Var-Matin, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1976.

Dernier acte du conflit : une nouvelle assignation lancée la semaine dernière par la famille Leenhardt pour obtenir à titre conservatoire la désignation d'un administrateur provisoire à la tête du groupe.

(1) Veuve de M. Francis Leenhardt, cofondateur du groupe Le Provençal, ancien député PS de Vaucluse et ancien PDG de Var-Matin.

Le Centre d'information civique crée un Conseil national de la communication. — Le Centre d'information civique a décidé de créer, dans le cadre de sa mission d'information sur les grands problèmes d'intérêt général, un Conseil national de la communication, dont M. Maurice Schumann est président d'honneur. Sous la présidence de M. Jean Cazeneuve et la vice-présidence de M. Marc Palliet, ce conseil travaillera dans deux grandes commissions consacrées aux « médias » et à la « société ». Désormais de nombreuses personnalités dont (comme secrétaire général) M. L.-C. Barbé, président du Centre d'information civique, MM. Bérengier-Ouflin, Arthur Conta, le Père Jean-Michel Di Falco, MM. Jean-Noël Jeanneney et Jacques Rigaud, le Conseil publiera l'ensemble des travaux de ses commissions.

**VICTOIRE A LA PUISSANCE 7**

**88 DAKAR 88**

**SHELL PUISSANCE 7**

**15W50**

1. HANKKINEN - PIIRONEN sur PEUGEOT 205 TURBO 16

2. SINGARICA - MAGNE sur MITSUBISHI PAJERO

3. YAMAMOTO sur PEUGEOT 405 TURBO 16

L'huile Shell puissance 7 est en vente dans toutes les stations Shell.

La victoire, j' aime.

صحة من الاصل

سكزا من الاصل

# Culture

## MUSIQUES

### DISQUES

Le XXII<sup>e</sup> MIDEM à Cannes

## Le show-biz habillé de neuf

L'industrie musicale présente son nouveau look et reprend espoir. Les années noires appartiennent au passé.

Ouvert dimanche 24 janvier, le XXII<sup>e</sup> Marché international du disque, de l'édition musicale et de la vidéo musicale a lieu à Cannes jusqu'au 29 janvier, sous le signe du renouveau dans l'industrie musicale, qui a enregistré en France une hausse de son chiffre d'affaires de 9 % en 1986 par rapport à 1985. A l'étranger, les mêmes tendances à l'expansion relative sont observées : 5 % aux Etats-Unis, 6,8 % en République fédérale d'Allemagne, 5 % aux Pays-Bas et 13 % en Grande-Bretagne.

La baisse du taux de la TVA, le 1<sup>er</sup> décembre dernier en France, a relancé les ventes dans un marché en mutation : approximativement, une augmentation de 20 % dans le douzième mois de l'année. En 1980, l'industrie musicale vendait 64300000 albums microsilicons, 54300000 45 tours et 21700000 cassettes enregistrées.

En 1986, le Compact Disc entrait en force dans le marché avec plus de 6 millions d'exemplaires achetés et une progression dans la vente de 166,4 % par rapport à 1985. La même année, les chiffres accusaient le déclin du 33 tours (28 millions) et du 45 tours (50 millions). En 1987, le développement du Compact Disc s'est poursuivi (plus 75,3 % les onze premiers mois) et la régression de l'album et du 45 tours a continué : respectivement moins 27 % et moins 7,5 %.

Parallèlement, la chanson française a opéré un redressement spectaculaire par rapport au début des années 80 : trente-quatre titres français au Top 50 aujourd'hui contre dix il y a deux ans. La diffusion de la production nationale a augmenté



La chanson française a opéré un redressement spectaculaire par rapport au début des années 80

de 20 % sur les radios (plus de 40 % sur NRJ) et de 30 % dans les discothèques. Mieux, des petits signes d'exportation ont achevé de rendre l'espoir aux métiers de la musique : les Rita Mitsouko effectuent actuellement une tournée dans une vingtaine de clubs californiens et Guesch Patti, en un seul 45 tours, est devenue célèbre en Allemagne et en Italie.

Le succès de Guesch Patti marque le changement de cap dans le show-biz. Après la politique des « coups » axés sur le Top 50 et les succès de titres comme *C'est la ouate*, voici le retour à des aventures individuelles, la mise sur orbite d'artistes qui fuient la standardisation, les sons stéréotypés fabriqués

en série dans les studios. Guesch Patti, qui se définit comme une « rockeuse de music-hall », s'est fait connaître du jour au lendemain par la chanson lubrique *Silence*.

### La brèche ouverte par les Rita Mitsouko

Guesch Patti, qui publiera son premier album en février prochain, est une femme à tempérament. D'abord petit rat à l'Opéra, puis danseuse successivement dans les compagnies de Roland Petit, d'Anne Béranger, de Joseph Rusillo, de Carolyn Carlson et de George Reich, elle s'est retrouvée un jour choriste et doublure de la Thésaurier dans *les Mistralis*, mis en scène par Robert Hossein.

Elle y a appris à chanter et a constitué aussitôt après un trio de jeunes chanteuses (Dacapo), dont l'aventure n'a pas résisté à l'échec d'un 45 tours. Aujourd'hui, Guesch Patti est à la croisée des chemins du rock et de la chanson de tradition française. Elle s'engouffre, avec sa propre (et forte) personnalité, dans une brèche ouverte par les Rita Mitsouko.

La réussite de Guesch Patti (éditée par Comotio) est aussi celle des franco-tours, des petits labels indépendants, qui pratiquent les coups de cœur, proposent un climat, une tendance et prennent des risques.

Le XXII<sup>e</sup> MIDEM — qui a pris cette année la SACEM comme partenaire associé — est l'occasion pour l'industrie musicale française d'affirmer sa nouvelle image. En quelques années, le show-biz hexagonal s'est radicalement transformé. Un personnage d'opéra bouffe comme Eddie Barclay, qui représentait le pouvoir dans le métier durant les années 60 et 70, est aujourd'hui anachronique et sert de repoussoir à la plupart des technocrates qui dirigent à présent les firmes de disques.

La conception et la fabrication des programmes se conçoivent plus entre deux fêtes, les opérations de marketing sont de plus en plus élaborées, et la solidarité entre partenaires s'affirme et s'exprime à travers la constitution de différents organismes professionnels comme la Société civile des producteurs de phonogrammes, la Société de perception des producteurs indépendants, la Fondation pour la création et la diffusion musicales sonores, le Bureau de liaison interprofessionnelle de la musique (le B.L.M.), enfin l'Association des studios français créée fin décembre sous l'égide du Syndicat national des éditeurs phonographiques.

En juin prochain, un premier Salon du disque sera créé à Paris. Dans cet esprit, l'industrie musicale va s'efforcer de redonner une dynamique au réseau de disquaires : il y a dix ans, il y avait en France deux mille détaillants. Il n'en reste plus que trois cents.

CLAUDE FLÉOUTER.

## Michel Dalberto dans les « Kreisleriana »

Quand il joue du piano, on a de plus en plus l'impression d'entrer dans une forêt. Epaisseur des nuances et de la sonorité. Les lignes se font et se défont, comme emportées par un vent mauvais. Des contours inattendus se répondent, des ordres se devinent, difficile, dans cette efflorescence. Car, plus que l'ordre, c'est la diversité qui frappe, l'élévation qui transparaît : de diversité dans l'inspiration, d'élévation et d'autorité dans le sentiment. Schumann, le « doux poète » manque trop souvent.

La toute récente version Dalberto des *Kreisleriana* — œuvre arborescente s'il en est — bénéficie dans l'incontestable de cette hauteur, est un certain climat d'écrasement, réservé généralement aux romantiques plus tardifs. Sans compter quelques accents, phrasés, rubatos, décalages, vraiment trop recherchés. Et ces curieux décalages d'énergie d'une main à l'autre qui, soudain, font tout basculer. La *Fantaisie* opus 17 (les *Blumenstück*) comptent un excellent minutage :

70 minutes) paraît, elle, bel et bien étouffée — privée d'air, exactement — par ce piano orchestral.

Sur ces *Kreisleriana* fiévreusement disputés (Nat inspiré mais techniquement sur la brèche, Cortot approximatif, Demus et Rosen professeurs, Bunin débordé...), Martha Argerich garde donc encore, et malgré tout, la suprématie : avec elle, on ne se pose pas de questions, on se laisse emporter — Dieu sait si elle va vite ! — c'est à prendre ou à laisser (un compact DG). Ajoutons que la version, légendaire et aujourd'hui quelque peu démodée, d'Horszowitz a été rééditée sur disque argenté (CBS). Pas celle, hélas ! de Michel Béroff, qui, en 1971, jouait les *Kreisleriana* comme Dalberto allait jouer, en 1980, l'*Humoresque* avec innocence, insolence technique et simplicité.

ANNE REY.

\* Un disque compact Erato. Michel Dalberto donne un récital Brahms, Schumann, Schubert, le mercredi 27 janvier, 20 h 30, au Théâtre des Champs-Élysées.

### CALENDRIER

• A PARIS

Créations pour haut-parleurs à la Maison de la radio. — Aux enfants, de Régis Arnaud-Lerivière ; *De études de musique concrète*, de Michel Chion ; *Desert Tracks*, de Michel Redolfi ; pour ces trois créations de musique sur bande, les compositeurs seront eux-mêmes aux commandes d'un orchestre de haut-parleurs.

\* Ce lundi 25, 20 h 30, entrée libre. Tél. : 42-20-29-58.

Paul Badura Skoda, soliste Gevaert. — Pianiste, claveciniste et musicologue, l'élève d'Edwin Fischer ne fait pas d'inédits à la tradition viennoise (Mozart, Beethoven), mais s'aventure dans les chemins de *Klavierstücke opus 119*, de Brahms, après un passage encore plus risqué par les *Valse nobles et sentimentales* de Ravel. Au piano, faut-il le préciser ?

\* Mardi 26, 20 h 30. Tél. : 45-62-69-71.

« Post » et « en » au Théâtre de la Ville. — On ne sait ce qui les réunit vraiment ni où les classes sociales ne font pas d'inédits à la tradition viennoise (Mozart, Beethoven), mais s'aventure dans les chemins de *Klavierstücke opus 119*, de Brahms, après un passage encore plus risqué par les *Valse nobles et sentimentales* de Ravel. Au piano, faut-il le préciser ?

\* Mercredi 27 (Hassel), vendredi 29 (Nyman), samedi 30 (Budd), 18 h 30. Dimanche 31 (Branca), 20 h 45. Tél. : 48-57-54-42.

Cécile Ousset aux Champs-Élysées. — Cécile Ousset est Pyréenne aux doigts de fée, vraie tonnerre du clavier, qui fait un meilleur de l'autre côté du Channel. La France l'honorait, cela va peut-être changer.

\* Jeudi 28 (Ousset), 20 h 30. Tél. : 47-23-36-55.

Calébach à Pleyel. — Tout le monde tremble devant ce chef, surtout ses musiciens ! Celui qui, dans les années 70, sut métamorphoser notre Orchestre national a, désormais, c'est peu de le dire, le Philharmonique de Munich à sa main. Les renvois dans deux superbes pro-

grammes (*Huitième de Bruckner*, mercredi et vendredi ; Debussy, Wagner, jeudi).

\* Les 27, 28 et 29, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-40.

Zecherles et les Hagen aux Champs-Élysées. — Il a signé, dit-on, le plus beau disque Mozart de l'année (deux grands concertos avec la Staatskapelle de Dresde chez EMI). Il entame l'enregistrement des cinq concertos de Beethoven avec la même formation. Encore un jeune pianiste (allemand celui-là) qui brûle les étapes, ici en l'excelsite compagnie des Hagen, dans Beethoven, Schubert, Wolf, Janacek et Brahms.

\* Samedi 30, 15 h. Tél. : 47-23-36-56.

Blue Brass Connection, au New Morning. — Autour de Léon Thomas, chanteur, sans principes, d'orte de liberté, des postures, comme on dit dans les séances, des demi-postures, des revenants et des musiciens pour qui on découvrirait un train : Julius Hemphill, Hemiet Bluyett et Horace Parlan. La soirée « jazz » de la semaine.

\* Jeudi 28 janvier, 21 h 30, tél. : 45-23-31-41.

• EN BANLIEUE

Jean Guidoni à Sartrouville. — L'ange du blues entouré de seize choristes et musiciens, d'orte de liberté, des postures, comme on dit dans les séances, des demi-postures, des revenants et des musiciens pour qui on découvrirait un train : Julius Hemphill, Hemiet Bluyett et Horace Parlan. La soirée « jazz » de la semaine.

\* Vendredi 29, 21 h. Tél. : 39-14-23-77.

• EN RÉGION

Nabucco à Toulouse. — La superproduction de Vittorio Rossi et Michel Plasson, retour à ses foyers après Bercy.

\* Mercredi 26, jeudi 28, samedi 30, 20 h 30. Tél. : 61-22-98-22.

• A L'ÉTRANGER

Une nouvelle « Lulu » à Brno. — Sylvain Cambreling dirige l'Orchestre de la Monnaie. Ruth Berghaus (non « Wozzeck » de 82 au palais Garnier laisse des souvenirs mitigés) met en scène. Teresa Stratas (la Lulu de Boulez-Choussy) partage le rôle-titre avec Céline Lindley. A voir !

\* Samedi 30 et les 2, 5, 9, 13 et 16 février, 19 h 30. Le 7 à 15 heures. Tél. : 218-12-11 et 218-12-02.

A. R.

### COULISSES

## Claus Peter Flor de l'autre côté du mur

Claus Peter Flor est ce jeune chef — trente-quatre ans — qui, remplaçant au pied levé Bernard Haitink au pupitre de l'Orchestre de Paris, a enthousiasmé tous les critiques (*le Monde* du 22 mars 1987). Le week-end dernier, il dirigeait tout bonnement la Philharmonie de Berlin. Et c'était, en soi, un événement.

Né à Leipzig, ancien bourgeois du gouvernement d'Allemagne de l'Est, lauréat d'un concours polonais, Flor a eu l'effort la responsabilité de l'Orchestre de la radio de Berlin-Est. Et, qu'on le croise ou non, c'était la première fois qu'un chef en activité de l'autre côté du mur donnait un concert dans la partie occidentale de la ville.

Va de l'Est, comme de partout, l'orchestre de Karajan a la réputation d'être à peu près le meilleur.

Il ne pose des problèmes qu'aux chefs à problèmes — nous a déclaré le nouvel arrivant, venu en voisin, et ce toute simplicité, donner la réplique à Pollini dans le *Troisième Concerto* de Beethoven. Le pianiste joue toutes les notes, froides comme

glace, raides, inhabitées, tandis que le chef (très déboussonné pourtant dans la *Pathétique*, de Tchaikowski), tirait l'orchestre vers Mozart : Pollini et Flor ne jouèrent donc pas à Berlin le même concerto. Espérons que Pollini, Abbado et la Philharmonie de Vienne, dont l'intégrale de Beethoven commence bientôt aux Champs-Élysées (premier concert : le 10 février), entendront, eux, les œuvres de la même façon.

## Vienne aime Raimondi

Trois longues minutes d'applaudissements ininterrompus, en plein milieu d'une représentation, et pour le seul Raimondi ! Les Viennois, pour une fois, se sont laissés aller à leurs sentiments. Ni Montserrat Caballé, ni Nella Cobelli, ni même Cecilia Gasdia — sa voix ne touchait pas terre — n'ont suscité de tels émois.

Ces débordements se passaient, il est vrai, samedi 23 janvier, au cours d'une représentation totalement décalquée du *Voyage à Reims*, de Rossini (filmée par la télévision

autrichienne et rachetée par la Sept, l'œuvre a été diffusée sur FR 3 la semaine dernière).

Depuis qu'il a chanté à Vienne *Don Giovanni* et tenu le rôle de Mustafa dans *l'Italiane à Alger*, Ruggero Raimondi a les mémoires autrichiens à ses pieds. Au matin de ce mémorable voyage rémois, il venait d'être fait « Kammermusiker » de l'Opéra, distinction qu'il partage avec les plus grands (le ténor soviétique Vladimir Atlantov l'a reçue récemment) et qui le pousse au rang envié de citoyen d'honneur de cet établissement.

A. R.

## Mort d'un lyricomane

Un passionné d'art lyrique âgé de quatre-vingt-deux ans est tombé, lors d'une séance en matinée samedi 23 janvier, du poutailleur du Metropolitan Opera à New-York. Ayant perdu l'équilibre durant l'entracte de *Macbeth*, ce lyricomane, professeur de chant d'origine bulgare, a fait une chute de 27 mètres jusqu'au bord de la fosse d'orchestre.

**PAQUES : SWING IN QUIMPER !**

FORAITS WEEK-END DE PAQUES  
2 / 3 / 4 / 5 AVRIL

+ Ciné Golf 900F\*

+ Ciné Tennis 850F\*

+ Ciné Golf Tennis 1050F\*

Tél. 98 95 04 69

...INTEGRALE NICHOLAS RAY...  
FILMS INEDITS EN COMPETITION... EXPOSITION GASIOROWSKI...

**MYTHES, MYTHOLOGIE**  
**6<sup>e</sup> RENCONTRES ART & CINEMA**

QUIMPER, 25 MARS - 5 AVRIL / ORGANISATION "GROS PLAN" - TEL. 98 53 74 74 / MINITEL 3615 CODE TGB

# Culture

## MUSIQUES

« Norma » à Monte-Carlo

### Terrible Shirley Verrett

Trois opéras succéderont à la Norma de Bellini, qui vient d'ouvrir la saison de Monte-Carlo : l'Enlèvement au sérail, Madame Butterfly, l'Élixir d'amour, avec Pavarotti. Enfin, en avril, le Pittore Parigino, de Cimarosa, jamais rejoué depuis le dix-huitième siècle.

La Norma, qui a inauguré la saison de Monte-Carlo, ne manquait pas d'appât avec un monstre sacré tel que Shirley Verrett dans une « nouvelle production » qui, elle, ne méritait guère qu'on s'y attarde : bien que le metteur en scène Lorenzo Patti nous explique qu'il s'est inspiré de Botticelli, on ne voit guère la raison de ces fins maritimes sur les quais de la Norma ouille le gui, des colonnes grecques qui ornent la chambre de la prêtresse galloise, du temple romain à l'honneur d'Irminsul. Et l'esthétique des costumes paraît centenaire.

Mais l'interprétation musicale est attachante et vigoureuse, fort bien soutenue par l'Orchestre de Monte-Carlo, que le chef américain de l'Opéra de Brème, Fisches Steimberg, dirige avec la discrétion ou l'éclat nécessaires.

Shirley Verrett nous fait passer par toutes les couleurs de l'admiration et de la cruauté. Elle dégage une extraordinaire présence au milieu de ces Gaulois en carton-pâte. Elle

fonce comme une pantière dans les airs les plus terribles ; sa légendaire étoffe vocale craque ; elle attaque *Casto diva* par en dessous, chante ainsi la mort de son air, plaques des sonorités rauques ou mélancoliques sur le phrasé suspendu de Bellini.

Et dans les scènes avec ses enfants, l'intimité, la chaleur de cette voix nous bouleversent ; avec Adalgisa aussi, jusqu'à la fatale révélation de sa rival où l'air se fêle. Imprévisible, elle fait des embardées, frêle les précipices, enchaîne les couleurs, les registres les plus contradictoires, et puis, bien chauffée, finit par convaincre tant elle est possédée par l'émotion dramatique. Quel spectacle !

Elle n'éclipse pas pour autant l'exquise Susanne Meitzer, révélation de la soirée dans cette Adalgisa qui elle chante pour la première fois. Chérubin avec Barenboim, Zerline récemment avec Muti à la Scala de Milan (le Monde du 15 décembre 1987), cette toute jeune Américaine est l'antithèse de Verrett : elle développe les grandes mélodies de Bellini avec un phrasé uni, ému, où tremble un léger vibrato ; et ses gestes très purs et très souples soulignent la simplicité de la voix et du sentiment.

La distribution est judicieusement complétée par le Pollione de Mario Malagini, au timbre franc comme l'or, malgré la fonderie de son rôle, le majestueux grand prêtre de Ronaldo Giacomini, de bons seconds rôles, et les chœurs valeureux de l'Opéra de Monte-Carlo, tout ce qu'il faut pour cette Norma balnéaire et passionnée.

JACQUES LONCHAMPT.

## MODE

Le défilé de Christian Lacroix

### Les couleurs du soleil

Les défilés ont commencé le 24 janvier. Il y a un an, Christian Lacroix quittait Patou et créait sa maison.

Christian Lacroix a choisi l'Opéra-Comique pour fêter le premier anniversaire de sa maison. Il l'a choisi par tendresse pour les rouges, les ors, les fantômes de cette salle, dont il a rêvé quand il était enfant, à Nîmes. En bon méridional, le lyrisme le fait craquer. De plus, il a dessiné les costumes des *Gaîtés parisiennes*, nouveau spectacle de New York City Ballet, sur des musiques d'Offenbach. Un film, réalisé par Jacques Scudellari et Craig Gaviss, sur la préparation de ce spectacle, a été présenté en toute avant-première — on y voit des extraits de la générale, filmée le 19 janvier.

Répétitions avec Barychaykov (un régal), dessins, essayages. Sous les jupes à rayures contrastées, sous les jupes à volants serrés, sous les tains décorés de longs gasts, des bas noirs à gros pois blancs monnent les jambes des danseuses. Les danseurs portent des dolmans à galons dorés... Une série de merveilles.

Amparvas, Christian Lacroix et son manager Vincent Arnaud ont soufflé la bougie d'un énorme gâteau rose, et le public le plus gâté du monde s'est mis à applaudir en cadence, comme il avait applaudi auparavant Elisabeth Conquet (soprano), Georges Gastier (ténor), qui n'étaient pas habillés Lacroix, et chantaient Offenbach, avec l'Orchestre Art Développement, dirigé par Olivier Holt.

COLETTE GODARD.

## CINÉMA

« Dernier cri », de Bernard Dubois

### Les enfants de Pierrot le Fou

Un film comme on n'en fait plus et qui ont fait la notoriété du cinéma de la nouvelle vague.

En 1975, François Truffaut produisait le premier long métrage de Bernard Dubois (trente ans), ancien assistant et monteur de Maurice Pialat. Film autobiographique où Jean-Pierre Léaud jouait le rôle du réalisateur, *Les Lolos de Lolus* fut présenté par Truffaut — et il avait raison — comme une œuvre poétique dans la tradition de *Pierrot le Fou*. Depuis, à la télévision et au cinéma, mais au cinéma surtout, où il travaille sur ses propres scénarios, Bernard Dubois est resté fidèle à un ton, un style godardiens.

*Dernier cri*, tourné en 1986 et projeté dans une section parallèle du festival de Cannes, semble, aujourd'hui, tomber de la lune. Programmé dans une seule salle parisienne (la plus petite du Studio 43), le film est comme un objet insolite, un bourgeois tardif — faut-il dire anachronique ? — de ce cinéma d'acteurs qui relevait, autrefois, pour l'exploitation de l'art et de l'essai.

Un motard membre d'un groupe terroriste se jette, bardé d'explosifs, sur la voiture d'un haut fonctionnaire américain (en qui les « happy few » peuvent reconnaître Pascal Kané). Tout le monde saute, bien sûr, et, à la suite de cela, Henri (Hubert Luccot), le plus âgé du groupe, est chargé de récupérer une valise chez la sœur du mort et de liquider celle-ci.

Henri en a marre, il ne croit plus à l'idéologie de la terreur. Il se contente de prendre la valise. Il veut

fuir avec son ancienne femme, Raphaëlle (Christine Laurent) et sa petite fille, Charlotte (Lolita Dubois). Mais toute la bande est à ses trousses, et Henri se débat dans une atmosphère de meurtre et de trahison.

Le scénario avance par bonds, par scènes de pur comportement, et quand les acteurs, les actrices, parlent, ils débitent les lieux communs de militants paumés, maniaques du revolver, s'accrochant jusqu'à la mort à une cause perdue.

Bernard Dubois décrit un peu comme Godard, un univers marginal en train de se défaire. Même la sexualité (plutôt *hard*) est triste, mécanique. Mais la présence massive, étonnante d'Hubert Luccot et les forces de vie de Christine Laurent tranchent sur le reste de la distribution.

JACQUES SICLIER.

## Avoriaz

### Le grand prix à « The Hidden »

Le grand prix du film fantastique d'Avoriaz a été décerné à *The Hidden* de l'Américain Jack Sholder. Le prix du jury a été attribué à *A Chinese Ghost Story* du réalisateur chinois (de Hong-kong) Ching Siu Tung. Le grand favori, *Robocop*, de Paul Verhoeven, n'a finalement reçu que le prix de la technique. Antenne 2 a décerné son antenne d'or à *The Princess Bride* de Rob Reiner, et le prix de la critique a été à *Prince of Darkness* de John Carpenter.

## THÉÂTRE

« The Changeling », de Thomas Middleton

### Tohu-bohu jacobéen

Des fantômes, des poignards, du poison, un transsexuel, « The Changeling », la pièce de Middleton, est un fourre-tout baroque, difficile à traduire.

Thomas Middleton (1570-1627) auteur de *The Changeling*, est un dramaturge « jacobéen », nous dit le petit dépliant-programme.

Jacobéen ! Que veut dire ce mot bizarre qui, dans la brume-fantôme de nos mémoires, fait se croiser les jacobites, ces prêtres syriens orthodoxes, et le club des jacobins de Maximilien Robespierre, cela sous le parrainage, autrement plus éloigné, de Jacob et de son frère jumeau, Esau, dans le chapitre 25 de la Genèse nous dit qu'ils « se heurtèrent » déjà dans le ventre de Rébecca, avant que Jacob en devienne, à la suite de son frère, et « le tenant par le talon » ?

Mais le dernier traducteur, ap-tout, de la Bible, André Chouraqui, ne parle pas de « heurt » ; il écrit simplement que Jacob et Esau « gigotèrent » dans Rébecca. Et Chouraqui est souvent plus près du texte hébreu. Par exemple, à la deuxième ligne de la Genèse, au lieu de dire que la terre était « déserte et vide », comme la plupart des traductions françaises, il dit qu'elle était « tohu et bohu », ce sont les termes mêmes de la version originale, de l'hébreu. Et c'est Rabelais qui a fait passer « tohu-bohu » dans notre langue.

Eh bien non, « jacobéen », c'est plus simple, c'est le règne de Jacques I<sup>er</sup>, qui, en 1603, succéda à Elizabeth sur le trône d'Angleterre. Jacques était le fils de Marie Stuart, dont Elizabeth avait fait trancher le cou. L'histoire de l'Angleterre est bien shakespearienne.

### Étreintes brûlantes

Vous allez dire que nous nous éloignons de la pièce de Thomas Middleton. Mais non, il n'y a pas plus « tohu-bohu » que *The Changeling*, c'est un vrai fourre-tout. Avec son copain William Rowley, qui était auteur et aussi acteur (il jouait les rôles de clown), Middleton a fait défilé, dans cette pièce, un inventaire presque complet de tous les thèmes et trucs du théâtre « élisabéthain ». Châteaubriand, meurtre passionnel, changements de sexe par travestissement, vendetta, épouse se faisant

remplacer par sa suivante dans les bras de l'époux la nuit de noces, fioles de poison, poignards ensanglantés.

Pour faire bonne mesure, Middleton fait alterner les scènes de ce châteaubriand des horreurs avec des scènes d'assise de fous — assise dans laquelle deux faux alliés se sont introduits à seule fin de séduire la femme du médecin-chef. Histoire de nous souffler, benoîtement, que les fous furieux de l'asile (il faut les voir hurler) sont nettement moins sérieux que les assassins du châteaubriand. Ou que, tout au moins, c'est des fous, des fous.

Cette pièce, donc, toute en coups de théâtre, meurtres, étreintes brûlantes, déguisements, est ou ne peut plus divertissante, et elle est menée d'un train d'enfer. Mais ça ne va pas plus loin. Il n'y a pas de langage, le dialogue est plat comme du trottoir. Il n'y a pas non plus, dans la tête et le cœur de l'auteur, un univers, un projet, une lubie quelconque. C'est de la copie, du Shakespeare de confédération, d'ailleurs bien coupé et bien présenté. Toutefois Swinburne et T.S. Eliot voyaient dans *The Changeling* une vraie grande pièce, et Paul Morand l'aimait aussi, qui l'a traduite en français sous le titre *La Fourbe Épouse*. Il est vrai que Morand est un écrivain du cinquant.

Smart Seide, qui sait faire de belles choses quand il met en scène Shakespeare ou John Ford, ne s'est pas cassé la tête pour monter *The Changeling*. Le titre français, déjà, qu'il a choisi, *Le Changelin*, ne veut rien dire. Les comédiens, à la va-vite, niment et marmonnent ce mélodrame. Stuart Seide a pensé que l'abondance des effets et des surprises de la pièce ne suffit. Il a raison, si l'on veut.

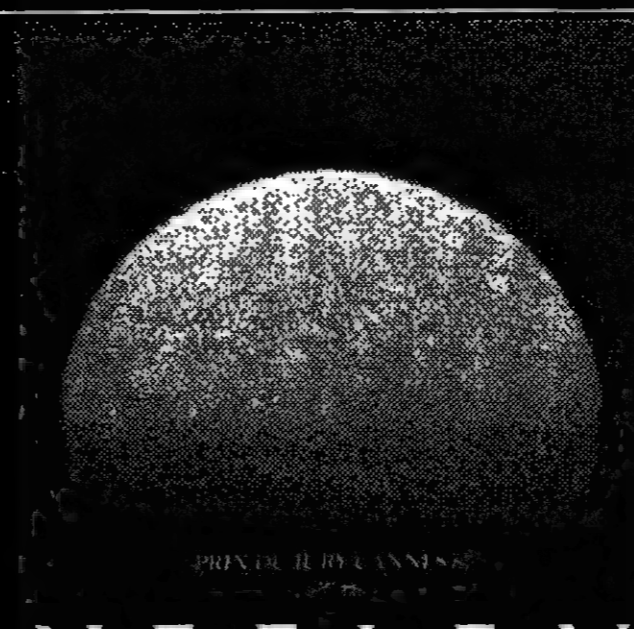
Il y a juste une certaine recherche intéressante sur le sol du décor, un sol fait de pierre, d'eau et de bois, un sol qui respire si l'on marche sur du solide ou sur des couvertures de trappes, et l'éclairage partage ces faux sables mouvants en zones tendreuses ou d'un éclat blissant, c'est assez beau. Les comédiens hommes sont à la hauteur, Bruno Wolkowitch, Jean O'Connell, Marc Berman, Yves Gourvil, Claude Guyonnet. Les comédiennes sont plus faibles, et en particulier les mots que prononce le rôle principal, Sylvie Debry, sont rarement compréhensibles.

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre de Gennevilliers, 20 à 30.

CE MONDE AUSSI VOUS APPARTIENT

DÉJÀ 100.000 SPECTATEURS ÉBLOUIS!



YEELEEN LA LUMIERE

un film de SOULEYMANE CISSÉ

3miff

Joyce adapté par Huston  
L'empreinte de deux géants

Un film admirable !

Laissez-vous aller  
L'émotion va vous envahir,  
vous submerger, vous fasciner

Un petit chef-d'œuvre !

Le plus beau film qu'on puisse voir  
en ce début d'année

Un adieu bouleversant !



Gens de Dublin

Un film de JOHN HUSTON

سكتة من الاصل







OPÉRATION SPÉCIALE

« Les métiers de la banque et de l'assurance »

هكذا من الاجل

**VOTRE AVENIR AUX COULEURS DE LA FRANCE.**



**La France Assurances... Notre Compagnie, 1300 personnes au Siège Parisien et dans ses 18 Délégations Régionales, 350 Agents Généraux, figure parmi les principaux groupes du marché français de l'assurance. Elle poursuit le renforcement de son corps d'inspecteurs du Cadre I.A.R.D. (Incendie, Accidents, Risques Divers), recherche :**

**DEUX INSPECTEURS COMMERCIAUX 1<sup>er</sup> ÉCHELON** ayant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle.

**Profil :** vous avez :

- au moins 25 ans,
- une formation bac + 2,
- une expérience réussie de la vente,
- la fibre commerciale.

**Mission :** elle consistera, au sein d'une circonscription d'environ 4 à 5 départements à :

- établir des plans de développement pour votre circonscription, négocier les moyens avec la Direction ;
- animer une force de vente (recruter, encadrer, contrôler des vendeurs) ;
- superviser un réseau de 14 à 18 Agents Généraux (nos mandataires qui exercent une profession libérale) ;
- être l'interlocuteur permanent entre notre Direction et notre réseau.

**Lieu de travail :** les postes sont à pourvoir pour chacun des secteurs suivants : PARIS-RÉGION PARISIENNE / VENDÉE-PAYS DE LOIRE.

**Pour poser votre candidature :**  
Merci d'adresser sous référence MF1 votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photo) à :

**LA FRANCE**  
Direction des Affaires Sociales  
77/9, boulevard Haussmann  
75309 PARIS CEDEX 09



**La France**  
Vous êtes unique

**Banque Privée Paris**  
recherche dans le cadre de son développement

**ASSISTANT pour la gestion d'OPCVM OBLIGATAIRES**

Il sera plus particulièrement chargé de :

- gérer des positions MATIF et options MATIF
- assurer le suivi des marchés d'instruments financiers liés aux taux d'intérêt.

Ce poste s'adresse en priorité à un candidat ayant une formation **MATHÉMATIQUES** ou **ACTUARIAT**, une bonne pratique de la micro-informatique et une première expérience des marchés obligataires.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 34623 à **CONTEXTE PUBLICITÉ 20**, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**GRUPE FINANCIER en EXPANSION**  
(Banque et principaux secteurs du financement spécialisé)

RECHERCHE :

**TRÉSORERIE**

**Un opérateur Francs RÉF. A1**  
(débutant - niveau maîtrise de gestion ou première expérience en salle des marchés) pour développer ses interventions sur le marché obligataire francs et élargir sa clientèle (institutionnels et grandes entreprises).  
Maîtrise de l'informatique appréciée.

**Une assistante back-office RÉF. B2**  
(débutante ou première expérience service de comptabilité dans une banque) pour assurer le contrôle et le suivi des opérations de marché.

**IMMOBILIER**

**Gestionnaire RÉF. C3**  
de crédits promoteurs et marchands de biens, possédant quelques années d'expérience.

**ÉQUIPEMENT PROFESSIONNEL**


**Gestionnaire RÉF. D4**  
de crédits possédant quelques années d'expérience.

**Homme de terrain RÉF. E5**  
(contentieux et commercial) aimant les contacts et les responsabilités.

Pour ces différents postes, possibilités d'évolution rapide.

Merci d'adresser lettre manuscrite + curriculum vitae + photo sous n° 8322 M  
**LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue de Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>, qui transmettra.

**JEUNES DIPLOMÉS - GRANDES ÉCOLES**



**MAINTENANT AVEC LE GROUPE DE PARIS, MON AVENIR, J'EN SUIS SUR.**

Le GROUPE DE PARIS, c'est un C.A. de 12 200 millions de francs, 22 sociétés privées d'Assurances françaises et étrangères, une rentabilité parmi les plus élevées de la profession.

Sa solidité humaine, technique et financière le détermine à poursuivre son expansion dans le cadre de sa vocation : le service d'assurance.


Son ambition : renforcer sa dimension internationale et augmenter ses parts du marché national.

Généraliste de l'assurance, aucun secteur d'activité n'échappe à sa volonté de développement.

C'est pourquoi, au GROUPE DE PARIS, les opportunités d'évolution sont multiples pour les hommes responsables. Dans un tel contexte, l'assurance n'a jamais été aussi proche du goût d'entreprendre.

« Sûr de moi, sûr de ma carrière avec le GROUPE DE PARIS, je partage la même ambition de développement ».

J'adresse ma candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), au GROUPE DE PARIS - Service Recrutement Cadres - 21, rue de Châteaudun - 75447 PARIS Cedex 09.



**BANQUE PRIVÉE Paris 8<sup>ème</sup>**  
recherche

**Juriste H/F**  
gradé classe IV

Titulaire au minimum d'une licence en droit privé, vous aurez à prendre en charge, au sein du département juridique, la rédaction des actes, la formalisation des garanties, le suivi des dossiers juridiques des comptes de la clientèle et à assurer certaines procédures contentieuses.

Une expérience d'environ 5 ans en milieu bancaire dans une fonction similaire est requise.

Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à **AXIAL** (réf. 0560) 27 rue Tarbou, 75007 Paris, qui transmettra.

**Lorraine** IMPORTANTE BANQUE A RESEAUX

recherche

**RESPONSABLE crédit bail**

pour la promotion et le vaste du Crédit Bail en Lorraine.

Il est demandé :

- une expérience confirmée dans l'analyse, la mise en place et la commercialisation du crédit bail et de la location financière,
- une formation supérieure et des aptitudes d'animation.

Il sera proposé une fonction intéressante, une rémunération et une carrière attrayantes et évolutives.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à **AXIAL** (réf. 6542) 27 rue Tarbou, 75008 Paris, qui transmettra.

Société de financement spécialisée, filiale d'un groupe bancaire international réputé, recherche

**2 RESPONSABLES D'AGENCE COMMERCIALE**  
Grenoble - Versailles

Après des entreprises de leur région, ils développent les opérations de crédit-bail, crédit et location sur des équipements professionnels mobiliers. Ils assureront le suivi de leur clientèle et des prescripteurs avec le support d'un assistant commercial, en liaison directe avec le Directeur Commercial basé à Paris.

Vous avez une expérience réussie de 2 à 3 ans dans le crédit d'équipement professionnel. Vous souhaitez plus d'autonomie et de responsabilités.

Notre structure légère mise sur l'épanouissement de votre personnalité pour contribuer à sa rapide expansion. Écrivez (CV + lettre manuscrite + photo + salaire actuel) à notre Conseil ICS, 31 rue de Geneville, 69002 Lyon.

**ICS**

AVIS

EXPLOIT

JUNES

la

Abeil ASSURAN

JEUNE

CHA PRE

« Les métiers de la banque et de l'assurance »

**Assurance**

**Banque France Paris**

**ASSISTANT pour la gestion OPCVM OBLIGATAIRES**

Il s'agit d'un poste de gestionnaire de portefeuille d'OPCVM obligataires. Le candidat devra avoir une formation supérieure (Bac + 4 et/ou ITR, CESS) et une expérience de 5 à 6 années d'exploitation bancaire et avoir votre intérêt avec passion. Votre dynamisme est à l'égal de votre sens inné des contacts humains.

Commercial de tempérament, vous souhaitez aujourd'hui mettre à profit vos qualités pour intégrer une équipe d'exploitation dont vous développer l'animation, en affirmant les compétences de vos jeunes collaborateurs et en formant leurs adjoints.

Au sein d'une importante banque à taille humaine (+ 1000 personnes) vous ferez la preuve de votre sens du conseil, de votre connaissance des produits, placements mobiliers et immobiliers et crédits aux particuliers. Votre habileté à gérer et développer un fonds de commerce comprenant des portefeuilles d'une certaine importance, sera, en outre, garante de votre future évolution vers la gestion de patrimoine.

Pour nous communiquer votre enthousiasme, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Lévi Tournay/Asscom, tél. 3444, 31 Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

**GRUPE FINANCIER en EXPANSION**

Banque et Finances à l'Échelle du Traitement Spécialisé

Un opérateur France 7511

Une assistante back-office

**Gestioneur**

Gestioneur

Responsable de l'Équipe

**1**

**CHARGÉ D'ÉTUDES PRODUITS - VIE**

EN DES POSTES ASSURANCEURS-VIE

Après la Direction Technique et Juridique de notre Établissement et en liaison avec la Direction Commerciale, il prendra en charge :

- le suivi de l'évolution sur le marché de 2 ou 3 produits et leurs éventuelles modifications techniques.
- l'étude et l'élaboration de nouveaux produits pour lesquels il assurera, de plus, la bonne coordination des projets avec les autres secteurs concernés (actuarial, contrôle de gestion, marketing...).

Par ailleurs, il se verra confier des études pour le compte de la Direction Générale et l'animation de séminaires de formation interne.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (École supérieure de gestion ou de commerce, par exemple) possédant une première expérience professionnelle et désireux de valoriser ses qualités de conseil et d'initiation par des compétences spécialisées.

Merci d'adresser lettre avec CV, réf. 34525 à Connaissance Publique 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**les bons avis font les bons comptes**

**EXPLOITANTS CLIENTELE PRIVEE H/F - 240 KF**

A 32 ans environ, de formation supérieure (Bac + 4 et/ou ITR, CESS), vous êtes riches d'une expérience de 5 à 6 années d'exploitation bancaire et aimez votre métier avec passion. Votre dynamisme est à l'égal de votre sens inné des contacts humains.

Commercial de tempérament, vous souhaitez aujourd'hui mettre à profit vos qualités pour intégrer une équipe d'exploitation dont vous développer l'animation, en affirmant les compétences de vos jeunes collaborateurs et en formant leurs adjoints.

Au sein d'une importante banque à taille humaine (+ 1000 personnes) vous ferez la preuve de votre sens du conseil, de votre connaissance des produits, placements mobiliers et immobiliers et crédits aux particuliers. Votre habileté à gérer et développer un fonds de commerce comprenant des portefeuilles d'une certaine importance, sera, en outre, garante de votre future évolution vers la gestion de patrimoine.

Pour nous communiquer votre enthousiasme, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Lévi Tournay/Asscom, tél. 3444, 31 Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

**JEUNES DIPLÔMÉS :**

**la réussite par la Banque**

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce, débutant ou possédant déjà une première expérience. Choisir la Banque est pour vous le chemin de la réussite. Choisir un établissement à taille humaine, lié à des banques de notoriété internationale, c'est la possibilité de démarrer rapidement dans votre activité professionnelle ou de passer à la vitesse supérieure : notre système de structure légère et décentralisée favorise l'autonomie et les responsabilités.

Selon votre tempérament et vos capacités, vous trouverez votre place dans l'exploitation (entreprises, particuliers) ou au sein d'une direction financière. Dans un groupe international, les opportunités ne manquent pas : il faut savoir les saisir.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, cv, photo et prétentions sous réf. 3102 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froilevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

**La Direction Financière d'une importante Société d'Assurance, et de ses filiales, recherche son**

**Responsable comptabilité titres, sicav, fonds communs de placements**

Le candidat possédera un esprit à la fois rigoureux et souple, pour s'adapter avec une efficacité sûre au développement et à la variété des produits financiers et disposera :

- soit d'une expérience confirmée dans l'enregistrement comptable des opérations financières portafeuille,
- soit d'une formation comptable DECS et d'une première expérience, même courte, en comptabilité titres.

Il animera une équipe d'une dizaine de personnes et assurera des contacts quotidiens avec la Direction Financière et la Banque de Trésorerie du groupe.

Rémunération motivante, réelles possibilités d'évolution, au sein d'une équipe particulièrement dynamique pour candidat de valeur.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 3A 888-8M  
Discrétion absolue

Membre de Syntec **etap**  
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Votre professionnalisme au service d'une banque en mouvement...**

**Responsables d'agence**

Véritable professionnel du secteur bancaire par votre fonction actuelle d'Adjoint ou de Responsable d'Agence, vous désirez partager le développement et participer au mouvement de notre Entreprise. Par vos qualités de conseil et vos compétences commerciales vous apporterez à nos clients l'approche qualitative et la réponse à leurs attentes. animateur et gestionnaire, vous dirigerez votre équipe au sein d'une structure originale et décentralisée.

Pour parler ensemble de ce poste, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 2501/RA à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 Cité Voitaire, 75541 Paris Cedex 11.

**Crédit Mutuel**  
Une banque à qui parler

**Abeille ASSURANCES GROUPE VICTOIRE**

recherche pour ses filiales assurances de personnes

**UN JEUNE ACTUAIRE (même débutant)**

Votre mission consistera, après formation, à concevoir et tarifier des produits d'assurances collectives. Vous participerez également au suivi des résultats financiers et à leur souscription.

Vous possédez une formation d'actuaire (ISUP ou équivalent).

Si vous alliez rigueur et créativité, notre société vous offre de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à M<sup>me</sup> IMBERT - GROUPE VICTOIRE 52, rue de la Victoire 75009 Paris, sous référence 1639 AC/JL.

**BANQUE POPULAIRE DE LA CÔTE D'AZUR**

**JEUNES DIRECTEURS D'AGENCES H/F**

Pour participer au développement rapide d'une grande banque régionale qui, sur place, rassemble compétence et pouvoir de décision (62 agences, 1 000 collaborateurs) ; nous vous proposons de valoriser une première expérience réussie dans le réseau bancaire en prenant la direction d'une de nos agences (localisation : de MENTON à TOULON).

Votre tempérament commercial, votre goût des contacts et de l'animation, votre efficacité et votre volonté vous donneront envie de rejoindre une banque en pleine expansion. Alors, nous vous offrons de donner à vos projets une dimension nouvelle.

Merci d'adresser votre candidature, sous forme manuscrite, CV, + photo + prétentions à : Direction des Ressources Humaines, 4, rue du Docteur Baréty - 06000 NICE.

**UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.**

**GPA GROUPE DES POPULAIRES D'ASSURANCES**

**UN (e) RESPONSABLE FORMATION**

Notre centre de formation est chargé de la formation technique et commerciale de notre Réseau de vente qui compte plusieurs milliers de collaborateurs dans toute la France, dont 2000 professionnels salariés.

Il recherche pour son équipe un CADRE confirmé qui aura pour mission :

- d'élaborer des programmes de formation avec leurs supports,
- de participer à la création de nouveaux outils et de nouvelles méthodes commerciales,
- d'assurer le lancement et le suivi d'actions de formation dans le Réseau.

Pour mener à bien ces missions :

- vous avez une dizaine d'années d'expérience de la formation et de l'animation,
- une formation de 2ème cycle ou plus (DESS, Maîtrise, Grande École Commerciale...),
- de bonnes capacités d'analyse et de synthèse,
- une bonne aisance rédactionnelle.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. 1-88 au :

**GPA Service Recrutement**  
13, Square Max Hymans - 75744 PARIS CEDEX 15

**1**

**CHARGÉ D'ÉTUDES PRODUITS - VIE**

EN DES POSTES ASSURANCEURS-VIE

Après la Direction Technique et Juridique de notre Établissement et en liaison avec la Direction Commerciale, il prendra en charge :

- le suivi de l'évolution sur le marché de 2 ou 3 produits et leurs éventuelles modifications techniques.
- l'étude et l'élaboration de nouveaux produits pour lesquels il assurera, de plus, la bonne coordination des projets avec les autres secteurs concernés (actuarial, contrôle de gestion, marketing...).

Par ailleurs, il se verra confier des études pour le compte de la Direction Générale et l'animation de séminaires de formation interne.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (École supérieure de gestion ou de commerce, par exemple) possédant une première expérience professionnelle et désireux de valoriser ses qualités de conseil et d'initiation par des compétences spécialisées.

Merci d'adresser lettre avec CV, réf. 34525 à Connaissance Publique 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES DEUX SEVRES**

recherche pour son Institut de Formation Interprofessionnelle

**UN ADJOINT DE DIRECTION CENTRE DE FORMATION**

Gérer, administrer, organiser pour un bon fonctionnement de l'Institut, mais aussi assurer efficacement les relations extérieures et internes : votre mission appelle esprit de synthèse et sens des contacts.

A une formation BAC + 2 ou 3 en gestion, vous joignez une expérience de la formation. Poste basé à NIORT.

Merci d'adresser votre dossier complet à notre Conseil, Sophie BECQUET - BP 5 - 17002 LA ROCHELLE CEDEX.

**SOPHIE BECQUET LHERITEAU**  
CONSEIL EN RECHERCHE ET SÉLECTION DU PERSONNEL

**BANQUE PARIS-8<sup>e</sup>**

recherche

**POUR SON DÉPARTEMENT BANCAIRE EXPLOITANT grandes entreprises (H/F.)**

pour gérer et développer un portefeuille de clientèle auprès de laquelle il devra promouvoir les différents services bancaires. Il sera également en charge du montage et de l'étude des dossiers de financement à court, moyen et long terme.

Agé de 30 ans minimum et diplômé de l'enseignement supérieur, il devra avoir une expérience confirmée de la commercialisation des produits bancaires traditionnels et nouveaux, tout en ayant des connaissances approfondies en analyse financière.

Enfin, une bonne maîtrise de la langue anglaise et/ou allemande, ainsi qu'une pratique de la micro-informatique sont souhaitées.

Pour ce poste à pourvoir très rapidement, veuillez adresser une lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 1 641 à :

**Centre de Psychologie et d'Efficiency**  
17 rue des acacias, 75017 Paris

سكنا من الاجل

« Les métiers de la banque et de l'assurance »

**Donnez un coup de pouce à votre carrière**

Le CIC PARIS, importante banque parisienne, vous propose de rejoindre ses équipes.

<p><b>RESPONSABLES DE SUCCURSALES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Votre activité s'exercera au sein d'unités de 10 à 30 personnes implantées sur Paris et la région parisienne.</li> <li>• Gestionnaire confirmé, vous avez démontré votre valeur dans le développement commercial et la prise de risques. (Réf. RS)</li> </ul>	<p><b>GESTIONNAIRES DE PORTEFEUILLE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vous gèrerez des comptes actions, obligations, des FCP... auprès d'une clientèle privée ou institutionnelle.</li> <li>• Spécialiste de la gestion, vos résultats confirment votre professionnalisme dans ces domaines. (Réf. GP)</li> </ul>	<p><b>INFORMATIENS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analystes et Chefs de Projets, vous interviendrez dans les domaines suivants : engagements, valeurs mobilières, systèmes comptables.</li> <li>• Vous connaissez impérativement l'environnement IBM 3080, IMS, MVS, CICS (Cobol - Méthode Axial). (Réf. IF)</li> </ul>
--	--	---

**CIC PARIS GROUPE CIC**

Cadre confirmé, de formation supérieure, vous êtes intéressé par l'un de ces postes, alors adressez votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence du poste choisi, à J. GEHIN - CIC PARIS Direction des Relations Humaines et Adaptation aux Nouveaux Métiers 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

**BANQUE D'AFFAIRES FRANÇAISE**  
recherche, dans le cadre du nouveau Plan de Développement Organisation et Informatique, des

**ANALYSTES**

pour son service Etudes, équipé en IBM 308X sous MVS/XA. Au sein d'équipes travaillant dans les domaines suivants : comptabilité, mouvement de fonds, trésorerie, systèmes inter-prêteur, salle des marchés... vous coordonnerez 2 ou 3 analystes-programmeurs sous la responsabilité d'un Chef de Projet. Il vous associera dans ses fonctions de conception et de réalisation.

Vous faites preuve d'un esprit d'équipe et acceptez la remise en cause des solutions proposées pour leur optimisation. Vous saurez vous faire apprécier par vos compétences.

De formation supérieure (Bac + 4), vous avez 2 ans d'expérience en environnement CICS, ADABAS et/ou DB2, COBOL. Dictionnaire des données.

La connaissance de la méthode MERISE sera un plus.

Vous intégrerez un service jeune et motivé, utilisant les techniques d'informatique de pointe.

Vous faites preuve d'un esprit d'équipe et acceptez la remise en cause des solutions proposées pour leur optimisation. Vous saurez vous faire apprécier par vos compétences.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (photo, CV, lettre manuscrite) s/réf. 24277/LM à MEDIA-SYSTEM 6/8, impasse des Deux Cousins - 75017 Paris, qui transmettra.

**AUDIT OPERATIONNEL**

**MAINTENANT MON AVENIR, J'EN SUIS SUR.**

Responsable de mission au sein des sociétés françaises du GROUPE DE PARIS, vous assurerez la révision des opérations et des systèmes, vous vérifierez la rigueur de la gestion et la réalité des performances.

A 30 ans environ, diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'IEP - Eco-Fi, vous avez de bonnes connaissances en micro-informatique et vous parlez anglais.

Par ailleurs, une première expérience de 3 à 5 ans à un poste similaire - dans le secteur banque ou au sein d'un cabinet - vous permet de bien maîtriser cette fonction.

Vos multiples missions auprès des différentes sociétés françaises de notre Groupe vous permettront d'enrichir vos compétences, d'élargir vos responsabilités et de valoriser votre potentiel.

Intégrer le GROUPE DE PARIS, troisième société privée française d'assurances vous intéresse !

Adressez-nous rapidement lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Service Recrutement Cadres - GROUPE DE PARIS - 21, rue de Châteaudun - 75447 PARIS Cedex 09.

**GROUPE BANCAIRE**  
spécialisé dans les CREDITS IMMOBILIERS, recrute :

**FUTUR RESPONSABLE**  
de son Bureau de BORDEAUX

Ce poste, à vocation essentiellement commerciale, peut convenir à un candidat :

- Diplômé de l'Enseignement Supérieur.
- Agé de 30 ans minimum.
- Pouvant justifier de plusieurs années d'expérience bancaire ou immobilière.

Le candidat sélectionné recevra une formation au siège à PARIS pendant quelques mois avant de prendre son poste.

Une connaissance du milieu des affaires bordelais serait un avantage.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 1298 à LIA Antenne Saint-Lazare 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

**La Direction de la Comptabilité**  
recherche

**Attaché de Direction expérimenté**

pour être le Responsable de la Comptabilité des Sociétés gérées et du Portefeuille du Groupe.

Assisté d'une équipe d'une quinzaine de personnes, dont vous serez le responsable hiérarchique et fonctionnel, vous serez chargé d'assurer l'établissement des bilans, comptes de résultats sociaux et fiscaux d'une trentaine de sociétés, et en particulier des principales Holdings du Groupe.

Diplômé d'une grande école supérieure de commerce et d'un DECS au minimum, vous possédez si possible 3 à 4 ans d'expérience dans un cabinet d'expertise comptable.

Rigueur, sens des responsabilités et souci de l'efficacité vous permettront de vous intégrer à PARIBAS et d'évoluer à terme dans l'une ou l'autre des directions de la Banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous la réf. MSC, à PARIBAS - Direction des Relations Humaines 3, rue d'Antin - 75002 PARIS.

**BANQUE PARIBAS**

importante banque privée  
recherche pour l'une de ses Agences Parisiennes

**FONDE DE POUVOIRS**

Responsable de la Clientèle de Particuliers de l'Agence.

**ATTACHE DE DIRECTION**

Chargé de la recherche, du développement et de l'entretien d'une Clientèle de Particuliers de très bon niveau.

Ces postes s'adressent à des candidats (H/F) ayant :

- nécessairement une expérience bancaire d'un minimum de 3 ans (problèmes patrimoniaux, Marchés financiers),
- une très bonne formation générale, universitaire et/ou technique (ITB...),
- de sérieuses dispositions commerciales.

La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience précédemment acquise.

Ces postes permettent une évolution de carrière dans les Agences ou au Siège.

Nous remercions les candidats d'adresser leur CV + photo et prétentions s/réf. 34714 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra cedex 01 qui transmettra.

**BANQUE**

française établie à Paris appartenant à un groupe bancaire arabe important

**gérant de portefeuille**

- Expérience de gestion de portefeuille (surtout dans la Bourse française) d'environ 10 ans dans une Banque française ou Agent de changes à Paris.
- Agé de préférence de 30 à 35 ans environ.
- Formation universitaire économique.

La connaissance de l'anglais et des Bourses étrangères seraient un plus.

Le candidat devra être à même (avec les collaborateurs qu'il choisira) de mettre en place le département de gestion de portefeuille dont il sera responsable.

La rémunération proposée (assortie d'un intéressement) sera fonction du niveau de compétence du candidat.

Discrétion assurée.

Ecrire en envoyant lettre man., c.v. et photo à BANORAZ, 10, rue de la Paix, 75002 Paris (ou téléphoner au Directeur Administratif au 42-61-74-54).

**BANQUE POPULAIRE DE SAÛNE-ET-LOIRE ET DE L'AIN**

Banque à taille humaine (310 personnes réparties en 1 siège et 20 agences), nous recherchons

**UN HOMME DE DIALOGUE**

**RESPONSABLE ORGANISATION ET INFORMATIQUE**

De niveau BAC + 4 en Gestion, Economie ou Informatique (ESCAE, MIAGE...), ou Ecole d'ingénieur, vous avez acquis en 5-6 ans d'expérience professionnelle une bonne connaissance du secteur bancaire, de l'organisation et de la conduite de projets informatiques.

A la tête d'une équipe de 10 personnes, et sous la responsabilité d'un membre d'état-major, vous êtes chargé de proposer, planifier et suivre toute action d'organisation interne et tout projet d'informatisation (environnement BULL, gros systèmes temps réel).

Rigueur, méthode, esprit de synthèse et aptitude à communiquer sont les atouts de votre réussite.

Poste à pourvoir à MACON (60 km de Lyon, 1 h 40 de Paris).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence MC/BPSLA/M, à notre Conseil Michèle Cornu, Carri Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

**centi profile**

Conseil en Recrutement Informatique

**Nouvelle adresse**

**DOMAINE DES BERNARDINES**

10, rue Neuve Sainte-Catherine  
13007 MARSEILLE  
Tél. : 91.54.45.45

patricia perona  
conseil en recrutement

EXPERTISE  
JURISTE  
RESPONSABLE FIDU  
MONETIQUE

« Les métiers de la banque et de l'assurance »

EXPERTISE COMPTABLE

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience de 2 à 4 ans dans un Cabinet d'Expertise Comptable. Nous vous proposons de participer à la définition, l'élaboration, la mise en place et la maintenance des procédures comptables informatisées. Pour ce faire, vous entretenez des relations avec les services fonctionnels de la banque, et devrez prendre en compte les différents aspects de la réglementation bancaire et de la normalisation comptable.

Nous vous offrons la possibilité de développer vos compétences et de saisir de nombreuses opportunités d'évolution tant dans la banque qu'au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. CG 1019

Banque Indosuez Service recrutement, carrières 9 rue Louis Murat 75371 Paris Cedex 08



BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

JURISTE CONFIRME(E)

Vous êtes intéressé(e) par l'Ingénierie Financière.

Vous avez valorisé votre formation (DEA ou DESS de droit + formation complémentaire, IAE par exemple) par une expérience de 5 à 7 ans au sein de la direction juridique d'un établissement bancaire ou financier.

Vous prendrez en charge le montage juridique d'opérations financières sur des sociétés cotées ou non cotées : augmentations de

capital, prises de participations, restructurations.

Vous assurerez la préparation et la tenue des conseils d'administration et des assemblées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. AJF 1017 à

Banque Indosuez Service recrutement, carrières 9 rue Louis Murat 75371 Paris - Cedex 08



BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

LA MUTUALITE FRANCAISE

recherche le

RESPONSABLE de son SERVICE «FIDUCIAIRE GESTION»

Diplômé d'études supérieures, de préférence grande école d'ingénieurs, titulaire d'un diplôme complémentaire (DECS, Droit ou Sciences Economiques).

Ce cadre de plus de 35 ans maîtrise parfaitement les techniques d'analyse de gestion des entreprises.

Il dispose d'une expérience significative dans le domaine des systèmes d'information de gestion informatisés.

Il a également vécu des expériences concrètes en matière de diagnostic d'entreprises.

Homme de contact, le candidat aura fait la preuve de ses capacités à diriger des cadres de haut niveau.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo - restituée - et prétentions) doivent être adressées au Directeur Administratif de la MUTUALITE FRANCAISE 255, rue de Vaugirard 75719 PARIS CEDEX 15.



MUTUALITE FRANCAISE

L'INFORMATIQUE DATAID UNE VALEUR SÛRE HUMAINE

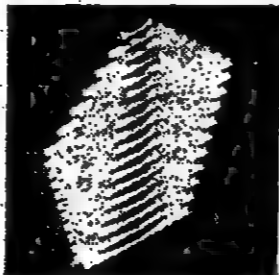
MONETIQUE

DATAID MOYENS DE PAIEMENT, société spécialisée en Monétique et faisant partie du Groupe DATAID (700 personnes, CA : 280 MF) recherche dans le cadre de son expansion :

INGENIEURS D'ETUDES

pour les divers domaines liés aux traitements carte (MÉCOLECTE, autorisation, DAR/GAR, TPE/TPV...).

Diplômé de l'enseignement supérieur et possédant une expérience significative dans un ou plusieurs des domaines cités plus haut, il sera chargé de réaliser des études de haut niveau et d'assurer le suivi de projets de grande envergure (réf. IE).



SPECIALISTE "CARTE" ayant des compétences approfondies en matière de cartes à mémoire pour assurer la direction ou le suivi de projets d'ingénierie carte (réf. SC).

CHEF DE PROJET à fort potentiel pour encadrer des équipes de réalisation dans un environnement IBM grands systèmes. Expérience d'au moins 5 ans nécessaire dans la conduite de projets (réf. CP).

Adressez votre candidature à Mme Houquet en précisant la référence du poste à DATAID MOYENS DE PAIEMENT, 105 rue Lamartine, 75116 Paris



L'ESPRIT D'EXPERTISE

Sous-directeur d'agence

Banque

Strasbourg - Une banque à taille humaine, spécialisée sur un marché d'avenir et proposant une gamme complète de produits financiers recherche son sous-directeur pour Strasbourg. En liaison avec le directeur d'agence, il aura en charge la supervision de l'exécution et de la qualité des services administratifs. Il participera au développement d'une clientèle d'entreprises marchandes et non marchandes. Ce poste évolutif s'adresse à un cadre bancaire confirmé, diplômé d'études supérieures (école de commerce, université ou ITB, CESA), ayant une expérience professionnelle de 5 à 10 ans. Une bonne connaissance de la région Alsace est souhaitée. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S/8223M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04 Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur d'agence

Nantes - Cet organisme financier, filiale d'un grand groupe bancaire, est spécialisé dans la commercialisation de produits spécifiques auprès des professionnels. Il recherche son responsable d'agence. Très autonome dans ses missions, il dirigera une petite équipe et sera responsable des analyses financières, du montage des dossiers et en assurera le suivi à long terme. En outre, il participera très activement au développement commercial de l'agence en ayant une réelle implication auprès des prescripteurs et des professionnels concernés. Nous recherchons, pour pourvoir ce poste, un candidat rapidement évolutif qui puisse prendre à terme la responsabilité de plusieurs agences. De formation supérieure (ESB ou universitaire), vous avez acquis une première expérience réussie d'au moins 4 ans dans le domaine financier et vous souhaitez aujourd'hui donner un second souffle à votre carrière. La rémunération sera fonction de votre valeur et de votre expérience. Ecrire en précisant la référence A/3049M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Daguerre - 44000 NANTES - Tél. 40.40.40.40 Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Banque

Cette succursale filiale d'une banque française à taille humaine dispose d'une large gamme de produits bancaires et financiers. Elle recherche un responsable de son activité particulière, à partir d'un solide noyau de clients de qualité. Dans cette optique, son directeur recherche :

Un jeune chargé de clientèle particuliers

Il sera chargé de prospecter, développer et entretenir une clientèle "haut de gamme" : cadres, professions libérales... Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 24 ans au moins, ayant une solide formation (école de commerce, ITB, ou équivalent) et possédant une première expérience de la vente de produits ou services à une clientèle privée. Il devra être fortement motivé par le commercial et doté d'un potentiel évolutif. Réf. A/4911M.

Un chargé de clientèle particuliers confirmé

Véritable conseil en gestion patrimoniale, il sera à l'écoute et développera son portefeuille de clientèle. Il devra en outre organiser et gérer son activité. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans au moins possédant une expérience professionnelle acquise dans un poste similaire. Réf. A/4912M.

Pour ces deux postes, la rémunération sera faite en fonction de l'acquis. Ecrire à Jean Baptiste DE GANDT en précisant la référence du poste choisi. (PA Minitel 36.14 code PA).



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Boulevard Flandre - 59178 CROIX - Tél. 26.72.52.25 Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

International Westminster Bank PLC

recherche un

DIRECTEUR AU DEPARTEMENT ENTREPRISES (CORPORATE BANKING)

A 35 ans environ, de formation supérieure économique ou scientifique, votre parcours professionnel vous a permis d'acquies une solide expérience du développement de la clientèle industrielle et commerciale, dans une banque anglo-saxonne par exemple. Peut-être avez-vous l'expérience d'une direction financière ou trésorerie d'une grande entreprise.

Vous êtes à l'aise dans la négociation à tous les niveaux. Votre sursent de jugement sur le risque de crédit, votre connaissance des nouveaux instruments financiers et des services bancaires vous permettront de contribuer au développement de notre Département Entreprises (moyennes et grandes, étrangères et françaises).

Une agressivité commerciale très affirmée est la condition essentielle du succès dans ce poste. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite et rémunération actuelle à la Direction des Ressources Humaines International Westminster Bank PLC 18, place Vendôme - 75001 PARIS.

Nouvelle adresse

Handwritten note in Arabic script: حسنة من الامين

سكرا من الاجل

« Les métiers de la banque et de l'assurance »

**SOCIÉTÉ  
PARISIENNE  
DE BANQUE**  
Banque Privée - Paris 8e

Filiale d'un grand groupe, nous sommes une banque privée à guichet unique et à clientèle haut de gamme. Afin de confier la gestion et le développement d'un fonds de commerce PME, nous recherchons un

**Exploitant Entreprise Classe VI**

Le candidat, âgé de 28 ans environ, est un bon généraliste de la banque. Diplômé d'Etudes Supérieures, il justifie de 4 à 5 années d'expérience et possède un goût marqué pour la prospection commerciale et la négociation.

Nous lui proposons de personnaliser ses interventions auprès de la clientèle afin de promouvoir des produits et services adaptés, en collaboration étroite avec les départements spécialisés du siège. Une personnalité entrepreneur pourra s'épanouir dans une structure à taille humaine et trouver des possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à la SOCIÉTÉ PARISIENNE DE BANQUE, Direction Générale, 9 rue Boissy d'Anglas, 75008 PARIS, sous réf. M3SPB. Confidentialité assurée.

**Ingénieurs d'affaires votre compétence industrielle nous intéresse...**

Les ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE sont leader sur le marché des risques d'entreprises. Un marché Européen en plein essor pour des équipes d'ingénieurs performantes. Trois atouts sont indispensables pour en faire partie : votre expérience d'ingénieur en entreprise industrielle ou d'assurance (5 à 10 ans), votre disponibilité pour des voyages fréquents en France et à l'étranger, votre pratique courante de l'anglais.

**Souscription** Dans notre équipe d'ingénieurs chargés d'affaires grands comptes, vous analyserez les risques sur le plan technique (incendie, dommages divers) et vous négocierez les contrats. Vous apporterez votre aide technique et commerciale aux réseaux d'intermédiaires en vous rendant sur le terrain. Réf. M 17 E

**Prévention et Ingénierie** Ingénieur chargé d'affaires spécialiste de la sécurité, vous travaillerez avec les souscripteurs de notre Division Dommages. Vous analyserez et évalueriez diverses catégories de risques industriels. Vous préconiserez des mesures de prévention. Réf. M 18 E

Salutez l'opportunité en adressant votre dossier de candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) sous la référence de votre choix à ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE Département Gestion de l'Emploi - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.



Secteur bancaire

**CHEF D'AGENCE HF**  
Finistère

Dans le cadre de son développement et de sa diversification, un important établissement régional recherche pour l'une de ses agences un Chef d'agence.

Représentant de la société sur son secteur et en autorité sur une petite équipe, il aura pour tâches principales : le développement tant quantitatif que qualitatif de la clientèle (actions de marketing : diffusion de campagnes, mailings, sélection produits), la gestion des opérations courantes en contrôlant la qualité, la sécurité, la rentabilité des engagements, la diversification et la détection des produits de placement bancaires et financiers par la clientèle.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif des candidats âgés de 28 ans minimum, diplômés de l'enseignement supérieur avec une formation bancaire, possédant impérativement une expérience de 3 à 4 années acquises dans le secteur bancaire à ce même niveau de responsabilité.

La réussite à ce poste nécessite une certaine autorité naturelle, un sens relationnel développé, une bonne capacité à convaincre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 17/2046 G à :

**EGOR OUEST ATLANTIQUE**  
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT-BRITAIN ITALIE PORTUGAL BRÉSIL CANADA

**Responsable portefeuille-titres et comptabilité filiales**  
(réf. RPC) MF

A la tête d'une équipe de 10 personnes, vous serez chargé :

- d'assurer la gestion comptable de six sociétés de portefeuille,
- d'optimiser la gestion administrative, comptable et fiscale du portefeuille-titres de la banque.

En relation avec la Direction Financière du groupe, vous participerez à la mise en œuvre de montages financiers et déterminerez les traitements comptables et fiscaux appropriés.

Vous exercerez également une mission de Conseil et de Contrôle de l'application des principes et des procédures de comptabilisation des opérations sur titres traitées par la Direction des Marchés.

Enfin, avec l'aide d'une équipe informatique, vous participerez au choix et à la mise en place d'un logiciel de gestion de portefeuille.

Vous êtes de formation ESC + expertise comptable (ou niveau équivalent) et pouvez justifier :

- soit d'un minimum de quatre années passées dans un cabinet d'audit où vous avez acquis une solide pratique de la révision comptable et des systèmes comptables automatisés,
- soit d'une expérience de Responsable Comptable au sein d'un groupe financier utilisant des méthodes modernes de gestion de portefeuille-titres.

La connaissance du milieu bancaire et/ou des opérations sur portefeuilles obligataires et de titres de participation constituerait un avantage appréciable.

**Adjoint au responsable du service comptabilité générale**  
(réf. ARS)

Dans un premier temps, vous serez chargé de la refonte du système informatique permettant d'établir et d'analyser les états financiers et les ratios de contrôle qui sont communiqués périodiquement à la Direction Générale et aux autorités de tutelle par la Comptabilité Centrale.

Votre première mission consistera donc essentiellement à analyser les procédures existantes, définir les besoins à satisfaire par le nouveau système, préparer le cahier des charges avec les informaticiens et participer activement à la mise en place du nouveau système.

Dans une seconde phase, nous vous confierons des responsabilités plus directement opérationnelles pouvant comporter la supervision d'équipes de 10 à 15 personnes.

Votre formation ESC + expertise comptable (ou niveau équivalent) complétée par 4 à 5 ans d'expérience en cabinet d'audit vous ont permis d'acquies une solide pratique de la révision comptable et une bonne expérience des systèmes comptables automatisés. La connaissance du milieu bancaire serait un avantage appréciable.

Les deux postes d'importance stratégique sont à pourvoir au sein du service Comptabilité Générale (60 personnes) dépendant directement de la Direction des Affaires Comptables.

Jean-Michel Piacé attend votre candidature en précisant la référence du poste.

Société Générale, Service Recrutement,  
7 rue de Caumartin, 75009 Paris.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

Sous le haut patronage de  
**Monsieur Jacques LALLEMENT**  
Président de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances

**La FFSA et le journal Le Monde organisent le colloque**

**« L'ASSURANCE A MÉTIERS DÉCOUVERTS »**  
animé par Michel NOBLECOURT  
journaliste au Monde

**le mardi 2 février 1988 à 10 h 30**  
dans le cadre du salon ASSURE-EXPO  
Palais des Congrès - Porte Maillot  
Salle Havane

Colloque destiné aux élèves  
grandes écoles scientifiques et commerciales  
et aux étudiants de 3<sup>e</sup> cycle.


Le Groupe VIA ASSURANCES, importante compagnie du secteur privé (CA supérieur à 2 milliards de francs) recherche

**GESTIONNAIRE SINISTRES CONSTRUCTION HF**

Vous serez chargé de la gestion tant amiable que contentieuse des dossiers - Dommages - Ouvrage - et de l'exercice des recours.

Pour ce poste de niveau - Agent de Maîtrise - vous devez être titulaire d'une licence en droit privé, avoir au minimum deux ans d'expérience dans la gestion des Sinistres Dommages - ouvrage et posséder le sens des contacts.

Prouvez-nous votre motivation en nous adressant rapidement lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. GSC/M, à M. CARCASSONE - VIA ASSURANCES 56, rue Laffitte - 75349 PARIS Cedex 09.



**Le marketing des particuliers vous sourit**

N'hésitez pas si...  
... vous avez environ 35 ans, une formation commerciale (HEC, ESSEC...) et dix années d'expérience dans le marketing du secteur tertiaire.

Prenez votre pleine dimension en devenant responsable du marché des particuliers. Au sein d'une des Directions opérationnelles d'une grande compagnie d'assurances, sur un secteur essentiel (environ 3 milliards de francs de CA), vous aurez toute autonomie pour connaître ce marché (besoins, attentes, concurrence) afin d'y ajuster notre offre, construire le mix et suivre les résultats.

Votre fonction impliquera des relations suivies avec la profession, nos réseaux et les autres départements de la Direction.

Vous bénéficierez d'une formation adaptée à notre univers ainsi que de réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Si cette offre correspond à vos aspirations, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) à

**SOURCES** 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris  
qui transmettra en toute confidentialité

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**monoplast**  
Leader Européen de l'Emballage Alimentaire en Matières Plastiques, recherche pour son usine de Mont-de-Mersan.

### Chef du Personnel

Une première expérience réussie dans la fonction en milieu industriel vous en a fait connaître tous les aspects et vous permettra d'être rapidement opérationnel.

En liaison directe avec le Directeur de l'usine, vous aurez en charge la gestion de 300 salariés, les relations avec les partenaires sociaux, la préparation des réunions avec les instances représentatives, l'assistance et le conseil de l'encadrement, la mise en place de la politique sociale définie par la D.R.H.

Dans l'immédiat, vos actions seront particulièrement orientées vers la motivation des personnels, le plan formation dans le cadre de l'évolution technique de l'entreprise et vers l'évaluation du personnel.

Nous souhaitons rencontrer un homme de terrain et de dialogue ayant une bonne connaissance de la législation sociale.

Adressez lettre manuscrite, CV, présentations à **Bernard CHEVALLIER, Directeur des Relations Humaines, MONOPLAST, B.P. 7 - 40140 SOUSTONS.**

La décentralisation des structures de notre Entreprise, principale société d'un groupe de 8 000 personnes, dotée d'un réseau national de distribution, nous conduit à créer un poste de

### Responsable de personnel

pour 2 de nos unités d'Exploitation situées en proche banlieue parisiennaise et qui expédient en moyenne 1 000 tonnes de produits par jour.

En liaison avec la Direction du Personnel du Siège, il mettra en place et développera la gestion des 1 100 salariés Ouvriers, Employés et Cadres (gestion des effectifs, suivi des heures supplémentaires, applications légales, études, examen des besoins de formation...) et sera l'interlocuteur local des partenaires sociaux.

Le candidat que nous souhaitons rencontrer, âgé de 35/40 ans, de formation supérieure, possède déjà une solide connaissance de la fonction après 4 ans minimum d'expérience professionnelle en milieu industriel.

Pragmatisme, sens du terrain et grande aisance relationnelle sont les qualités qui lui permettront de réussir et d'évoluer au sein de notre groupe.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et présentations à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. 207 M.

300 KF +

### JURISTE D'AFFAIRES CONFIRMÉ(E)

NOTAIRES ASSOCIÉS A PARIS (+ 70 personnes)

Recherche

POUR : - Créer et développer un service droit des affaires dans un cadre largement autonome.  
- Conseiller sur le plan juridique, fiscal et comptable une clientèle diversifiée.

UN : - Candidat d'environ 30-35 ans.  
- Ayant une formation supérieure.  
- Une expérience d'au moins 5 ans dans un cabinet d'affaires.  
- Une parfaite connaissance de l'anglais juridique (expérience internationale appréciée).

Rémunération motivante en fonction du profil et des résultats. Possibilités d'évolution de la fonction.

Envoyer C.V., photo et présentations sous n° 6321 M - LE MONDE PUBLICITÉ 3, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

**IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION DE L'AISNE**  
Leader sur l'activité formation continue du département. Gestionnaire d'un centre de formation d'apprentis préparant les bacs professionnels recherchés

### L'ADJOINT AU DIRECTEUR

Il aura pour mission de seconder celui-ci pour l'ensemble des activités de l'organisme.

Il sera directement responsable :  
- du fonctionnement administratif,  
- du service comptable et financier,  
- de la prévision budgétaire du contrôle de gestion,  
- de la gestion du personnel.

Ce cadre de formation supérieure sera une expérience diversifiée dans des postes à responsabilité et une bonne maîtrise de la gestion administrative et financière.

De bonnes connaissances des procédures administratives et juridiques de la formation seraient appréciées.

Adressez lettre manuscrite + CV, photo et présentations à

**ajs** 12, boulevard Roosevelt 02100 SAINT QUENTIN

Grand organisme de services

RECHERCHE

### SPÉCIALISTE

en qualification de personnel pour participation à l'élaboration d'une grille de classification des emplois.

Entre n° 8364 - LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

**CENTRE NATIONAL DE L'EQUIPEMENT HOSPITALIER**  
Division des Technologies Biomédicales

recrute :

### INGENIEUR

Domaine : Equipements d'Anesthésie - Réanimation - Chirurgie.  
Activité : Etudes, Expérimentation de matériels - Assistance Technique aux Hôpitaux.

Adressez candidature et CV à CNEH - DTBM Les Quadrats - 3, avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES

**CNEH**

**DARRAS & JOUANIN**  
Entreprise de S.T.P. Filiale de GENEST ENTREPRISE (CA 2 milliards) développe son Département GENEST CIVIL et recherche un

### DIRECTEUR DE TRAVAUX

280 000 F/ann.

Ingénieur E.S.T.P. - A & M - E.C.P...  
Il assure le développement de l'activité sur PARIS et R.P., réalise les études de prix, prépare et dirige les chantiers. Une expérience de 3 à 5 ans dans le conduite de chantiers de Génie Civil est indispensable.

Lieu de travail : MORANGIS 91.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 911 M à Denis JOUSSSET - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail 75002 PARIS.

**plein emploi**  
Conseils en ressources humaines

« Les métiers de la banque et de l'assurance »

**SMA Vie**

### L'ASSUREUR-VIE DES CONSTRUCTEURS

Notre société (Paris - une implantation nationale) en forte croissance depuis trois ans souhaite enrichir son potentiel humain, en créant deux nouveaux postes de responsables qui doivent être des moteurs de notre dynamique de développement.

#### RESPONSABLE DU RESEAU COMMERCIAL

300 000 F +

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce et vous avez 7 à 10 ans d'expériences professionnelles.

Vous êtes un professionnel de l'assurance-vie.

Vous avez déjà dirigé avec succès une équipe commerciale. Vous possédez par ailleurs quelques compétences commerciales.

Sous l'autorité du Directeur de la Société, vous aurez la responsabilité du recrutement, de la formation et de l'animation des conseillers en assurance-vie (12 personnes aujourd'hui, plus de 25 d'ici à dix-huit mois).

Votre mission à moyen terme sera donc surtout celle d'un animateur national des ventes avant d'accéder, si vous en avez la volonté, à des fonctions plus larges.

Vos qualités personnelles vous permettront de vous imposer à une équipe existante et de vous intégrer à un groupe qui a sa culture propre.

Vous êtes prêt à vivre sur le terrain à 75 % de votre temps. Réf. 5.113 M

#### RESPONSABLE MARKETING

200 000 F +

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce.

Vous avez aujourd'hui 5 ans d'expériences de la fonction marketing (études de marché...) acquises de préférence dans le domaine des services.

Que vous connaissiez ou non le domaine de l'assurance-vie, vous vous sentez à même de l'aborder avec un œil neuf.

Sous l'autorité du Directeur de la Société, vous aurez la responsabilité de la fonction marketing : approche du marché, mise en avant d'idées neuves, soutien au réseau commercial. Vos actions devront aider la Direction à faire des choix de politiques de développement.

Homme d'études et de réflexion, spécialiste dans un univers peu habitué au marketing, vous avez une forte capacité de conviction et "le vent" de votre action. Vous travaillerez aussi en étroite collaboration avec le responsable du réseau commercial et les services techniques. Réf. 5.114 M

Si vous pensez avoir le profil des personnes que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier en précisant la réf. choisie, à Roland Gardoux, Sérifo, 47 bis, avenue Escoquet - 75007 PARIS.

**SECTO**  
Membre de Simac

**TRANSEXEL**  
Recherche pour l'une de ses principales filiales, 1900 personnes, un responsable du service organisation.

### Jeune Ingénieur grande école au cœur de l'action dans l'organisation de la production

Sa mission sera d'organiser et de planifier les besoins, de concevoir les améliorations de productivité, de développer les outils informatiques, d'assurer le suivi des applications, ainsi que la formation des utilisateurs, de participer à la mise en place d'un plan de communication dans la division.

Ce poste est particulièrement intéressant pour un jeune ingénieur désireux de valoir 2 à 5 ans d'expérience acquises en organisation industrielle ou gestion de production, familiarisé avec l'outil informatique, ayant des facilités de contacts, un dynamisme et le goût des réalisations performantes. Il doit permettre une évolution de carrière motivante vers des fonctions opérationnelles au sein de notre groupe.

Adressez votre dossier de candidature sous référence : 303/547 à notre conseil Françoise BARSU - CENTOR EMPLOI - 13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS.

**centor** EMPLOI PARIS • LYON • MULHOUSE  
PARIS 42 85 15 53 LYON 78 59 37 16 MULHOUSE 89 32 26 26

ACTIVITES DE MARCHE

Dans le cadre de nos orientations stratégiques, nous développons rapidement l'éventail de nos activités de marché tant en France qu'à l'étranger. La diversité et la sophistication croissante des instruments financiers (FUTURS, SWAPS, OPTIONS...) nous amènent à rechercher pour notre

DIRECTION DES MARCHES des

### JEUNES DIPLOMÉ(E)S DES GRANDES ECOLES

X, MINES, CENTRALE... - HEC, ESSEC, MASTERS SPECIALISES...

Une bonne connaissance de l'anglais et des aptitudes pour l'informatique sont des atouts indispensables. Les possibilités d'évolution de carrière au sein de la Direction de la Banque et de ses succursales à l'étranger sont importantes.

**POUR LA SALLE DES MARCHES.**  
Au contact d'opérateurs confirmés, vous vous initierez aux techniques de marché, participerez à l'élaboration de stratégies, interviendrez sur les marchés et serez rapidement responsables de "positions" opérationnelles. Vous serez également associé à la définition et au choix des logiciels d'aide à la décision pour le "Front Office".

**POUR LE DEPARTEMENT ADMINISTRATIF**  
regroupant l'ensemble des activités de gestion ("back-office", procédures, contrôle inter-analyse des résultats, des risques...). Vous maintiendrez un contact étroit avec la Salle, participerez à la conception et à la mise en place des systèmes de gestion et serez les garants de la traduction fidèle des activités de marché dans les tableaux de bord de la Direction.

Adressez votre dossier (lettre et CV) sous réf. JDM à B.F.C.E. - Département du Personnel - 21, Boulevard Haussmann 75009 PARIS.

**BFCE Banque Française du Commerce Extérieur**

Filiale d'un groupe leader sur le marché financier et immobilier (60% d'ingénieurs et cadres), nous recherchons, dans le cadre de notre développement, un

### JEUNE CHEF DE PERSONNEL

Votre première expérience de la fonction ou d'un de ses aspects vous permettra de mettre en place les politiques et les outils répondant aux nécessités d'une gestion des Relations Humaines dynamique.

En relation étroite avec la Direction de la Société, votre mission sera globale et diversifiée : recrutement, formation, rémunération.

L'autonomie de la fonction exige des qualités d'initiative et de contact. Votre réussite vous assurera à moyen terme une carrière évolutive au sein du groupe.

Merci d'adresser, lettre manuscrite et CV, sous réf. : 2036/LM, à notre Conseil :

**MILO Ressources Humaines**  
3, avenue des Termes 75017 PARIS

**MILO**  
Ressources Humaines  
3, avenue des Termes 75017 Paris

Handwritten note: حسنات من الامتحان

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**LILLE**  
INGENIEUR COMMERCIAL

**STRASBOURG**  
INGENIEUR COMMERCIAL

**DIJON**  
INGENIEUR COMMERCIAL

Spécialiste du secteur bancaire, vous avez une bonne culture générale en informatique et vous présentez des aptitudes à la fonction commerciale. Vous aurez en charge la gestion des comptes sur lesquels nous sommes présents et la responsabilité du développement de nos parts de marché sur l'une de ces régions.

**3 OPPORTUNITES DE REUSSITE, SI VOUS AVEZ : COMPETENCES BANCAIRES, SENS DU COMMERCE ET INTERET POUR L'INFORMATIQUE !**

Rejoignez-nous ! Ecrivez à Jean Patrice CAMINADE sous référence 232 LM - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cadré - 3, av. Val de Fontenoy - 94133 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.



Rejoignez-nous ! Ecrivez à Jean Patrice CAMINADE sous référence 231 LM - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cadré - 3, av. Val de Fontenoy - 94133 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.



Rejoignez-nous ! Ecrivez à Jean Patrice CAMINADE sous référence 232 LM - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cadré - 3, av. Val de Fontenoy - 94133 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.



SOCIETE DE GEOPHYSIQUE à vocation internationale recherche

**INGENIEURS DEBUTANTS**

Vous êtes de formation grandes écoles ou universitaires scientifiques (DEA au minimum).

Vous possédez une parfaite maîtrise de l'anglais. (De plus, une bonne connaissance de l'allemand constituerait un atout très positif.)

Vous êtes très motivés pour un travail de terrain à l'étranger et désirez assumer rapidement des responsabilités techniques et de gestion d'une équipe.

Célibataires et libérés des obligations militaires, vous êtes parfaitement mobiles et prêts à partir pour des missions de prospection dans le monde entier. (Le permis poids lourds serait également apprécié.)

Merci d'envoyer C.V. et lettre manuscrite, sous la référence 5181, à

**MEDIA PA**  
52, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS

Un des leaders de l'Électronique professionnelle

Téléinformatique, transmissions et réseaux, optique et aéronautique sont les domaines où nous avons fait la preuve de notre savoir-faire

Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons pour renforcer nos services INSTALLATION et MAINTENANCE

**EUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN**

ISEN - ISEP - INSA - ENSEA...

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience dans le domaine :  
INSTALLATION/MONTAGE matériel de transmissions. Préparation et suivi réalisation chantiers (proposition technique, définition des moyens et méthodes, dossiers de réalisation, planning, suivi facturation).  
ANGLAIS technique apprécié.  
Notions en micro-informatique souhaitées.

Lieu de travail : WISSOUS/MASSY

Adresser CV, sous référence IE à SAT - Service Central du Personnel 41, rue Cartagrel - 75631 PARIS Cedex 13.

**Ingénieurs diplômés**

Dans le cadre de l'extension de ses activités "clés en main" le Groupe Dumez recherche pour sa filiale d'études d'ingénieurs le GIE SEMED, des ingénieurs diplômés :

Département traitement des eaux, hydraulique, V.R.D.

Expérience d'au moins 5 années de bureau d'études. Formation complémentaire aux USA appréciée. Les candidatures de débutants de valeur seront examinées avec intérêt. Les candidats retenus intégreront l'équipe pluridisciplinaire en place au bureau d'études de Nanterre, chargée de tous les grands projets d'ingénierie "clés en main", que le Groupe réalise dans le monde. La connaissance de la langue anglaise est indispensable ainsi qu'une ouverture et du goût pour l'utilisation de l'informatique scientifique.

Les postes sont susceptibles d'une rapide évolution tant sur le plan des responsabilités que sur celui des rémunérations. Envoyer CV photo et prétentions à GIE SEMED, sous référence IMA 018, 345 avenue Georges Clemenceau, 92022 NANTERRE Cedex.



**La prospective d'un grand établissement financier**

Responsable des études macro-économiques

Dans un univers concurrentiel qui bouge, nous entendons bien profiter des atouts formidables de notre réseau, de notre clientèle et de notre image pour développer nos activités et agrandir notre territoire.

La Direction des Etudes, de la Prospective et de la Communication prépare ses choix stratégiques, les éclaire et les explicite auprès de l'environnement. C'est une équipe de jeunes économistes, statisticiens, commerciaux et nous vous proposons de la rejoindre pour prendre la responsabilité des études à caractère macro-économique et prospectif.

C'est à dire non seulement définir les programmes et les faire réaliser, mais aussi tenir un budget et des délais, et expliquer à l'intérieur et à l'extérieur le pourquoi et le comment de vos recherches. Ceci suppose que vous maîtrisez très bien la question. Une formation au moins Bac+5 (SUP, ENSAE, ESC...) et un Doctorat 3<sup>ème</sup> cycle, 5 ans au moins de pratique des études macro et une bonne connaissance de la macro et de l'étude des comportements.

Ce poste vous place au cœur de notre développement et vous fait participer directement à la culture du réseau, nous souhaitons que vous y trouviez une évolution. Merci de nous faire savoir votre intérêt en adressant votre dossier sous réf. EME 193.

**SEFOP**  
11 rue des Pyramides, 75001 Paris.  
MEMBRE DE SYNTEC

NOTRE CLIENT EST SPECIALISE DANS LE CONSEIL AGRONOMIQUE A L'AGRICULTURE.

Son savoir-faire et sa volonté d'expansion (soutenue par de récents investissements) laissent espérer une forte croissance. Dans cette optique, il recherche son

**directeur général**

Répondant directement au Conseil d'Administration, ce Directeur jouira d'une grande autonomie pour :

- planifier et gérer le développement,
- diriger une équipe de 30 personnes (ingénieurs et techniciens),
- assurer la gestion de ce centre de profit, tout en développant la marge.

**Le candidat :**  
• 35 ans environ,  
• de préférence Ingénieur Agronome, mais éventuellement, diplômé d'une Ecole de Commerce,  
• c'est un homme de développement, un manager autonome et un gestionnaire rigoureux.

Poste situé dans une région où il fait bon vivre.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.)

**Liberge Lecotte CONSULTANTS** Réf. 50419

16, rue Jacques Dulud - 92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

Filiale du Groupe Multinational BURMAH BIOSOPH LABORATORIES est active dans le domaine des auxiliaires de procédés pour l'industrie agro-alimentaire et pharmaceutique et recherche

**Chimiste Biochimiste**

de Haut Niveau Ingénieur et/ou Doctorat

capable de prendre en main toute l'activité de la Société. Celle-ci comporte essentiellement la recherche, effectuée en partie en collaboration avec des laboratoires universitaires, et surtout le développement et suivi de la clientèle.

Le candidat retenu devra impérativement justifier d'une expérience réussie dans un domaine connexe tel que les spécialités de chimie fine, ainsi que de solides qualités humaines.

Le lieu de travail est COMPIEGNE.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo au :  
Service du Personnel  
BURMAH - BP 9  
78230 Le Pecq.

**Vous avez la passion de la communication et... l'âme d'un manager**

Filiale spécialisée d'un des premiers groupes français de communication, nous connaissons un développement régulier. Notre souci : répondre toujours mieux aux besoins Communication Ressources Humaines de nos clients, entreprises présentes dans des secteurs d'activités variés. Notre croissance passe aussi par la fidélisation de nos clients.

25-35 ans, de formation supérieure, de type école de commerce, vous avez peut-être l'expérience de l'encadrement dans une agence ou chez l'annonceur. Dynamique et efficace, vous êtes profondément attaché à la qualité et exigeant envers vous-même.

Chef de Groupe, vous encadrez une équipe de deux Chefs de Publicité, une assistante et une rédactrice tout en gérant vous-même des budgets importants. Homme ou femme de conseil, vous êtes également un commercial capable de négocier... Efficace d'idées, vous savez aussi les faire passer en interne et en externe.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous référence F 10 A 03 M à notre Conseil, 50, rue Ste-Croix de la Bretonnerie 75004 Paris.

LES PROFILS D'AVENIR

PARACELTUS KLINIK FRANCE

avec actuellement 5 cliniques en France et faisant partie d'une chaîne de 54 cliniques en Europe et aux Etats-Unis ayant plus de 6 000 lits.

cherche pour la clinique du Belvédère, à Nice, environ 120 lits, 5 salles d'opération, soins intensifs.

**UN DIRECTEUR**

40 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels.

Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prérez d'adresser votre cv, à l'adresse suivante :  
PARACELTUS KLINIK FRANCE S.A.R.L.  
à l'attention du Dr U. Schlewing PDG,  
19-21, avenue du Bois-d'Amour, 93700 DRANCY.

سكننا من الاجل

**Chef**

**Chef de s**

**psychol**

**ADJOIN**

**MAI**

**comes**



Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CHIMIE

**Chef de produit  
fort potentiel**

Une très importante société chimique, présente dans une centaine de pays, rattachée à un groupe industriel français de tout premier plan, recherche un Chef de Produit, capable, à l'échelle France et internationale, de définir une politique de marketing et d'assurer l'ensemble des contacts avec les réseaux de ventes, la production, la recherche et le développement.

Ce poste conviendrait à un candidat, soit ingénieur grande école (ayant une formation complémentaire en économie) disposant de quelques années d'expérience en exploitation, développement ou marketing, soit grande école de commerce, avec quelques années d'expérience acquise dans le domaine des produits industriels.

La connaissance de l'anglais ainsi que des qualités marquées de contact, de dynamisme et d'esprit d'entreprise sont indispensables. Larges possibilités d'évolution de carrière.

Poste à Paris.  
Ecrire sous réf. 3A 876-8M  
Discrétion absolue

71 rue d'Auteuil 75016 Paris



**Chez un des "grands" mondiaux  
Ingénieur de ventes  
spécialités chimiques**

**BP Chimie**

Au sein d'une filiale française d'un des premiers groupes industriels mondiaux, nous offrons un poste d'ingénieur de ventes pour une gamme de spécialités chimiques. Interlocuteur compétent et dynamique de nos clients, il sera à même d'analyser leurs besoins, d'orienter nos laboratoires pour y trouver une solution efficace et de maîtriser les problèmes de négociation commerciale.

Ce poste, qui implique intérêts marqués pour la technique, réelles aptitudes relationnelles et solide sens des affaires, conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école de chimie, désireux de valoriser une première expérience professionnelle, acquise soit dans des activités technico-commerciales, soit dans le développement et l'assistance technique à la clientèle. Connaissance de l'anglais indispensable, larges possibilités de développer une carrière internationale pour un candidat de valeur. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 3B 811-7M

71 rue d'Auteuil 75016 Paris



**GENERALE DE TRANSPORTS  
ET D'INDUSTRIE**  
20 000 personnes, leader européen  
recherche

**Responsable de service  
marketing et commercial**

Au sein d'une filiale à taille humaine, rattachée au Directeur de celle-ci et faisant partie du Comité de Direction, il a une activité complète : études des marchés, conception des services adaptés aux besoins, qualité des prestations, promotion des ventes, relations avec les collectivités locales. Il anime une équipe et est responsable du chiffre d'affaires.

Ce poste particulièrement vivant, implique qualités de terrain et de conception, conviendrait à un candidat ESC ou équivalent, ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, dynamique, créatif et de bon contact. Réelles possibilités d'évolution dans un groupe leader.

Poste à Chartres.  
Ecrire sous réf. 3B 766-7M  
Discrétion absolue

71 rue d'Auteuil 75016 Paris



**Chef de service comptable  
niveau expertise**

Une société performante, leader européen sur son marché, CA consolidé 900 millions, rattachée à un des tous premiers groupes industriels français, recherche son Chef de service comptable.

Ortre la direction d'un service étoffé, il aura comme mission d'élaborer de nouvelles procédures et de développer des applications informatiques en temps réel.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide formation comptable et environ 5 ans d'expérience acquise en cabinet ou en entreprise. Il témoignera de réelles qualités d'animateur, d'ouverture d'esprit et d'organisation.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération 250 000 F +

Ecrire sous réf. 3B 767-7M  
Discrétion absolue

71 rue d'Auteuil 75016 Paris



**Jeune ingénieur aujourd'hui,  
manager demain**

Groupe Industriel, de dimension internationale, leader en France dans son domaine, disposant de plusieurs exploitations dotées d'équipements de production très performants, recherche jeune ingénieur Ponts, Mines, ECP... disposant d'une première expérience (2/3 ans) soit technique (ingénierie, investissements...) soit opérationnelle (chantiers, production...).

Il sera tout d'abord affecté sur l'une des exploitations situées à proximité d'une ville universitaire du Nord-Est de la France comme adjoint du responsable d'un service important (170 personnes).

L'évolution de sa carrière l'amènera à exercer des responsabilités ultérieures importantes éventuellement sur d'autres sites (Sud-Est de la France par exemple).

Rémunération 200 000 F + selon expérience.

Ecrire sous réf. 1B 825-7M  
Discrétion absolue

71 rue d'Auteuil 75016 Paris



GRAND GROUPE PETROCHIMIQUE INTERNATIONAL

**Vente  
de grands intermédiaires chimiques**

La filiale française d'un des premiers groupes industriels mondiaux, recherche un candidat de très bon potentiel, pour intégrer à une équipe performante chargée de la gestion et de l'optimisation d'un important complexe pétrochimique.

Il assurera des responsabilités opérationnelles en étant étroitement associé à des activités internationales de ventes, de fabrication, d'achat et de logistique.

Ce poste conviendrait à un diplômé de grande école scientifique, de commerce ou de gestion ayant au minimum 5 ans d'expérience dans le négoce international de grands intermédiaires chimiques ou ayant le goût de la négociation et des aptitudes commerciales certaines. Une expérience d'exploitation d'installations pétrochimiques ou pétrochimiques serait appréciée. Connaissance de l'anglais indispensable.

Larges perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 3B 810-7M  
Discrétion absolue

71 rue d'Auteuil 75016 Paris



**Marketing et Développement  
dans l'édition**

Numéro 1 de l'édition scolaire en France, HACHETTE veut renforcer sa position de leader et adapter sa stratégie de développement à l'évolution du marché de l'édition scolaire des prochaines années.

Pour mettre en œuvre une politique volontariste, nous recherchons un **DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COORDINATION MARKETING.**

Rattaché au Directeur du Département HACHETTE Classiques et en relation avec les équipes éditoriales et commerciales, il aura une mission :  
- opérationnelle : supervision de la communication externe, coordination de certaines actions publicitaires, conduite des relations avec les Agences d'Etudes, de Publicité et de Promotion,  
- de stratégie prospective : conduite d'études, d'enquêtes et d'expérimentations en vue de développements nouveaux, organisation et gestion d'un système d'informations sur les marchés et les produits de l'éducation.

Formé dans une grande Ecole de Commerce, vous avez une première expérience d'au moins 3 ans dans le marketing en entreprise, dans un cabinet d'études en stratégie ou dans une Agence de Publicité.

Ecrivez-nous sous la référence 87010 au GROUPE LIVRE HACHETTE - Recrutement Cadres 74, boulevard Saint-Germain - 75006 PARIS.



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

**Casino**

DISTRIBUTION - RESTAURATION - BRICOLAGE  
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

60 000 personnes,  
recherche pour un

**Direction des Ressources Humaines  
à ST-ETIENNE, en  
psychologue clinicien**

Directement rattaché au Responsable du Recrutement et de la Gestion de l'Encadrement, il sera chargé de l'évaluation psychologique des candidats. Il participera à l'évolution et à la mise au point des Méthodes de Recrutement du Groupe. Il sera à l'écoute en ce qui concerne l'insertion des Changés de Recrutement des Départements et Filiales.

Ce poste conviendrait à un PSYCHOLOGUE CLINICIEN, âgé de 30 ans minimum, possédant une première expérience de 5 ans au sein de la Sélection de CADRES (entrevues approfondies, tests métriques et projectifs), acquise au sein d'une grande Entreprise ou d'un Cabinet Conseil. Ses compétences professionnelles doivent être assorties de qualités de contact, de bon sens et de rigueur, indispensables pour réussir dans cette fonction.

Les données de candidatures - sous réf. 3461M, à joindre au Paroquien - seront traitées confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT  
10, rue de la Paix - 75002 Paris

DEPOSENT GROUPE FRANÇAIS (S.A. 800.000.000)  
LEADER SUR LE MARCHÉ DES PRODUITS TECHNIQUES HAUT DE GAMME  
DE BIEN-ÊTRE ET DÉCORATION DE MURS ET ÉCRANS

**ADJOINT DIRECTION  
MARKETING**

En équipe avec la Direction Commerciale, il devra développer l'ensemble de l'activité marketing : recueil des informations, analyse des données, évaluation des marchés actuels et potentiels et propositions concrètes pour le développement des ventes et l'adaptation continue des actions et des produits au terrain commercial sur le plan national.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent), une ouverture concrète sur le marché européen, la maîtrise de l'anglais et, si possible, de l'allemand ou d'une autre langue et surtout une première expérience marketing réussie, de préférence dans le même domaine professionnel.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR QUI REUSSIRA A CE POSTE.

Envoyer CV détaillé, lettre manuscrite, photo récente et présentations au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS sous la Réf. 2724

DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 800 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

**INGENIEURS  
ET UNIVERSITAIRES  
BULL ENGAGE DES FUTURS PRO.  
DES ETUDES LOGICIEL**

La session de formation est prévue pour début avril 1988. Si vous êtes l'un de ces futurs Pro, animés comme nous, par l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 126 M à Georges HIRSCH, BULL SYSTEMES, 94 av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.



حسنا من الاعمال

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Valeo** Sa stratégie en fait d'ores et déjà l'un des premiers groupes mondiaux de l'équipement automobile: 27 500 personnes, CA 12,1 milliards de francs dont 46% à l'étranger.

Pour poursuivre l'amélioration des performances et de la compétitivité, la direction des systèmes d'information recherche

**Jeunes ingénieurs ECP, MINES, ESE...**

2-3 ans d'expérience qui se verront confier, au sein d'une petite équipe dynamique, des missions d'**organisation industrielle**

avec pour objectif de développer et promouvoir auprès des unités de production (21 en France) les concepts et techniques suivantes: juste à temps, flexibilité de la production, amélioration de productivité...

Ces postes d'experts déboucheront sur des fonctions opérationnelles importantes dans un groupe ambitieux, désireux de s'attacher des éléments de valeur pour accompagner son développement.

Ils conviendraient à des ingénieurs de fort potentiel possédant une première expérience de conseil en organisation acquise en cabinet ou opérationnelle en production.

Des qualités de contacts à tous niveaux, de réactivité, un fort dynamisme et une disponibilité pour des déplacements de courte durée sont indispensables. Postes basés à Paris.

Écrire sous réf. 3A 889-8M - Désignation absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**Responsable rémunérations et plans sociaux**

Unisy: société internationale parmi les 3 leaders mondiaux de l'industrie informatique. Nous développons en relation avec notre siège européen une politique de rémunérations et de plans sociaux attractive. Vous avez une formation supérieure et maîtrisez parfaitement l'anglais. Vous savez oser rigueur et imagination. Une première expérience de 5 années dans la fonction vous confère expertise et notoriété dans le domaine des rémunérations. Homme d'étude et de proposition, vous assisterez la Direction Générale dans la détermination de sa politique salariale.

Notre dimension internationale vous permet un développement professionnel et personnel dans un environnement qui évolue. Devenez notre "compensation and benefits manager".

Merçi d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, + C.V. + photo s/réf. 894 à Marine STANDERA - UNISYS France 2 bd de l'Oise, 95015 CERGY - PONTOISE Cedex.

UNISYS

Informations sur la compagnie: disponibles sur minitel 3614 LIS.

La filiale d'un grand groupe opérant dans le domaine de la distribution

recherche, dans le cadre de sa rénovation, son

**Directeur des relations humaines HF**

Véritable professionnel rompu à toutes les techniques modernes de la Fonction Personnel. Rattaché à la Direction Générale, il sera en charge de l'ensemble de la fonction, du conseil supérieur de la hiérarchie et de l'animation de ses collaborateurs.

Nous souhaitons rencontrer un négociateur avisé et pragmatique qui, au-delà de sa formation supérieure, soit une personne d'autorité naturelle, particulièrement à l'aise dans un environnement commercial.

Nous sommes impatients de recevoir votre dossier de candidature que vous voudrez bien adresser, sous la référence LM/2501 à Média-System, 8-8 Impasse des-Deux-Cours, 75017 Paris, qui transmettra.

Vous avez une double formation supérieure d'ingénieur et de gestion. Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs et d'une école de commerce (finance-comptabilité) ou titulaire d'un DECS.

Débutant, venez nous rejoindre et devenez notre futur

**adjoint au directeur administratif et financier**

Nous sommes un important concepteur et réalisateur d'ensembles de Haute Technologie, avec un effectif de près de 1000 personnes. Vous débutez à un poste stratégique, spécialement créé pour vous permettre d'appréhender le système de gestion de la Société.

Ce poste s'appuie sur un outil informatique intégré que vous contribuerez à faire évoluer. Le lieu de travail se situe sur le littoral méditerranéen.

Merçi d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous réf. M2501 à

Bailly Conseil  
15, rue de la Paix, 75002 PARIS

**AGFA** Division Systèmes de Bureau commercialisant une gamme de produits - systèmes de Reprographie, Micrographie, Imagerie Electronique et Infographie.

Nous recherchons notre

**Coordinateur Administratif National**

Son objectif sera d'améliorer l'organisation de notre administration commerciale afin de mieux satisfaire nos clients. En collaboration avec le Service Informatique et la Direction de la Division, il mettra en pratique sa compétence et son expérience dans le domaine de la gestion de l'administration commerciale et de l'organisation du travail.

Des qualités personnelles d'initiative, de diplomatie, de management et de rigueur sont indispensables pour réussir dans ce poste.

Il a pour attributions:

- Formation Bac + 4
- Age 25-30 ans
- Expérience dans l'organisation de 3 à 5 ans en Entreprise ou en Conseil.

Le poste est situé dans les YVELINES.

Merçi d'adresser lettre manuscrite, CV, et prétentions sous réf. GR/AS à notre Conseil en Recrutement

LM Consulting  
Sylvain Roudot  
17, rue de Miroirail 75008 PARIS

Le Groupe CONCEPT, coté au second marché de la Bourse de Paris, leader sur le marché des progiciels financiers offre une gamme complète de services: ingénierie micro-informatique, consulting, formation.

Sa filiale spécialisée dans le conseil et le recrutement dans les domaines financier, comptable et bancaire souhaite intégrer un

**Consultant Junior**

De formation supérieure (psychologie et/ou gestion) avec une première expérience de recrutement en entreprise ou en cabinet, vous suivrez et réaliserez en pleine autonomie les missions de notre cabinet.

Votre connaissance des nouveaux métiers de la finance et de la banque est un atout supplémentaire qui favorisera votre évolution au sein de notre groupe.

Merçi d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous réf. 0011 à: CONCEPT RECRUTEMENT: 2, place André-Malraux 75001 PARIS.

concept Recrutement  
Conseil en recrutement financier

**FASSON**

**Le patron de nos services techniques est ingénieur, gestionnaire et participera étroitement à la Direction Générale**

Nous sommes une industrie très technique, très innovatrice. Filiale française d'EVERETT leader mondial sur ses marchés, nous réalisons avec 190 personnes, 450 MF de CA dont 78% à l'export. Classée première PME exportatrice dans notre secteur, nous avons obtenu le Prix Industrie et Qualité. A ce niveau de performance, vous vous en doutez, les points supplémentaires à gagner demandent de l'imagination dans la stratégie, du discernement dans les investissements, un sens technique pointu pour augmenter la productivité à partir d'automatisation et l'habitude d'une gestion serrée (à l'américaine). Ajoutons de solides qualités de manager pour maintenir l'esprit de gagnants qui est le nôtre pour affiner la formation chez tous nos ingénieurs et techniciens et pour développer le concept de qualité totale qui est notre véritable projet d'entreprise.

Voilà la mission. Dans un cadre de vie très sympa (nous sommes tout près de Grenoble) dans une affaire et dans une usine où nous créons continuellement en abondance de nouvelles méthodes, des technologies de pointe et dans une perspective de carrière qui doit être de toutes façons évolutive soit sur le site soit dans le Groupe.

Alors c'est vrai, vous êtes Ingénieur (Grande Ecole), gestionnaire (MBA, ICG, IAE), vous avez l'esprit de la multinationale, vous parlez anglais et vous avez envie, avant la quarantaine d'exercer de belles responsabilités de patron.

Si, en plus, vous aimez skier, il faut vite nous rencontrer!

SEFOP est notre Conseil qui nous connaît bien et peut répondre à vos questions. Merçi de lui adresser votre dossier sous réf. FA 192M

11 rue des Pyramides, 75001 Paris

MEMBRE DE SYNTHEC

**ORGANISME CHARGÉ DE LA PROMOTION DU TOURISME LOCAL**

recrute son

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

- Formation commerciale supérieure.
- Expérience professionnelle confirmée dans le secteur.

Adresser C.V. sous n° 8 346 M au MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

**Techniques électroniques générales RECHERCHE**

POUR SON DÉPARTEMENT TECHNIQUE SECTION ETUDES

**1 TECHNICIEN SUPÉRIEUR**

Confirmé possédant un DUT ou BTS en électronique et électrotechnique, expérience souhaitée 3 ans minimum dans les domaines de l'électronique de puissance, conversion d'énergie.

- Libéré des obligations militaires.
- Lieu de travail: SAINT-OUEN (93).

Adresser C.V. détaillé et prétentions s/n° 8361, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

**DOUX** 1<sup>er</sup> Producteur Européen de Volailles 1 800 salariés. 7 usines d'abattage et de conditionnement.

Filiales: aliments du bétail (500 000 tonnes/an), accoupage, transport par route et par mer, produits transformés. Engagés dans un processus de renforcement de nos structures et soucieux d'assurer la relève de notre encadrement, nous souhaitons intégrer plusieurs

**JEUNES INGÉNIEURS AGRO-AGRI ENSAI (ou équivalent)**

Débutants, ou possédant une première expérience, vous avez entre 25 et 31 ans environ. Vous souhaitez vous orienter vers la partie amont de la filière (accoupage, élevage, nutrition animale) ou vers la partie aval (fabrication, transformation). Nous sommes en mesure de vous proposer des postes d'encadrement, tous situés dans l'Ouest, à la mesure de vos potentialités.

Adresser C.V. + lettre + photo sous réf. BB 885 à DOUX SA Direction Générale - BP 22 29150 CHATEAULIN.

SCORE

INTERNATIONAL

MENNEURS IN

CHARGE DE PROJE

SNORG

TACHÉE DE DI

SRH Conseils

SUP TEL

Un collab

responsable de l

Communiqué

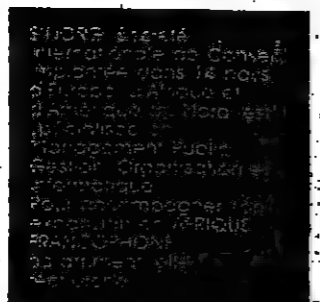
SCORE

سكنا من الاجل

**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

# plus INTERNATIONALE



## INGÉNIEURS CONSEIL

De formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs, de Commerce de Gestion, Economie, vous avez une expérience de l'Organisation, de la comptabilité, de la gestion et du développement économique. Une pratique de l'informatique est souhaitée.

## INGÉNIEURS INFORMATIENS CHEF DE PROJET

De formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs, option Informatique, vous avez une première expérience de la conception et réalisation d'applications informatiques. Ces affectations sont résidentielles : avantages liés à l'expatriation. Si ces postes de responsabilités vous intéressent, adressez votre dossier de candidature avec photo, présentations et date de disponibilité sous référence MPE/M à :

**SINORG** UNE ORGANISATION  
A TOUTE ÉPREUVE



## GENERALE DE TRANSPORTS ET D'INDUSTRIE

20 000 personnes, leader européen

recherche pour sa division transports de voyageurs

## Un jeune ESC et/ou DECS pour des missions d'audit, de conseil et de gestion

Au sein d'une petite équipe qui agit auprès de 26 filiales, il assurera des missions variées : audit des procédures, révision des comptes, conseil en gestion, trésorerie, fiscalité... Ce poste, particulièrement formateur, conviendrait à un candidat ayant environ 2 ans d'expérience en comptabilité ou en contrôle de gestion, acquise en cabinet ou en entreprise. Il aura de réelles qualités de dialogue et de rigueur. Longue perspective d'évolution de carrière vers des responsabilités opérationnelles. Ce poste est basé au siège à Paris mais implique 60% de déplacements.

Ecrire sous réf. SA 886-8 M  
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



# PERNOD

Vous êtes ingénieur grande école (ECP, Mines...). Vous disposez de 2 à 3 ans d'expérience en organisation acquise en entreprise ou au sein d'un cabinet à forte notoriété. PERNOD vous offre des opportunités de carrière, évolutive au sein de son service organisation.

Deux postes d'

## Ingénieur en organisation

sont à pourvoir :

- L'un au sein du service organisation appelé à seconder à terme le Chef de Service. Il devra amener une contribution positive à l'ensemble des activités de l'équipe avec initiative et efficacité. Son ouverture personnelle ainsi que ses qualités de contact, de dynamisme et d'ouverture lui permettront d'être un interlocuteur apprécié dans tous les domaines de l'entreprise et à tous les niveaux. Une bonne connaissance dans le domaine de la bureautique sera appréciée.

Lieu de travail : Crétail.

réf. SA 880-8 M

- L'autre, détaché par le service organisation de Pernod au sein d'une filiale du groupe située à Reims pour une période de 2 à 3 ans. Sa première mission sera :

- d'analyser les circuits d'information concernant les différents secteurs de l'entreprise,
- d'élaborer et de mettre en place des systèmes de gestion appropriés, notamment à l'aide de l'informatique et de la bureautique.

Ce poste s'adresse à un candidat concepteur et réalisateur disposant d'un caractère autonome et capable de dialoguer tant avec les informaticiens qu'avec les utilisateurs.

Lieu de travail : Reims.

réf. SA 879-8 M

La réussite dans ces postes permettra à des candidats de valeur d'accéder à des responsabilités à la mesure de leur ambition dans la société ou dans le groupe.

Ecrire en précisant la référence.  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

## ATTACHÉE DE DIRECTION

Chocolat "Nestlé" Paris

Une PME dynamique de la région Rhône-Alpes (CA : 140 millions de francs, + 20% par an), filiale d'un des premiers groupes alimentaires français, et spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de chocolat de très haut-gamme destiné aux professionnels de la gastronomie, et qui occupe une position de leader mondial en son domaine pour avoir su allier tradition et créativité, recherche une **ATTACHÉE DE DIRECTION**. Sous l'autorité du Directeur Commercial, elle sera chargée d'élaborer les stratégies commerciales en France et à l'étranger, afin de développer l'image de marque et la notoriété de l'entreprise et de ses produits, tant vis-à-vis du grand public qu'auprès des milieux professionnels de la gastronomie. Elle concevra et animera différentes manifestations (salons, événements...). Ce poste sera confié à une jeune femme d'environ 25 ans, possédant une formation supérieure, une excellente culture et une expérience réussie dans une fonction semblable acquise au sein d'une société de produits de luxe (parfums, bijoux, alcool) ou de produits alimentaires haut-gamme. Elle sera bilingue française-anglais-allemand. Ce poste implique des déplacements en France (dont un voyage par semaine au siège) et à l'étranger.

Ecrire sous référence 985 M à :  
**GRH Conseils**  
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.  
Discrétion assurée.

## SUP TELECOM

recherche

### ● Un collaborateur

pour occuper des fonctions de valorisation de la recherche dans le cadre de la direction scientifique de l'école.

Cette personne se verra confier l'élaboration et le suivi de conventions de recherche avec les industriels, l'insertion de l'école dans les projets européens et la valorisation des résultats de recherche.

Le poste s'adresse à un candidat possédant une double compétence technique et administrative et une bonne connaissance du secteur industriel.

### ● Le responsable de son Département Communications

Il est chargé de diriger le Département Communications, afin d'assurer la meilleure qualité pédagogique et scientifique dans les tâches d'enseignement et de recherche dévolues à ce Département, dans les domaines de la théorie des communications, des systèmes avancés de communications numériques, des transmissions, de l'optoélectronique et des hyperfréquences.

Il sera la direction et l'animation d'une équipe de 27 personnes, dont 14 ingénieurs et assimilés, et la gestion d'un budget (investissement + fonctionnement) de + de 1.500 MF en 87. Ce chiffre devrait croître dans les années à venir grâce au développement des contrats de recherche.

#### PROFIL SOUHAITÉ :

- Ingénieur d'une grande école scientifique ;
- Bonne expérience professionnelle en recherche et développement dans une entreprise des domaines évoqués ;
- Goût pour un engagement de haut niveau ;
- Expérience dans la gestion d'équipes.

Envoyer C.V. et demande de description détaillée du poste à :  
**ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS,**  
Secrétariat général, Service du personnel,  
46, rue Barrault - 75634 PARIS CEDEX 13  
ou au BUREAU CARRIÈRES.

## Formateur relations humaines fort potentiel

Le bagage théorique est important, la valeur humaine, liée à une personnalité mûre et à une réflexion personnelle, est indispensable.

Jeune société, dynamique, en expansion dans son activité de formation destinée essentiellement au secteur public, offre un poste de Formateur.

Ce jeune cadre sera pour mission, au sein d'une équipe performante, de conseiller, établir, organiser et animer des stages selon les besoins et demandes des différents organismes (Ministères, collectivités locales, directions régionales, départementales, hôpitaux...)

Il devra disposer d'une formation supérieure générale (ES, psych, philo...) et complétée si possible d'une spécialisation en formation ainsi que d'une première expérience d'organisation et d'animation de stages dans le domaine des relations humaines (système et entretien d'appréciation), conduite de réunion, communication, cordes de qualité, résolution de problèmes...)

Ce poste s'adresse à un candidat entreprenant et sachant concilier une autonomie personnelle et les exigences d'une activité au sein d'une petite équipe.

Poste basé à Paris

Ecrire sous réf. SA 885-8 M  
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

## comelog comelog comelog comelog

COMELOG, société de conseil et de réalisation en informatique poursuit son expansion au travers de ses implantations nationales et internationales (145 MF de CA - 450 personnes) et recherche pour Lille

## UN INGENIEUR INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

pour seconder techniquement le directeur d'agence dans des tâches à fortes responsabilités :

- gestion des ressources humaines,
- animation et mise en place des plans de formation,
- assistance avant-vente des propositions commerciales,
- diversification des activités.

Vous consacrez une partie de votre temps à des missions de conseil auprès de nos clients : audits, études d'information, formation...

Pour ce poste de première importance :

- vous êtes de formation supérieure
- votre carrière vous a permis de conduire de grands projets informatiques,
- vous maîtrisez des méthodes d'analyse et connaissez des bases de données.

Dynamisme, capacités relationnelles et professionnalisme vous permettront de réussir dans ce poste évolutif.

Nous vous remercions de bien vouloir envoyer votre CV détaillé avec lettre motivée, sous référence IPL, à Monsieur SPRIET, COMELOG - 24 Bd Carnot - 59800 LILLE. Confidentialité assurée.

## comelog comelog comelog comelog



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26.800 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour leurs entreprises.

Le challenge du réseau commercial France : gagner des parts de marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les Télécommunications.

## SPECIALISTES DU SECTEUR BANCAIRE BULL ENGAGE VOTRE TALENT D'EXPERT (PARIS - LYON)

Votre compétence d'expert est reconnue plus spécifiquement dans le domaine des activités financières et/ou des activités sécurité - communication ; elle vous permet après plusieurs années d'expérience, d'être un interlocuteur privilégié sur ce secteur.

Nous vous offrons la possibilité d'intégrer une équipe pluridisciplinaire à vocation commerciale sur la banque.

Vous aurez le marketing opérationnel, nos actions commerciales.

Rejoignez-nous ! Ecrivez à Jean-Patrick CAMINADE sous  
réf. 229 LM au préfecture la ville de votre choix - BULL  
RECRUTEMENT - Immeuble Cadre - 3, av. Val de Fontenay  
- 94133 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.



حسنا من الامم

**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

# conseil en systèmes d'information...

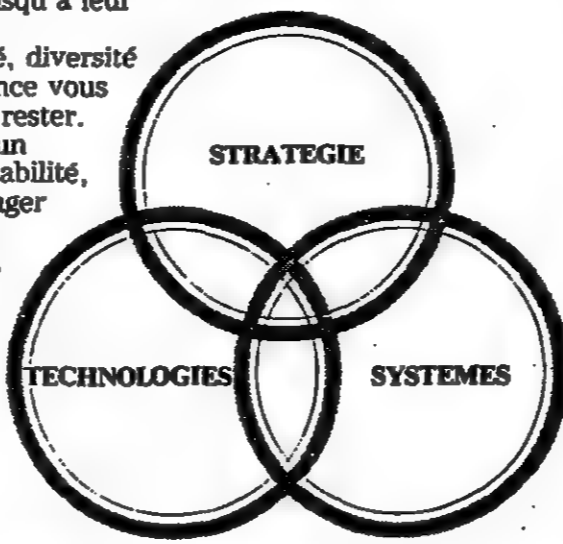
Structure de Conseil, 3700 Consultants dans le monde, dont 1400 en Europe, nous sommes membre de l'un des plus puissants réseaux internationaux. Nos produits de pointe : GESTION STRATEGIQUE, TECHNOLOGIE D'INFORMATION, SYSTEMES OPERATIONNELS... sont les composants de notre activité en très forte expansion.

Aujourd'hui, pour faire face à notre croissance et plus particulièrement dans le monde de l'informatique, nous recherchons des ingénieurs chevronnés, (X, Mines, Centrale,...) capables d'assumer les responsabilités qui constituent notre quotidien. Vos missions habituelles : élaboration de stratégie d'information, choix et mise en place des outils informatiques, vous impliquerez dans la maîtrise d'œuvre complète des projets jusqu'à leur démarrage... bien évidemment réussi.

Convaincu qu'enrichissement personnel, mobilité, diversité sont intimement liés, quelques années d'expérience vous ont donné l'envie de découvrir le conseil ou d'y rester. Si, au-delà de l'ambition individuelle, vous êtes un homme d'équipe, et si vous avez le sens de la rentabilité, nous serons impatients de recevoir le futur manager que vous êtes. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo, prétentions), sous réf. 10.485-M à H. CARON, Division des Ressources Humaines, 56, rue de Ponthieu, 75008 Paris.



**Coopers  
& Lybrand  
associés**



## DIRECTEUR DE FABRICATION

Notre Groupe pharmaceutique - CA 350 Millions F - aux marques à forte notoriété, couvre l'ensemble du marché de la spécialité de prescription à la dermo-pharmacie. Notre développement et l'évolution de notre structure nous amènent à créer le poste de Directeur de fabrication.

Vous avez en charge la fabrication, en voie d'informatisation, de petites séries qui représentent environ 1.200 références. Vous veillerez donc au respect des normes pharmaceutiques et améliorerez encore coûts et productivité. La conditionnement et la maintenance font également partie de vos attributions. Pour cela vous êtes assisté d'un pharmacien et d'un ingénieur. Mais le renforcement de cette équipe restreinte s'avérera peut-être nécessaire. Ce sera à vous de l'apprecier. Dépendant du Directeur de l'unité de production, vous animez 150 personnes et dirigez le bon climat existant. Des projets novateurs et pragmatiques au niveau de la fabrication, du conditionnement et de la motivation du personnel sont attendus de vous.

A 32-38 ans vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école ou pharmacien. Dans les deux cas vous occupez une fonction similaire depuis plusieurs années dans des universités que la pharmacie, la cosmétologie, l'agro-alimentaire... Votre personnalité marquée et un solide bon sens vous permettent de vous imposer d'emblée. Votre esprit d'entreprise, votre besoin d'autonomie trouveront dans notre Groupe les moyens de se réaliser. Enfin, vous aimez la vie en province puisque le poste est basé dans une ville universitaire du Centre-Est.

Envoyez votre manuscrit CV, photo et rémunération sous référence F 13045 M à notre Conseil, 50, rue St-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris.

**RÉSOLUDRE**  
LES PROFILS PARES

Cabinet de conseil d'entreprises spécialisé dans la gestion des Ressources Humaines, le développement de notre département Recrutement nous amène à recruter 3 consultants spécialisés.

**Consultant Recrutement**  
Secteur Agro/Bio/Alimentaire  
Ingénieur Agro-IUT... Réf. C20

**Consultant Recrutement**  
Secteur Production/Technologie  
Ingénieur A & M - Formation Scientifique... Réf. C21

**Consultant Recrutement**  
Secteur Marketing/Ventes  
Sup de Co - ESSEC... Réf. C22

Ces postes requièrent : \* une pratique courante des relations à l'échelon autonome votre activité depuis la recherche clients et l'identification du besoin jusqu'à la bonne intégration du candidat. \* une expérience de quelques années dans le recrutement de cadres dans l'un des secteurs ci-dessus, en entreprise ou en cabinet.

Envoyer confidentiellement votre manuscrit, CV, photo récente et rémunération actuelle à Bernon DURAND, Président, sous la référence choisie, à CHPE Conseil, 41 rue des Saïtes Feuilles 75116 PARIS.



## SONY

### Chef de Produits vidéo professionnelle

Notre division Entreprises (matériel audio et vidéo professionnelle), 600 MF de CA, recherche dans le cadre de son développement un CHEF DE PRODUITS.

Rattaché au Service Marketing, vous rejoindrez une équipe de 9 personnes et serez responsable d'une ligne de produits : études de marché, concurrence, prévisions de ventes, formation interne des responsables commerciaux et information auprès des distributeurs.

A 27 ans environ, de formation école d'ingénieur doublée d'un 3<sup>e</sup> cycle de gestion (IAE,...) vous avez à votre actif une large expérience dans des fonctions similaires ou commerciales. Votre sens de la communication, du travail en équipe et votre goût du terrain sont les atouts indispensables pour réussir dans ce poste.

La maîtrise de l'anglais est indispensable pour vos contacts avec la maison-mère.

Une voiture de fonction sera à votre disposition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 6 880 CM, à Média-System, 6-8 impasse des Deux-Cousins, 75017 Paris.

## Secrétaire Général

Le développement de nos activités dans la fabrication et la commercialisation de meubles de bureau (3 sociétés, 450 personnes, 200 millions de CA) nous incite à structurer notre équipe de direction et à créer le poste de SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Directement rattaché au PDG et du sein de la holding, vous serez chargé des problèmes financiers, administratifs, juridiques de nos différentes unités. Vous devrez aussi veiller, en liaison avec le contrôle de gestion industriel.

Voire formation supérieure (Bac + 5), votre expérience de 5 à 10 années occupée dans un poste semblable - et obligatoirement dans un contexte industriel - vous permettront d'être tout de suite opérationnel et de participer activement à notre évolution.

Poste à pourvoir au prochain bureau parisien mais impliquant des déplacements réguliers dans l'Ouest de la France.

Merci d'écrire sous la référence 688/M à AL CONSEIL, 35, rue de Naples, 75008 PARIS.

AL conseil

## SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE DOCUMENTATION TECHNIQUE

### RECHERCHE SON

## DIRECTEUR

REGION PARISIENNE/350 000 F+

Une importante organisation, regroupant des filiales ayant des activités de recherche, de formation et de service, recrute le DIRECTEUR d'une d'entre elles. Sous l'autorité du Directeur Général il aura l'entière responsabilité de la filiale dont l'activité principale est l'assistance technique aux clients. Le candidat que nous retiendrons sera âgé de 35-45 ans, de formation supérieure (ingénieur ou équivalent) ; outre la maîtrise des dimensions financières et humaines (budget de 30 MF ; 60 personnes, techniciens compétents et reconnus) il sera entreprenant et dynamique, meneur d'hommes, mais surtout un homme de marketing et un développeur. Il devra avoir une connaissance pratique des structures de type administratif, une expérience réussie de gestion, il sera ouvert sur les techniques de la communication (informatique, télématique - minitel - édition) ; il aura une pratique de la langue anglaise. Envoyer votre manuscrit, CV, photo et prétentions sous réf. 24245 à MEDIA SYSTEM - 6-8, impasse des Deux-Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

### Financial Markets

Société internationale de prévisions et d'analyses financières, bien établie, en expansion sur l'Europe, recrute

JEUNES DIPLOMÉS BILINGUES ANGLAIS

### ÉCONOMISTES haut niveau théorique

Afin d'analyser les marchés financiers à partir de Paris. Diplômé(es) 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle, intéressé(es) par la finance, doté(es) d'initiative.

Envoyer lettre et c.v. en anglais à :  
MMS-77, Champs-Élysées, 75008 PARIS.

## Publication sociale Paris

renforce son équipe de

### Journalistes sociaux

Mission : suivre l'action sociale et les faits de société ; comptes-rendus de congrès, reportages (déplacements à prévoir Paris / Province). Maîtrise en droit social ou sociologie, trois ans d'expérience dans le secteur social.

Pour réussir dans ce poste, une grande aisance rédactionnelle et une facilité de contact sont indispensables.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à



23, rue du Fbg Poissonnière 75009 PARIS.

## Important organisme de recouvrement

recherche  
POUR SON SECTEUR CONTENTIEUX

## MAITRISES EN DROIT

(option droit privé)  
dans le cadre des formations en alternance  
(âge maximum 26 ans).

- Horaire hebdomadaire : 39 heures.  
- Avantages sociaux.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V. détaillé devront être adressées sous 15 jours à :  
U.R.S.S.A.F. DE PARIS  
3, rue Franklin, 93118 MONTREUIL CEDEX.

## TéléDiffusion de France

HEC, ESSEC, SUP. DE CO

TéléDiffusion de France S.A.  
premier diffuseur  
en radio et télévision

recherche

### SON RESPONSABLE COMMERCIAL

pour la région Centre-Est regroupant  
les régions Rhône-Alpes, Auvergne, Bourgogne  
et Franche-Comté

Rattaché au directeur régional, il organisera et animera les activités commerciales. Il aura en charge la commercialisation dans la région des prestations régionales ou nationales ainsi que les actions de prospection et de promotion. Dans ce but il sera amené à se déplacer fréquemment dans l'ensemble de cette région.

Des qualités de contact, de dynamisme et une bonne appréhension de problèmes techniques sont indispensables.

Une connaissance de la zone géographique ainsi qu'une première expérience seraient appréciées.

De réelles possibilités d'avenir existent au sein du groupe pour des candidats motivés.

Poste à LYON.

Ecrire : TDF Direction des Ressources Humaines,  
21-27, rue Barbès, B.P. 518,  
92542 MONTROUGE CEDEX.

Indiquer : réf. L3810.

INGENIE

IMPORTAS  
RESPON  
DES  
PARIS

Je  
méca

Sirca

CO  
GUYOT SARR  
MONTREUIL

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

### DIRECTEUR DE FABRICATION

Le candidat recherché est ingénieur de formation et a acquis une expérience de 5 années environ de la vente de produits techniques sur devis à l'exportation. La pratique de l'anglais est indispensable, et la connaissance de l'allemand souhaitée. Les déplacements à l'étranger seront très fréquents. Les qualités relationnelles et l'aptitude à la négociation seront déterminantes pour ce poste. Les possibilités d'évolution existent dans la filiale, ou à l'intérieur du groupe. Le poste est basé en région parisienne.

### 1 INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

Il aura pour mission d'entretenir et de développer la clientèle existante, en disposant d'une gamme de produits verriers très techniques à forte valeur ajoutée. Le candidat recherché est ingénieur de formation et a acquis une expérience de 5 années environ de la vente de produits techniques sur devis à l'exportation. La pratique de l'anglais est indispensable, et la connaissance de l'allemand souhaitée. Les déplacements à l'étranger seront très fréquents. Les qualités relationnelles et l'aptitude à la négociation seront déterminantes pour ce poste. Les possibilités d'évolution existent dans la filiale, ou à l'intérieur du groupe. Le poste est basé en région parisienne.

Envoyer lettre manuscrite et CV à DAVID Christian - Direction du Personnel.



SAINT-GOBAIN VITRAGE  
Les Mirrors - 18 avenue d'Alsace  
92400 COURBEVOIE

### 2 RESPONSABLES REGIONAUX DES PRETS IMMOBILIERS

PARIS (gare de Lyon) (réf. 328P)

LYON (réf. 328L)

Vous serez l'interlocuteur régional du responsable du développement (les prêts immobiliers du groupe). Votre mission a d'autant plus d'importance qu'il s'agit de l'axe principal de développement du groupe. L'appréciation de votre réussite dépendra donc de la réalisation des objectifs. Votre action aura de multiples aspects : - responsabilité du service "prêts", - animation du personnel technique et commercial qu'il faudra former aux nouveaux produits. Les cadres que nous recherchons doivent posséder les qualités nécessaires à un responsable de service-ainsi que le sens de l'analyse et de la synthèse qui leur permettra d'informer et de sensibiliser leur supérieur sur les tendances et les besoins du marché. Agé (e) d'environ 30 ans, de formation supérieure, il est indispensable que vous possédiez une solide expérience du crédit acquise au sein d'une banque spécialisée dans le financement de l'immobilier. Il ne sera répondu qu'aux dossiers complets comprenant : lettre manuscrite, CV, photo et saire actuel, adressés - en précisant la référence de la ville choisie - à MEDIA P.A. 82, rue du Colombier - 69007 LYON - qui transmettra.

### Secrétaire Général

Le candidat recherché est ingénieur de formation et a acquis une expérience de 5 années environ de la vente de produits techniques sur devis à l'exportation. La pratique de l'anglais est indispensable, et la connaissance de l'allemand souhaitée. Les déplacements à l'étranger seront très fréquents. Les qualités relationnelles et l'aptitude à la négociation seront déterminantes pour ce poste. Les possibilités d'évolution existent dans la filiale, ou à l'intérieur du groupe. Le poste est basé en région parisienne.

### Jeune ingénieur mécanicien généraliste.

Depuis quelques années déjà, dans le domaine du transport, dans un service après-vente chez un constructeur ou dans la maintenance d'un parc de véhicules utilitaires, vous avez largement complété sur le terrain toutes les qualités qui vous ont permis d'obtenir votre diplôme d'ingénieur. Aujourd'hui, vous savez bien vous positionner face à des responsables pratiquant leur autonomie.

Vos qualités techniques et humaines, trouveront dans notre Service Technique Central un terrain parfait d'épanouissement. Achats de véhicules et pièces de rechange, négociation avec les fournisseurs de carburants, de lubrifiants ou de pneumatiques, participation au développement des matériels et équipements, interventions techniques sur les gros dossiers d'appel d'offres, politique de maintenance du parc (1200 véhicules), construction de bureaux et d'ateliers... voilà matière à vous occuper.

Notre Groupe multi-provincial de services aux collectivités locales (propreté et transports en commun), filiale de la Compagnie Générale des Eaux, se développe en permanence. La Société fait des bénéfices, l'ambiance est saine et les opportunités d'évolution sont multiples notamment vers des postes opérationnels. Alors vite un dossier aux consultants de Sirca sous la référence 608.750 M an 64, rue La Boétie - 75008-PARIS.



Membre de Syntec

Jeune entreprise implantée sur le plan national, cherche

### Cadre commercial

Mission : - Création et animation d'un réseau de revendeurs. - Exploitation auprès de particuliers d'un produit haut de gamme.

Profil : commercial expérimenté pour être opérationnel dès sa rentrée en fonction. Autonome, dynamique.

Rémunération : fixe mensuel 12 000 F + frais + commissions par tranche de chiffre d'affaires.



GUYOT SARL  
58300 DECIZE

Merci de nous faire parvenir une lettre manuscrite + c.v. + photo et dernière rémunération annuelle.

### Directeur logistique/organisation

Matériaux de second-œuvre - Nous sommes la branche industrielle d'un groupe important spécialisé dans la production et la distribution de matériaux de second-œuvre, semi-ouvrés et préfabriqués. Notre entreprise réalise un chiffre d'affaires de 400 millions de francs et regroupe 450 personnes réparties entre 6 unités de production en France. Intégré au sein de la direction industrielle, le directeur logistique/organisation aura la responsabilité des transports (entre les unités et sur ventes) avec la gestion du budget affecté à ce domaine (20 millions de francs actuellement). En collaboration avec les responsables d'unités, il définira et mettra en œuvre une politique visant à optimiser la circulation des flux matériels dans l'entreprise et prenant en compte les spécificités de l'activité (caractéristiques des produits, cycles des ventes, et adjoints...). Sa responsabilité s'étendra aux achats (conditionnements, fournitures et travaux d'entretien, additifs et adjuvants...), représentant un montant d'environ 25 millions de francs par an. Ce poste s'adresse à un homme âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (ingénieur ou autre formation plus spécialisée), possédant une expérience significative dans un environnement analogue et un niveau des domaines concernés (transport, logistique, recherche opérationnelle, organisation...). La rémunération de départ sera fonction du niveau de compétences acquises. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence S/8272M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Guéris - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### Directeur de la communication et du marketing



MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

Notre organisation qui conduit des missions d'assistance médicale à travers le monde depuis 1971, bénéficie d'une notoriété ne devant rien à l'amateurisme. Notre budget annuel est d'environ 150 millions de francs et notre financement est assuré à 75% par des dons : c'est dire que pour nous la communication est essentielle. Nous recherchons l'homme qui devra poursuivre et améliorer une politique dans ce domaine, organiser et coordonner les différentes actions visant à nous faire connaître et à accroître notre image (informations grand public, campagnes publicitaires, meetings, manifestations de toutes sortes...), gérer un budget conséquent et animer une équipe d'une dizaine de personnes qui travaillent dans ce secteur. Ce poste s'adresse à un homme âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, parlant anglais et ayant une expérience significative en entreprise ou dans une association à vocation internationale. Le désignation comme un vrai professionnel de la communication et du marketing. Outre ses connaissances techniques (édition, publicité, relations publiques, marketing), et une bonne maîtrise de l'anglais, il présentera une personnalité indéniable : de caractère et de la complexité, une grande créativité associée à un réel pragmatisme. Ecrire en envoyant CV et références à G. MASSON en précisant la référence S/8269M. (Centres services Minitel : MSP 3615 Code MSP - PA 3614 Code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Guéris - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### Ingénieur développement produits Mécanique



Castres - Tarn - Cette société de 500 personnes, filiale d'un important groupe industriel, poursuit une expansion rapide qui la place au deuxième rang européen dans son domaine d'activité qui est la conception et commercialisation d'automates programmables. Elle recherche pour participer au développement de son bureau d'études mécanique, un jeune ingénieur mécanicien. Au sein d'une équipe de 5 personnes, il aura pour mission de faire évoluer la conception de la partie mécanique des automates programmables en participant à leur développement et à leur industrialisation. Il travaillera en relation étroite avec les autres services de la société, mais également avec de nombreux partenaires extérieurs en France et à l'étranger. Il aura également pour mission de participer à l'élaboration et à la mise en place de méthodes de développement dans le souci permanent d'accroître la qualité mécanique. Nous recherchons, pour occuper cette fonction, un jeune ingénieur grande école, de formation mécanique ou généraliste option mécanique, ayant si possible une expérience similaire d'environ 2 ans. Des candidatures de diplômés pourront éventuellement être considérées. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le fort potentiel de ce candidat lui ouvrira des perspectives d'évolution au sein d'une entreprise réputée pour son dynamisme et sa créativité. Ecrire à Arlette BIEBUYCK en précisant la référence A/77180M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

2 Bis, avenue France - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



### Un professionnel confirmé pour diriger notre laboratoire

Diplômé(e) d'une université ou d'une école d'ingénieurs. Vous avez été formé par et pour la recherche ; vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans un laboratoire, public ou privé, du secteur agro-alimentaire ou pharmaceutique. Vous y avez notamment acquis une bonne connaissance des techniques d'analyse en biochimie et microbiologie.

Nous sommes prêts à vous confier la responsabilité du laboratoire de notre Centre Technique de Château-Thierry ! A la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes que vous saurez motiver, vous serez chargé(e) : - d'assurer et de développer notre expertise

dans le domaine des techniques analytiques. - de gérer un portefeuille de projets de science de l'aliment, - de superviser le programme de sécurité alimentaire, - de conseiller et d'assister les divisions dans la résolution des problèmes de qualité nécessitant l'utilisation de moyens analytiques.

Pour ce poste de haut niveau, nous vous remercions de faire part de vos motivations, sous référence RL/MO88, à Bernard Franot, NBF, BP 93 - 91003 EVRY Cédex.



Handwritten note in Arabic script: حسنة من الامم

هنا من الاجل

**Le Monde**  
CADRES

**Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.**

### Homme clef d'une démarche de progrès

#### diépal

1200 personnes  
4 usines  
1,5 Md CA 100 000 tonnes  
de produits de haute qualité  
des marques renommées.  
CRACOTTES, BLEDNA,  
FRUITS GOURMANDS...  
leaders sur leur marché.

Vous êtes ingénieur ou diplômé d'une grande école de Commerce. Vous avez déjà 2 ans d'expérience opérationnelle et vous aimez à prendre à moyen terme des responsabilités de direction. Dans ce parcours, vous estimez cependant qu'une étape intermédiaire vous est nécessaire pour acquérir les qualités d'un manager. Nous vous offrons un poste de

**Responsable organisation formation information.**

Rattaché au DRH de la Société, votre rôle est d'être le moteur et le chef d'orchestre des changements qui s'effectuent dans l'entreprise. Vous serez impliqué dans des missions telles que : étude prospective des structures de la Société, réflexion puis mise en place d'une rémunération stimulante auprès de la force de vente, animation d'actions de productivité...  
Ce poste vous préparera très directement à des fonctions plus larges de management.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. C 83 M en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

**BON**  
GROUPE  
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

### Développement de carrière exceptionnel pour un HEC ou ESSEC

Nous sommes la filiale Française d'une Multinationale leader mondial sur son marché. Notre Société Française qui dispose d'une large autonomie dans la région du Groupe est également première sur le marché national grâce à l'avance technologique et la forte notoriété de ses produits. Son équipe opérationnelle est animée par un esprit d'excellence et de qualité.  
Devant accéder rapidement à des responsabilités commerciales de haut niveau, notre futur collaborateur HEC ou ESSEC de formation, âgé de 35 ans environ, sera directement rattaché au PDG. Ses premières priorités : contribuer à la poursuite des objectifs de croissance continue de l'entreprise et au maintien de sa domination du marché.  
Excellent anglais indispensable.  
Adressez lettre de candidature, CV et photo, sous référence MON 25.0188 au Président Directeur Général - VELUX-FRANCE - 5 avenue Ferdinand de Lesseps - 91420 MORANGIS (confidentialité assurée).



**DEVANLAY**  
Leader du textile Habillement, un C.A. de plus de 2 milliards de francs, 25 sites industriels, des implantations mondiales. Fabriquant et commercialisant les marques :  
TWEAR - JIL - ORLY - SCANDALE  
EXCITING - LACOSTE - VOLCADE  
BURSERV - POLICHIMELLE  
BONBON - CHAMPS-ELYSEES  
YVES SAINT-LAURENT

### DIRECTEUR EXPORT HF

cherche pour une de ses divisions (400 millions de C.A.) dans le cadre du redéploiement de son activité exportatrice  
Son objectif premier sera d'obtenir une bonne implantation en Europe des produits et marques de la division, pour viser ensuite la grande exportation. Il devra animer et redynamiser le réseau d'agents existants, assurer la liaison avec les filiales ou bureaux de vente, déjà en place ou en cours d'implantation.  
Participant à l'élaboration de la stratégie export, il étudiera et proposera les solutions adaptées à chaque marché, impliqué dans le choix des collections et devant faire remonter les perceptions du terrain vers les services marketing, il doit avoir une sensibilité mode.

De FORMATION SUPERIEURE ORIENTEE VERS LE COMMERCE INTERNATIONAL, il (elle) a 30 ans et 5 ans d'expérience des techniques export et de l'action sur le terrain en Europe, de préférence dans des produits de grande consommation, il (elle) est occourumé(e) à travailler en anglais et allemand.  
Résidence à PARIS ou TROYES selon les préférences.  
Les candidatures, sous la référence 2554 (lettre manuscrite avec indication de la rémunération actuelle, photo, C.V.) seront traitées en toute discrétion par

3. et J. ourlin  
CONSEILS DE DIRECTION  
47, AV. ALSACE-LORRAINE  
92160 ANTONY

### Cabinet de Courtage en Assurance-Crédit recherche Jeunes chargés d'affaires

Rattachés au Président, leur rôle consistera à prendre des contacts avec les entreprises non encore assurées puis les conseiller jusqu'à l'établissement du contrat.  
On s'adresse à des candidats dotés d'une formation supérieure (GEC, Sciences Eco) ayant 2 à 5 années d'expérience commerciale terrain.  
Esprit d'entreprise et fibre commerciale indispensables. Sens de la communication, fort dynamisme personnel, grande disponibilité (soit prêts à effectuer des déplacements importants du compte tenu).  
Une bonne pratique de langues étrangères est souhaitable. Poste basé à Paris.  
Rémunération motivante croissante liée à la réussite commerciale des candidats.  
Merci d'adresser lettre de candidature + CV + photo et rémunération actuelle sous réf. 3032 à APRIAL - 10, rue Louis - 75008 Paris.

### UNE JEUNE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE FILIALE D'UN GRAND GROUPE BANCAIRE

#### RECHERCHE RESPONSABLES D'AGENCES RÉGIONALES (H/F)

Ces postes s'adressent à de jeunes professionnels de crédit à la consommation, ou à des commerciaux attirés par ce secteur, capables d'implanter et de développer des agences couvrant plusieurs départements. La mobilité géographique sera un atout leur permettant d'envisager des évolutions rapides de carrière.

#### ASSISTANTS TECHNICO-COMMERCIAUX (H/F)

Qui suivront les dossiers en relation permanente avec le responsable.

Les candidats à ces postes devront avoir un niveau Bac + 2. Une première expérience dans ce secteur serait un « plus ».

Merci d'adresser lettre, c.v., photo et présentations en précisant la (les) région(s) qui vous intéressent sous n° 8349 M. LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### AUDIT

#### Chef de mission confirmé futur superviseur

Ingénieur ou diplômés d'une grande école de commerce ou gestion, votre expérience de deux à trois années d'audit interne ou externe vous a donné une bonne formation à l'audit en milieu industriel et vous permet de prendre en charge directement une équipe d'auditeurs pour des missions en usines.  
Vos qualités humaines et votre expertise vous permettront de prendre à court terme une position de superviseur dans le cadre du développement de la Direction.  
Votre réussite dans ce poste vous ouvrira, dans les filières de management opérationnel ou fonctionnel, de très larges possibilités d'évolution en France ou dans les filiales étrangères du Groupe.  
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75005 Paris, sous réf. AUDIT mentionnée sur l'enveloppe.

### Chef de Département Ventes au Réseau

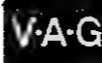
Avec deux marques prestigieuses AUDI et Volkswagen, plus de 150 000 véhicules diffusés en 1987, V.A.G. France (V.A.G. Financement, filiales du constructeur allemand V.A.G.) ont réalisé un CA de plus de 11 milliards.  
Aujourd'hui nous faisons appel à vos compétences pour développer nos ventes auprès du réseau de concessionnaires.

Rattaché au Directeur des Ventes, vous aurez pour mission :  
• de gérer les relations avec l'usine, • de prendre la responsabilité des approvisionnements de véhicules neufs  
• d'établir - dans le cadre du plan marketing - les actions de ventes et veiller à leur application par les régions.

Vous coordonnerez également l'organisation, la gestion, la communication et la formation du réseau liées à l'activité des ventes.

Diplômé d'une grande école de commerce, à 35 ans environ vous possédez une solide expérience commerciale. Outre le sens des contacts, l'autonomie naturelle et le dynamisme, cette fonction requiert la maîtrise courante de l'allemand et de l'anglais.  
Votre succès peut constituer un tremplin vers de larges responsabilités.

Adressez votre dossier de candidature complet, sous réf. : 247377M, à V.A.G. Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 64, 08600 Villers-Cotterêts.



### Valeo

L'Équipement Automobile  
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux, 27 000 personnes, CA 1,1 Milliards de Francs dont 48 % réalisés à l'étranger.

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs. Vous avez quelques années d'expérience dans la fonction. Vous voulez rejoindre un groupe de taille internationale. Devenez au sein de la branche Thermique à LA VERRIÈRE (78)

#### Ingénieur des ventes à l'export

Basé en France, vous assurez les ventes de nos produits, directement auprès des constructeurs étrangers (Allemagne, Grande-Bretagne). Vous assurez l'ensemble des tâches technico-commerciales et vous vous déplacez régulièrement dans ces pays dont vous maîtrisez les langues.

Merci d'adresser (H/F) lettre manuscrite, CV, photo et présentations, en précisant la référence M 3008 TH à VALEO THERMIQUE, 8 rue Louis Lomax, La Verrière - 78320 La Verrière Saint Denis.

### RESPONSABLE DE FORMATION HF

Nous sommes une société financière régionale en pleine expansion, liée à un réseau national de tout premier plan. Nous recherchons pour POITIERS, un RESPONSABLE DE FORMATION.

Sous la responsabilité du Directeur des Ressources Humaines, vous serez chargé de l'organisation, du suivi et du développement des formations professionnelles bancaires. Vous serez en œuvre le plan de formation défini au niveau régional. Vous rechercherez et metrez au point de nouveaux outils pédagogiques, conseillerez et aiderez les différents établissements dans leur politique de formation et bien sûr, vous serez amené à animer des stages de formation. En quelques mots, vous serez à la fois : gestionnaire, pédagogue et homme de terrain.  
Agé d'environ 37 ans et de formation supérieure (Sciences Eco, Finances, ITB...), vous possédez une expérience en milieu bancaire, acquise sur

le terrain, et une première approche de la fonction formation.  
Vous faites preuve d'un réel sens de l'écoute, du goût des contacts et d'un enthousiasme à toute épreuve.  
Si vous avez ce profil, et désirez en savoir plus, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIÈRES au 05.02.15.74 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h. (Préciser la réf. 852).  
Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature sous la référence 852/LM, à ALLO-CARRIÈRES - 53, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS - 0145.02.15.74 qui transmettra.

### IMPORTANT CABINET JURIDIQUE recherche pour mission d'au moins 2 ans en AFRIQUE FRANCOPHONE

#### 2 COLLABORATEURS - JURISTES

de haut niveau, ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise :  
• pour l'un, dans un grand cabinet d'avocats ou dans la magistrature,  
• pour l'autre, au sein de l'administration fiscale ou dans un cabinet spécialisé en fiscalité.

Envoyez avant le 29 janvier : CV + photo sous la réf. 1107 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Assista de Dire

BERNAN

LE MARKET DES OPPORTUN

Compagnie d'Accumulateurs

INGE TECHNICO

Consul

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

Développement de carrière exceptionnel pour un HEC ou ESSEC

Notre entreprise de 1000 personnes est en pleine expansion... nous recherchons un jeune diplômé HEC ou ESSEC...

Jeunes chargés d'affaires

Notre entreprise recherche des jeunes diplômés pour occuper des postes de chargés d'affaires...

mission confiée superviseur

Notre entreprise recherche un superviseur expérimenté pour superviser une équipe...

Valco

Notre entreprise recherche des ingénieurs pour travailler dans le secteur de la métallurgie...

2 COLLABORATEURS RISTES

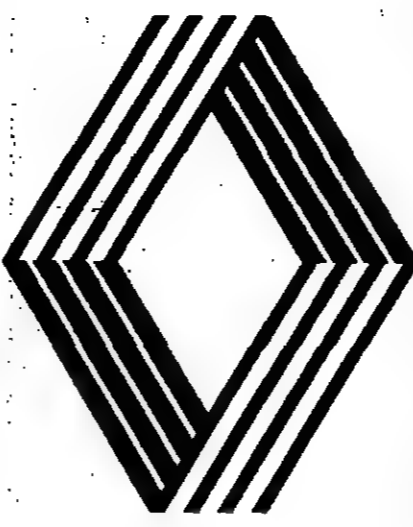
Notre entreprise recherche deux collaborateurs expérimentés pour travailler dans le secteur de la construction...

Constructeur de maisons individuelles, notre nom est bien établi... nous recherchons un jeune diplômé...

Assistant de Direction Générale

Très proche de notre Directeur, nous avons conçu votre poste pour que vous puissiez vous exprimer pleinement...

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES Membre de Syntec



JEUNES INGÉNIEURS, RENDEZ-VOUS AVEC RENAULT AU FORUM PONTS 88

28, rue des Saints pères 75007 Paris 27 ET 28 JANVIER 1988. 50 entreprises se présentent... Un jeu informatisé de management inter Grandes Ecoles...

RENAULT

POINT P

LE MARKETING DES PRODUITS POUR LE BÂTIMENT : DES OPPORTUNITÉS OFFERTES À DEUX JEUNES CADRES

POINT P, leader de la production, 6 M de C.A., 6 000 personnes, 9 régions, 360 points de vente. Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce...



Aéronautique

DIRECTEUR DE PROGRAMME

La Société Américaine ROHR INDUSTRIES (10000 personnes, CA 700 Millions de Dollars), fournisseur de nacelles et d'inverseurs de poussée...

EGOR MIDI PYRENES Le Sully - 1, place Cocotane 31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

McCormack & Dodge France, S.A.

Membre de Syntec

Le talent d'informer

Vous avez une expérience (5 ans environ) vous avez permis de développer ce talent notamment auprès de la presse économique et financière...

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION (E/F) Anglais courant

Accroître notre notoriété, poursuivre notre développement (CA 87, 70 MF, prévisions 88 : 90 MF), renforcer notre image de marque...



ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

Compagnie Européenne d'Accumulateurs

BATTERIES INDUSTRIELLES FULMEN 1er fabricant français d'accumulateurs au plomb. 2 200 personnes - CA 1,2 milliard - Poste basé à Clichy (Pont d'Asnières).

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Agé de 28 ans minimum, INGENIEUR en électricité en électronique. Vous avez une expérience significative de la vente de produits techniques...



Veuillez adresser votre candidature, sous réf. 19/431 AN, en précisant votre salaire actuel à notre Conseil : Groupe EGOR 8, rue de Bent, 75008 Paris.

Consultants confirmés chez HAY

C'est travailler chez le leader mondial du conseil en organisation et management des ressources humaines. Les objectifs ambitieux du groupe en France rendent nécessaire le recrutement de Consultants confirmés...

Après une formation à nos outils et à nos méthodes, ceux-ci prendront en charge une clientèle auprès de laquelle ils seront le conseil et partenaire de réflexion en matière de développement des organisations...

Merci d'adresser votre candidature à Daniel LANDEAU (Réf. 2358) pour le poste en région Nord ou à Christian PHELIP (Réf. 9080) pour le poste Rhône-Alpes. Discretion totale assurée.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

50, Bd du Gal de Gaulle 59100 ROUBAIX

LE RHODANIEN 5, PLACE DE LA GARE DE LA PART DIEU 69428 LYON CEDEX 3.

INGENIEURS COMMERCIAUX



GROUPE DECISION INTERNATIONAL

Notre entreprise recherche des ingénieurs commerciaux expérimentés pour travailler dans le secteur de la vente...

Handwritten note in Arabic script: حكذا من الاصل

# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

cegos

STRATÉGIE MANAGEMENT

LA REUSSITE DE NOS CLIENTS est le moteur de notre développement. Nous les conseillons sur l'ensemble de leur management : stratégie, systèmes de gestion, hommes et structures. Nous travaillons au coude à coude avec eux depuis la conception jusqu'à la réalisation des projets qu'ils nous confient.

## Cadre Financier, devenez CONSEIL EN PERENNITE ET TRANSMISSION D'ENTREPRISES

Notre équipe CEFIA vous accueillera et vous formera aux spécificités de ce métier. Vous effectuerez des missions d'évaluation financière et de diagnostic de sociétés de taille moyenne, conseillerez les chefs d'entreprise sur leur stratégie financière et patrimoniale, conduirez la mise en œuvre des solutions définies. Vous serez pleinement responsable des projets dont vous aurez la charge.

Nous attendons de vous :

- une FORMATION SUPERIEURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE (ESC, Université, MBA);
- 5 à 7 ans d'expérience dans une fonction à RESPONSABILITE FINANCIERE;
- une connaissance de la moyenne entreprise;
- la capacité et la volonté de construire avec des chefs d'entreprise une RELATION DE CONFIANCE ET DE PROGRES.

La Cegos, groupe international de Conseil en Management et de Formation, poursuit sa croissance. La diversité de ses activités, la capacité d'entreprendre et d'innover de ses consultants (500 dans 15 pays) vous offrent de réelles possibilités d'initiative et de développement personnel et professionnel.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence 803/M à Ph. DELILLE, CEGOS DRH, Tour Chenoncaux, 92516 Boulogne Cedex.

1992 C'EST DEMAIN. NOTRE CLIENT, IMPORTANTE CHARGE D'AGENTS DE CHANGE PARISIENNE S'Y EST DEJA PREPARE EN FORMALISANT DES ACCORDS AVEC UN GRAND GROUPE BANCAIRE ANGLO-SAXON.

Pour favoriser la croissance prévue de ses activités et développer les liens avec ce groupe, il crée le poste de

## Financial Controller

Rattaché au Comité Exécutif, responsable de l'organisation des systèmes comptables et du contrôle de gestion, le Controller devra en particulier mettre en place le reporting, assurer la supervision et la coordination entre les services comptabilité, caisse espèces, caisse titres, prendre en charge les aspects administratifs, juridiques et fiscaux.

Agé de 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, bilingue anglais, vous avez une solide expérience de la mise en place de systèmes comptables et d'outils de gestion dans un cabinet d'audit international et/ou un groupe bancaire international. Une rémunération très attractive sera offerte à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.), sous la référence 801.01-M à Monique HEBBET, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL



S'offrir, c'est gagner.

### UNE MISSION CLÉ DANS UNE STRUCTURE À CRÉER

LCC, filiale du groupe THOMSON (1 milliard de CA dont plus de 50 % à l'export) compte parmi les leaders mondiaux dans le domaine des composants passifs.

Nous recherchons une forte croissance tant en France qu'à l'étranger et nous créons dans une importante ville universitaire du Nord de la France un nouveau centre d'études et de R&D en électronique de haute technologie, fortement automatisée et s'appuyant sur des technologies les plus avancées.

Nous souhaitons dans ce contexte nous attacher la collaboration d'un

### CONTROLEUR DE GESTION

Votre mission :

- Concevoir et mettre en place l'organisation comptable et budgétaire du centre.
- Participer à la définition des applications informatiques, permettant de mettre sous contrôle son activité.
- Développer les tableaux de bord et outils de gestion nécessaires à la mise en œuvre par les opérationnels d'un véritable management par objectifs.

Rattaché au Directeur du Centre auquel vous apporterez votre conseil, vous coordonnerez l'activité des services comptables et informatiques qui seront placés sous votre responsabilité. Diplômé d'une grande Ecole de Gestion, vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience en gestion, de préférence en milieu industriel et possédez de réelles qualités d'animateur.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 92168/LM à notre Conseil : Françoise ORANGE - PA CONSEIL - 19 résidence Flandre - Avenue de Flandre - 59170 CROIX.

THOMSON LCC

Le Groupe CONCEPT leader sur le marché des progiciels financiers recherche pour son département "Groupes" proposant notamment des progiciels de consolidation comptable, des

## Consultants "Consolideurs"

### Fiscalistes - Comptables

De formation supérieure, vous avez acquis une solide expérience de la consolidation au sein d'entreprises ou de cabinets, ou bien vous êtes spécialisés en fiscalité. Votre profil nous permettra de vous proposer des postes orientés vers la négociation et le consulting ou bien vers la formation.



Métiers d'avenir; rémunération attractive au sein d'un groupe performant sont les atouts que nous offrons à des professionnels de haut niveau.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous réf. BL 01 à notre filiale: CONCEPT RECRUTEMENT 2, Place André Malraux 75001 PARIS.

### Conseil en recrutement financier

Filiale d'un important groupe industriel américain, leader sur un marché de haute technologie, nous assurons la Recherche et le Développement pour les différents unités européennes. Nous regroupons environ 150 chercheurs et techniciens et recherchons notre

## SECRETAIRE GENERAL

Rattaché au Directeur Général vous prendrez en

charge une responsabilité très complète concernant le contrôle de gestion, le budget, reporting USA, plans, comptabilité, trésorerie, fiscalité... ; la gestion du personnel et y compris celle des expatriés et l'administration : achats, assurance.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure disposant d'une expérience de 5 ans minimum dans des fonctions similaires, (notamment contrôle de gestion) et souhaitant élargir ses responsabilités. Ultérieurement de réelles opportunités s'offriront vers les fonctions financières ou du personnel. Agréable localisation : 80 km Sud de Paris. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. SG/M à MEDIA-SYSTEM, 6/8 impasse des-Deux-Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

PARIS - EVRY

## EXPLOITANTS Expérimentés

ENTREPRISES ASSOCIATIONS La BANQUE CENTRALE DES COOPERATIVES et DES MUTUELLES - Groupe GMF renforce ses équipes en créant 2 postes sur PARIS et un sur EVRY.

Vous avez une solide expérience bancaire au niveau entreprise, liée à votre bonne connaissance en matière d'engagement et de risque commercial vous permettra d'assurer le suivi et le développement de portefeuilles d'entreprises et d'associations.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Maîtrise de Sciences Eco, IIE), aujourd'hui vous recherchez l'entreprise qui saura valoriser vos compétences techniques et commerciales.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à Paul Henry VIELLE - BCCM - 12, place de la Bourse - 75002 PARIS.

bccm

## Le Monde CADRES

### ORGANISME DE FORMATION (12 intervenants)

spécialisé dans les relations humaines, la communication, le management, et ayant acquis depuis 15 ans une solide réputation dans ces domaines, recherche

## ANIMATEURS-CONSULTANTS à temps plein

Après l'analyse des besoins, ils devront concevoir leurs interventions, rédiger des projets, diffuser des actions.

- Après des études supérieures, ils doivent avoir acquis une expérience d'au moins 2 années de conseil et d'animation de stages en entreprise.
- Basés en région parisienne, proximité Palais des Congrès, ces postes impliquent des déplacements.
- Rémunération à débattre en fonction de l'expérience.

Adressez candidature manuscrite - C.V. et photo sous référence 6811 à :

VPO, Conseil en recrutement 7 rue de Naples 75006 PARIS

## La Grande Distribution ?... un secteur évolutif pour un D.R.H. ambitieux

Nous sommes une solide société de plus de 2000 personnes en 40 magasins, super hyper et entrepôts. Nous appartenons à un Groupe prestigieux de la Grande Distribution.

Le Directeur du Personnel qui nous rejoindra, sera un collaborateur direct du DG. Il sera membre du Comité de Direction et dirigera une quinzaine de collaborateurs. Ce sera un professionnel, homme d'écoute et de proposition, proche des opérationnels pour gérer nos ressources humaines dans un environnement très vivant.

30-35 ans, diplôme de l'enseignement supérieur (juriste-commercial) vous savez animer une équipe, dialoguer avec une grande diversité d'intervenants et atteindre des objectifs économiques. Vous avez de l'ambition et déjà une bonne réussite professionnelle dans la fonction : pourquoi ne sentez-vous pas l'un de nos dirigeants de demain ? Nous vous remercions d'écrire s.réf. J.178.01.34 en précisant la rémunération souhaitée, aux Conseils en Recrutement Associés, 58 avenue Kleber, 75784 Paris Cedex 16.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES CERA

### Organisation professionnelle à compétence nationale

recherche

## CHARGÉ DE MISSION

QUI AURA POUR FONCTION :

- Etudes économiques et juridiques ;
  - Suivi administratif des travaux de commissions.
- Le poste exige une maîtrise en droit privé. Minimum 2 à 3 ans d'expérience professionnelle.

Centre SCEEP-Régie, 5, rue Bernard-Pallasy, 92800 Puteaux.

## JEUNES DIPLOMES EN GESTION DE PERSONNEL

Spécialisés en droit du travail.

Au sein de notre Direction du Développement Ressources Humaines, nous vous formerons à notre approche en ce qui concerne, dans un premier temps, l'administration et la paie du personnel. Vous prendrez ensuite connaissance de toute la fonction.

Le poste à pourvoir est situé en grande banlieue Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature C.V. + photo et prétentions à Media-System, 6/8 impasse des deux Cousins, 75017 Paris, sous réf. 24350, qui transmettra.

Vertical text on the right edge of the page, partially cut off. Includes words like 'BILITE', 'CAISE', 'DOUBL', 'COMPAGNIE', 'HEF DE MIS', 'ATTACHÉ DE', 'OPTIME FINANC', 'X P O'.



REPRODUCTION INTERDITE.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

COMPTABILITES AMERICAINE ET FRANCAISE VOTRE DOUBLE DOMAINE

4,3 milliards de francs de CA, dont 35% à l'export... chez HP France, la performance est un objectif de tous les instants.

Diplômé école de commerce débutant (option finance/comptabilité)

Vous serez responsable de la comptabilité de l'entité commerciale d'HP France, de la conversion de la comptabilité anglo-saxonne en comptabilité française pour les déclarations fiscales et sociales.

Si vous voulez intégrer une entreprise alliant rigueur, créativité, dynamisme et résultats, et vous forger une double compétence, alors adressez votre dossier de candidature en indiquant la réf. 23999/LM.

TOUJOURS AVEC VOUS



Directeur financier et comptable France et international

Annecy - Cette société (120 millions de francs de chiffre d'affaires - 200 personnes), fabrique et commercialise des biens d'équipements de haute technicité destinés à l'industrie automobile.



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd de la République - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.95.90.43

COMPAGNIE DE FIVES LILLE

Groupe Industriel de 1er plan Implantation Internationale C.A. 6 MF - 40 Sociétés

recherche

CHEF DE MISSION AUDIT INTERNE

Maîtriser l'existant, anticiper l'avenir, améliorer ce qui peut l'être en faisant preuve de créativité et de bon sens, c'est l'objectif que s'est fixée notre nouvelle équipe de Direction Générale.

Standardiser les méthodes comptables, concevoir et mettre en œuvre des procédures et un reporting "prompt" en assurant le contrôle, mettre en place les outils indispensables à la gestion prévisionnelle et de façon plus générale faire toute proposition d'amélioration que vous jugerez nécessaire.

Autonome, dynamique, très disponible votre potentiel vous permettra d'évoluer, à court terme, dans l'Entreprise.

De formation supérieure, DESS Audit ou École de Gestion vous avez environ 30 ans et 3 à 4 ans d'expérience en milieu industriel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature M. Martin DUVERNE - COMPAGNIE DE FIVES LILLE 7 rue Montalivet 75383 Paris cedex 08.

Assistant(e) développements budgétaires : prenez une longueur d'avance !

Vous êtes de formation supérieure (MAGE ou école de Gestion, complétée d'une bonne connaissance en informatique) ; venez mettre en œuvre et développer vos compétences auprès du responsable développements budgétaires.

Vous serez notamment chargé(e) : - de l'assister dans la conception et la mise en place d'un système de gestion informatique intégré, homogène, au niveau du groupe et décentralisé en matière de budget, de reporting et d'analyses de gestion.

- d'assurer le développement des domaines complémentaires à l'exploitation, - de garantir le maintien et la cohérence du

système ainsi que sa mise à jour permanente, en fonction de l'évolution des structures de l'organisation.

Rigoureux, d'un excellent esprit de synthèse et d'adaptation, nous apprécierons votre esprit d'équipe. La dimension internationale de notre groupe leader sur le marché mondial bicuculier, ainsi que nos performances économiques vous permettront d'envisager une évolution à la mesure de votre dynamisme et de vos résultats.

Faites part de vos motivations sous référence ADB/MO 88 à B. FRANOT, NBF, BP 93 91003 EVRY Cedex.



ATTACHÉ DE GESTION

Sa mission : - Contrôler la qualité de la comptabilité, des prix de revient, des prix standardisés. - Assister à la mise en place des contrôles analytiques des sociétés et de la gestion de production et contrôler de celles-ci. - Impulser la mise en place et contrôler de l'existence d'un contrôle budgétaire avec anticipation des situations périodiques. - Étude préalable, négociation et adoption des budgets.

Ses objectifs : - Présenter un bilan et une analyse en continu de la situation des entreprises contrôlées. - Par ses qualités pédagogiques et un sens du contact, transférer une synergie des responsables des sociétés concernées pour les nouvelles procédures à mettre en œuvre.

Son profil : - D.U.T. finances-gestion avec première expérience dans une entreprise multi-établissements. - Agé de 30 ans environ, il fait preuve de rigueur et d'esprit d'analyse. - Organisé et autonome, il rend compte de ses actions et de l'avancement de ses projets. - Poste basé à Reims.

Envoyez CV, lettre manuscrite + photo à : COMMUNICO - BP. 2009 X - 55040 Reims cedex en précisant la réf. 1590 sur l'enveloppe.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER ASIE / MOYEN-ORIENT

Il aura pour mission : - la responsabilité administrative et financière de la zone en termes de conseil et d'organisation, de formation et de contrôle des structures financières des filiales. - l'amélioration du traitement de l'information : comptabilité, paye, trésorerie, achats...

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure financière, vous avez acquis une expérience similaire de préférence dans un contexte international, et êtes familiarisé aux moyens modernes de traitement de l'information par informatique. Votre anglais est courant et vous êtes prêt à de nombreux déplacements. Ce poste ouvre de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. 34559 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Directeur adjoint

Collaborateur direct du Directeur d'un Etablissement parisien (155 lits, 30 postes de dialyse), il sera particulièrement responsable des services administratifs et financiers, ainsi que des services généraux.

Une expérience similaire de quelques années dans le secteur hospitalier ou au sein d'une association à but non lucratif serait très appréciée.

Formation supérieure administrative et financière. Ce poste s'adresse à un candidat très organisé, soucieux de qualité de performances, et sachant communiquer avec aisance.

Rémunération suivant la convention collective numéro 311051 et logement de fonction.

Ecrire avec C.V., prétentions et téléphone privé, (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide) sous référence 28003/M à

MRI conseil

Danièle Chapelain, 13, rue Madeleine Michellis 92522 Neully.

Paris - Francfort - Genève - Hong-Kong - Toronto

OPTIMISER LES FINANCEMENTS EXPORT, sécuriser et accélérer les règlements étrangers

La Compagnie de Signaux et d'Équipements Electroniques (CA : 1250 MF dont 25% à l'exportation, 2500 personnes dont 500 ingénieurs) réalise des systèmes complets, de haute sécurité, dans les domaines des Communications, de la Défense et des Transports.

La Direction Financière, implantée au siège social à MONTROUGE (92) recherche le responsable des relations financières avec l'étranger, chargé de :

• Pour mener à bien sa mission, il assiste et conseille les services commerciaux pour la remise des offres, la mise en place du financement et le recouvrement des créances à l'étranger.

• Diplômé d'une grande école de commerce, âgé de 28 ans environ, fluent en anglais, il aura une première expérience de 4/5 ans de montage de crédits dans une banque ou de financement export dans une grande entreprise.

Merci d'adresser, sous réf. F 21 FEM, votre dossier de candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) à CSEE, DRH Service Emploi et Développement des Cadres, BP 514, 92542 Montrouge Cedex.

RESPONSABLE FINANCIER DE FILIALES

MONTENAY : Groupe International spécialisé dans les services, 5,7 Mds de CA ; 8200 personnes, filiale de la Générale des Baux.

Nous créons au sein de la Direction de notre Division Négoce Combustibles et Carburants (2,4 Mds de CA) le poste d'adjoint au D.A.F. chargé de la supervision des Filiales. Il prendra en charge l'ensemble de la gestion comptable, financière, fiscale et informatique des filiales.

Rattachement autonome, avec l'aide des services fonctionnels, en relation directe avec la Direction Générale, il apportera son expertise en matière de budget, clôture des comptes, contrôle interne, suivi des ratios de gestion et d'organisation.

Une excellente formation supérieure (ES-C + DECS min) et une solide expérience de 2 ou 3 ans en cabinet d'audit anglo-saxon ainsi que de réelles qualités de rigueur, d'imagination et d'autonomie sont requises pour assurer avec succès cette mission et évoluer à terme vers de plus larges responsabilités dans le cadre des filiales ou du groupe.

Poste basé à Rueil-Malmaison. Fréquents déplacements en France.

Adressez votre candidature complète réf. M 25/00 à MONTENAY, Tour Mirabeau - 39/43 quai A. Clotier, 75739 Paris Cedex 15

Prendre une direction du contrôle financier en Afrique



Avec 3000 personnes et un parc de plusieurs centaines d'autobus, notre société de transports joue un rôle-clé dans l'économie d'une grande métropole africaine. Dans le cadre de la coopération française, nous recherchons notre Directeur du contrôle financier.

Rattaché au Directeur Général et en relation avec les administrations de tutelle, vous dirigerez l'ensemble du contrôle financier de notre entreprise. Vous serez responsable de la supervision des filiales. R 35 ans environ, de formation école de commerce ou d'ingénieur + gestion, vous êtes un financier de haut niveau.

Sans avoir forcément l'expérience d'un expatrié, vous connaissez suffisamment les procédures africaines pour mener à bien cette mission. De nombreux avantages liés à votre expatriation s'ajouteront à votre rémunération de base très attractive. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. N052 à FSCG CARRIERES 48, Rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

Handwritten Arabic text: حكايا من الالهي

هكذا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## CONTROLEUR DE GESTION CHEZ GFI :

**GFI** (1000 personnes - 470 MF de CA) filiale française du groupe international SCICON CORPORATION développe ses activités de SSII autour de 2 axes stratégiques (Conseil et Développement de Systèmes - Communication Services) afin de répondre aux besoins évolutifs d'une clientèle composée de Grands Comptes.

### DES RESPONSABILITES REELLES...

Dans un domaine de pointe tel que l'activité Réseaux de GFI, interpréter les résultats et anticiper les évolutions rapides sont des objectifs majeurs dont la responsabilité échoit au contrôleur de gestion de l'unité. Au sein d'une équipe confirmée, vous participerez à l'élaboration des budgets, vous les contrôlerez et assisterez les opérationnels de l'unité par votre analyse et vos prévisions.

### A SAISIR IMMEDIATEMENT !

Diplômé d'une école de commerce, possédant une expérience de 3 à 5 ans, vous aimez, pour réussir à ce poste de CONTROLEUR DE GESTION, des compétences techniques (comptabilité, connaissance des métiers informatiques) à des qualités personnelles essentielles : rigueur, méthode, organisation, sens du contact et de l'écoute.

Adressez rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à Vincent BEUGNET, Responsable du Recrutement, GFI - 4 Avenue Pablo Picasso - 92024 NANTERRE Cedex.




**CATERPILLAR FRANCE S.A.**

**GRENOBLE**

N°1 mondial du matériel de travaux publics, nous occupons cette place parce que rigueur et participation sont les valeurs partagées par les hommes de notre entreprise. Nous recherchons le futur

### Responsable de la comptabilité générale (h/f)

Rattaché au chef du Service Finances, au sein de la Direction Financière, sa mission comprendra notamment la consolidation des résultats avec le siège, en comptabilité anglo-saxonne, et l'amélioration incessante de la comptabilité matières, en liaison avec le Service Ordonnancement. Pendant un an, il assurera le gestion de la trésorerie et de la comptabilité clients avant d'être nommé à ce poste.

Vous avez 30 ans maximum, et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, de préférence dans un contexte anglo-saxon. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (option finances - comptabilité), vous êtes parfaitement bilingue anglais.

Vous savez communiquer, donc écouter, et possédez fondamentalement le sens de la gestion comptable. Nous offrons une rémunération de bon niveau et des perspectives d'évolution.

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence L2003/M à notre conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

57, Victor Marie 38429 LYON 08




**LE PLUS GRAND CLUB DE LIVRES**

recherche pour sa branche édition un

## CONTROLEUR DE GESTION HF

Rattaché à un jeune directeur administratif et financier formé aux méthodes de notre groupe international, il aura pour mission :

- l'analyse et le suivi des frais de section,
- l'établissement du reporting mensuel et trimestriel.

A moyen terme, il participera à l'élaboration des budgets.

De formation supérieure (Maîtrise de Gestion, Sciences Economiques...) le candidat justifiera d'environ 2 ans d'expérience en comptabilité ou contrôle de gestion.

La pratique de l'anglais et/ou l'allemand constituera un atout supplémentaires.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à Danielle LECHARPENTIER - FRANCE LOISIRS - BP 6 - 75725 PARIS Cedex 15.


## Contrôleur de Gestion

**ESSEC, ESC...** **Limoges.**

Le GROUPE PRESSE HACHETTE (7 milliards de C.A.) se caractérise par la diversité de ses activités : presse magazine France et internationale, presse quotidienne régionale et activités industrielles. Il recherche pour son secteur d'impression en continu (12 unités de production, 900 MF. de C.A.), un jeune contrôleur de gestion basé à Limoges.

Rattaché au Directeur d'unité et assisté d'un Chef Comptable, vous serez placé sous l'autorité fonctionnelle du responsable de gestion du secteur. Vous établirez et suivrez les budgets et plans. Vous serez chargé d'étudier la rentabilité des investissements. Vous suivrez et analyserez les prix de revient, établirez les comptes d'exploitation analytiques et poursuivrez la mise en place d'outils de contrôle de gestion grâce à l'informatique. Vous avez impérativement une première expérience, toutes les qualités relationnelles indispensables à cette fonction. Votre fort potentiel vous permettra d'évoluer à terme (2 à 3 ans) vers un poste opérationnel dans une unité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, réf. 754/M à J. Laizet, DRH, GROUPE PRESSE HACHETTE, 6, rue Anceille - 92525 Neuilly Cedex. Les candidats pourront être reçus soit à LIMOGES soit à PARIS.



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.



Société de services, spécialisée dans la recherche d'économies en matières fiscales et financières recherche

## Un spécialiste de haut niveau

des TAXES PROFESSIONNELLES ET FONCIERES

**LYON** **300 KF +**

Mission : étudier les impositions de TP et TF des sociétés clientes - établir les demandes de dégrèvements éventuels - assurer le suivi des réclamations auprès de l'administration - rendre compte du résultat à la clientèle.

Ancien de l'administration fiscale, vous êtes le spécialiste de l'évaluation des bases des taxes foncières et professionnelles. Vous maîtrisez parfaitement la réglementation des impôts locaux, votre expérience des contentieux administratifs est grande. Evidemment, vous êtes un habile rédacteur, et vous avez le goût du travail bien fait et bien suivi.

La rémunération sera en partie liée aux résultats.

Pour saisir cette opportunité, informez-vous rapidement et en toute discrétion en transmettant vos coordonnées à M. GUILLIEN au 78 01 14 30 qui vous rappellera ou en adressant votre dossier de candidature à AGIO - 33, avenue Docteur Levy - 69683 VENISSIEUX cedex.

Entreprise leader dans la branche des matériaux de construction cherche, pour son siège à Paris, un

## JEUNE RESPONSABLE COMPTABLE

Celui-ci prend en charge les déclarations fiscales et sociales, la trésorerie, la comptabilité analytique et la comptabilité générale jusqu'au bilan. Il informe les liaisons entre les exploitations et le Siège.

Vous avez de fortes connaissances comptables fondées sur un DECS complet, un bon esprit d'organisation acquis par 5 ans d'expérience en entreprise industrielle et une pratique approfondie de l'informatique. Vous voulez faire carrière dans un groupe riche de possibilités.

Ecrire à notre Conseil J-E LEYMARIE CHATELIER CONSEILS 40 ter, avenue de Suffren 75015 PARIS

NOTRE GROUPE DANS LE MONDE : 9 MILLIARDS DE DOLLARS

NOTRE GROUPE EN FRANCE : 620 MILLIARDS

NOUS SOMMES UNE DES PRINCIPALES FILIALES EN FRANCE, LEADER SUR NOTRE MARCHE : 500 MILLIONS DE FRANCS

POUR PARIS NOUS RECHERCHONS :

Filiale - Bâtiment Ile-de-France du groupe OSC, nous sommes une entreprise en forte croissance. Nous recherchons un

## CHEF COMPTABLE

Supervisant une équipe de 6 personnes, vous traiterez la comptabilité de l'ensemble de la branche Habitat Réhabilitation (340 millions de F. de CA en 84). Outre l'organisation et le contrôle du travail de vos collaborateurs, vous vous attacherez à améliorer la productivité et la fiabilité de l'équipe comptable.

A 30 ans environ, vous avez complété votre formation supérieure par une expérience réussie de la fonction, vous maîtrisez parfaitement les procédures comptables et surtout votre motivation et votre état d'esprit font de vous un bon animateur.

Nous comptons sur vos idées novatrices et vos compétences.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à BATEG, Direction du Personnel, BP 300, 31 avenue de l'Europe, 78143 Velizy Cedex.



UNE AFFAIRE DE PERSONNALITES

Société d'Expertise Comptable à implantation française très décentralisée

MEMBRE DU PLUS IMPORTANT RESEAU MONDIAL

recherche pour son département AUDIT poste situé en BOURGOGNE

## un RÉVISEUR

De formation supérieure (les E.S.C. sont très appréciés), le candidat dispose d'une première expérience acquise en cabinet ou au service audit Interne d'une grande entreprise.

La rémunération ainsi que les possibilités de carrière seront communiquées au cours du premier entretien.

Ecrire sous n° 8 354, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

Important groupe financier recherche pour son département crédit-bail immobilier

## UN CHARGÉ DE CLIENTÈLE

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant l'expérience des contacts clientèle dans le milieu bancaire.

Transmettre lettre, c.v. manuscrit et prétentions sous n° 8 336 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

## CHEF DE SERVICE REPORTING

De formation HEC, ESSEC, Sup. de Co ou équivalent, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans de la fonction ou en cabinet d'audit.

Vous avez acquis au sein d'un groupe anglo-saxon la pratique du reporting.

De bonnes connaissances de l'anglais et de la micro-informatique sont indispensables.

Pour un candidat ambitieux et à fort potentiel, une évolution de carrière tant en France qu'à l'étranger sera envisagée.

ref. 040

## CHEF COMPTABLE

Titulaire du DECS, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction, et vous maîtrisez la comptabilité anglo-saxonne. Vous parlez anglais et l'utilisation de la micro-informatique fait partie de vos atouts.

Votre potentiel vous permettra d'évoluer au sein du Groupe.

ref. 320

MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE (LETTRE MANUSCRITE, C.V. ET PHOTO) EN PRÉCISANT LA RÉFÉRENCE DU POSTE QUI VOUS INTÉRESSE À AXIAL 27 RUE TAITBOU 75009 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

### Assistant Contrôleur de Gestion

Assurant au responsable...  
Michael Page

### Directeur Administratif et Financier

Paris Ouest  
Michael Page

Paris Ouest  
Michael Page

### Adjoint de l'expert d'un groupe

BERNARD JOURNET  
RENOUVELES HUMAINES

Nous prions la  
politesse de ne pas  
recevoir et de nous  
qui leur ont été

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

Une importante multinationale, leader mondial dans son activité (CA 2 Milliards de FF), recherche pour sa filiale un

### Assistant Contrôleur de Gestion

1102 IP/LM

Paris

Rattaché hiérarchiquement au responsable fiscalité et comptabilité analytique, le candidat retenu sera pour mission de suivre les budgets des centres de coûts, de mettre en place et suivre les tableaux de bord, d'effectuer le contrôle budgétaire. De plus, à la demande du Directeur Administratif et Financier, il aura à faire des études ponctuelles.

Le candidat sera âgé d'environ 27 ans, aura une formation supérieure de type Ecole de Commerce et une première expérience d'un an en contrôle de gestion.

Il aura un excellent niveau d'anglais, sera dynamique et possèdera le sens des contacts humains.

Contactez Ivan Pacaud au (1) 40.70.00.36 ou envoyez CV + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS.

**Michael Page Finance**  
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney  
Spécialiste en recrutement Financier

Très important groupe Immobilier - Constructeur Gérant Syndic - recherche son :

### Trésorier

réf. CA 1122 MO

Paris

Sous la responsabilité du directeur financier, il aura pour tâches principales, la gestion et l'optimisation de la trésorerie des sociétés du groupe, la responsabilité des financements ainsi que les interventions auprès des banques et sur les marchés financiers.

Pour cette création de poste, le candidat, âgé de 30/33 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, aura acquis une solide expérience de la fonction en banque ou en entreprise, une bonne connaissance des produits de placements et un bon niveau d'anglais.

Contactez Christophe Anbry au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

**Michael Page Finance**  
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney  
Spécialiste en recrutement Financier

Un important groupe industriel de biens de consommation durable (CA : 3,5 Milliards FF dont 60 % à l'exportation) recherche, pour son service d'audit basé à Paris, un

### Auditeur Interne

(2-3 ans d'expérience) Réf. IP 880 MO

Le candidat effectuera des missions de contrôle interne et d'assistance au sein des usines et des filiales européennes du groupe.

Ce poste, par la diversité des missions, constitue une excellente opportunité pour un jeune candidat (25/27 ans) ayant réalisé des missions en milieu industriel.

De formation DECS, le candidat aura déjà eu une expérience au sein d'un cabinet d'audit et devra faire preuve de bonnes qualités de contacts pour ce poste qui comprend environ 40 % de temps de déplacement.

Anglais indispensable.

Contactez Ivan Pacaud au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

**Michael Page Finance**  
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney  
Spécialiste en recrutement Financier

La filiale française (CA 350 KF) d'une société anglo-saxonne dans le secteur chimique recherche son

### Directeur Administratif et Financier

Paris Ouest Réf. IA 1376 MO

Suite à une restructuration récente, la personne sélectionnée sera chargée de la réorganisation de son département et du recrutement d'une nouvelle équipe financière ainsi que des responsabilités suivantes : comptabilité générale et analytique, reporting, informatique, trésorerie, contrôle de crédit et secrétariat général.

De formation ESC ou similaire, le candidat souhaité aura déjà acquis une bonne expérience de contrôle financier dans une société de production anglo-saxonne. Un anglais courant et un grand sens de l'autonomie sont exigés.

Contactez Ivor Alex au 40.70.00.36 ou adressez CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Executive, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

**Michael Page Executive**  
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney  
Spécialiste en recrutement Financier

Un des premiers groupes américains en France recherche son

### Directeur Comptable

Paris Ouest Réf. IA 1366 MO

Rattaché au directeur financier du groupe et membre clé de son département, le candidat retenu animera une équipe de plus de 20 personnes.

Outre les responsabilités comptables classiques (comptabilité générale, consolidation, fiscalité...), il sera chargé de toute la fonction trésorerie et de toutes les relations quotidiennes avec les auditeurs et la société mère.

De formation Grande Ecole de Commerce et titulaire du DECS, le candidat souhaité aura déjà acquis une excellente expérience en comptabilité anglo-saxonne dans un environnement multinational.

Un anglais courant est essentiel et une première expérience en audit sera un grand atout. L'environnement est jeune et dynamique et se prêtent à un candidat de 30 à 40 ans.

Contactez Ivor Alex au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + tél + rémunération actuelle à Michael Page Executive, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

**Michael Page Executive**  
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney  
Spécialiste en recrutement Financier

Groupe de 5 sociétés (CA consolidé 90 MF), spécialisé dans la distribution de machines, matériels et consommables industriels, recherche pour son siège social son

### Responsable Administratif et Comptable

Futur D.A.F.

Paris Nord 200/240 KF

Directement attaché au Directeur Général, il sera principalement responsable de :

- superviser les travaux de l'équipe comptable et du contrôle de gestion,
- effectuer ou contrôler les déclarations fiscales et sociales,
- optimiser la gestion de trésorerie,
- utiliser et développer l'outil informatique (IBM 36).

Ce poste très complet constitue une réelle opportunité pour le candidat souhaitant accéder à une fonction de direction administrative et financière d'une PME dynamique.

Agé de 30 à 35 ans, vous justifierez d'une formation comptable supérieure (DECS+).

Contactez Michel Guinet au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. MG 555 MO.

**Michael Page Comptabilité**  
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney  
Spécialiste en recrutement Comptable

Adjoint du trésorier d'un groupe industriel

Filiale d'un grand groupe industriel à vocation internationale, nous réalisons un CA de 1,4 milliards de francs. Déjà implantés dans 25 pays, nous souhaitons poursuivre notre développement, améliorer notre compétitivité, étendre notre présence internationale.

Dans le cadre de notre service financier, vous assurerez la gestion quotidienne de l'ensemble de notre trésorerie en France et bien sûr... en devises. Vous êtes avec votre patron l'interlocuteur des 12 banques avec lesquelles notre Groupe travaille pour tout ce qui couvre nos lignes de crédit, nos opérations de change, etc.

Voici en quelques mots ce que vous ferez avec nous pour débiter une vie professionnelle que vous voulez orienter finances... et pour laquelle vous avez reçu une formation supérieure de gestion, BAC + 4. Nous vous offrons la possibilité d'évoluer au sein de notre Groupe. A vous de réussir. Bien sûr, vous parlez anglais, et connaissez la micro-informatique.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 4014 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79/83, rue Baudin - 92300 Levallois-Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

**BERNARD JULHIET**  
RESSOURCES HUMAINES  
Membre de Syntec

superviser les fonctions financière et administrative

Vous serez membre du Comité de Direction et en tant que Directeur Administratif et Financier, vous assurerez la mise en place du système comptable et budgétaire, optimiserez la gestion financière, aurez la responsabilité de la fonction juridique et fiscale.

Diplômé de gestion, de niveau DECS, âgé de 30 ans environ vous possédez une expérience professionnelle acquise dans une chaîne à magasins multiples ou dans un cabinet d'audit. Une bonne connaissance de la micro-informatique est indispensable.

Filiale d'un groupe pétrolier international, nous créons et gérons en direct sur nos stations un nouveau concept alliant la synergie des carburants à une franchise alimentaire d'un grand de la distribution.

Le poste est basé à Paris.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV, qui sera traité de façon confidentielle, sous la référence 997-78 à

**ONOMA** 26, rue de Béri - 75008 Paris.

**C**ONTROLEUR DE GESTION

GESTION INDUSTRIELLE - ORDONNANCEMENT/LANCEMENT APPROPOS

Prestigieuse marque de Manquehite et Bagages de luxe, notre notoriété mondiale est à l'image de notre développement exceptionnel.

Au sein d'un centre de production regroupant 3 Usines, nous créons, en Vallée de Rhône, le poste de "Contrôleur de Gestion".

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, de Commerce, de Gestion, vous avez complété votre formation par un DECS. A 38 ans environ, votre expérience s'est élargie en ayant abordé ces problèmes en production, ordonnancement/lancement et appro. L'utilisation de la micro-informatique vous est familière. Nous sommes équipés en IBM XT et pratiques Réseau II ainsi que Diase II Plus.

Nous offrons une réelle opportunité pour un Collaborateur de valeur, qui saura s'imposer par ses compétences, son professionnalisme, la qualité de ses contacts et par sa forte personnalité.

Cette offre doit attirer votre intérêt, pour en savoir plus, adressez votre candidature, sous référence 203.PA.007 M, à notre Conseil Michel BARREY qui vous documentera ainsi de vous rencontrer en toute confidentialité.

**centor** 13 bis, rue Henri Moinier - 75009 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Groupe Immobilier de premier plan recherche, dans le cadre de son expansion, pour Paris

### Professionnels de la promotion expérimentés

pour prendre en charge la conduite d'opérations et participer à la réalisation de grands projets.

Le développement du groupe offre de réelles perspectives.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 1219/M

**INTERCARRIÈRES**  
5, rue du Helder - 75009 Paris

سكنا من الاجل



# Le Monde ECONOMIE

## LA RETRAITE A SOIXANTE ANS

# Une fausse sortie

Instituée en 1982, cette réforme a surtout concerné les cadres et les chômeurs sans guère améliorer l'emploi.

**«GRANDE avancée sociale», simple transfert de charges de l'assurance-chômage, réforme irresponsable et démagogique, ou plus modestement prise en compte par la loi d'une évolution déjà largement entrée dans les faits: quelle a été la signification de la «retraite à soixante ans» instituée en 1982 par le gouvernement de gauche? Quels ont été ses effets: choc irrémédiable, avance sur une évolution prévisible, surcoût circonscrit, ou tout cela à la fois? Permettant à tout salarié d'obtenir la retraite à taux plein dès l'âge de soixante ans à condition d'avoir cotisé trente-sept années et demie, la réforme appliquée à partir du 1<sup>er</sup> avril 1983 a été autant critiquée que célébrée.**

On lui a notamment reproché d'avoir abaissé sensiblement l'âge de départ à la retraite. Parlant d'*«escroquerie sociale»* et de *«chèque en blanc»*, M. Philippe Séguin l'avait accusée d'avoir «déséquilibré profondément et structurellement l'assurance-vieillesse». Toutefois, le ministre des affaires sociales a adopté depuis un point de vue plus mesuré, estimant que la réforme avait seulement hâté l'évolution. Dans une interview à la *«Libération de l'Expansion»*, le 12 janvier, il reprochait seulement d'*«avoir élargi le problème du financement»*.

En 1986, on avait constaté un gonflement des dépenses en partie inattendu, voire inexpliqué. Des recherches et des données récentes, notamment une étude faite pendant l'été 1986 pour la direction de la prévision du ministère de l'économie, permettent de mieux mesurer l'évolution.

Qu'en ressort-il? D'abord, la «retraite à soixante ans» n'est que partiellement responsable de l'accroissement du nombre des retraités du régime général et, par conséquent, de l'accroissement des dépenses, en tout cas jusqu'à 1986 inclus. Certes, le nombre de personnes prenant la retraite dans l'année est passé de 238 000 en 1982 à 424 000 en 1985, soit une progression de près de 80 %. Mais

qui étaient ces nouveaux retraités? Le nombre de prises de retraite «normales» entre soixante et soixante-quatre ans a bondi de 35 000 en 1982 à 161 000 en 1983, pour se stabiliser vers 183 000 en 1985. Le nombre de personnes prenant leur retraite aux mêmes âges pour «imprudence» au travail est redescendu parallèlement de 101 000 à 74 000 (alors qu'il aurait sans doute atteint 115 000 à législation constante), sans que cette baisse compense le mouvement.

Mais, en même temps, le nombre de personnes prenant leur retraite à soixante-cinq ans a bondi encore plus fort, surtout en fin de période, passant de 38 000 en 1982 à 102 000 en 1985. En effet, le «stock» de salariés placés en garantie de ressources jusqu'à soixante-cinq ans après licenciement ou démission, accumulés les années précédentes, a commencé à s'écouler.

### Un effet de substitution

C'est la conjonction de ces deux mouvements qui explique le gonflement d'effectifs constaté en 1986. Les données de l'UNEDIC le confirment: jusqu'à l'an dernier, les «sorties» à soixante-cinq ans du régime de garantie de ressources sont restées supérieures à 100 000 personnes par an. En 1985, elles devaient tomber à 50 000 personnes environ, et à partir de 1992 à quelque 25 000, chiffre marginal.

En fait, le nombre de départs dus à l'abaissement de l'âge de la retraite n'a été que de 120 000 à 140 000 par an entre 1983 et 1986, c'est-à-dire à peine supérieur à celui des entrées en garantie de ressources dans les années antérieures (1980-1983) (1). En un mot, la retraite à soixante ans s'est substituée à la garantie de ressources.

Le parallélisme n'est pas seulement quantitatif. Comme le rappelle M<sup>me</sup> Anne-Marie Guillemard dans son livre *«Le Déclin du social»* (PUF, 1986), l'accord de

janvier 1977 généralisant la garantie de ressources constituait une réplique à la revendication syndicale de la retraite à soixante ans. Il servait trois objectifs à la fois: permettre aux salariés de cesser leur activité plus tôt et compenser le chômage croissant des travailleurs âgés, tout en donnant au patronat un nouveau moyen d'alléger les effectifs des entreprises.

De fait, le développement des garanties de ressources a plutôt entravé celui des systèmes de retraites anticipées mis en place auparavant: le recul de celles-ci en 1977 est dû en bonne partie à cette concurrence. De 1975 à 1981, l'effectif des retraites anticipées a augmenté seulement d'un quart, celui des garanties de ressources a été presque multiplié par quatre, pour connaître une nouvelle accélération (une multiplication par trois) de 1981 à 1983.

Tandis que l'accord de 1977 donnait au patronat la maîtrise du départ des travailleurs âgés, l'ordonnance de 1982 devait rendre celle-ci aux intéressés. Cette

moins pour les salariés. Alors que la proportion de personnes «actives» (chômeurs compris) parmi les soixante à soixante-quatre ans était tombée les années précédentes (de 34% au début de 1981 à 27% au début de 1983, avant l'application de la retraite à soixante ans), la chute s'est plutôt ralentie ensuite: la proportion d'*«actifs»* était de 24,4% en 1985 et 21,6% au début de 1987. Aux mêmes âges, la proportion de personnes en garantie de ressources, qui avait monté de 12% à 16% entre janvier 1981 et janvier 1983, était revenue à 13% dès janvier 1985.

### Aux deux extrémités de l'éventail

Qui ont été les bénéficiaires de la retraite à soixante ans? La population touchée semble avoir été double, aux deux extrémités de l'éventail de la hiérarchie et de l'emploi. D'un côté, les chômeurs, les préretraités ou les personnes ayant déjà interrompu leur car-

rière des résultats assez comparables. Selon le dernier, à l'automne 1987, 40% environ des demandes provenaient de travailleurs en activité (un peu plus de la moitié étant des salariés du régime général), presque 18% de chômeurs ou des préretraités et 31% d'inactifs (2). On voit combien l'emploi pèse sur l'âge de la retraite.

Mais, parallèlement, des cadres ou des salariés ayant des rémunérations plus élevées ont aussi profité du nouveau régime, surtout au début: le salaire moyen des partants a fortement augmenté dans un premier temps (de 22,5% en 1983 et de 15,6% en 1984). Les résultats enregistrés par l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) corroborent ces chiffres: le succès de la retraite à soixante ans a, au départ, été particulièrement marqué chez les cadres (*le Monde* du 12 avril 1984). Mais la différence s'est réduite ensuite, une fois vidé le réservoir de retraités potentiels. Pour ceux-là, la nouvelle législation a avancé de quelques années le départ.

la réforme s'est élevée à 5,5 milliards de francs en 1984, à 8,9 en 1985 et à 11,5 en 1986, environ 7,5 % des prestations de l'assurance-vieillesse. Celle de la direction de la prévision ne diverge que sur 1987: 14,9 milliards de francs au lieu de 13,5 milliards.

Le financement de ce «surcoût» a-t-il été assuré? Les dépenses constatées ne sont pas très éloignées des prévisions faites en 1982-1983 avant la réforme par le régime général et par le ministère du travail. Celles-ci correspondaient à 0,25 point de cotisation en 1983, 1 point en 1985, 1,5 point en 1986, mais on atteindra plus de 2 points en 1990 (3).

La retraite à soixante ans était donc largement financée au départ par le relèvement d'un point de la cotisation d'assurance-vieillesse au 1<sup>er</sup> janvier 1984. Mais les ressources n'étaient pas assurées pour la suite. D'autant que, et on le prévoyait dès 1982, l'évolution démographique et économique allait, à législation constante, accroître des charges de l'assurance-vieillesse à l'horizon 1986 dans les mêmes proportions que la retraite à soixante ans.

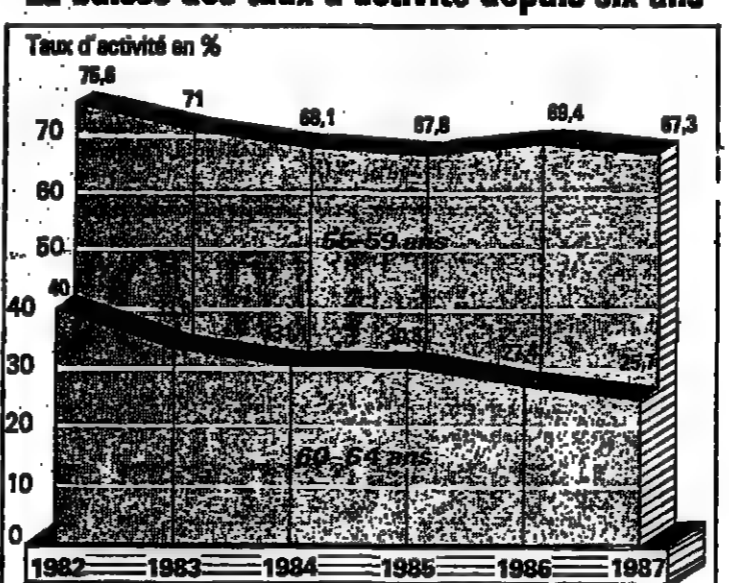
Certes, la réforme a permis d'arrêter l'entrée en garantie de ressources: or le déficit de celui-ci, estimait-on en 1982, devait s'élever à 10 milliards de francs dès 1983 et à 15 milliards en 1985. D'ailleurs, les partenaires sociaux (y compris le patronat) réclamaient une aide de l'Etat. Mais l'économie réalisée sur le régime d'assurance-chômage ne s'est pas accompagnée d'un transfert de ressources correspondant: seuls les régimes complémentaires ont bénéficié, pour financer la retraite à soixante ans, du versement de deux points de cotisation-chômage (par l'intermédiaire d'un organisme créé ad hoc, l'Association pour la structure financière).

En fait, le gouvernement comptait sur la reprise économique pour améliorer les ressources de l'assurance-vieillesse. Il a sous-estimé la croissance du chômage. Il n'est sans doute pas le seul.

GUY HERZLICH.

(1) Selon les évaluations de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse et de la direction de la Sécurité sociale, l'effectif serait tombé à 65 000 en 1986.  
(2) Chez les femmes, on compte deux fois moins de chômeurs et deux fois plus d'inactifs que chez les hommes.  
(3) Un point de cotisation-vieillesse représentait environ 12 milliards de francs en 1986.

### La baisse des taux d'activité depuis six ans



Malgré la retraite à soixante ans, le taux d'activité des hommes de soixante à soixante-quatre ans a baissé nettement moins vite après 1983 que les années précédentes. Si la baisse est moins forte chez les hommes de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans, l'évolution est comparable. Chez les femmes, l'activité a même un peu plus diminué chez les cinquante-cinq-cinquante-neuf ans (6,5 points: de 46,1% à 39,6%) que chez les soixante-soixante-quatre ans (5,3 points: de 23,3% à 18%).

Source: INSEE, enquête Emploi.

restitution a été incomplète: la retraite à soixante ans a aussi été utilisée par les entreprises pour alléger leurs effectifs, et la loi de juillet 1987 interdisant les «classes coupées» a fait de l'âge en quelque sorte un motif de licenciement.

Aussi, jusqu'à présent, contrairement à ce qu'on affirme souvent, la retraite à soixante ans n'a pas sensiblement abaissé l'âge réel de cessation d'activité, au

ribré plusieurs années auparavant: de l'autre, les cadres. Selon deux sondages réalisés en 1983 et en 1984 par la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV), 47% seulement des demandeurs de retraite dans le cadre de la législation nouvelle concernaient des salariés en activité, et 18% des chômeurs. Or, actuellement, les sondages annuels effectués par la CNAV sur les dossiers de liquidation dou-

de compétitivité-prix obtenue en instaurant une sous-évaluation provisoire significative du franc. C'est en fait pour avoir oublié la leçon des seules dévaluations réussies par la France, celle de 1958 et, dans une certaine mesure, celle de 1969, que notre pays s'est privé de la seule arme offerte par la manipulation des taux de change.

Il est bien vrai que le SME revient par nature à faire admettre, sinon à faire choisir, le pourcentage d'ajustement du franc par notre partenaire principal, puisqu'il implique nécessairement le consensus. Le piège est d'ailleurs d'autant plus évident lorsque, comme cela a été toujours le cas lors des six derniers ajustements, le gouvernement français use le plus clair de son énergie à obtenir que ce soit le mark qui se révalue le plus et le franc qui se dévalue le moins.

On ne saurait davantage perdre de vue que l'essence même de l'accord européen a privé la France de ce qui est considéré à juste titre comme le seul moyen de rendre une dévaluation productive: la constitution d'une réserve

(\*) Professeur à l'université de Bordeaux-I.  
(Lire la suite page 39.)

## POINT DE VUE Pour une refonte du système monétaire européen

par HENRI BOURGUINAT (\*)

TOUT donne à penser qu'au cours des prochains mois, en particulier au moment de l'élection présidentielle, le système monétaire européen (SME) sera mis sur la sellette. D'ores et déjà, à gauche, mais aussi - ce qui est plus nouveau - à droite et au centre, de bons esprits paraissent tout à fait prêts à en instruire le procès. Est-il vrai, pour autant, que le SME ait réellement démenti?

Ne pourrait-on, au contraire, admettre qu'en fin de compte, dans le vaste océan des tempêtes monétaires et financières récentes, non seulement la grille des parités a tenu, mais encore, globalement, que l'aire européenne de coopération a été l'une des rares - sinon la seule - à se manifester, notamment par l'expérience de réaction combinée de la France et de la RFA en matière de taux d'intérêt après le 19 octobre? En réalité, il faut bien convenir que le dossier ne se réduit pas à tel ou tel de ces

aspects trop systématiquement présentés en rose ou en gris et que l'expérience menée depuis 1979 appelle, effectivement, un bilan dans lequel alternent coûts et rendements.

An chapitre des coûts, on serait tenté de faire d'abord apparaître un aspect trop souvent oublié: l'inexorable processus souterrain de confiscation des valeurs ajoutées qu'autorise le SME au détriment des pays à monnaie faible, tout particulièrement entre la France et la RFA. N'est-il pas vrai, en effet, qu'avec un DM à près de 3,4 FF, l'Allemagne peut aujourd'hui importer deux fois plus de demi-produits, de matières premières ou d'autres biens qu'en 1974 (trois fois plus qu'en 1950), les incorporer dans des productions pour, ensuite, soit les consommer localement, soit les réexporter dans les pays tiers, voire sur le territoire français proprement dit.

Sur ces marchés, l'avantage est d'autant plus net qu'un DM fort n'est pas un réel handicap pour des produits allemands qui sont surtout sensibles à des éléments de compétitivité hors prix. Quel appareil productif national n'en porterait pas des traces durables, lorsque ce processus d'appauvrissement par le change se poursuit depuis plus de vingt ans et que, dans le cadre plus réduit du seul SME, six ajustements du rapport franc-mark, tous dans le même sens, sont encore intervenus depuis 1979 et l'entretiennent toujours dans le même sens.

On ne saurait davantage perdre de vue que l'essence même de l'accord européen a privé la France de ce qui est considéré à juste titre comme le seul moyen de rendre une dévaluation productive: la constitution d'une réserve

## La rencontre des talents

Multiplier ses chances de réussite.  
Confronter son savoir à la réalité.  
Développer son sens des responsabilités.  
L'I.S.G. vous en donne la possibilité grâce à un enseignement de haut niveau, en France ou à l'étranger.

Orchestrions ensemble votre avenir.

**INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION**  
Etablissement libre d'enseignement supérieur  
8, rue de Loto - 75116 Paris  
Tel. : 45.53.60.00

**La clef de la réussite**

سكزا من الاصل

A LA RECHERCHE DE LA PRODUCTIVITE

La fin des stocks

Mieux maîtriser les flux de marchandises c'est s'obliger à réduire les coûts et à mieux satisfaire les clients.

par RÉMY PRUD'HOMME (\*)

La logistique est - l'art de combiner tous les moyens de transport, de ravitaillement et de logement des troupes - L'usage du mot débordé le domaine militaire, s'étend au domaine civil et sert de plus en plus à désigner la gestion des flux de marchandises. Ce débordement sémantique reflète une réalité importante. Les flux de marchandises, et les coûts de leur gestion, tendent à augmenter dans nos économies. Mais ces flux et ces coûts peuvent être réduits. Le développement de la logistique est ainsi à la fois une conséquence et une cause des progrès de la productivité.

Dans nos sociétés, l'importance des déplacements de biens augmente sous le double effet de l'évolution de l'offre et de celle de la demande. Du côté de l'offre, une partie au moins de l'augmentation de la productivité - sans laquelle il n'y a pas de progrès économique et social - provient de la spécialisation. Les économistes savent cela depuis la célèbre démonstration d'Adam Smith sur le cas de la fabrication des épingles. Il y a plus de deux siècles.

La spécialisation entraîne la production en plus grandes quantités, qui entraîne à son tour l'abaissement des coûts unitaires. Cet avantage a une contrepartie : les différents éléments qui composent un bien donné sont fabriqués en différents points de l'espace, parfois fort éloignés les uns des autres. Et certains de ces éléments sont eux-mêmes produits avec des sous-éléments venant des quatre coins du pays ou du monde.

Il suffit de penser à la fabrication d'une automobile. Les R-25 qui sortent des chaînes de Sandouville sont peut-être montés avec des moteurs qui viennent de Douvrain, des pneumatiques fabriqués à Clermont, des

sièges produits à Boulogne et des micro-ordinateurs montés à Toulouse. Les pneumatiques eux-mêmes incorporent du caoutchouc, des toiles ou du métal en provenance de lieux très divers.

Plus un objet est complexe, moins sa fabrication est transformation d'une matière première, plus elle est assemblage d'objets eux-mêmes assemblés. Et les objets que nous consommons sont de plus en plus complexes. La chaîne de la valeur ajoutée a ainsi de plus en plus d'anneaux. Produire, ce n'est pas seulement gérer la transformation de la matière en un lieu donné, c'est aussi et de plus en plus organiser des déplacements de matière.

Du sur-mesure en grande série

Ce mouvement est renforcé par une autre évolution, qui concerne la demande. Le nombre et la diversité des biens mis en vente augmentent rapidement dans nos sociétés de progrès. Nous sommes de plus en plus difficiles à satisfaire. Chacun veut du sur-mesure. Là encore, l'exemple de l'automobile est éclairant. Bien loin d'évoluer vers la voiture standard comme on le prédisait il y a quelques années, la demande d'automobiles se diversifie ; et les constructeurs suivent en allongeant leur catalogue et en multipliant les options.

Comment faire du sur-mesure en grande série ? En produisant les biens spécialisés en un petit nombre de points et en les expédiant aux clients un peu partout dans le monde. Là du reste est la vraie force et la vraie nécessité des robots, notamment dans l'industrie automobile : ils ne sont pas une banale substitution du capital au travail, mais l'outil de la flexibilité qui permet de réconcilier production de masse et production individualisée.

Quoi qu'il en soit des robots, cette évolution entraîne elle aussi une augmentation des flux de biens. L'exemple le plus frappant de cette double évolution est la vente par correspondance. Voilà une activité qui consiste uniquement à gérer des flux de marchandises, une activité qui est de la logistique à l'état pur.

Si cette évolution ne se traduit pas par une augmentation des transports de marchandises mesurés en tonnes-kilomètres, c'est qu'elle est contrariée par un autre phénomène. Le progrès technique entraîne en effet un allègement constant des produits. Le poids des voitures, des bouteilles de verre ou des poutrelles de fer - à qualité et à solidité égales - diminue rapidement, d'au moins 1 % par an. Notre civilisation est une civilisation du léger.

Ce n'est donc pas en tonnes-kilomètres, mais en mètres-cubes-kilomètres ou en francs-kilomètres qu'il faut évaluer l'évolution des flux de biens. Mieux, en termes de coût de transport généralisé, comprenant, outre le coût des déplacements, les coûts de manutention, de stockage, d'information, de finance, de distribution.

La part de ces coûts, que l'on pourrait appeler de logistique, augmente constamment. Selon certaines estimations, elle constituerait plus de la moitié du coût de certains produits. C'est en ce sens que l'on peut dire que les progrès de la productivité ou, si l'on préfère, le développement

économique entraînent le développement de la logistique.

La proposition réciproque n'est pas moins vraie. La réduction des coûts de transports généralisés, c'est-à-dire des stocks et des délais, peut contribuer notablement aux progrès de la productivité. Si les coûts de logistique égalent 50 % des coûts totaux, une réduction de 20 % des premiers entraîne une diminution de 10 % des seconds. La logistique est un gisement de progrès de productivité.

Comme une armure

Mais il y a beaucoup plus que cet effet mécanique. La réduction des stocks et des délais est aussi - et surtout - importante par les transformations auxquelles elle conduit. On dit et on pense souvent que les stocks sont une protection contre les aléas, les grèves, les retards, les erreurs. Sans doute. Mais les stocks protègent aussi une armure. Non seulement les armures coûtent cher, mais surtout elles immobilisent ceux qui les portent, les dépenses ou les empêche de courir, de regarder, de chercher de nouvelles armes, de se placer : elles sont l'une des deux causes de la défaite d'Azincourt.

Dans une entreprise, les stocks sont une mesure de l'inefficacité. Les réduire ou les éliminer, (\*) Professeur à l'université Paris-XII.

efficaces. General Motors a racheté IDS, l'une des plus importantes sociétés de conseil en analyse de système du monde, pour se doter du système nerveux qui lui faisait défaut.

La logistique, c'est-à-dire l'intendance, doit faire autre chose que suivre : précéder. Et les entreprises, ou du moins certaines d'entre elles, comprennent que la logistique va jouer maintenant le rôle structurant et moteur tant à d'autres époques par la technologie des produits, l'organisation de la production ou la conquête des marchés.

Si les entreprises sont en première ligne, les pouvoirs publics ont, à l'arrière, un rôle important à jouer. Ce rôle est double. D'une part, les pouvoirs publics doivent aider les entreprises à réussir la révolution logistique. Cela veut dire créer un environnement favorable, offrir des systèmes de formation et d'information adaptés, adapter les règles du jeu des transports de marchandises.

D'autre part, les pouvoirs publics doivent s'interroger sur les conséquences et les implications du phénomène, notamment sur l'aménagement du territoire. La nécessité de réduire les délais de livraison, de « tendre les flux » de marchandises, va-t-elle favoriser une concentration des activités que le développement de l'informatique semblait condamner ?

Va-t-elle créer, le long de grands axes privilégiés, des lieux de regroupement et de distribution des marchandises créateurs d'emplois et susceptibles d'entraîner à leur tour l'apparition de nouvelles activités ? Comment intégrer ces tendances - incertaines - dans les politiques de développement régional et local ? Il est plus facile de poser ces questions que d'y répondre.

INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE

CONCOURS D'ENTREE I.S.C. 1988

Elèves des classes préparatoires au Haut Enseignement Commercial

EPREUVES ECRITES :

16, 17 et 18 MAI 1988 (24 centres de concours)

INSCRIPTIONS :

Jusqu'au 15 MARS 1988

RETRAIT DES DOSSIERS :

- soit auprès de l'établissement fréquenté par l'élève préparatoire ; - soit au siège administratif de l'I.S.C. (Mme ROGIER - Service du Concours)

EVOLUTION DU NOMBRE DE CANDIDATS

CONCOURS 1985 : 2 597 candidats - 195 reçus

CONCOURS 1986 : 3 107 candidats - 206 reçus

CONCOURS 1987 : 3 305 candidats - 212 reçus

pour 1988 : 220 places offertes



Une Grande Ecole de Battants.

Institut Supérieur du Commerce 22 Bd du Fort de Vaux - 75017 Paris Tél. 42 70 34 80 et 42 70 90 95

Handwritten note in Arabic: مركزنا الامم

Vertical text on the right margin, partially cut off and difficult to read.

Vertical text on the right margin, partially cut off and difficult to read.

MOUVEMENTS DANS LE TIERS-MONDE

L'Asie industrielle à deux vitesses

Un jeu tout en souplesse à Taiwan ou en Corée, des retards, des routines, des reculs en Chine ou en Inde, mais tous les pays bougent.

par GILBERT ETIENNE (\*)

Le contraste est de plus en plus net entre les nouveaux pôles industriels d'Asie - Hongkong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan - et les deux poids lourds, la Chine et l'Inde, suivis du Pakistan, de l'Indonésie et d'autres pays.

La Corée du Sud ainsi que l'île de Taiwan constituent certes chacune un ensemble plus facile à gérer et à développer que 1,07 milliard de Chinois sur 9,7 millions de kilomètres carrés, ou que 780 millions d'Indiens sur 3,3 millions de kilomètres carrés.

Fort de ces atouts, Coréens et Chinois de Taiwan ont fait preuve d'un étonnant sens des réalités : pas de dogmatisme ou d'a priori rigides, mais un contraire en jeu tout en souplesse qui permet de lâcher la bride où de tirer sur le mors, de pousser un secteur puis un autre, d'ouvrir ou de fermer les barrières douanières.

Non moins révélatrices sont les formes de coopération étrangère. Loin d'ouvrir toutes grandes leurs portes aux multinationales, les gouvernements jouent cette carte avec circonspection.

Les deux pays ont ainsi montré d'une administration de haut niveau, où la corruption occupe une place restreinte. La formation des cadres et de la main-d'œuvre est assurée par un sévère système d'éducation.

D'autres facteurs hérités d'un lointain passé, comme les structures sociales, ou liés à l'actualité font l'objet d'interprétations diverses. En 1900, le déclin du Célèste Empire était attribué à son cadre confucéen, alors qu'aujourd'hui celui-ci favoriserait le succès de Hongkong, de Singapour, de la Corée du Sud et de Taiwan.

Par rapport à l'Amérique latine et à l'Afrique, l'Asie dans son ensemble se porte plutôt bien, mais avec des écarts sensibles. Chine et Inde constituent par leur taille une catégorie à part. Les pesanteurs, les retards d'exécution, les lenteurs, sont inévitables.

Des progrès sensibles sont en cours : les Indiens construisent des Jeeps en Grèce, rénovevnt les chemins de fer du Nigeria. Les Chinois prennent des parts dans des mines de fer en Australie et dans des forêts au Canada.

Premier handicap : les planificateurs des deux géants ont marqué la belle époque du commerce international qui précède le premier choc pétrolier de 1973. Toutefois, depuis dix ans, les exportations de la Chine ont progressé beaucoup plus vite que celles de l'Inde.

En outre, les deux géants ont marqué la belle époque du commerce international qui précède le premier choc pétrolier de 1973. Toutefois, depuis dix ans, les exportations de la Chine ont progressé beaucoup plus vite que celles de l'Inde.

Il y a quatre ans, la Corée ne figurait pas sur le marché mondial de l'automobile. En 1987, elle a dû y écouler 450 000 voitures.

Véhicules robustes, manquant il est vrai de certains gadgets, mais vendus aux Etats-Unis 1 000 à 2 000 dollars de moins que les autos japonaises comparables.

En Inde, l'investissement par tête d'acier est au moins quatre ou cinq fois plus élevé que chez Posco. Circonstance aggravante : les retards. L'agrandissement des aciéries de Bokaro et de Bhilai n'aurait dû être achevé en 1983 ; il n'a été achevé qu'en 1987.

Autre handicap : la difficulté pour les aciéries à utiliser leur pleine capacité. Les entreprises privées de Tata y parviennent, contrairement à celles du secteur public. Tantôt c'est le coke qui fait défaut, tantôt sa qualité laisse à désirer, ou encore les wagons ou l'électricité manquent.

Pendant trente ans, le parc automobile indien reste figé sur des modèles Morris ou Fiat de 1955, fabriqués sur place. L'ouverture de l'économie se traduit par de nombreux accords de coproduction avec des firmes japonaises et françaises.

La Chine n'échappe pas à des déboires comparables ou pire. Le fort taux de croissance de ces dernières années masque l'accumulation de stocks invendables, même localement, entre autres pour l'acier, alors qu'ailleurs les installations sont sous-utilisées, ici aussi faute d'électricité, de matières premières, de pièces de rechange.

L'accord signé en 1974 entre les Chinois et des maisons allemandes pour la création de nouvelles unités de production aux aciéries de Wuhan connaît une genèse pénible. Les convertisseurs

et les laminaires commencent à fonctionner en 1980. En 1983, l'acier tourne à 80 % de sa capacité.

L'industrie sidérurgique a beau produire 45 millions de tonnes d'acier laminé par an, la Chine importe dans les 20 millions supplémentaires, ce qui sous-entend un énorme déchet. Or se demande, en effet, ce que les Chinois font de tout cet acier.

Les réformes ont rendu plus compliquées par l'absence de secteur privé, sous réserve de récentes et très petites entreprises individuelles.

En Chine, les réformes sont rendues plus compliquées par l'absence de secteur privé, sous réserve de récentes et très petites entreprises individuelles. Si les autorités n'envisagent pas de privatiser leur secteur public, elles cherchent à améliorer sa gestion et sa production en demandant plus de poids aux managers, en allégeant un système économique trop centralisé, en jouant mieux sur les prix.

Pékin n'a, en effet, pas fini de payer la facture de la révolution culturelle, qui avait si malmené un système d'éducation déjà fragile. Les cadres bien formés dans les disciplines techniques, la gestion, la planification, les finances font défaut, et les nouvelles générations d'étudiants ne font que commencer à revenir de l'étranger.

Quelles que soient les différences politiques entre les pays d'Asie, les réformes ne plaisent pas à tout le monde. Les industriels indiens et pakistanais, doublement protégés par de véritables murailles douanières, ne voient pas tous d'un bon œil les

réformes. Les réformes ne plaisent pas à tout le monde. Les industriels indiens et pakistanais, doublement protégés par de véritables murailles douanières, ne voient pas tous d'un bon œil les

défauts et pour alléger les procédures. En même temps, à Islamabad comme à New-Delhi, les autorités se montrent plus ouvertes aux investissements étrangers et aux accords sur les transferts de technologie. Les premiers résultats sont encourageants, mais il reste beaucoup à faire. Quant au secteur public, trop de ses entreprises travaillent à perte dans les deux pays.

En Chine, les cadres plus rouges qu'experts ne sont pas ravis devant la nouvelle classe de professionnels qui montent en ligne, tandis que les exigences du nouveau système dérangent les routines liées à une productivité insuffisante. Il suffit à cet égard d'écouter les doléances des industriels de Hongkong qui investissent sur le continent et qui doivent s'adapter à des cadences de travail plutôt différentes de celles dont ils ont l'habitude.

Ces accidents de parcours ne mettent pas en question les tendances profondes qui se manifestent en Asie. La plupart des pays bougent, même le si pauvre Bangladesh, qui affiche des performances encourageantes dans l'exportation de vêtements. Or les enjeux qui se précisent n'affectent pas seulement les pays concernés, mais aussi nos économies occidentales.

Un vaste regroupement économique interregional est en train de s'opérer. Les Japonais agrandissent le cercle de leurs partenaires. Après l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud-Est, les voies en Asie du Sud. Au Pakistan, leurs exportations ont pris la première place ; en Inde, la deuxième, et les Coréens leur emboîtent le pas.

Alors que les Etats-Unis s'insèrent dans ce mouvement d'ensemble, les réactions de l'Europe occidentale sont plus molles. Ainsi, un des membres de la Commission du Plan indien me demandait : « En Europe, faites-vous preuve d'assez d'imagination et de vitalité à notre égard ? »

Alors que les Etats-Unis s'insèrent dans ce mouvement d'ensemble, les réactions de l'Europe occidentale sont plus molles. Ainsi, un des membres de la Commission du Plan indien me demandait : « En Europe, faites-vous preuve d'assez d'imagination et de vitalité à notre égard ? »

Louables efforts

Pour surmonter ces handicaps, qui ne sont pas particuliers à la sidérurgie, les Chinois recherchent des collaborations étrangères, démarche parfaitement justifiée mais qui exige du temps. Ainsi le projet conclu entre Pékin et American Motors pour produire des Jeeps se trouve confronté à un dilemme assez semblable à celui des Indiens et de Suzuki : produire bon marché en réduisant la part des importations de pièces, ou augmenter celles-ci mais sortir des véhicules trop chers pour le marché local et mondial.

Dans plusieurs branches de l'industrie, la question-clé en Chine, en Inde, au Pakistan, en Indonésie est de produire plus, mieux et moins cher, comme y sont parvenus les nouveaux pays industriels d'Extrême-Orient.

L'Inde et le Pakistan ont beau pratiquer une économie mixte, l'Etat, au lieu de stimuler les entrepreneurs, les a trop longtemps freinés par de multiples règlements, contrôles, interventions directes ou indirectes, licences, prix, etc. La production en souffre, les retards augmentent, le pourcentage s'épanouit.

C'est pourquoi de très louables efforts sont entrepris depuis plusieurs années pour rectifier ces

(\*) Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales (Geneve).

Pour une refonte du système monétaire européen

(Suite de la page 37.)

En fait, à très peu de chose près, un peu comme dans l'histoire de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine, le résultat final de ces palliatives ne saurait être très différent. Sans doute peut-on admettre que le franc se serait affaibli sans la SME. Néanmoins, l'expérience monétaire européenne révèle le caractère finalement assez implacable des mécanismes de l'immigration monétaire, outre le fait qu'ils ne permettent pas de choisir la « bonne » parité. Plus on se rapproche de l'heure de vérité que représenteront la mobilité des capitaux et le grand marché européen prévu pour 1992, plus il apparaît que la SME laisse étroitement l'espace des possibles de la politique économique de la France, particulièrement en matière monétaire.

Ce qui est déjà nettement apparu jusqu'ici, à savoir le fait que la SME interdit de faire « bande à part », en renouant des politiques salariales, budgétaires ou monétaires plus aventureuses que celles des autres, cette force de rappel remarquablement utile à certaines périodes - telle celle de 1981-1983 - maintenant, effraye quelque. Et si, demain, avec des capitaux et des services circulant librement dans le grand marché européen, ce qui était hier « cadre vertueux » devenait « carcasse », étant trop de liberté de manœuvre à la France ?

La crainte est d'autant plus légitime que, incontestablement, la SME, s'il a très positivement contribué à remettre l'inflation française en ligne avec celle de nos partenaires les plus rigoureux, et s'il a ainsi permis d'arriver aujourd'hui plus faibles en France qu'en RFA, a aussi, parallèlement, généré des sous-produits nettement plus pénalisants.

En contraignant la France à des niveaux de taux d'intérêt trop élevés - la défense du cours-pivot franco-DM oblige - on ne permettant pas d'éviter par la dévaluation l'accumulation de déficits commerciaux bilatéraux croissants, il a très vraisemblablement joué dans le sens d'une certaine stagnation de l'économie française. Plus précisément, le fait que l'investissement productif français n'ait pratiquement pas augmenté de 1980 au début de 1987, alors qu'il a crû de 10 % en République fédérale, est là pour nous rappeler notre retard.

Une très forte tentation

Et si, finalement, l'expérience s'était révélée globalement coûteuse ? Ne conviendrait-il pas alors de « sortir » résolument ou, au moins pour un temps, de se mettre en congé du SME ? La tentation sera en France, tôt ou tard, très forte. D'autant plus, d'ailleurs, que, au fur et à mesure qu'on se rapprochera de 1992, on craindra davantage qu'un mark toujours plus conquérant n'autorise l'achat d'une partie du capital français, qui paraîtra demain d'autant plus excessive que la perte du pouvoir d'achat relatif du franc n'autorisera pas la même préservation du capital français en RFA.

A vrai dire, toute proposition, même de simple « mise en congé », a un coût politique considérable. Il n'est pas dit non plus qu'elle constituerait une thérapie, à elle seule, adaptée pour l'économie française. Certes, celle-ci serait, de nos jours, mieux « tenue » que naguère par la contrainte de l'économie mondiale.

La baisse du dollar se substituerait, de ce point de vue, aux disciplines du SME. Cependant, non permanente et sans perspective

européenne, elle n'appourterait pas pour autant les mêmes garanties de discipline interne. De plus, tout cloisonnement, quelle que soit sa forme, ne servirait pratiquement pas à grand-chose s'il n'était pas l'occasion d'une vigoureuse reprise en main des déterminants de notre devenir économique.

Relever les contraintes du SME n'aurait de sens que si nous étions capables, sur les plans de la lutte contre les gaspillages de la ressource, de la productivité, de l'investissement ou du temps de travail effectif, de nous reprendre un peu plus profondément. Il y faudrait un projet entraînant l'adhésion « de deux Français sur trois », qu'actuellement la situation politique ne permet guère d'envisager. Dans ces conditions, la voie raisonnable paraît celle du renouveau du SME.

Avec la crise financière et l'accentuation des déséquilibres commerciaux croissants au sein même de l'Europe, le cadre juridique et les mécanismes arrêtés il y a eu dix ans en 1978, lors de la conférence de Brème, ne sont plus adaptés. Il s'agit, en particulier pour la France, de faire comprendre à la RFA que d'autres règles de jeu aujourd'hui s'imposent.

L'orientation prise à la réunion de Nyborg, en septembre 1987, permettant les interventions inframarginales - soit avant que les cours limites de la marge de fluctuation autorisée ne soient atteints - devrait être renforcée et sanctionnée par un engagement précis de financement des pays à mesure forte. Mais, en amont du mécanisme de change, c'est sans doute une part de la philosophie du SME qui aurait à être repensée pour éviter de confirmer l'existence d'une zone mark.

L'accord monétaire européen devrait désormais être conçu sur la base du principe de la réciprocité des avantages et du réajustement d'effets qui, actuellement, jouent

par trop de façon asymétrique. Nos amis allemands, qui tirent fortement parti du mécanisme de change par les transferts de plus-values mentionnés et par le fait que le SME « tire » de façon presque permanente le mark vers le bas et limite ainsi sa réévaluation, sacrifient en fait moins de moyens qu'il n'y paraît au principe de coopération monétaire. Leur octroi de financement lors des crises de change reste assez limité et, en fait, finalement, conditionnel. Ils devraient donc savoir accepter, pour éviter toute sortie préjudiciable à tous, d'envisager d'autres bases de fonctionnement.

Le principe d'un lien à créer entre un excellent commercial bilatéral maintenant pendant une trop longue période et des mesures d'ajustement dont la charge serait mieux partagée aurait, en particulier, à être étudié. Vis-à-vis de l'extérieur, un traitement commun des capitaux tiers pourrait sans doute aussi être utilement envisagé. Enfin, un lien renforcé entre ECU privé et ECU public procurerait progressivement un avantage commun et contribuerait à débloquer le problème de la monnaie européenne, aujourd'hui trop souvent imprudemment posé avec le projet encore très en avance de banque centrale européenne.

An total, tout « audit », quelque peu objectif du SME, révélerait sans doute que l'accord monétaire européen ne saurait être ni chargé de tous les maux ni, davantage, considéré comme ce paragon d'un avenir monétaire européen nécessairement radieux que veulent en faire souvent ses thuriféraires. Près de dix ans après sa mise en œuvre, dans un contexte de crise financière et d'asymétrie commerciale de ses principaux partenaires, plus qu'un traitement en termes de tout ou rien, c'est plutôt une refonte qu'appelle l'état des lieux.

HENRI BOURGUINAT.

COMMERCIAL S.C. 1988 Commercial e de Battant

Handwritten text in Arabic script: حكايا من الامل

revue française d'économie 4/87 Sir John HICKS (Prix Nobel)... revue française d'économie 4 rfe/Fayard

هكذا من الاجل

La chronique de Paul Fabra

LES questions les plus graves ne manquent pas pour animer le dîner-débat organisé par le Monde, lundi dernier 18 janvier, sur le thème « La crise du dollar et ses conséquences ».

Ne manquent pas non plus les questionneurs de qualité. Parmi les participants au dîner-débat qui eut lieu à l'Automobile-Club de Paris figuraient plusieurs des grands noms de la finance et de l'industrie françaises.

Reponses éclairantes ou énigmatiques, déclaration — celle d'Edouard Balladur (reproduite dans le Monde du 20 janvier), pleine de lucidité quant à l'analyse de la crise monétaire et de promesses quant aux développements futurs.

Constatation plutôt inquiétante pour l'avenir proche ou relativement proche du dollar, l'ancien président de la Fed, qui n'a pas manqué cette nouvelle occasion d'insister sur l'influence négative exercée par une gestion relâchée des finances publiques.

Paul Volcker et l'Europe

bout des lèvres quand il est poussé par son interlocuteur à donner son avis sur ce compromis auxquels se sont accrochés les gouvernements européens et japonais pour feindre de croire que le dollar n'était pas abandonné à son sort.

Comment a réagi l'ancien maître du dollar (un des rares hommes publics qui, de l'autre côté de l'Atlantique, jouisse encore d'un immense prestige auprès de la communauté financière et du public) aux projets réformateurs du ministre français ?

Le sort des monnaies ne se joue pas sur des modèmes économétriques. Le ministre français n'aime plus les « indicateurs » chers aux technocrates du Fonds monétaire.

des prix, etc. Bref, il s'agit de ressusciter, à l'usage international, la méthode désuète de la planification indicative. La France était jusqu'à ce jour l'un des principaux « supporters » de cette procédure, vouée à l'échec certain mais pleine de charme pour la direction du trésor.

Edouard Balladur fait encore allusion à l'utilité que pourrait avoir « un étalon indépendant de la volonté des gouvernements », autre suggestion peu conforme aux vœux de ses fonctionnaires, mais proche sans doute de ceux de l'homme de la rue et des investisseurs, ces terribles « simplificateurs ».

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la France, par la voix de ses hommes politiques, plaide pour un système monétaire international « contraignant », expression, à la réflexion, plutôt étrange, mais bien dans le goût de l'époque.

Il est, à la longue, probablement utile, et il est en tout cas, dès aujourd'hui, hautement méritoire pour un responsable politique de rompre avec les préjugés ambiants en renouvelant l'analyse officielle.

Edouard Balladur est sans doute le premier d'entre eux à mettre en doute le lieu commun d'après lequel le flottament des monnaies aurait permis d'absorber sans rupture les chocs pétroliers.

La preuve que l'affaire est trop sérieuse pour n'être qu'une question de préférence ou d'affinité doctrinale, l'histoire des débuts de la V<sup>e</sup> République en offre un ou deux exemples des plus caractéristiques (encore que passés sous silence).

Le premier pays qui rompit le pacte fut la France (en juin 1967). Les justifications pour une telle décision ne manquaient sans doute pas.

Anal le général de Gaulle et son ministre des finances de l'époque, Michel Debré, qui préconisaient le réta-

blissement de ce système dans toute sa plénitude, estimant que les Etats-Unis devraient intégralement régler en or leurs déficits de balance des paiements.

Les choses ont-elles tellement changé ? Le SME comporte un mécanisme de correction automatique des déséquilibres dans la mesure où, si la Banque de France emprunte des devises à la Bundesbank pour défendre sa monnaie, elle est obligée de les rembourser dans un bref délai.

Sur ce chapitre, l'Europe possède un potentiel considérable qui lui permettrait, si elle le veut, d'aborder en bonne position une discussion sur la stabilisation des monnaies.

Sur ce chapitre, l'Europe possède un potentiel considérable qui lui permettrait, si elle le veut, d'aborder en bonne position une discussion sur la stabilisation des monnaies.

Le Monde sur minitel LES INFOS Les derniers flashs. L'actualité en direct. 36.15 TAPÉZ LEMONDE

OBJECTIF 1992 SE PRÉPARER A L'OUVERTURE DU MARCHÉ EUROPÉEN

orientations SERVICE Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

Pour un meilleur prix rendez-nous visite avant de commander votre PEUGEOT Plus vite, moins cher! NEUBAUER PEUGEOT

MEDIAS EN REGION La première analyse complète de la situation des médias en Alsace.

HUMEUR Mythologie par BERNARD MARIS (\*) 7) Désendetter l'Etat. — Mythe libéral. L'Etat emprunteur honnête, bon père de famille, tellement scrupuleux qu'il se rembourse le Glacard, lequel, au cours du privilège nouveau, lui aura coûté assez cher.

Just Assassins sur... The story Paulin & Assassins sur... dans le



Justice

De Thierry Paulin à Yves Dandonneau

Assassins sans mémoire

Serait-on entré dans l'ère des assassins pressés et sans mémoire, adeptes d'un « taylorisme » de la mort ravageur et insensé ? La chronique des faits divers, qui n'a jamais péché par négligence, rassemble quelques coups durs ces derniers temps. Par la seule liste de ses victimes (une vingtaine), Thierry Paulin s'est hissé, dès son arrestation en décembre, à l'égal des criminels dont l'histoire retient le nom. Mais voilà qu'un ancien assureur, Yves Dandonneau, se voit reprocher un crime unique tout aussi « percutant » : avoir conduit à la mort, sur une petite route de province, un clochard, tout simplement sacrifié pour permettre à son assassin de « disparaître » et d'« anéantir » grâce à des complices, de solides primes d'assurance. Dans un autre genre, la cour d'assises de Paris vient de juger trois jeunes gens, pompeusement qualifiés de « trio à diabolique », qui envisageaient froidement de tuer encore beaucoup de pédestres assis pour réunir une cagnotte de 10 millions de francs. On s'est gravement interrogé sur leurs « raisons » de donner la mort. La France a voulu regarder au fond des yeux la jeune Valérie Subra, vingt et un ans, et ses deux co-accusés, comme si elle allait y trouver une clé... La France n'a rencontré qu'un regard, tantôt buté, tantôt baissé, et finalement embué de larmes. C'est que le crime ne s'explique pas forcément, ou mal. Pour un Raszkolnikov manqué magistralement par Doustovskij et qui trucidé une usurière et sa sœur, en vertu de motifs qu'expose Crime et châtiment, combien d'assassins banals ! Les uns seraient trop regardés à la télévision et ses feuilletons défilants ; les autres n'auraient pas supporté leur enfance — ou malheureuse ou trop choyée. Ils sont, en fait, à l'image de notre société uniformisée : les assassins moyens d'une France moyenne. L'assureur et l'rupture de ban (Yves Dandonneau), l'organisateur de soirées bran-

chées (Thierry Paulin), le petit vendeur dans un magasin de prêt-à-porter (Valérie Subra), disparaissent-ils un quelconque Club Med ? Ils sont, surtout, brouillés avec des notions simples, le bien et le mal, et sincèrement désarmés face à des juges qui attendent d'eux des regrets.

Célébration grégaire

L'écrivain Morgan Sportès a parlé à juste titre de « meurtre fest food ». Car les assassins d'aujourd'hui tuent froidement, sur la pouce, comme on avise un hamburger, sans y penser. Pour vivre vite, ils distribuent la mort, ils « zappent » avec la crime, tranquillement, collégialement. C'est la deuxième particularité de cette génération de criminels. Elle est grégaire jusqu'à l'assassinat. Thierry Paulin, vingt-quatre ans, n'a « réussi » dans le crime qu'en compagnie de Jean-Thierry Mathurin, vingt-deux ans, Yves Dandonneau n'a pas moins de cinq complices présumés, Valérie Subra, pile Lolita, a désigné leurs futures victimes à Laurent Hettab, vingt-trois ans, et à Jean-Rémi Sarrault, vingt-quatre ans. On est loin de la solitude d'un Pétiot — accusé de vingt-sept assassinats commis entre 1942 et 1944, — d'un Pasquet, d'une Marie Besnard ou encore d'un Landru, approvisionnant ses cassinières avec les corps de ses victimes. Si loin que M. Gérard Guibou, avocat général, s'est trompé en se référant au passé pour expliquer le présent et les crimes du trio assassin. Non, Valérie Subra n'est pas « une de ces sorcières grises qui accompagnent les divisions de Waffen SS », non, ses complices, pas plus que Thierry Paulin, ne sont pas comparables aux tortionnaires « de la rue Lauriston », siège de la Gestapo à Paris, durant l'Occupation. Ces criminels-là, plus simplement, sont glacés comme notre époque. En surface. LAURENT GRELSAMER.

Faits divers

Affaire de droit commun ou meurtre politique ? Un militant nationaliste tué à Calvi

Bastie de notre correspondant Un gérant de bar, militant nationaliste, a été tué, le samedi 23 janvier vers dix-huit heures et un autre militant nationaliste grièvement blessé à Calvi (Haute-Corse). Les deux hommes circulaient en voiture quand ils ont été pris pour cible par au moins deux tireurs. Gérard Rutily, âgé de trente-six ans, a été mortellement touché de plusieurs balles de calibre 9 mm et de quatre décharges de chevrotine, à bord de la Renault 18 conduite par son ami, Paul Anziani, âgé de trente-quatre ans.

Garde à vue prolongée pour six militants nationalistes bretons

Six militants nationalistes bretons étaient toujours en garde à vue, le dimanche soir 24 janvier, dans les locaux du SRPJ de Rennes après les deux attentats de Rennes et de Quimper revendiqués par l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB) (le Monde du 23 janvier). Sur les dix personnes interpellées jeudi et vendredi à Brest, à Lorient, à Rennes et dans la région de Carhaix (Finistère), quatre ont été remises en liberté samedi et dimanche. La garde à vue des six autres devait continuer jusqu'à lundi soir. Parmi les personnes toujours gardées à vue, figurait M. Erwan Le Coadic, chargé des relations extérieures du mouvement d'extrême gauche nationaliste breton Emgac'h ainsi que MM. Marc Jouin et Denis Rion, tous deux sympathisants de cette organisation. D'autre part, deux Brezons opposés réfugiés en France, assignés à résidence en Bretagne, qui avaient été interpellés à Fouesnant (Finistère) au domicile d'un militant nationaliste breton, ont été assignés à résidence, dimanche, l'un à Metz, l'autre à Strasbourg.

Ce dernier a été légèrement touché par les éclats de chevrotine. Les enquêteurs ignorent encore, ce mardi 25 janvier en début de matinée, si les deux hommes avaient été victimes d'un règlement de comptes pour une affaire de droit commun ou d'un meurtre politique. Gérard Rutily avait déjà été condamné pour escroquerie mais il passait pour un militant nationaliste engagé de l'ex-FLNC. Il était soupçonné d'avoir participé à plusieurs actions armées. En 1980, le magasin de souvenirs dont il était le gérant à Calvi avait été détruit par un attentat. En 1982, le bar qu'il exploitait, l'Aventura, avait été ravagé par un incendie criminel. Les nationalistes avaient accusé, à l'époque, les militants de France, le mouvement clandestin anti-indépendantiste, d'être les responsables de ces attentats. En 1985, Gérard Rutily avait été condamné à huit mois de prison pour escroquerie et falsification de papiers. Paul Anziani, employé dans un supermarché de Calvi, est lui aussi considéré comme un militant proche de l'ex-FLNC. En 1979, il a été condamné à huit ans de prison par l'ex-cour de sûreté de l'Etat, pour avoir commis plusieurs plasticages, dont celui qui avait détruit le hôtel hertzien de Figo au-dessus de Bastia, le 3 août 1977. M.C.

Attentats au sud d'Alajacio. Une dizaine de villes inoccupées appartenant à des continents ont été partiellement détruites par des attentats, dimanche 24 janvier, dans la région d'Alajacio. Les gardemars ont découvert sur place des tracts de l'ex-FLNC revendiquant ces attentats en mémoire d'Etienne Carot, militant nationaliste tué en janvier 1984 par un avion explosif qu'il tentait de planter dans une ville inoccupée.

EN BREF

Un voleur de voiture tué par un policier. Un gitan âgé de dix-huit ans, Michel Stéphane, a été tué, le dimanche 24 janvier, par un policier d'Échirolles, dans le département de Grenoble. Vers 2 heures du matin, un Peugeot 405 volée était signalée sur le parking d'une grande surface d'Échirolles. Une patrouille de police se rendit sur les lieux et un gardien de la paix descendit alors de son véhicule, ordonnant au chauffeur et au passager de la voiture de se rendre. Selon la police, le Peugeot a alors foncé sur le gardien ; celui-ci a fait feu, blessant grièvement le conducteur, qui parvint cependant à prendre la fuite. Le corps de Michel Stéphane devait être découvert plus tard dans la cour de la caserne des pompiers de Seyssinac, et la 405 devait être retrouvée incendiée quelques heures après à Sassenage. Selon la sûreté urbaine de Grenoble, le policier a tiré en état de légitime défense. Suicide à la prison de Perpignan. Quelques heures après avoir été condamné à neuf ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Pyrénées-Orientales, Alain Labrousse, âgé de soixante-deux ans, s'est donné la mort dans sa cellule du centre pénitentiaire de Perpignan, samedi 23 janvier. Alain Labrousse, qui s'est pendu à l'aide d'un drap, avait été jugé pour une tentative de meurtre avec préméditation sur la personne d'un de ses voisins, Antoine Lopez, qui avait été grièvement blessé à l'épaule et au poulmon en février 1988. Le parquet de Perpignan a ordonné l'ouverture d'une information pour établir les causes exactes de la mort du prisonnier. — (Corresp.) RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans l'article et l'erreur plus vite et plus loin (le Monde du 1er janvier), c'est le président du conseil général, et non le préfet, qui autorise les œuvres à s'occuper d'adoption et qui donne l'agrément aux familles désirant adopter un enfant.

Redoux après la tempête

La très violente tempête, qui a soufflé sur l'Atlantique et la Manche, le vendredi 22 janvier, s'est sensiblement calmée samedi mais après avoir provoqué deux naufrages. Le chalutier du Tréport Saive-Regina (dont nos éditions datées 24-25 janvier avaient signalé la disparition) n'a pu être retrouvé et sept des recherches menées activement : son équipage de quatre hommes est porté disparu. Ce même 22 janvier, au large de l'île d'Oléron, le chalutier Jean-Sébastien a été retourné très brusquement par d'énormes vagues : deux hommes ont pu attraper un canot pneumatique sur lequel, épuisés et transis, ils ont regagné la côte de la Charcote-Maritime le 23 janvier vers 11 h 30. Ils ont été hospitalisés à Royan. Les deux autres hommes de l'équipage sont portés disparus. L'épave du Jean-Sébastien, repérée par 20 mètres de fond, devrait être explorée par des plongeurs de la marine nationale armés par hélicoptère. La tempête a aussi fait tomber à la mer, au large d'Ouessant, quelque 700 fûts chargés sur le cargo panaméen Bré. Ces fûts, remplis de divers produits acides, n'ont pas été retrouvés. Les autorités ont recommandé de ne pas toucher à ces fûts et de prévenir la gendarmerie la plus proche au cas où ils s'échoueraient sur les côtes. Dans la plus grande partie de l'Europe, les températures sont extrêmement douces, mais une tempête de neige imprévue s'est abattue au cours de week-end sur le centre

de la Grande-Bretagne (où le thermomètre n'était descendu qu'à quelques degrés au-dessous de 0°C). Un homme de quarante-quatre ans est tombé dans la neige et est mort de froid ; un jeune garçon a été tué dans une voiture qui a dérapé. De même, dans les cantons suisses de Vaud et du Valais, la neige a provoqué plusieurs accidents de voiture dans lesquels trois personnes ont été tuées. La douceur, qui règne sur une bonne partie de l'Europe, a commencé le 15 décembre. Ce ne sont pas tant les températures relativement élevées qui sont exceptionnelles que la longueur de cette période douce. En France, les températures partent soit supérieures aux normales : de 1er au 24 janvier le Nord a eu une température moyenne de 5°C (normale : 2,8°C), l'Ouest de 7°C (normale : 5°C), le Sud-Ouest de 7°C (normale 4,3°C). Mais les mêmes moyennes étaient encore plus élevées dans le Nord et dans l'Ouest en 1969, 1974, 1975 et 1983, dans le Sud-Ouest en 1974, 1975 et 1982. La quasi-absence de neige aux altitudes moyennes (1 000-1 500 mètres) est, elle, vraiment exceptionnelle : elle se produit une fois tous les vingt ou vingt-cinq ans. Ces températures douces et les tempêtes qui se succèdent sont dues au passage rapide de séries de dépressions qui ne sont gênées par aucun anticyclone établi sur l'Europe.

Le Carnet du Monde

Naissances - M. Pierre Nebill, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Etienne Pflimlin, Edouard et Thomas, M. Francis Nebill, M. et M<sup>me</sup> Jérôme André-Henri, Aurélien et Constance, ses enfants et petits-enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Vazeux, Le docteur et M<sup>me</sup> Pierre Vazeux, M. et M<sup>me</sup> Pierre Salbaing, M<sup>me</sup> Georges Nebill, Le docteur et M<sup>me</sup> Maurice Roy, M. et M<sup>me</sup> Louis Nef, Les familles Jospin, Nef, Nebill, Pflimlin, Roy, Salbaing et Vazeux, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Pierre NEBILL, née Marthe Vazeux, survenu en son domicile le 22 janvier 1988. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 26 janvier 1988, à 10 h 45, en l'église de Samoreau (Seine-et-Marne). L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Samoreau, 12, avenue Daniel-Lesueur, 75007 Paris. — Le conseil d'administration du Club européen de la santé a la douleur de faire part du décès accidentel de son président M. Paul RIBEYRE, ancien ministre, sénateur honoraire, officier de la Légion d'honneur, survenu le 15 janvier 1988. Ses obsèques ont eu lieu en présence de très nombreuses personnalités en l'église de Vals-les-Bains, commune dont il a été le maire pendant quarante ans. Club européen de la santé, 9, boulevard des Capucines, 75002 Paris. — M<sup>me</sup> Denise Van Isacker-Samya, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jacques Dalbar-Van Isacker, Martin et Florence, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Maslès-Van Isacker, Denis, Corinne et Isabelle, M. et M<sup>me</sup> Marc Van Isacker-Stalpaert, Nathalie et Bruno, ses enfants et petits-enfants, ont l'honneur de faire part du décès de M. Jacques VAN ISACKER, docteur en sciences mathématiques, directeur honoraire du centre de calcul de l'Institut royal météorologique, professeur honoraire à l'Université libre de Bruxelles, né à Scherbeek le 17 janvier 1922, décédé à Uccle le 20 janvier 1988. Il s'en est allé comme il a vécu : dans la dignité et la discrétion. Ses funérailles civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le présent avis tient lieu de faire-part. 110, avenue Houzau, 1180 Bruxelles, 22, rue de Charbourg, 75015 Paris. Anniversaires — Hya un an, Michèle nous quitte. Notre peine est toujours aussi profonde. — Il y a vingt ans, le 25 janvier 1968, disparaissait LAURE RACHLINE (Lucien Rachet). A son souvenir, sont associés celui de sa femme Suzanne, décédée le 16 mai 1976, et celui de sa fille Elisabeth, décédée le 18 novembre 1969. Communications diverses — Cercle Bernard-Lazare : Dominique Borel, chargé de recherche au CNRS, brodera un portrait d'Isaac Cardon, puis les Tenue de Yusuf Yezusbalmi (Fayard) : De la cour d'Espagne au ghetto italien. Jeudi 28 janvier à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Naissances — Jean-Marie et Catherine COLOMBANI, Florence, Antoine et Aurélie, ont la joie d'annoncer la naissance de Elias. A Paris, le 22 janvier. — Le docteur Marcel DUMONT et sa femme France LEMIEUX ont la joie de faire part de la naissance de leur fille Frédérique-Anne-Alexandre, Geneviève, Eloïse, le 22 juillet 1987, à Québec (Canada). Les Charolles du Mont-Miré, Québec (Canada). — Versailles, Issy, Nice, Londres. Romane VALBUENA et Catherine de BEAUFOND ont l'honneur de faire part de la naissance de Ségalin, le 16 janvier 1988. Décès — Le professeur Pierre Anger, membre de l'Institut, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Claude Berli, Le docteur Michel Mimz, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de M<sup>me</sup> Pierre AUGER, née Suzanne Motteux, survenue le 20 janvier dans sa quatre-vingt-douzième année. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 12, rue Emile-Faguet, 75014 Paris. — M. Claude Douon, Thomas et Annie Douon, Xavier et Françoise Douon, Sylviane et François Rambesse, France et Guy Brazzosa, Jean et Méryse Douon, Marielle Douon, Christophe et Béatrice Douon, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de Jacqueline DONON, née Nensux, chevalier de l'ordre du Mérite national, médaille d'or du Mérite familial, le 22 janvier 1988, dans sa soixante-douzième année. L'inhumation aura lieu le 25 janvier 1988, à 11 heures, à Levinhac-de-Guyonne. Cet avis tient lieu de faire-part. Le Génibaud, Levinhac-de-Guyonne, 47120 Duras. — Maria Dystkin, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Michel Dystkin, Komora, Frenkel, Billard et Caune, ont la douleur de faire part du décès du docteur Léon (Michel) DYSKIN, survenu le 23 janvier 1988, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Cet avis tient lieu de faire-part. 11, rue Charcot, 75013 Paris. — M. et M<sup>me</sup> René Gaillier et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Michel Herlem et leurs enfants, M. Roland Gaillier, M. et M<sup>me</sup> Bernard Gaillier et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Abel Gravier, ses cousins, ont l'immense douleur d'annoncer le décès du docteur Geneviève GAULIER, née Fagnère, ancien interne des hôpitaux de Paris, survenue à Versailles, le 22 janvier 1988. Les obsèques auront lieu le mardi 26 janvier, à 14 h 30, en l'église Saint-Jeanne-d'Arc de Versailles. Cet avis tient lieu de faire-part. 147 ter, boulevard de la Reine, 78000 Versailles. BERTTEIL SOLDES à partir du mardi 26 janvier 3, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75008 PARIS 7, RUE DE SOLFERINO 75007 PARIS

Mythologie



Des chercheurs dans les lycées

DEPUIS la fin des années 70, le CEDRE (collectif pour les droits des enseignants à l'étude et à la recherche) milite pour défendre les professeurs de l'enseignement secondaire qui font de la recherche. Pour mieux illustrer l'importance de ce phénomène, il vient de publier un Annuaire, où sont répertoriés soixante enseignants de collèges ou de lycées, titulaires d'un DEA, d'une thèse de troisième cycle, d'un doctorat nouveau régime ou d'une thèse d'Etat. « En sept ans, observe le CEDRE, ces septante personnes ont publié non moins que cinquante-deux livres et environ trois cents articles, ont participé à quatre-vingt-dix colloques, à une centaine d'émissions de radio ou de télévision, ont organisé dix expositions. Où trouverait-on en France un groupe de soixante personnes qui aurait accompli une œuvre aussi considérable ? ». Les travaux recensés portent sur les domaines les plus divers : histoire, linguistique, littérature, éducation, philosophie, esthétique, anthropologie... et abordent les sujets les plus actuels : problèmes du racisme, de la décolonisation, situation des femmes, étude des médias, mise en valeur du patrimoine, sociologie rurale et urbaine. En revanche, les travaux en sciences exactes sont rares, pour des raisons matérielles évidentes. Estimant que la non-reconnaissance de cette activité de recherche par l'éducation nationale constitue un « gaspillage social et pédagogique », le CEDRE demande à nouveau que ces chercheurs disposent de débouchés dans l'enseignement supérieur ou de facilités pour intégrer leur travail de recherches dans leur service d'enseignement. (CEDRE : 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75006 Paris.) F. G. « Le Monde » à Lyon Le Monde organise trois rencontres dans la région Rhône-Alpes : — Le 26 janvier, à 12 h 15, à l'université des sciences sociales de Grenoble (amphithéâtre n° 6 du bâtiment central) : conférence de Michel Boyer, responsable du Brien économique et social sur le thème : « Quel avenir pour le dollar ? ». — Le 28 janvier, à 17 heures, à l'Institut d'études politiques de Lyon, 1, rue Raulin, 7<sup>e</sup> : débat autour du sondage sur « Les étudiants de Lyon jugent leurs universités », qui sera publié dans le Monde daté de ce jour. Avec Michel Cusin, Jean-Michel Dubernard, Frédéric Gausson et Raymond Hamelin. — Le 29 janvier, de 12 heures à 17 h 30, dans le hall du Théâtre du Maréchal, à Lyon (8, avenue Jean-Mermoz), accueil des enseignants, des étudiants, des collègues et des lycéens à l'exposition « Le Monde, portrait d'un quotidien ». Cinéma italien Les Rencontres audiovisuelles et l'Association française de recherche sur l'histoire du cinéma présenteront, du 1er au 4 février, « Histoire du cinéma France-Italie 1930-1980 ». Films, débats et « tables rondes » destinés aux chercheurs, aux enseignants, aux lycéens et aux étudiants spécialisés en cinéma. Ces journées s'ouvriront sur un hommage à Jean Mitry. (Salle Jules-Ferry. INRP, 29, rue d'Ulm, 75006 Paris. Tél. : 46-34-90-09.)

سكننا من الامم

5527 من الاجل

# Economie

## SOMMAIRE

■ Les ministres de l'agriculture des Douze, à l'exception du Britannique et du Néerlandais, sont parvenus à un compromis sur la maîtrise des productions de céréales, d'oléagineux et de protéagineux (lire ci-dessous).

■ Une initiative privée après le krach: le CCF souhaite lancer un marché d'options sur les indices boursiers (lire page 46).

■ La bataille boursière autour de Britoil se poursuit, après l'abandon de l'américain Arco, au profit de BP (lire ci-dessous).

■ M. Séguin propose que soit établie une nouvelle analyse de l'emploi (lire page 43).

■ La publication définitive de la loi de finances pour 1988 permet aux contribuables de déterminer l'impôt qu'ils auront à payer sur leurs revenus de 1987 (lire page 44).

### Avant le sommet européen

## Amorce d'un compromis des Douze sur l'agriculture

**BRUXELLES**  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

Les ministres de l'agriculture des Douze, réunis le samedi 23 et le dimanche 24 janvier, ont amorcé un compromis sur la maîtrise des productions de céréales, d'oléagineux et de protéagineux dans la Communauté au cours des années à venir.

Le programme de baisses des prix, présenté par M. Ignaz Kiechle, le ministre allemand qui préside les travaux du conseil, a été favorablement accueilli par dix délégations. Les Néerlandais et, surtout, les Britanniques y restent hostiles, car ils le trouvent trop laxiste.

Il restera maintenant à savoir si, lors du Conseil européen des 11 et 12 février, les Anglais, moyennant quelques ajustements qui pourraient être suggérés par la Commission, se rallieront finalement au projet allemand. La position des Britanniques, aussi de la compensation budgétaire qui pourrait leur être accordée et qui leur permettra de limiter leur contribution nette au budget européen, c'est-à-dire la différence entre ce qu'ils versent et ce qu'ils en reçoivent.

Le projet de M. Kiechle comporte deux parties: d'une part, la mise en place de « stabilisateurs » afin de freiner le développement de la production de céréales, d'oléagineux et de protéagineux; d'autre part, l'instauration d'un programme d'encouragement à la mise en jachère d'un million d'hectares de terres cultivées.

S'agissant des céréales, les Douze sont sur le point de s'engager à accepter une diminution des prix de près de 10 %, échelonnée sur trois ans. Une baisse des prix automatique de 3 % par an pendant trois ans serait proposée dans le cas où la production dépasserait la quantité maximale garantie (QMG), fixée à 160 millions de tonnes. Sauf très mauvaises récoltes laissant la production en deçà de la QMG, les baisses seront effectivement appliquées, d'abord sous forme d'une augmentation, en début de campagne, de la taxe de coresponsabilité à laquelle sont assujettis les producteurs de céréales (elle passerait de 3 % à 6 %), puis, les années suivantes, par une baisse des prix garantis.

La Commission a confirmé son intention de compléter ce programme de baisse en rendant encore plus strictes les modalités des achats d'intervention.

Pour les oléagineux, l'engagement est moins précis. Le projet allemand prévoit les QMG suivant: 4,5 millions de tonnes pour le colza, 2 millions de tonnes pour le tournesol, 1,3 millions de tonnes pour le soja, 3,5 millions de tonnes pour les protéagineux. Pour chaque dépassement de 1 %, les prix seraient baissés en cours de campagne de 0,4 % (la Commission plaide pour 0,5 %). Dans l'exemple du colza et dans l'hypothèse où la production communautaire en 1988 s'établirait au niveau de 1987, cela signifierait une baisse des prix de 6 %. Il n'y aurait correction supplémentaire en 1989 qu'en cas de nouvelle progression de la production.

### Taxe de coresponsabilité

Les agriculteurs qui mettront en jachère au moins 20 % des terres cultivées de leur exploitation recevront une prime afin de compenser leur manque à gagner. Celle-ci, fixée par les Etats membres, devrait se situer entre 4 200 F et 2 100 F par hectare. Les exploitants qui retourneront 20 % de leur terres pour en faire des pâturages bénéficieront également d'une prime, mais de moitié inférieure, c'est-à-dire échelonnée, au gré des Etats, entre 2 100 et 1 050 F par hectare. C'est

## LE MANAGEMENT DE LA NATION ET LE BONHEUR DES FRANÇAIS



- Mise à plat lucide du système étatique français, ce qui en fait mieux apparaître les lacunes et les blocages.
- André Passeron - *Le Monde*
- L'ouvrage sera utile aux hommes politiques... comme aux citoyens.
- Christian Radoux - *Le Progrès de Lyon*
- Les auteurs renouvellent heureusement le thème du "trop d'Etat"...
- *Le Nouvel Observateur*
- Voilà une nouvelle bible que chaque élu du 16 mars, national ou régional, devrait ne plus quitter.
- Xavier Larère - *Lu*
- Darmon et Krief taillent hardiment dans le gras des structures et de l'organisation de notre pouvoir exécutif.
- François de Witt - *L'Expansion*
- Un livre stimulant
- Guy Sorman - *Le Figaro Magazine*

**POURQUOI LA MARGE DE MANŒVRE DE F. MITTERRAND EST-ELLE ETROITE ?**

**POURQUOI LA FRANCE COUTE-T-ELLE TROP CHER AUX FRANÇAIS ?**

**COMMENT LE LIBERALISME ARRIVE-T-IL ENFIN À SE METTRE EN MARCHÉ ?**

## Un mouvement qui pourrait s'étendre

MADRID  
de notre correspondant

M. José Angel Sanchez Asain, président de la Banque de Bilbao, la troisième banque d'Espagne, est décidément un homme tenace. Ne préchait-il pas depuis des mois en faveur d'un regroupement des banques espagnoles pour affronter le défi de la libéralisation financière et bancaire au sein de la CEE en 1992?

En novembre, il avait tenté de mettre une première fois sa théorie en application en lançant une OPA contre la Banque espagnole de crédit (Banestro), la deuxième du pays. L'entreprise avait échoué. La seconde tentative pourrait être la bonne. Elle devrait permettre, dans un délai de quatre ans (c'est-à-dire précisément pour 1992), la fusion

### Deuxième compagnie pétrolière britannique

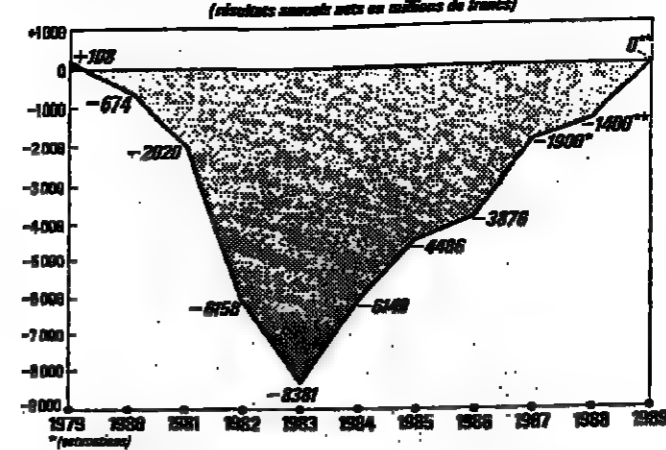
### Britoil cherche de nouveaux alliés pour contrer l'offensive de BP

La bataille politico-boursière pour le contrôle de Britoil, la deuxième compagnie pétrolière britannique, tourne à l'avantage de BP. En effet, l'américain ARCO, qui détenait 24 % de Britoil et était candidat à son rachat, a annoncé, le vendredi 22 janvier, qu'il allait céder ses parts, au prix de 500 pence chacune, à BP. ARCO renonce donc et BP, qui possédait de son côté 29,9 % du capital de Britoil, est en mesure d'en détenir 53,9 %. Comme la loi britannique lui en fait obligation, BP, dépassant le seuil de 30 %, a lancé une OPA sur l'intégralité du capital de Britoil.

Toutefois, la partie n'est pas jouée. Britoil, qui s'est toujours refusé à tomber sous la coupe de BP et qui avait, à cet effet, sollicité ARCO pour venir à son secours, devait répliquer ce lundi 25 février. La compagnie, surtout depuis la découverte d'un nouveau champ pétrolier en mer du Nord (*Le Monde* du 23 janvier), estime valoir au moins 15 milliards de francs, 50 % de plus que ce qu'offre BP. Le patron de Britoil, M. Walker, a annoncé qu'il avait approché d'autres groupes britanniques et étrangers. En outre, ARCO a encore la possibilité juridique de changer d'avis... pour vendre à un troisième candidat qui lui offrirait mieux que 500 pence pour ses actions. ARCO réalise déjà une bonne affaire puisqu'il a acheté les parts en Bourse 390 pence en moyenne.

Mais il faut surtout attendre la position du gouvernement de Londres. Le Trésor possède une « action préférentielle » (Golden Share) de Britoil qui lui donne le pouvoir d'avisoir la prise de contrôle par BP. Mme Thatcher devra donc arbitrer et dire si elle accepte de voir la moitié des réserves pétrolières britanniques dépendre du seul BP privé... dont, par ailleurs, le Kuwait a pris 18,8 % des actions.

## SNCF : vers l'équilibre des comptes



Les comptes de la SNCF se redressent incontestablement. La courbe ci-dessus illustre ce que les cheminots appellent le « creux Fitman », correspondant à la période où le ministre communiste des transports a poussé la SNCF à embaucher. Ce temps de relâchement budgétaire a pris fin, et, depuis quatre ans, la société nationale a entrepris un redressement en diminuant ses effectifs à la cadence de huit mille à dix mille emplois par an par le jeu du non-remplacement des départs à la retraite. L'équilibre est prévu, par le contrat de plan, pour l'exercice 1989. Les résultats de 1987 seront bien meilleurs que ne l'espérait la direction en janvier 1987, au sortir de la grève. Le trafic s'est bien tenu, tant en voyageurs (780 millions de voyageurs transportés, contre 779 millions en 1986) qu'en fret (-0,7 % de recul seulement, grâce à la bonne tenue des céréales et des automobiles). Enfin, divine surprise, la chute du dollar veut à la SNCF un gain imprévu d'environ 900 millions de francs. La dette totale est passée de 35,9 milliards de francs, le 31 décembre 1986, à 38 milliards de francs un an plus tard.

## La concentration dans les banques espagnoles

### Un mouvement qui pourrait s'étendre

des banques de Bilbao et de Biscaye (la cinquième du pays). L'opération a été officiellement annoncée le vendredi 22 janvier par M. Sanchez Asain et par son collègue de la Banque de Biscaye, M. Pedro de Toledo (*Le Monde* daté 24-25 janvier).

M. Sanchez Asain semble avoir toutefois tiré le leçon de sa première opération manquée. Les négociations ont maintenant été menées dans la plus grande discrétion. Et il a cette fois préféré la concentration à l'offensive unilatérale. Ce n'est plus une absorption par surprise, comme dans le cas de Banestro, mais bien une fusion négociée sur un strict pied d'égalité qui est prévue. Les deux banques créeront une nouvelle société, appelée Bilbao-Biscaye Holding SA, dont le capital sera réparti entre elles à parts égales, et dont le conseil d'administration sera formé par la totalité des administrateurs des deux établissements. Son président sera M. Sanchez Asain pendant les deux premières années, et M. de Toledo durant les deux suivantes. A l'issue de ces quatre ans de transition, et lorsque la fusion sera consommée, le conseil d'administration sera son nouveau président.

L'entité financière qui résultera de la fusion sera la plus importante du pays, avec 227 milliards de pesetas de ressources propres et 2600 milliards de dépôts, soit 50 % de plus environ que la Banque centrale, actuellement la première banque privée du pays (1). En outre, elle disposera d'un important portefeuille industriel : énergie électrique, pétrole, assurance, immobilier.

Assés nombreux sont ceux qui considèrent que la fusion entre ces deux banques, si elle a pour objectif... de préparer l'absorption d'une troisième, plus importante encore. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que les rumeurs de nouvelles opérations de concentration se multiplient désormais dans la banque espagnole. Plusieurs tentatives récentes de prise de contrôle par surprise d'actionnaires étrangers ou nationaux ont contribué à convaincre les victimes potentielles de s'unir pour conjurer le danger. Hier encore, vilipendé par ses pairs pour avoir « rompu le climat d'harmonie » entre les banques espagnoles, M. Sanchez Asain semble aujourd'hui sur le point de faire bien des disciples!

THIERRY MALINIAK.  
(1) 20 pesetas = 1 franc.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée**  
Priv associations  
Société d'investissement à Capital Variable  
25, rue de l'Arcade, 75008 PARIS

L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 11 janvier 1988, sous la présidence de M. Yves Téqui qui a succédé à M. Roger Casati, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987, d'une durée exceptionnelle de six mois (du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 1987), ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Un dividende net par action de 715,44 F a été mis en paiement le 18 janvier 1988.

Entre le 31 mars 1987 et le 30 septembre 1987, l'actif net de Priv associations est passé de 632,57 à 1 520,56 millions de francs.

L'exercice, quant à cela, a réalisé une performance exprimée en taux actuariel annuel de 7,34 % (après réinvestissement de coupons net de 1 754,74 F versé le 2 juillet 1987 au titre de l'exercice précédent), qui peut être comparée au taux moyen du marché monétaire au jour le jour qui, sur la même période, s'est élevé à 7,69 %.

Les mandats d'administrateurs de MM. Yves Téqui, François-Jacques Jourmel, Roger Daubie, Bernard Morand, Hubert Morand, la Banque industrielle et mobilière privée-BIMP, la Garantie obéissent et la Republic National Bank of New-York (France) ont été renouvelés.

En outre, la Banque de Savoie a été nommée co-gérant.

Les souscriptions et les mandats sont reçus auprès de :

- Banque industrielle et mobilière privée (\*) 22, rue Paquier, 75008 Paris. TEL : 40-06-00-00.
- Banque Martin Marcel, 43, rue Grignan, 13006 Marseille. TEL : 91-54-91-33.
- Banque de Savoie, 6, boulevard du Théâtre, 73001 Chambéry. TEL : 79-33-93-10.
- Banque de Besençon Beau, 9, rue Rougemont, 75009 Paris. TEL : 42-46-40-20.
- Republic National Bank of New-York (France), 20, place Vendôme, 75001 Paris. TEL : 42-60-38-64.
- Cyril Finance Gestion, 5, rue Trochet, 75008 Paris. TEL : 42-66-68-88.
- Banque parisiennes internationales, 42, avenue Montaigne, 75008 Paris. TEL : 47-23-34-50.
- Bank-Leumi Le-Israel (France), 30, boulevard des Italiens, 75009 Paris. TEL : 43-46-92-72.
- Auxilia, 4, place des Saussaies, 75008 Paris. TEL : 42-66-47-87.
- Moray Malt Gestion, 5-9, rue Van-Gogh, 75012 Paris. TEL : 40-02-30-80.

(\*) Etablissement dépositaire.

M.S.

de dans, le cadre...  
de crise...  
Paris les 21 et...  
organisé par...  
affaires sociales...  
qui mettra...  
programme local...  
II.E. Il a...  
la confrontation...  
politiques et...  
L'asso...  
de M. Philippe...  
la qualité des...  
de l'économie de...  
dépens...

L'INTE

EMPRUNTS

Taux 10

Taux 7

# Économie

Le colloque sur l'emploi américain

## M. Séguin s'interroge sur la valeur de référence du SMIC

Sans langue de bois, le colloque sur les mécanismes de création d'emplois aux États-Unis, qui s'est tenu à Paris les 21 et 22 janvier, a surpris par sa tonalité. Conjointement organisé par le ministère des affaires sociales et par l'OCDE, qui mène justement un programme mondial d'appui aux initiatives locales de création d'emploi (ILE), il a permis la confrontation d'experts, de politiques et d'acteurs sur le terrain. L'interrogation finale de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, résume la qualité des échanges et la volonté de dépasser les habituels clichés.

« Il convient de renouveler notre analyse de l'emploi », a déclaré M. Philippe Séguin en analysant les situations française et américaine. Nos moeurs, nos structures mentales, nos institutions et nos textes, « ont été conçus, élaborés pour une économie de plein emploi, fondée sur une forte croissance ».

Or, a poursuivi le ministre, « l'objectif du plein emploi, au sens classique du terme, n'est plus réaliste. Il faut le dire, même si ce langage est difficile à tenir ».

L'exemple, « ou plutôt les expériences américaines », montrent que d'autres voies sont possibles. La flexibilité du travail, « qui s'insère dans un système économique globalement flexible », peut créer des emplois à quelques conditions. Il faudrait, par exemple, accepter l'existence de « secteurs économiques moins vifs ». Ce qui impliquerait une faible protection sociale, emploi précaire de courte durée et bas salaires.

« Il y a des risques réels », a souligné M. Séguin. « Nous ne pouvons pas suivre l'exemple américain sur ce terrain. Il nous faut aller solide-

rit nationale, flexibilité et insertion dans la vie économique et sociale », a-t-il insisté.

A la recherche d'une solution, le ministre s'est demandé si la couverture sociale ne peut pas être garantie à tous, quitte à ce « que certains cotisent moins ». Le SMIC, que « personne, heureusement, ne remet en cause », souffre maintenant de tant de règles d'exception que « cette référence n'existe plus ». « Ne faudrait-il pas alors regarder clairement les choses en face et mesurer quelle flexibilité nous pouvons accepter pour développer l'emploi, avec quelle solidarité et

pour quelles personnes ? » s'est-il interrogé, renvoyant à la « négociabilité » entre partenaires sociaux qui correspondrait à des « choix collectifs ».

« Je suis courageux, mais pas téméraire », a-t-il ajouté à ce propos. A la lumière des expériences présentées, M. Séguin s'est montré convaincu que des « gisements d'emploi » pouvaient naître « dans le secteur social en développant une approche plus entrepreneuriale de la fonction sociale » ou en favorisant ce qu'on appelle aux États-Unis « l'industrie de la commodité ».

Parmi les leçons à retenir, le ministre des affaires sociales a dis-

tingé plusieurs orientations, dont « l'idée de guichet unique ou niveau local » pour les entreprises et les moyens d'un « développement plus extensif de l'emploi ». Il a surtout annoncé qu'il demanderait à M. François Dalle, auteur d'un rapport sur les « petits boulots », de prendre une initiative susceptible d'encourager partout l'apparition d'un véritable partenariat de développement.

« Nous pouvons relever le défi du chômage », a conclu M. Séguin, mais, a-t-il répété, ajoutant : « Il faut en connaître le prix ». « L'emploi d'hier était celui du grand salariat industrialisé. L'emploi d'aujourd'hui est celui d'un salariat plus fragile », a-t-il encore indiqué.

De ce point de vue, a-t-il fait observer, le modèle américain montre des limites. « Je note qu'on peut travailler et être pauvre », a dit le ministre en se référant aux dix-huit millions d'Américains qui flottent entre un métier et un autre et ne disposent pas de minimum vital. Auparavant, il avait cité les six millions d'Américains qui ont renoncé à chercher du travail, les six millions de chômeurs, les salariés à temps partiel et les travailleurs indépendants.

A. L.

## Le parler vrai

M. Philippe Séguin termine en beauté l'exercice de ses fonctions ministérielles. Après avoir longtemps flirté avec le « parler vrai » — inauguré en août 1986 par son interview au Monde, où il évoquait pour la première fois un taux de chômage « insupportable » si rien ne changeait, — la voix qui profane d'un colloque international pour livrer l'ensemble des conclusions dues à son expérience.

Si le tableau qu'il brosse est décourageant à souhait, il a le mérite d'être objectif. Le chômage ne se résorbera pas de sitôt et le retour au plein emploi n'est pas pour demain. Il faut raisonner différemment et accepter de voir la réalité en face, faite d'emplois mal payés, peu stables et sans perspectives. L'hypothèse du retour à l'activité du plus grand nombre passe par là.

Mais, à la lumière de l'expérience américaine, le ministre marque aussi les limites. Il ne peut être question de laisser les plus démunies dans le passif, d'étendre la couverture sociale ou de revenir sur la question du SMIC sans un choix

collectif, issu d'un accord. La flexibilité, et pas seulement celle qui s'exerce sur les salariés, dit-il clairement, doit s'accompagner d'une volonté d'insertion à l'égard de ceux qui sont privés d'emploi. Elle est compensée par la solidarité nationale.

Souvent contournés dans la pratique, ce sont moins les préceptes libéraux qu'il faut retenir des États-Unis que les mécanismes et les techniques mis en œuvre.

De tels propos ont été approuvés, pour l'essentiel, par nombre de participants, révisés. Les sceptiques faisaient toutefois observer qu'il vaudrait bien réfléchir. Les optimistes, eux, espéraient que l'engagement de M. Séguin aura des conséquences sur le suite des événements. Son succès, disaient-ils, ne pourra que reprendre cette analyse et, donc, avancer plus vite. D'une certaine façon, pareil discours serait destiné à devenir consensuel et préparerait l'après-mai 1988.

ALAIN LEBEAURE.

## REPÈRES

### Croissance

La RDA légèrement en deçà de ses objectifs

L'Allemagne de l'Est n'a pas atteint la croissance de 4,5 % prévue pour 1987 par le plan quinquennal 1986-1990. L'expansion, de 4 %, rendra difficile la réalisation du plan — 25 % de croissance en cinq ans — dans la mesure où il s'agit du deuxième revers annuel consécutif par rapport aux prévisions. L'office est-allemand des statistiques indique que les investissements ont atteint l'an dernier 75 milliards de marks, en hausse de 5 milliards sur l'année précédente. Par ailleurs, l'excédent commercial a représenté 3,3 milliards, mais l'office ne précise pas les résultats des échanges avec les pays de l'Ouest qui avaient fait apparaître un solde positif de 1,5 milliard de marks en 1986.

Objectif de 3,8 % en 1988 au Japon

Le gouvernement japonais a approuvé, le lundi 25 janvier, un objectif de croissance de 3,8 % pour l'exercice budgétaire commençant le 1<sup>er</sup> avril 1988, contre 3,5 % en 1987. Durant le prochain exercice, les dépenses des agences gouvernementales augmentent de 1,7 %, seulement (contre 3,5 % pour l'année en cours), et les dépenses budgétaires ne contribueront que pour 0,3 point à la croissance du produit national brut. L'essentiel de l'expansion devrait venir de la consommation interne, dont le progrès est évalué à 3,2 % (contre 3,6 %) et des investissements privés, dont la hausse est estimée à 3,8 %, contre 7,1 % pour l'année en cours.

### Inflation

+ 3,2 % en 1987 dans la CEE

Grâce à une progression marginale de 0,1 % en décembre, le taux

d'inflation dans la Communauté européenne a été limité à 3,2 % en 1987, indique Eurostat. Ce résultat sur douze mois, jugé « excellent » par l'organisme statistique de la CEE, marque une petite accélération sur 1986 qui, grâce à la double chute du pétrole et du dollar, s'était terminée sur une hausse des prix à la consommation de 2,9 %. Mais, pour la première fois depuis 1979, le rythme inflationniste est inférieur à celui des États-Unis (4,5 %). Pour l'ensemble de 1987, les Pays-Bas détiennent la palme de la stabilité (0,2 %), suivie du Luxembourg (0,7 %). La France se situe dans la bonne moyenne (3,1 %). En revanche, le Portugal (5,9 %), et surtout la Grèce (15,7 %) demeurent parmi les pays de forte inflation.

### Ports

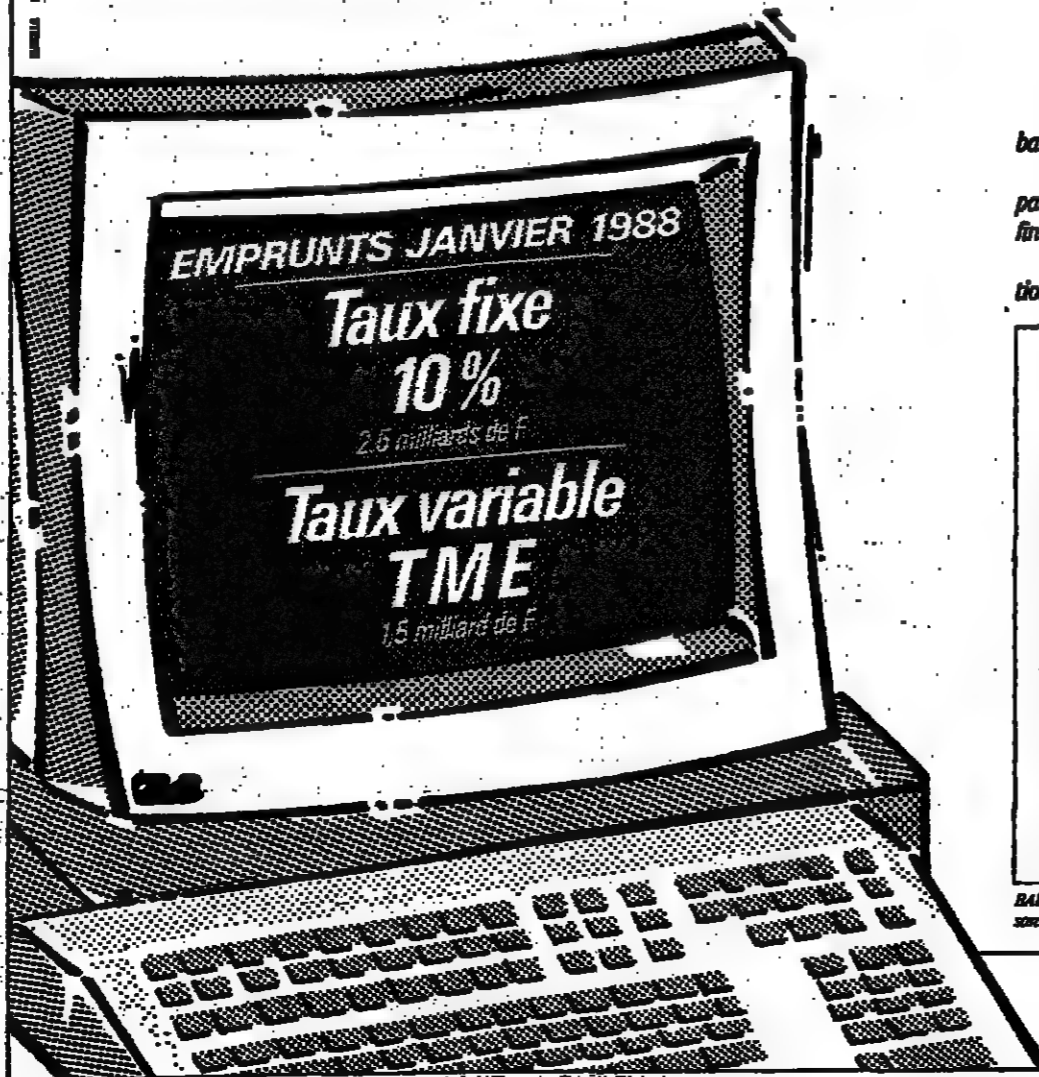
Marseille dépasse tout juste Anvers

Avec un total de 91,3 millions de tonnes, le trafic du Port autonome de Marseille (PAM) a enregistré en 1987 une diminution de 7 % par rapport à l'année précédente. Les secteurs d'activité les plus affectés par cette diminution sont ceux des hydrocarbures (-10,7 %) et des marchandises diverses (-5 %). La régression du trafic des marchandises diverses est la conséquence des accords sociaux en cascade (marins, employés du PAM, dockers) qui se sont produits au cours de l'année écoulée ainsi que de la disparition de l'armement américain US Lines, spécialisé dans les conteneurs. Les résultats de 1987 font par ailleurs apparaître une persistance de la crise de la réparation navale, avec une diminution de 30 % de l'occupation des formes de radoub. L'exercice de l'établissement est cependant en équilibre avec un chiffre d'affaires de 864 millions de francs et une baisse sensible de l'endettement de l'ordre de 15 %.

Le PAM conserve sa position de deuxième port européen loin derrière Rotterdam (250 millions de tonnes) en devant Anvers (90 millions). — (Corresp.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# L'INTERET GENERAL C'EST AUSSI VOTRE INTERET.



Hier CABCL, aujourd'hui CRÉDIT LOCAL DE FRANCE - CABCL SA - le premier banquier des collectivités locales poursuit plus que jamais sa mission d'intérêt général. Le CRÉDIT LOCAL DE FRANCE est aussi le premier émetteur après l'État tant par le volume de ses émissions que par la diversité de ses interventions sur les marchés financiers.

Des emprunteurs sûrs, des liens étroits avec la Caisse des dépôts et consignations, deux garanties essentielles de la qualité de sa signature en France et à l'étranger.

### EMPRUNT A TAUX FIXE OUVERT AU PUBLIC

Prix d'émission : 98,48 %, soit 4924 F par obligation.  
Date de jouissance et de règlement : 8 février 1988.  
Durée : 9 ans et 292 jours.  
Intérêt nominal : 10 %, payable le 26 novembre de chaque année. Le premier coupon, payable le 26 novembre 1988, portera sur un montant de 280 F.  
Intérêt actualisé : 9,90 %.  
Amortissement normal : 26 novembre 1997.  
Assimilation des obligations à compter du 27 novembre 1988 aux obligations de l'emprunt CLF - CABCL 10 % novembre 1987, après détachement du coupon.  
Cotation : 10 février 1988 à la Bourse de Paris.

### EMPRUNT A TAUX VARIABLE TME

Prix d'émission : 99,52 %, soit 4976 F par obligation.  
Date de jouissance et de règlement : 8 février 1988.  
Durée : 10 ans et 202 jours.  
Intérêt annuel : TME - 0,30 % payable le 28 août de chaque année (période de référence : 12 TME effectivement déduits pour la période se terminant le 31 juillet précédent chaque échéance).  
Le premier coupon, payable le 28 août 1988, sera égal forfaitairement à 40 % du TME.  
Marge actuarielle : - 0,41 % sur la base du TME du 15 janvier 1988 (10,09 %).  
Amortissement normal : 28 août 1998.  
Cotation : 10 février 1988 à la Bourse de Paris.

BAILO du 25 janvier 1988. Une note d'information (rue COB n° 88 - 022 en date du 19 janvier 1988) est disponible sous forme de Crédit Local de France, 110 rue de l'Université, 75007 Paris, Tél. 85 (1) 42.34.78.39.

LE FINANCIER DES AMBITIONS LOCALES.



CRÉDIT LOCAL de FRANCE  
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

حکومتنا الامم

سكنى من الاجل

# Économie

## Les impôts dans la loi de finances pour 1988

### Nombreuses réductions pour les entreprises et les particuliers

Avant même que le fisc n'en fasse le calcul exact, les contribuables peuvent savoir ce qu'ils auront à payer comme impôt cette année sur leurs revenus de 1987. Le *Journal officiel* du 31 décembre 1987 a, en effet, publié l'intégralité de la loi de finances pour 1988, qui, dans sa première partie, contient les dispositions fiscales intéressant les particuliers et les entreprises.

#### A. — IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS

En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, la réduction des prélèvements décidée par le gouvernement et votée par le Parlement se concrétise de trois façons : réduction des taux d'imposition (de 4 % pour les taux compris entre 10 % et 45 %, qui s'échelonnent désormais, comme le montre le barème, entre 9,6 % et 43,2 % ; de 2 % pour les taux supérieurs à 45 %, le taux le plus élevé étant de 56,8 % ; reconduction exacte des réductions appliquées en 1987 sur les revenus de 1986 (sauf la limite d'application de la réduction de 3 % est modifiée, étant portée de 295 000 F à 304 740 F par part de revenu imposable) ; maintien de la décade (1) pour les contribuables dont l'impôt n'excède pas 4 400 F.

D'une façon générale, les comptes professionnels et les prélèvements mensuels sont réduits de

4 % pour tenir compte immédiatement des allègements décidés, allègements qui n'auraient été — sans cette mesure — repercutés qu'en fin d'année.

Le barème est lui aussi modifié pour effacer les effets de la hausse des prix sur les revenus. Toutes les tranches sont relevées. Les contribuables dont les revenus nets de frais professionnels n'ont pas dépassé 35 700 F l'année dernière — contre 34 500 F en 1986 — sont exonérés d'impôt. Les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans voient leur limite d'exonération passer de 37 600 F à 38 900 F.

L'abattement spécial dont bénéficient les personnes âgées ou invalides sur leur revenu imposable passe de 7 540 F à 7 800 F lorsque leur revenu net global ne dépasse pas 48 400 F. Il passe de 3 770 F à 3 900 F lorsque le revenu net global est compris entre 48 400 F et 78 000 F.

En ce qui concerne le quotient familial, la réduction d'impôt qu'il procure est portée à 11 130 F, contre 10 770 F en 1987 (14 230 F pour les deux premiers demi-parts des célibataires, divorcés ou contribuables soumis à une imposition distincte) (2). L'abattement accordé pour les enfants mariés dépendant encore de leurs parents passe de 18 570 F à 19 600 F.

Enfin, en dessous de 370 F, l'impôt n'est pas mis en recouvrement (350 F en 1987).

Six mesures à caractère social viennent compléter ces réductions. Les frais de garde peuvent être déduits si l'enfant a moins de sept ans au 31 décembre de l'année d'imposition (cinq ans jusqu'à présent). La déduction reste plafonnée à 10 000 F par an et par enfant. D'autre part les pensions temporaires d'orphelin handicapé sont exonérées d'impôt (si elles remplacent une allocation aux adultes handicapés).

Une troisième mesure concerne les contrats d'assurance-vie souscrits par une personne infirme : les primes versées donnent droit à une réduction d'impôt pouvant aller jusqu'à 7 000 F, plus 1 500 F par enfant chargé (application sur les revenus de 1988).

Les anciens combattants mariés ont droit désormais à une demi-part supplémentaire de quotient familial, mesure dont bénéficiaient déjà les anciens combattants célibataires, veufs, divorcés. Dans le cas de départ volontaire à la retraite, les indemnités perçues sont exonérées d'impôt sur le revenu. Cette exonération est toutefois limitée à 20 000 F d'impôt contre 10 000 F jusqu'à présent.

La sixième mesure sociale concerne la mensualisation de pensions jusqu'à présent versées trimestriellement. Le passage de l'un à l'autre régime aurait abouti à imposer quatorze mois sur le revenu de 1987. Un mécanisme d'imposition est mis en place reportant le surplus sur les revenus de 1988 et ainsi de suite.

Le régime préférentiel des comptes d'épargne-actions (CEA) a été prolongé d'un an jusqu'à fin 1988. Ce régime autorise une réduction d'impôt égale à 25 % du montant des achats de valeurs immobilières françaises effectuées dans le cadre d'un CEA (avantage limité à 7 000 F d'achats pour un contribuable célibataire, soit 1 750 F d'impôts, et à 14 000 F d'achats pour les couples mariés, soit 3 500 F d'impôts).

#### B. — IMPÔTS SUR LES ENTREPRISES

En dehors même de la réduction de l'impôt sur les sociétés (dont le taux passe à 42 % prévu par la loi sur l'épargne du 17 juin 1987, la loi de finances pour 1988 prévoit plusieurs mesures favorables aux entreprises. La première est le relèvement de la limite d'application de l'abattement de 20 % accordé aux adhérents des centres de gestion et associations agréés sur leurs bénéfices : le pla-

fond passe à 400 000 F pour les revenus de 1988 imposables en 1989.

D'autre part, la limite d'application de l'abattement de 10 % appliqué aux salaires élevés est portée à 554 000 F pour 1988, relèvement dont bénéficient également les salariés détenant plus de 35 % des droits sociaux de leurs entreprises.

Plusieurs autres mesures allègent les charges des entreprises. La taxe sur les frais généraux est supprimée avec un an d'avance (1<sup>er</sup> janvier 1988 au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 1989). La TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) est réduite sur le fioul lourd (de 17 F à 11,70 F le quintal) et de 0,59 F les 100 kWh à 0,56 F pour le gaz à usage industriel. Le relèvement — en fonction de la hausse des prix — des taux de la TIPP sur l'essence, le gazole et le fioul domestique, qui devait avoir lieu le 1<sup>er</sup> janvier 1988, ne se fera — moitié — que le 15 février et le 30 mai.

Le Fonds spécial des grands travaux est supprimé, mais la taxe spécifique sur les produits pétroliers qui l'alimentait subsiste. Simplement, elle est intégrée dans la TIPP, qui augmente d'autant.

Les entreprises pourront d'autre part récupérer plus largement la TVA sur le gazole et le gaz de pétrole liquéfié utilisés comme carburant. Ce droit à récupération, qui est passé de 50 % à 60 % au 1<sup>er</sup> janvier 1988, sera relevé chaque année de 10 %. La déduction sera totale en 1992.

Si l'assujettissement des télécommunications à la TVA était inscrit dans le budget de 1987, la loi de finances pour 1988 prévoit que la règle du décalage d'un mois est supprimée pour la TVA sur les télécommunications.

De plus, la limite de déduction passe de 50 000 F à 63 000 F pour l'amortissement des véhicules des sociétés (mise en circulation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1988).

#### C. — RÉDUCTION DE LA TVA

Le taux de la TVA frappant les voitures de tourisme et les motos de plus de 240 cm<sup>3</sup> est abaissé de 33,3 % à 28 % (14 % en Guadeloupe, Martinique et Réunion). Cette mesure a pris effet le 17 septembre 1987. Le taux de la TVA applicable aux voitures limmatriculées en Corse est réduit de 25 % à 21 %.

Le taux de la TVA applicable aux disques, bandes et cassettes est réduit de 33,3 % à 18,6 %.

D'autres baisses de TVA inscrites dans la loi de finances pour 1988 concernent les médicaments (taux de 5,5 % au lieu de 7 % depuis le 1<sup>er</sup> août 1987) et les appareillages pour handicapés (le taux de 18,6 % passe à 5,5 %). L'exonération de TVA dont bénéficiaient les hôpitaux publics et certains cliniques est étendue à l'ensemble des établissements hospitaliers (elle concerne

l'hospitalisation, les soins médicaux, les opérations).

Enfin, le taux de TVA de 2,1 % dont bénéficie la presse périodique est étendu à la presse hebdomadaire. Les hôtels et relais quatre étoiles bénéficieront du taux de 7 % à partir du 1<sup>er</sup> juin 1988.

Dans le domaine des loyers, les mariages et jeux forains bénéficient d'un taux de 7 % contre 18,6 % précédemment.

#### D. — RÉGIME DE GROUPE DE DROIT COMMUN

La loi de finances pour 1988 réforme la fiscalité de groupe en alignant la pratique française sur les dispositions en vigueur à l'étranger. Désormais, toute société peut sur simple option — et sans agrément de l'administration — être redevable de l'impôt dû par l'ensemble du groupe. Cet ensemble comprend la société mère et les sociétés dont elle détient au moins 95 % du capital.

L'option est valable pour cinq ans. Elle doit être notifiée avant la date d'ouverture de l'exercice au titre duquel le régime de groupe s'applique.

Le résultat d'ensemble de la société mère est déterminé par la somme des bénéfices et des déficits annuels de chaque société du groupe, y compris le montant net des plus-values ou des moins-values à long terme. Le report en arrière des déficits peut être pratiqué par la société mère au titre du résultat d'ensemble. La créance née du report peut être utilisée pour le paiement de l'impôt dû sur l'ensemble du résultat du groupe.

Plusieurs autres mesures importantes sont inscrites dans la loi de finances pour 1988 : amélioration du régime du crédit d'impôt recherche ; institution d'un crédit d'impôt formation ; amélioration de la provision pour le financement des groupements agricoles d'exploitation en commun ; assouplissement des conditions de déduction des déficits agricoles ; relèvement de la limite d'application du régime spécifique prévu en faveur des agriculteurs qui perçoivent des recettes provenant d'une activité de tourisme à la ferme, reconduction des mesures TVA prises en faveur des agriculteurs.

D'autre part, les cotisations obligatoires de retraites et de prévoyances complémentaires sont déductibles du revenu imposable dans la limite de douze fois — au lieu de huit — du plafond annuel moyen fixé par la Sécurité sociale.

ALAIN VERHOLLES.

(1) Abattement spécial pour les personnes à bas revenus.

(2) Cette dernière mesure vise en fait à limiter les avantages retirés par les personnes vivant ensemble sans être mariées qui auraient dû normalement avoir droit à deux fois 11 130 F.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SAINT-GOBAIN

Résultat net de 1987 : 2,75 milliards de francs + 90 %

1987 a été pour le Groupe Saint-Gobain une bonne année. Selon les estimations actuelles le résultat total du Groupe (avant intérêts minoritaires) progresse de 83 %, le résultat net (part du Groupe) de 90 %.

Cette progression provient à la fois de la forte amélioration des résultats des Activités Industrielles du Groupe (69 % des ventes), et de la nette réduction des pertes constatées dans les Activités d'Entreprises et de Services (31 % des ventes).

Ces résultats ont été assurés à raison de 2/3 environ par les sociétés européennes du Groupe, de 1/3 par les sociétés implantées en Amérique du Nord et en Amérique latine. Le fait marquant est en 1987 le très bon résultat des sociétés industrielles françaises dont la contribution au résultat net est de 33 %.

Les nouveaux progrès du Groupe s'expliquent par l'évolution favorable de ses principaux marchés notamment l'automobile, l'emballage et dans une moindre mesure le bâtiment. Mais ils sont aussi la conséquence des investissements du Groupe et de ses efforts de gestion. Le « point mort » de la plupart des unités a pu être sensiblement abaissé. Partout la productivité a fortement augmenté. Le Groupe bénéficie enfin de l'équilibre géographique de ses activités.

Les principales données consolidées du Groupe en 1987 s'analysent ainsi :

— La diminution (- 1 %) des ventes (76,9 milliards de francs) provient principalement d'un certain recul des activités d'Entreprises et de Services. Elle s'explique aussi par la traduction en francs des ventes réalisées en dollars et dans une moindre mesure par la variation du périmètre de consolidation du Groupe.

— Le résultat d'exploitation du Groupe est voisin de 6 milliards de francs (+ 54 %), et le résultat total atteint 3,75 milliards de francs (+ 83 %). Ces chiffres s'entendent après : — des amortissements (3,25 milliards de francs) et des provisions (0,6 milliard de francs) du même ordre de grandeur que l'an dernier, — des charges hors exploitation (0,9 milliard de francs) encore importantes bien qu'un peu plus faibles que celles de 1986, — des éléments exceptionnels, notamment des résultats sur réalisations d'actifs (0,49 milliard de francs) plus élevés qu'en 1986 (0,25 milliard de francs) — des frais financiers nets (1,36 milliard de francs) en forte diminution (21 %), — des impôts (2,1 milliards de francs) en forte augmentation.

Service des Relations avec les Actionnaires : Tél. (1) 47-42-33-33 - Minitel : 3615 - CD2 - GOBAIN

### ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT FORTE AUGMENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 1987 MAINTIEN DU CARNET DE COMMANDES A UN HAUT NIVEAU

L'Électronique Serge Dassault a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 4 304 MF TTC (3 712 MF HT), soit une progression de 17 % par rapport à 1986 : 3 673 MF TTC (3 173 MF HT).

Le montant des commandes prises au cours de l'année 1987 s'est élevé à 3 951 MF TTC (3 460 MF HT), portant ainsi le carnet de commandes de la société, au 31 décembre 1987, à 8 150 MF TTC (7 200 MF HT).

Il est à souligner que, malgré une conjoncture internationale difficile depuis 2 ans, le carnet de commandes de l'ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT au 31/12/87 assure à la Société une visibilité satisfaisante, proche de deux années de chiffre d'affaires.

#### VALEURS DE FRANCE

Le 15 janvier 1988, la valeur liquidative de la SICAV « VALEURS DE FRANCE », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 303,77 F (306,72 F le 31/12/87).

A la même date, l'action de « VALEURS DE FRANCE » cotait 304 F (303 F le 31/12/87).

### Quatre autres lois importantes

Outre la loi de finances pour 1988, des dispositions fiscales importantes sont contenues dans la loi sur l'épargne du 17 juin 1987, dans la loi sur le mécénat du 23 juillet 1987, dans la loi de finances rectificative pour 1987 du 30 décembre 1987, enfin dans la loi du 5 janvier 1988 relative au développement et à la transmission des entreprises.

Dans la loi sur l'épargne figure l'institution d'un plan d'épargne en vue de la retraite (PER). A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988, les versements sur ce plan seront déductibles du revenu imposable dans la limite de 6 000 F par an pour les personnes seules et de 12 000 F pour les contribuables mariés.

Ces limites ont été par la suite relevées à 8 000 F et 16 000 F dans la loi de finances de 1988. De même sont-elles majorées de 4 000 F pour les contribuables ayant au moins trois enfants mineurs à charge. C'est aussi dans la loi sur l'épargne de juin 1987 qu'on trouve le taux de l'impôt sur les sociétés ramené à 42 %. La même loi prévoit le relèvement de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières : 16 000 F pour les couples mariés, 8 000 F pour les personnes seules.

La loi du 23 juillet 1987 a ensuite prévu pour les sociétés et les personnes des avantages fiscaux pour développer le mécénat.

La loi de finances rectificative pour 1987 prévoit que les plus-values sur terrain à bâtir réalisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1988 seront exonérées d'impôt après vingt-deux années de détention au lieu de trente-deux ans actuellement. La même loi

réduit pour 1988 et 1989 l'imposition des plus-values réalisées par les entreprises soit à l'occasion de la dissolution de sociétés inscrites, soit à l'occasion de la cession de tranches industrielles en vue de la construction de logements.

Les implantations commerciales dans un pays de la CEE sont facilitées par la possibilité de constituer sans agrément du Trésor une provision exonérée d'impôt à raison des pertes réalisées.

La loi du 5 janvier 1988 relative au développement et à la transmission des entreprises a modifié le code civil de façon à permettre aux tiers — collatéraux et étrangers — de bénéficier des avantages de la donation partage lorsque les héritiers participent à l'acte et qu'il s'agit d'une entreprise individuelle. La même loi prévoit des abattements (de 100 000 F et 50 000 F) pour le calcul des droits d'enregistrement lors de la vente d'un fonds de commerce, de clientèle, de cession d'offices. Cette réduction est calculée sur le prix de vente augmenté des charges ou sur le valeur vénale et s'applique aux actes passés à partir du 11 juin 1987.

D'autres mesures sont destinées à encourager les créations d'entreprises : réduction d'impôt sur le revenu pour les contribuables souscrivants du capital de sociétés nouvelles, assouplissement du régime des plus-values réalisées à l'occasion de l'apport en société de l'actif d'une entreprise individuelle. Les reprises de sociétés en difficulté sont également encouragées (étalement du bénéfice pour l'entreprise repreneuse).

Sicav CEA / Monaco / PER

## Sicav Intersélection France

### La compétence du financier

Les entreprises françaises se portent bien et investissent dans l'interselection France, constituée à 90 % de valeurs françaises rigoureusement sélectionnées, demeure un bon placement.

Si la crise mondiale a affecté les performances boursières en 1987, notre politique de gestion nous a permis de sauvegarder au mieux les intérêts de nos clients en amortissant les effets de la chute du cours des actions.

Économie d'impôt et valorisation à moyen et long terme demeurent nos deux objectifs prioritaires. En 1988, vous pouvez à la fois bénéficier de la reconduction du CEA pour un an et constituer votre PER en investissant dans Intersélection France (droit d'entrée réduit à 3 %).

Décider de confier vos intérêts aux spécialistes du premier groupe bancaire privé français, c'est aujourd'hui, plus que jamais, choisir la compétence d'une grande banque internationale capable de maîtriser la complexité croissante des marchés mondiaux.

Mise en paiement du dividende : F 14,31 (+ F 2,97 d'impôt fiscal le 19 janvier 1988).

Coupon réinvestissable sans droit d'entrée jusqu'au 18 avril 1988 inclus.

### SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

PRENEZ CONSEIL DANS L'UNE DE NOS 2 200 AGENCES EN FRANCE

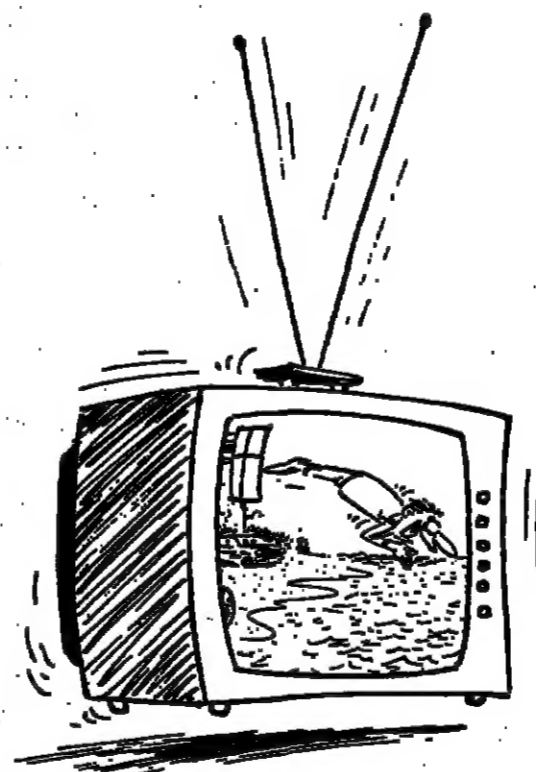
et les particuliers

[Faded text from the newspaper page, mostly illegible]

Quatre  
[Faded text from the newspaper page, mostly illegible]



**UNE STATION TERRIENNE,  
UN AVION, UN SATELLITE  
ET TOUT LE SAVOIR-FAIRE ALCATEL.**



**ALCATEL**

1986 - 1987 - 1988, Alcatel assure la retransmission intégrale  
des images du Paris-Dakar, en association avec le ministère de la Défense SIRPA, et avec



Signier-Courcelle et associés

حکومتنا الامم

# Marchés financiers

سكنا من الاجل

Une initiative privée sur la place financière de Paris

## Le CCF étudie la création d'un marché d'options sur indices boursiers

La modernisation de la place financière de Paris avait été jusqu'à présent et pour l'essentiel l'œuvre des pouvoirs publics. Pour la première fois, une innovation importante pourrait être introduite à la suite d'une initiative privée. En association avec la société financière Finacor, la société de services informatiques Simuledge et une firme suédoise du groupe Wallenberg, OM, le Crédit commercial de France a annoncé, le lundi 25 janvier, la création d'une société d'études commune dont l'objet est de préparer la mise en place, en France, d'une bourse privée entièrement électronique, où se négocieront des contrats sur indices boursiers.

Les Suédois ne sont pas connus pour leur exubérance en matière financière. Et pourtant, c'est en Suède que fonctionne le second marché mondial — après celui de Chicago — des contrats à terme sur indices boursiers. Depuis 1985, en effet, et à l'initiative d'un membre de la famille Wallenberg, une bourse privée, où se négocient des options sur indices, a été lancée. Son mode de fonctionnement est original à plus d'un titre.

Tout d'abord, il s'agit d'une « bourse privée ». Elle n'est possédée ni par ses membres ni par ses quarante mille clients. Elle est, en fait, elle-même cotée à la Bourse de Stockholm, le groupe Wallenberg en étant le principal actionnaire. Ensuite, il s'agit d'un marché où ne se négocient que des contrats à terme sur indices boursiers, des instruments qui permettent normalement aux opérateurs de se couvrir contre les fluctuations boursières. Enfin, la négociation comme la compensation de ces produits financiers se font électroniquement, ce qui permet une information continue et en temps réel de tous les intervenants.

Pratiquement prêts, les promoteurs de ce projet en souhaitent « le démarrage le plus rapidement possible ». Ils risquent cependant de se heurter à une proposition concurrente, déposée par les autorités boursières de la place parisienne, mais, pour l'instant, moins avancée dans sa conception. Il leur faudra aussi peut-être attendre les conclusions de la commission Deguen, désignée par M. Balladur pour étudier les relations entre le fonctionnement des marchés à terme sur les instruments financiers et la crise boursière. On sait qu'aux Etats-Unis les détracteurs des options sur indices boursiers leur reprochent d'avoir provoqué, en tout cas amplifié, le krach du 19 octobre.

D. G. et E. I.

### Proposition concurrente

De telles conditions assurent à ce marché une bonne efficacité et une grande sécurité. Lorsque les intervenants souhaitent réaliser des opérations, ils peuvent avoir accès immédiatement sur leurs écrans à tous les paramètres nécessaires. L'écran affiche instantanément les offres d'achat et de vente les plus intéressantes que proposent les « teneurs de marché » (les « market-makers »). Ces derniers connaissent en permanence leurs positions réelles et peuvent ajuster leurs propositions en fonction de l'état du marché. La

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### TECHPACK INTERNATIONAL T.P.I.

L'Assemblée Générale des actionnaires de T.P.I. qui s'est réunie le 30 décembre 1987 a rendu définitive la fusion des sociétés T.P.I. et TECHPACK. A la suite de cette fusion, la société a pris comme nouvelle dénomination sociale, TECHPACK INTERNATIONAL T.P.I. Contrôlé à plus de 80 % par EUROCOM, TECHPACK INTERNATIONAL est désormais à la tête d'une quinzaine d'entreprises industrielles opérant dans le secteur de l'emballage personnalisé. — Emballages plastiques hauts de gamme pour la parfumerie et la cosmétologie avec en particulier les sociétés L.I.R., TELEPLASTICS INDUSTRIES, M.D.B. et GARCEAU en France, HENLOPEN et LIR U.S.A. aux Etats-Unis ; — Emballages carton pour produits alimentaires avec les sociétés GAULT et FREMONT et PARIS-EMBALLAGES. Le Groupe TECHPACK INTERNATIONAL est présidé par M. Jacques Landelle ; il a pour Vice-Président Directeur général M. Alain Chevassus et pour Vice-Président M. François-Xavier Spittel. Ce nouveau Groupe devrait réaliser en 1988 un chiffre d'affaires consolidé de plus d'un milliard de francs et un résultat net consolidé, part du Groupe, de plus de 30 millions de francs.

## Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vous présente dans sa collection "ANALYSES DE SECTEURS": "LES CLINIQUES PRIVÉES"

Le poids relatif du secteur privé de l'hospitalisation dans le système de soins en France est considérable, comparé à ce qu'il est dans de nombreux autres pays, avec 2 600 établissements, d'une capacité totale de 208 000 lits, employant 207 000 personnes non médecins et permettant à 11 300 praticiens d'y exercer leur activité.

L'approche de ce secteur se heurte à la complexité juridique, administrative et économique d'un ensemble de grande hétérogénéité. Sa singularité réside dans la coexistence d'un principe de rémunération par des fonds prélevés de manière collective et d'un principe d'exercice libéral de la médecine.

L'ensemble du secteur hospitalier connaît, depuis quelques années, d'importantes mutations technologiques entraînant un changement en profondeur, auquel s'ajoutent des facteurs plus conjoncturels.

Ces transformations devraient entraîner une restructuration du secteur des cliniques, qui est encore très parcellisé et dont de nombreuses entités devraient disparaître ou se reconnaître autour d'autres "réalisés". Déjà un phénomène de concentration, encore très marginal, se développe à un rythme rapide, et les dispositions contenues dans la récente loi du 24 juillet 1987 devraient favoriser les regroupements.

Le secteur privé de l'hospitalisation est l'objet, comme l'ensemble du système de santé français, d'une certaine remise en cause de ses principales règles de fonctionnement, qui n'en est encore qu'au stade de la réflexion. Ces différents facteurs font des cliniques un secteur très sensible au contexte politique, économique et social.

Cette étude est en vente à EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière) 116, rue de la Banque, 75002 Paris. Pour en recevoir gratuitement la présentation, tél. : 42 61 51 24.

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice gén. de base 100 : 31 décembre 1987

16 jan. 22 jan.

Valeurs franc. à rev. var.	96,5	97,8
Valeurs étrangères	97,6	97,9
Valeurs industrielles	102,3	101,9
Pétrole-Energie	102,6	99,7
Chimie	97,2	95,5
Métallurgie, mécanique	96,8	96,1
Electricité, électronique	95,9	98,2
Médecine et matériel	97	92,7
Ind. de consommation, non all.	95,6	92,2
Agro-alimentaire	96,4	97,7
Diversification	93,6	89
Transport, lais., services	95,8	93,2
Assurances	92,2	88,2
Crédit banque	96	90,2
Silicon	99,7	97,9
Immobilier et financier	93,2	92,5
Investissement et services	95,2	95,7

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs franc. à rev. var.	99	100,2
Empreintes d'Etat	99,7	101,4
Empreintes garanties et assimilées	99,4	99,5
Sociétés	100,3	100,8

Base 100 en 1980

Valeurs franc. à rev. var.	2 264,2	2 248,1
Valeurs étrangères	2 403,9	2 384,2

Base 100 en 1972

Valeurs franc. à rev. var.	341,22	334,89
Valeurs étrangères	466,46	466,16

Base 100 : 31 décembre 1986

Indice des val. franc. à rev. var.	114,24	115,73
Empreintes d'Etat	112,85	114,62
Empreintes garanties et assimilées	114,14	115,42
Sociétés	116,84	117,17

COMPAGNIES DES AGENTS DE CHANGEMENT

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice général	270,8	288,1
Construction	301,2	300,1
Mécanique	197,1	192,9
Mécanique de précision	307,4	343,1
Mécanique de précision, durables	362,1	360,8
Mécanique de précision, non durables	357,2	351,3
Services	329,7	349,9
Sociétés financières	282,8	314

Sociétés de la zone franc

Indice général	288,1	288,8
A l'étranger	280,9	248,9
Valeurs industrielles	280,9	248,9

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice général	218,2	209,9
----------------	-------	-------

### Wall Street

#### Mesures de sauvegarde à l'étude

Le New York Stock Exchange (NYSE) va étudier une proposition visant à suspendre des transactions sur des actions particulières pour limiter leurs fluctuations. Celle-ci pourrait être la plus importante réforme du fonctionnement de la principale Bourse de New-York depuis le krach du 19 octobre. Elle sera examinée le 4 février, lors de la prochaine réunion du conseil d'administration du NYSE. Selon M. Phelan, président du NYSE, la suspension, si les administrateurs l'acceptent, interviendrait probablement dès qu'un certain pourcentage sur une action serait atteint. Initialement, l'expérience ne porterait que sur quelques actions seulement.

Par exemple, a expliqué M. Phelan, si le cours d'une action progresse ou baisse de plus de 30 % en une séance, il serait immédiatement suspendu. Pendant cette suspension, peut-être dix minutes, les opérateurs seraient immédiatement avertis.

Les transactions pourraient reprendre ensuite sans être forcément limitées à plus ou moins X %. L'objectif est de permettre au marché de constater l'importance d'une fluctuation.

### TOKYO, 25 janvier ↑

#### La reprise continue

La reprise observée la semaine dernière au Japon-Chô s'est poursuivie lundi. La séance matinale était déjà achevée sur un score très satisfaisant (+145,75 points). En fin de journée, le marché a évolué encore sur avance, et l'indice Nikkeï s'élevait à 23 318,40, en hausse de 193,07 points.

La bonne tenue du dollar a renforcé l'optimisme des investisseurs, qui tablent toujours sur le prochain rallye à Tokyo d'importants liquidités en provenance de l'étranger.

La déclaration du gouverneur de la Banque centrale du Japon, M. Sanjō, qui a souligné pour l'instant toute base de la devise américaine, a contribué à maintenir une bonne atmosphère à la corbeille japonaise.

Les courants d'échange n'ont cependant pas été très importants. En revanche, il en faut d'une certaine prudence. Au plus, 500 millions de titres ont changé de mains. L'intérêt s'est concentré sur les valeurs liées au marché intérieur.

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF Au 14 jan.

1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	369 118
Or	223 347
Disponibilités à vue et l'étranger	96 606
ECU	60 985
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 276
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	60 694
Comptes au Trésor public	36 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	289 070
Effets escomptés	60 629
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECON	78 911
5) DIVERS	13 905
Total	808 689

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION	221 530
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	22 434
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	114 381
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	101 612
Comptes courants des établissements adhérents à la coopération de réserves	60 386
5) ECU A LIVRER AU FECON	74 073
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	259 363
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	11 928
Total	808 689

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice général	218,2	209,9
----------------	-------	-------

## PARIS :

### Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	720	670	Meridex	240	223 50
Alain Maccoux	167 20	160 50	Meridex Immobilier	280	270
Assenti & Associés	305	300	Meridex Minier	112 30	102 50
Asynal	285	258	Meridex Industriel	282	251 50
B.A.C.	430	405	Meridex Services	128	109
B. Dorey & Assoc.	347 60	347 60	M.I.C.M.	820	410
B.L.C.M.	650	650	Milax	194	189
B.L.P.	388 10	388	Novate-Delmas	488	478
Bolton Technologie	665	665	Olivet-Lagache	165	158 40
Boloni	601	601	Om. Gest. Fr.	284	360
B.P.	335	335	Pariprest	150	146
Calsonic	678	678	Perinon (G. H. & F.)	100	100 20
Canal Plus	372 90	371	Rand	611	601
Canal	605	605	St-Gobain Bâtiment	1000	1001
C.D.M.E.	952	976	St-Gobain Mécanique	120	120
C. Equip. Syst.	286	286	S.G.P.F.A.	240	230 40
C.E.L.I.D.	408 80	382 30	Signe	369	360
C.E.S.E.P.	130	130	S.E.P.	808	800
C.E.Z.-Communication	600	600	S.E.P.A.	820	906
C.G.I. Informatique	458	460	Sigra	900	790
Chambre d'Objet	381 40	380	S.M.I. Group	176 80	180
C.A.M.M.	248	240	Socobis	355 50	351
Concept	300	300	Sofina	217	215
Coform	408	391 80	Sofis	165	168
Dafin	140	137	Union Financ. de Fr.	341 20	327 80
Daphné O.T.A.	2601	2600	Valeurs de France	289 80	284 80
Danville	1180	1133			
Daxis	650	650			
Départ. St. comm.	32	32			
Ediflex Bédouin	94	92			
Elect. S. Dumont	312	308			
Elyon Investiss.	17	17			
Epiroc	360	360			
Epiroc	285 80	285 80			
Finor	386 50	427 70			
Gabriel	828	804			
Gey Dreyfus	681	684			
I.C.C.	220	225			
IMA	150	150			
I.G.F.	80	80			
I.R.T.	82 20	88 50			
Int. Méd. Service	160	160			
La Compagnie Financ.	213	208			
Le Jet de Médi.	162 10	162 10			
Luz Investissement	240 10	240			
Lozic	150	150 20			

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

### MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 22-1-88 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Mars	Jun	Sept.	Déc.	Mars	Jun	Sept.	Déc.
Laforge Cap.	1100	65	185	-	-	126	169	-	-
Faciles	288	17,90	38	-	-	28	26	-	-
Pangost	1888	23	68	-	-	188	-	-	-
Thomson-CSF	126	7	12	-	-	20,68	22,58	-	-
EE-Asphaltes	288	41	49	-	-	5,58	11	-	-
Midi	1688	87	-	-	-	119	-	-	-

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 Janv. 1988

Nombre de contrats : 60 613

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 88	Jun 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	99,60	98,38	97,80	-
Précédent	99,05	97,80	97,45	-

### INDICES

#### CHANGES

Dollar : 5,64 F ↑

Le plus grand calme a régné, le lundi 25 janvier, sur toutes les grandes places financières internationales. Le dollar ne s'est guère écarté de ses niveaux précédents pour se situer à 5,64 F (5,63 F vendredi). Les cambistes se sont bornés à noter la baisse de 0,20 % des taux à long terme japonais.

FRANCFORT	22 jan.	25 jan.
Dollar (en DM)	1,67	1,6735
TOKYO	22 jan.	25 jan.
Dollar (en yen)	127,78	127,65

#### MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (25 jan.)	75/76 7/8
New-York (22 jan.)	63/64 7/8

#### BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

Valeurs françaises... 96,9 99,6

Valeurs étrangères... 100,5 101,9

C° des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1987)

Indice général... 258,3 258,1

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

21 janv. 22 janv.

Industrielles... 1 679,51 1 943,91

LONDRES (Indice Financial Times)

21 janv. 22 janv.

Industrielles... 1 484 1 421

Mines d'or... 279,9 279,9

Fonds d'Etat... 88,59 88,69

TOKYO

23 janv. 25 janv.

Nikkei Dow Jones... 23 318,40 23 318,40

Indice général... 1 856,56 1 881,71

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS		
				+ ou -	+ ou -
SE-IL	5,6300	5,6400	+ 22 + 37	+ 60 + 85	+ 265 + 345
5 em.	4,4837	4,4895	- 55 - 30	- 99 - 44	- 126 - 33
Yen (100)	4,4193	4,4251	+ 128 + 151	+ 236 + 284	+ 869 + 966
DM	3,3682	3,3720	+ 118 + 135	+ 238 + 262	+ 776 + 840
Flors	2,9987	3,0019	+ 85 + 100	+ 171 + 193	+ 578 + 637
FB (100)	16,1539	16,1662	+ 189 + 199	+ 299 + 441	+ 1 135 + 1 628
FS	4,1548	4,1592	+ 287 + 228	+ 418 + 499	+ 1 154 + 1 249
L (1 000)	4,8083	4,8318	- 148 - 228	- 248 - 191	- 631 - 496
F. comp.	10,0459	10,0509	- 182 - 58	- 158 - 91	- 318 - 123

Taux des Euromonnaies

SE-IL	DM	Flors	FS	L (1 000
-------	----	-------	----	----------

Marchés financiers

BOURSE DU 22 JANVIER

Cours relevés à 17 h 38

Main market table with columns for Valeurs, Cours précéd., Cours, and % variation. Includes sections for Réglement mensuel and various stock indices.

Comptant (selection)

SICAV (selection)

22/1

Comptant and SICAV sections containing detailed data for various financial instruments, including bonds, foreign exchange, and mutual funds.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Exchange rates and gold market table with columns for MARCHÉ OFFICIEL, COURS, and various currency pairs.

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - \* : marché continu

Handwritten signature or stamp in Arabic script.

صحة من الاجل

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La situation dans les territoires occupés par Israël. 4 La fin du congrès du Parti socialiste espagnol. 5 Les négociations sur le Cambodge. 6 Haïti : M. Leslie Manigat est proclamé président de la République.	8 Le congrès extraordinaire du RPR. 9 La convention nationale du PR. 10 Le PS et l'écologie. <b>DÉBATS</b> 2 L'attitude d'Israël dans les territoires occupés.	11 Une rencontre de mille responsables : l'école catholique veut s'adapter à un public d'in croyants. 12 SPORTS : la victoire de Mats Wilander aux Internationaux de tennis d'Australie. 41 Justice : assassinés sans mémoirs.	14 Le XXII <sup>e</sup> MIDEM à Cannes. - Les <i>Kriseria</i> , de Michel Dalberto. 15 Mode : le défilé de Christian Lacroix. - Théâtre : <i>The Changing</i> , de Thomas Middleton. 13 COMMUNICATION.	42 Annonce d'un compromis des Douze sur l'agriculture. - La concentration dans les banques espagnoles. 43 M. Séguin s'interroge sur la valeur de référence du SMIC. 44 Les impôts dans la loi de finances pour 1988. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées : 18 à 36 Carnet ..... 41 Campus ..... 41 Loto, Loto sportif ..... 17 Météorologie ..... 17 Mots croisés ..... 17 Radio-télévision ..... 17 Spectacles ..... 16	• Chaque matin : le mini-journal JOUR • Abonnez-vous au Monde ABO • Testez les jeux du Monde JEUX Actualités International Campus. Bourse, FNAM, Sports. 36-15 tapez LEMONDE

## Le voyage du ministre des finances dans le Golfe M. Balladur signe avec l'Arabie saoudite un accord de coopération économique

RYAD de notre envoyée spéciale

A l'issue d'une visite officielle de deux jours en Arabie saoudite, le samedi 23 et le dimanche 24 janvier, M. Edouard Balladur, ministre de l'Économie, des finances et de la privatisation a signé, avec son homologue saoudien, un accord prévoyant une réunion chaque année d'une commission mixte économique-financière, associant les responsables des ministères des finances et des banques centrales des deux pays.

Parallèlement, une rencontre sera organisée entre les hommes d'affaires, les investisseurs et les chefs d'entreprise français et saoudiens. Cet accord remet en vigueur un accord commercial vieux de treize ans et pratiquement jamais appliqué depuis.

Soulignant « la profonde convergence de vues sur les grands sujets d'intérêt commun, politiques et économiques », le ministre français, qui avait été longuement reçu dimanche par le roi Fahd, a estimé que cet accord devrait permettre de « renforcer et étendre à d'autres domaines la coopération étroite qui existe entre les deux pays ».

Porteur d'un message de M. Chirac assurant le royaume de la constance de la politique française dans le Golfe et vis-à-vis des pays arabes, M. Balladur s'est déclaré convaincu que « la politique française était bien connue dans sa continuité. On ne s'attendait qu'elle était particulièrement appréciée des autorités du royaume », a-t-il ajouté.

On soulignait, au sein de la délégation française, que le souverain avait fait l'apologie de la constance et de la fidélité française et

qu'aucun des nombreux ministres rencontrés au cours de ces deux jours de visite n'avait évoqué l'éventualité d'un revirement de la politique française dans le Golfe, en dépit du rapprochement opéré depuis décembre avec l'Iran. Tout en garantissant le maintien de la flotte française dans le Golfe, le ministre a toutefois refusé de s'engager sur les nouvelles mesures à prendre pour appliquer la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la guerre Iran-Irak.

### Chute des exportations françaises

Sixième fournisseur de l'Arabie saoudite, la France a vu, depuis quatre ans, ses ventes dans le royaume s'effondrer en raison de la chute des revenus pétroliers et de la fin de grands contrats d'infrastructure, dont les industriels français s'étaient fait une spécialité. De 9,2 milliards de rials (1) en 1984, les exportations françaises ont chuté à 3,9 milliards en 1986 et à 2,4 l'an dernier... M. Balladur a souligné la nécessité de redéployer les exportations françaises : « Nous avons pris l'habitude de grands contrats, mais tout à un temps ; il faut évoluer vers une forme d'échanges fondés davantage sur les produits courants », a-t-il déclaré, soulignant la nécessité de développer par ailleurs les investissements dans les deux sens. M. Balladur a notamment assuré l'Arabie saoudite qu'il accueillerait favorablement tout investissement saoudien dans le secteur du raffinage français.

Enfin, les deux pays sont convenus de développer également les échanges dans la perspective de l'accord de libre-échange négocié entre la CEE et le Conseil de coopération du Golfe.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) 1 ryal saoudien = 1,45 F.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 janvier

### Très légère amélioration

Sévérement pénalisée la semaine passée, la Bourse de Paris avait la mine moins chiffonnée lundi matin. À l'issue de la séance préliminaire, l'indicateur instantané enregistrait une avance infime de 0,05 %. Quelques grosses valeurs se sont redressées, comme Alstom, Localfrance, BP France, Esso, Bis, Mérieux et Signaux. Mais plusieurs vedettes ont continué de perdre du terrain, comme Dassault, Galeries Lafayette, Skis Rossignol, Total, L'Oréal, Bic, Printemps, Carrefour et Pernod-Ricard.

### Valeurs françaises

	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Aztec	285	285	282
Agence Havas	325	321	379,80
Air France	430	431	430
Banque Paribas	1860	1870	1868
Carrefour	.....	.....	.....
Club Méditerranée	.....	.....	.....
Euro (Océ)	.....	.....	.....
ELF-Astoria	.....	.....	.....
Esso	.....	.....	.....
Lafarge-Coppée	.....	.....	.....
Lyonnais des Eaux	.....	.....	.....
Midi (Caf)	.....	.....	.....
Renov. Motoc	608	603	608
Oréal (L)	.....	.....	.....
Paradis (Holl)	.....	.....	.....
Pagnot S.A.	.....	.....	.....
Sancor	.....	.....	.....
Saurat Pirell	528	508	511
Thomson-CSF	.....	.....	.....
Total-CFR	.....	.....	.....
Valéo	347	336	331



38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

## Afin de contrer l'offensive de M. Carlo de Benedetti

### La Société générale de Belgique a trouvé de nouveaux alliés

Onze sociétés composent l'actionariat de Sodocom, filiale à 100 % de la Société générale de Belgique (SGB), qui a acquis les douze millions d'actions nouvellement créées par cette dernière à l'occasion de l'augmentation de son capital destinée à contrer l'offensive du financier italien Carlo De Benedetti sur le premier holding du pays. Et ce, malgré l'opposition du tribunal de commerce de Bruxelles (le Monde daté 24-25 janvier).

Dans un communiqué diffusé le dimanche 24 janvier au soir, Sodocom précise que 29,75 % de son capital sont entre les mains de la Générale International Finance (GIF), filiale de la SGB. Les 70,25 % restants sont répartis entre : Almamij, Assurances van de Belgische Boerenbond, la Banque générale de Luxembourg, Cafiges, la Compagnie financière Nagelmackers, Electrafina, le groupe Assurances gé-

rales, Mecaniver, la Royale belge et l'Union financière Boel.

Sodocom précise que « cet actionariat pourrait être encore modifié à l'avenir » et que les onze actionnaires « disposent de la faculté de proposer à la SGB la reprise de leurs actions ».

À la suite de l'augmentation de son capital, porté de 28 millions à 40 millions d'actions, la SGB a désormais comme actionnaire principal Sodocom à hauteur de 29,88 %. La participation de M. De Benedetti est ramenée de 18,6 % à 11,22 %, soit 5,75 % à travers Dumenil-Lébié et 5,47 % par Cerus.

Contre-attaquant, le groupe Cerus a annoncé ce week-end qu'il « assignera incessamment la SGB en annulation de cette augmentation de capital ».

### Au Maroc

## Protestations dans plusieurs pays européens contre la répression

Des journées d'action contre les « graves atteintes aux droits de l'homme au Maroc » ont eu lieu, le samedi 23 et le dimanche 24 janvier, à l'appel de l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ADHM) dans plusieurs villes de France, de Belgique, des Pays-Bas et de RFA, a annoncé, le dimanche 24 janvier, un communiqué de cette organisation à Paris.

Selon l'ADHM, « les détenus politiques, à Casablanca et dans d'autres prisons du royaume, même en ce moment des grèves de la faim pour dénoncer les mauvais traitements dont ils sont victimes ».

À Paris, un jeûne de solidarité de vingt-quatre heures s'est déroulé à l'église Saint-Merri, indique le communiqué, qui ajoute que « des centaines de télégrammes de protestation émanent de personnalités et

d'organisations démocratiques et humanitaires européennes ont été envoyés à Rabat ».

Selon l'organisation, « les autorités marocaines ont de plus en plus recouru à la répression sauvage pour contrer les mouvements sociaux et d'opinion comme en témoignent les derniers événements de Fès ».

Au sujet des affrontements dans cette ville, mercredi dernier, qui ont fait officiellement un mort et vingt et un blessés, l'ADHM affirme que « selon des milliers d'étudiants à Fès, quatre personnes seraient mortes » et « plus de quatre cents personnes ont été arrêtées à Fès et dans d'autres villes du Maroc ». Selon cette source, des manifestations se sont également déroulées à Rabat, Meknès, El-Hoceima, Ouazzan et Khourbga. — (AFP.)

## Sur le vif

### « Patates de canapé »

Vous y passez combien d'heures par jour, vous, devant le petit écran ? Dans quelle tenue ? Quelle position ? Et les rails sur la frigo ? Espacés ? Groupés ? Et votre rythme de zapping, il est comment, rapide, lent ? C'est bien ce que je pensais, vous n'en savez trop rien. Vous êtes des téléphages amateurs, pas des pros.

Aux États-Unis, ça y est, la première convention nationale des drogués de la télé, surnommées « les patates de canapé », s'est tenue, pendant le week-end, dans un grand hôtel de la banlieue de Chicago. Plusieurs centaines de délégués se sont relayés devant le tribunal, regardant précipitamment leur chambre pour se shooter à la vidéo entre deux interventions.

Pas question d'essayer de se désintoxiquer, pas du tout, il s'agit, au contraire, de se perfectionner dans la pratique de ce qu'un célèbre joueur de football américain qualifie de « sport de combat ». Ça n'a l'air de rien, mais ça exige un minimum de technique, d'entraînement. D'abord, faut savoir, ça

s'apprend, effectuer un vol plané sur le divan pour occuper seul le terrain. Saut de l'ange, saut de chat, saut en rouleur, saut à ressort, doivent faire glisser l'inconscient qui aurait vu l'impuissance de poser ses fesses sur un coin du canapé familial. Tout de suite après l'atterrissage, amarré-vous solidement aux coussins, versez quelques gouttes de cognac, faites quelques exercices de gymnastique, obligez de coucher à même la moquette sur un amoncellement de godasses dépareillées, de cendriers pleins et de cassettes vides.

Parmi les nouveautés budgets que vont s'arracher des millions d'adeptes : un tee-shirt avec une poche kangourou destinée au programme télé, un paquet de chips incorporé et une lanterne à cadenas qui permet de sortir vainqueur de la compétition en accrochant fermement la télécommande, objet de toutes les convoitises, sous les doigts du zappeur triomphant.

CLAUDE SARRAUTE.

## Le baromètre de l'IFOP

### A la hausse !

Le baromètre IFOP-Journal du dimanche, publié le dimanche 24 janvier (1), accorde 60 % d'indice de satisfaction à M. François Mitterrand, soit un gain de 4 points par rapport à décembre. Les mécontents ne sont que 39 % contre 30 % le mois dernier. M. Jacques Chirac obtient 49 % de satisfait et gagne 5 points. Les mécontents passent de 42 % à 37 %.

Au baromètre des bonnes opinions, M. Raymond Barre obtient 59 % (1 point de plus que le mois dernier). Les mauvaises opinions sur son compte passent de 27 % à 28 %. A 49 % de bonnes opinions,

M. Michel Rocard gagne 3 points par rapport au mois dernier. Les mauvaises opinions s'élevaient à 31 % contre 32 % le mois dernier. Toutes les autres personnalités (M<sup>me</sup> Simone Veil, M<sup>me</sup> Jacques Delors, François Léotard, Laurent Fabius, Valéry Giscard d'Estaing, Lionel Jospin) gagnent un ou plusieurs points de bonnes opinions par rapport à décembre 1987.

(1) Sondage effectué par l'IFOP pour le Journal du dimanche, du 9 au 18 janvier 1988, auprès d'un échantillon de 1 805 personnes.

DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 87 AU 15 MAI 88 Pour les moins de 16 ans

**LONDRES GRATUIT**

Brittany Ferries

Toutes agences de voyages et (1) 42 96 83 25

Le Monde sur minitel

**JOUEZ AVEC LE MONDE**

36.15 TAPEZ LEMONDE puis JEUX

**Francis Javitt**

JOAILLIER HORLOGER ORFÈVRE CADEAUX

**SOLDES MONSTRES SUR LA BIJOUTERIE**

Une vitrine à moins 20%  
Une vitrine à moins 30%  
Une vitrine à moins 40%

Francis Javitt  
Centre Commercial Maine Montparnasse  
66, Bd du Montparnasse, 75015 PARIS Tél. : 45.38.66.52  
Ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h,  
1 heure de parking gratuit à tout acheteur.

SCIENCE & VIE

**ECONOMIE**

**LES GENDARMES DE LA BOURSE**

A nouveaux marchés, nouveaux délinquants.  
A New York, Londres ou Paris, les organismes de contrôle face à des fraudeurs très spéciaux...

**ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU N° DE FÉVRIER :**

- DOSSIER : 1987, UNE ANNÉE DE CONSTRUCTION EUROPÉENNE Dans la perspective de 1992, les acquis de l'an passé et les grands rendez-vous de 1988.
- EXPORTATION : DÉPRIME CHEZ LES MARCHANDS DE CANONS Pour une industrie dépendante à 40 % de l'exportation, un carnet de commande mal rempli et c'est la déprime. L'armement a du plomb dans l'aile.
- IMMOBILIER, VALEUR REFUGE ? Après le krach boursier, la pierre semble une valeur refuge, en particulier les sociétés civiles de placement immobilier. Comment faire les bons choix ?

SCIENCE & VIE

**ECONOMIE**

**COMPRENDRE POUR AGIR**